



7. 2. 153

7. 2. 15.
28974 (1^{re})

31

INSTITUT ROYAL DE FRANCE.

COMMENT
L'ANCIENNE GERMANIE

EST ENTRÉE
DANS LA SOCIÉTÉ CIVILISÉE DE L'EUROPE OCCIDENTALE,
ET LUI A SERVI DE BARRIÈRE CONTRE LES INVASIONS DU NORD,
PAR M. MIGNET.

Mémoire lu à l'Académie des Sciences morales et politiques.



PARIS,
TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
Imprimeurs de l'Institut, rue Jacob, n° 56.

1841.

1,911,153

INSTITUT ROYAL DE FRANCE.

COMMENT
L'ANCIENNE GERMANIE

EST ENTRÉE

DANS LA SOCIÉTÉ CIVILISÉE DE L'EUROPE OCCIDENTALE,

ET LUI A SERVI DE BARRIÈRE CONTRE LES INVASIONS DU NORD,

PAR M. MIGNET.

Mémoire lu à l'Académie des Sciences morales et politiques.

Je me propose de montrer, dans ce mémoire, à quelle époque, comment et par qui l'ancienne Germanie a été incorporée dans la société civilisée de l'Occident. L'entrée de la race allemande dans le cercle agrandi des sociétés régulières et la réunion de son territoire à la partie du continent européen déjà soumise à une organisation commune et à la même loi morale, est un événement de la plus haute importance. Cet événement du premier ordre, sans

changer encore la proportion des masses géographiques entre le monde civilisé et le monde barbare, a changé la proportion de leurs forces. Il a fermé la principale route par laquelle les tribus nomades de l'Europe septentrionale et des plateaux de l'Asie s'avançaient, de temps immémorial, jusque sur les bords de l'Océan et de la Méditerranée, en culbutant tout ce qu'elles rencontraient sur leur passage. Il a préparé et hâté l'heureuse transformation des peuples et des pays placés plus au nord, et qui à leur tour ont étendu le cercle de l'univers policé. Ainsi l'avènement de toute une race nombreuse, forte, intelligente, à un état social perfectionné que sa position la rendait capable d'accepter, mais non de produire; la formation d'une digue centrale propre à arrêter ce torrent de peuples qui, d'intervalle en intervalle, inondait les contrées de l'ouest et du sud; enfin l'unité européenne qui en a été assez promptement la suite: tels sont les graves résultats qui m'ont décidé à traiter ce sujet et à appeler sur lui l'attention de l'Académie.

Civiliser le centre et le nord de l'Europe était une entreprise fort difficile. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer quelle est la configuration géographique de cette partie de l'ancien continent. L'œil y découvre tout d'abord ce que l'histoire y confirme ensuite, et l'esprit pourrait presque en retracer les longues destinées sans l'aide des événements. Le territoire européen, si favorablement découpé pour conserver, entretenir, étendre la civilisation, était peu propre à en faciliter les commencements. Je n'examinerai pas derrière quels abris, sous quelles conditions alimentaires les peuples se fixent sur le sol, peuvent s'y défendre, savent s'y nourrir, et deviennent aptes à cultiver leur intelligence, à étudier la nature, à inventer les arts, à développer la société humaine.

Je dirai seulement que la réunion de toutes les circonstances extérieures nécessaires au grand et difficile passage de la vie errante à la vie stable, de la barbarie à la civilisation, est assez rare pour que des peuples appartenant à la race indo-européenne, la mieux douée de toutes les races, soient demeurés, faute d'avoir rencontré ces circonstances, sans culture sociale depuis les temps les plus reculés jusqu'à peu de distance de notre époque. Ces peuples ont montré plus tard qu'ils possédaient des facultés natives supérieures à celles des nations orientales qui les ont devancés dans la carrière des progrès sociaux. Leur race a fait par l'intelligence et pour la civilisation tout ce qui s'est opéré de plus grand et de plus heureux dans le monde, et aujourd'hui, souveraine des autres races, elle domine sur presque toute l'étendue du globe dont elle a changé la face. Mais son génie, pendant une longue série de siècles, est resté enveloppé en lui-même, jusqu'à ce qu'il ait trouvé les conditions extérieures qui devaient en provoquer la brillante apparition et le magnifique déploiement. En ceci, les races humaines dépendent moins de leur organisation naturelle que de leur position géographique.

La vieille et primitive Europe possédait-elle quelques-unes de ces positions physiques qui, servant d'abris aux hommes, leur permettent de se développer à leur aise, et de sortir de leur stérilité en cessant leurs courses? Non. Couverte, sur presque toute sa surface, de forêts ou de marécages, n'ayant guère que des steppes stériles, des montagnes froides, des plaines couvertes par des bois immenses ou par des eaux mal dirigées, manquant en général d'arbres à fruits et de plantes alimentaires, elle n'offrait en outre aucun

abri sûr contre le choc incessant des nombreuses tribus nomades qui parcouraient librement sa vaste étendue. C'était là l'obstacle fondamental que devait rencontrer toute population disposée à s'asseoir sur le sol et à se civiliser dans le repos.

En effet, annexe de l'Asie à laquelle la chaîne de l'Oural la lie dans une longueur d'environ quatre cents lieues, et qui plus bas a de grandes ouvertures sur elle du côté de la mer Caspienne et par les portes du Caucase, l'Europe était exposée à l'invasion de ses intarissables tribus errantes. Comme la masse de l'Asie est à peu près quatre fois et demie plus forte que la masse de l'Europe, celle-ci devait opposer dans le principe, et même pendant longtemps, une faible résistance à l'action envahissante de l'autre. Ce n'est pas tout : l'Europe recevait la population nomade de l'Asie sur sa partie la plus découverte et la plus compacte, laquelle forme une vaste plaine, qui depuis les versants de l'Oural, les bords de la mer Caspienne et de la mer Noire, s'étend au nord jusqu'à la mer Glaciale, à l'ouest jusqu'aux côtes de l'océan Germanique, et ne s'arrête au sud qu'à la chaîne des montagnes Hercynie-Carpathiennes. Cette dernière chaîne qui se termine aux deux grandes extrémités de la plaine de l'Europe, ne ferme même pas le chemin qui conduit par le nord dans la vallée du Rhin, ni celui qui conduit par l'est dans la vallée du Danube.

Il y a dès lors un terrain de la plus spacieuse étendue qui ne présente que de faibles élévations, qui n'est coupé que par des cours d'eau hors d'état de servir de barrières, puisqu'ils sont gelés pendant l'hiver, et où les populations n'étant ni retenues ni défendues par rien, devaient rester longtemps

incapables de se plaire et de se fixer. Ce terrain, qu'on peut prolonger jusqu'à la ligne du Rhin et du Danube, insuffisamment protégée par la chaîne Hercinio-Carpathienne, forme une masse solide à peu près trois fois et demie plus considérable que le reste du continent européen. Ainsi l'Asie pesait d'une partie de sa masse nomade sur l'Europe, qui à son tour pesait de la partie la plus considérable de la sienne sur ses propres extrémités.

Comment celles-ci pouvaient-elles supporter un si grand poids et ne pas succomber sous lui? Plus petites, mieux découpées que le reste de l'Europe, elles s'avançaient presque partout en presqu'îles dans la mer. Elles étaient placées sous un climat plus favorable, et elles devaient jouir facilement des productions des autres pays, lorsqu'elles y sçaient apportées et qu'il serait permis de les y cultiver. De plus, elles se trouvaient un peu mieux abritées par d'énormes masses de montagnes qui s'élevaient sur leurs derrières, comme des fortifications naturelles. La presqu'île de la Grèce était protégée par la chaîne des Balkans, la presqu'île d'Italie par la ceinture des Alpes, la presqu'île d'Espagne par la muraille des Pyrénées. La Gaule, quoique très-faiblement couverte par le Rhin, participait à l'avantage de leur forme détachée qui les rendait plus aptes à enfermer un peuple, à composer un État, et plus faciles à défendre et à garder.

Cependant, malgré la force de la position, et la faveur du climat, cette partie de l'Europe ne pouvait pas entrer toute seule dans les voies de la civilisation. Ce qui l'en empêchait, c'était la population barbare qui, placée par couches presque concentriques depuis la muraille de la Chine jusqu'aux Alpes, la pressait irrésistiblement. Elle

avait à supporter le choc de la masse européenne, qui subissait elle-même celui de la masse asiatique.

Comme il n'y avait pas de proportion entre la force d'impulsion et les moyens de résistance, les peuples qui étaient poussés vers ces confins maritimes de l'Europe, y étaient sans cesse culbutés. Quelque supérieure que fût leur nature, elle devait être longtemps paralysée par leur position.

Il ne faut donc pas s'étonner si la stabilité des peuples a été récente sur le sol européen, si les invasions s'y sont renouvelées fréquemment et prolongées tard, si la péninsule grecque n'a été appelée à la civilisation qu'un petit nombre de siècles avant notre ère, si la péninsule italique y est parvenue postérieurement, si celle d'Espagne l'y a suivie d'assez loin, si la Gaule n'y a participé que vers notre ère, si l'Allemagne était encore dans l'état de barbarie il y a à peine mille ans, et si le reste du continent n'en est sorti qu'après elle. Ces divers pays et l'admirable race qui les occupait seraient restés longtemps dans cet état, s'ils n'avaient pas trouvé de l'aide pour s'en dégager.

Cette heureuse assistance leur vint des nations plus cultivées de l'Orient, qui communiquèrent leur civilisation aux peuplades européennes placées sur les bords de la Méditerranée, et leur apprirent à résister peu à peu à la barbarie environnante, en opposant au choc de celle-ci une organisation plus forte, en triomphant du nombre par l'intelligence, en suppléant à l'imperfection des lieux par les défenses de l'art. La Grèce, qui était dans le voisinage des pays orientaux et qui se trouvait dès lors la mieux située pour recevoir leur civilisation, en eut la première communication. Depuis, celle-ci fut transmise de proche en proche,

sur le continent européen, en s'y étendant sans cesse, quoique d'une manière intermittente. Cette intermittence fut due à l'action réciproque et au triomphe alternatif des deux masses civilisée et barbare, dont la première fit toujours des progrès, même après ses défaites, et dont la seconde continua ses pertes, même après ses victoires.

C'est l'un des plus décisifs de ces progrès qui doit être l'objet du travail que je sou mets à l'Académie.

On sait que les Romains avaient porté les frontières de leur empire, et dès lors les avant-postes de la civilisation antique, jusqu'aux bords du Rhin et du Danube. Ils s'étaient arrêtés là, quoiqu'ils y fussent parvenus à peu près cinq cents ans avant la chute de leur puissance. Ils avaient bien essayé de pénétrer dans la masse compacte de l'Europe qui s'étendait au nord de ces deux grands fleuves, mais ils n'avaient su comment l'entamer. Elle ne leur avait pas offert des pays aussi bien coupés que l'étaient l'Italie, l'Espagne, la Gaule, l'Illyrie, la Pannonie, dont ils avaient pu rendre les abords plus difficiles en ajoutant à leurs défenses naturelles les fortifications de l'art, et en les flanquant de leurs *oppida* et de leurs *castra*. Quels points d'appui pouvaient-ils y trouver ? Où pouvaient-ils adosser leurs légions sur ce territoire mal limité et qui ne finissait nulle part ? Où devaient-ils arrêter leurs frontières ? Comment parviendraient-ils à y subjuguier des populations belliqueuses dont la plupart, encore errantes, s'enfonçaient dans les profondeurs de leurs forêts et disparaissaient dans le vaste espace toujours ouvert devant elles, à moins qu'elles n'en sortissent pour surprendre les légions, comme elles le firent en égorgeant celles de Varus ? Les Romains avaient à

craindre d'y être vaincus s'ils y entreprenaient des expéditions, et d'y être débordés s'ils y fondaient des établissements. Ils comprirent que s'étendre de cette façon c'était s'affaiblir.

Aussi, pendant la durée de l'empire, se bornèrent-ils à y faire des pointes, beaucoup plus pour contenir les populations indomptables qui les harcelaient sans cesse, que pour en occuper le territoire. Le seul essai d'établissement qu'ils firent, au delà du Rhin et du Danube, fut la transformation de la Dacie en province romaine par Trajan. Adrien, en abandonnant les conquêtes de ce dernier empereur, garda toutefois la Dacie qui, appuyée au Dniester, aux monts Cra-packs, à la Theisse, semblait plus susceptible d'être défendue. A part cette province, les Romains n'essayèrent pas d'en soumettre d'autre à leurs armes et à leur civilisation dans la partie septentrionale du continent qui était difficile à pénétrer à cause de sa masse, impossible à garder à cause de sa forme, dangereuse à envahir à cause de l'esprit belliqueux et de l'état à peu près nomade de sa population.

Mais le moment où l'on s'arrête n'est pas éloigné de celui où l'on recule. Ce moment arriva pour les Romains, quoiqu'un peu plus tard que pour tout le monde. Leur grand empire s'affaiblit. En Occident, où il était le plus menacé, il succomba sous l'invasion des barbares qu'il n'avait pas pu soumettre, et sous le poids de l'énorme masse nomade qu'il n'avait pas pu réduire. En finissant que laissa-t-il au monde? Il laissa : le christianisme comme croyance religieuse; la charité et le dévouement comme règle morale; la monogamie comme constitution domestique; le système municipal et l'organisation de la société ecclésiastique comme constitution publique; et enfin comme ressources intellectuelles, les idées décou-

vertes et les arts pratiqués pendant dix siècles de progrès continus. Ce riche héritage était enfermé dans les villes qui avaient été l'élément générateur de la société antique, et qui devaient être l'élément civilisateur de la société moderne.

Les tribus barbares qui se répandirent sur le territoire de l'empire romain, qui se le distribuèrent, et y fondèrent de nouveaux États, s'approprièrent sa civilisation. En cela elles obéirent instinctivement à la loi qui veut que lorsque deux peuples sont en contact et se mêlent ensemble, chacun d'eux emprunte à l'autre ce qui lui manque. Elles communiquèrent dès lors au monde ancien épuisé la force qu'il n'avait plus, et reçurent de lui la civilisation qu'elles n'avaient pas encore.

Mais les nations germaniques ne vinrent pas seulement puiser la civilisation à sa source. Ce furent des hommes de cette race qui, reprenant l'œuvre où l'avaient laissée les Romains, étendirent au delà du Rhin et du Danube les limites de l'univers policé. Quels furent ces hommes? Sous quelle forme portèrent-ils la civilisation dans le cœur même de la Germanie? A l'aide de quels moyens réussirent-ils? C'est ce que je vais exposer.

Le christianisme était la forme nouvelle sous laquelle la civilisation devait se communiquer alors. Il était le seul lien qui unit encore le monde occidental, le seul principe qui l'animât, la seule force qui le mit en action. C'est par lui que, après avoir transformé les barbares ses vainqueurs, le vieux monde pouvait transformer les pays qui étaient le siège même de la barbarie. Le centre de cette nouvelle propagande civilisatrice était toujours Rome; son chef n'était plus le sénat ou l'empereur, mais le pape, et au lieu de soldats elle employa des moines.

Lorsque l'Église se fut fortement constituée, lorsqu'elle eut fondé tous les dogmes principaux du christianisme, lorsqu'elle fut sortie des longues querelles qui l'avaient agitée pendant la difficile organisation de sa croyance et de son sacerdoce, lorsqu'elle se fut répandue sur toute la surface de l'univers romain, elle songea sérieusement aux conquêtes extérieures et elle mit toute son ardeur dans l'exécution de cette nouvelle entreprise. S'étendre était dans sa nature. Elle avait un principe intérieur d'ambition, celui de la conquête des âmes et de la possession des intelligences, qui devait la conduire plus loin que n'était allée Rome militaire poussée par le désir de subjuguier des peuples et d'envahir des territoires. Elle avait à son service des soldats pacifiques toujours prêts à se hasarder dans les pays lointains, à porter au milieu des barbares leur généreuse croyance et les usages du monde civilisé, à y affronter et à y recevoir la mort.

Ce mouvement de conquête commença par les îles britanniques. Il est même nécessaire à mon sujet que je fasse connaître sommairement la conversion de l'Irlande et de l'Angleterre. L'époque où s'opéra cette double conversion, et l'ardeur entreprenante qu'elle communiqua aux populations gaéliques et saxonnes des deux îles, servirent à expliquer les missions continentales des moines irlandais qui colonisèrent chrétiennement le nord de la Gaule, et reprirent la ligne du Rhin perdue pour la civilisation occidentale, à la suite des invasions barbares, et celles des moines anglo-saxons qui introduisirent et consolidèrent le christianisme dans l'ancienne Germanie.

La plus petite des deux îles britanniques et la plus éloignée du continent vers l'ouest, était restée inaccessible aux armes romaines et au christianisme. Habitée par une race gauloise, elle se trouvait encore divisée en une infinité de peuplades

vivant sous le régime des clans et commandées par de petits chefs. Les naturels de l'île avaient des communications avec les Pictes et les Scots qui étaient de même sang qu'eux, qui parlaient la même langue, et qui s'étaient maintenus indépendants dans le nord de l'île voisine, au delà du mur d'Antonin. Ils visitaient aussi la côte de l'Armorique, demeurée plus celtique que le reste du continent. Vers la fin du IV^e siècle, quelques-uns d'entre eux, pousés par la curiosité et le goût des voyages, allèrent jusqu'à Rome. Les papes, qui ne laissaient échapper aucune occasion de propager le christianisme, se servirent de ces voyageurs étrangers, qui se nommaient Kieran, Ailba, Declan, Ibar, pour annoncer la religion chrétienne à l'Irlande. Ceux-ci retournèrent dans leur pays, où ils préparèrent par leurs prédications les voies au Picté Succath, qui devint le véritable apôtre de l'île.

Succath, né chez les Pictes vers 374, avait été pris sur mer à l'âge de seize ans, par des pirates bretons, pendant qu'il se rendait en Armorique. Vendu dans le nord de l'Irlande à un petit chef du pays Dalaradia (faisant aujourd'hui partie des comtés d'Antrim et de Down), nommé Milcho-Mac-Haanan, il avait été chargé par son maître de la garde de ses troupeaux de porcs. Après six ans d'esclavage, il était devenu libre et avait passé en Armorique. Il s'était rendu dans le Majus-Monasterium (Marmoutier), fondé près de Tours par le Dalmate Saint-Martin, et l'avait habité jusqu'à la mort de ce dernier. A cette époque, il était allé successivement à Auxerre, auprès de saint Germain qui l'avait sacré prêtre, à Lérins qui était la Thébàide du midi de la Gaule, et où il avait demeuré quelque temps; enfin, à Rome, où il était devenu clerc régulier de l'église de Saint-Jean

de Latran. Le pape Célestin, qui avait fait partir en 431 le Breton Palladius pour l'Irlande, afin d'y continuer l'œuvre des premiers missionnaires, ayant appris qu'un chef de peuplade, nommé Nathi, fils de Garchon, l'avait forcé de quitter l'île, et qu'il était allé chez les Pictes, où il était mort, y envoya l'année suivante Succath, auquel il donna le nom latin de *Patricius*, lui assignant ainsi la paternité spirituelle de l'île.

Succath, connu du monde chrétien sous le nom de saint Patrick, quitta Rome, d'où partait l'impulsion pour les nouvelles conquêtes et où devaient être fixées les règles propres à les opérer et à les affermir, avec vingt compagnons. Il arriva à l'âge de soixante ans dans cette Irlande, où il avait passé une partie de sa jeunesse comme esclave, et la convertit presque en entier. Il sacra un certain nombre d'évêques et une grande quantité de prêtres. Après un nouveau voyage à Rome, où le pape le reçut avec les plus grandes démonstrations de joie, il revint en Irlande et se retira dans les monastères de Saballum (Saul) et d'Armagh, dont il avait été le fondateur. Ce fut par Patrick et par son successeur Finian, qui avait également appris à Tours les lettres latines et le christianisme, que les idées et la langue du monde civilisé pénétrèrent en Irlande, et de là dans les montagnes septentrionales de l'Écosse. Leurs disciples changèrent l'état de ces deux pays, qui entrèrent dès lors en relation avec les Occidentaux. L'Irlande se couvrit d'établissements cénobitiques, dont les deux principaux furent celui de Banchor, ou de Binghor, dans l'Ultonie, qui contenait de deux à trois mille moines (1), et celui de Colm-Kil, dans l'île

(1) In monasterio Bancor tantus fertur fuisse numerus monachorum, ut cum in septem portiones esset cum præpositis sibi rectoribus monaste-

d'Iona, l'une des Hébrides, qui lia l'Écosse à l'Irlande. Celle-ci fut appelée l'*Ile des Saints*, et ses missionnaires se placèrent les premiers à la tête des conversions continentales (1).

Mais l'impulsion décisive donnée à la conquête chrétienne le fut par le pape Grégoire I^{er}, qui en devint le principal régulateur. Il était fils du sénateur Gordien, descendait de la riche et puissante famille *Anicia* (2), et

rium divisum, nulla horum portio minus quam trecentos homines haberet qui omnes de labore manuum suarum vivere solebant. BEDÆ *Eccles. hist. Anglor.*, lib. 2, cap. 2. — Ex hoc monasterio multa millia monachorum prodierunt, multa quoque alia monasteria in Hibernia et in aliis Europæ provinciis orta sunt. BINGHAM, *Origines sive antiquitates ecclesiasticæ ex lingua anglicana in latinam versæ* a HENRICO GRISCHOVIO; in-4°; Halæ, 1727, t. III, p. 36.

(1) Voir, pour tout ce qui tient à saint Patrick, à la conversion et à l'état de l'Irlande, *Sancti Patricii episcopi vita, libri duo*, apud opera BEDÆ VENERABILIS, *presbyteri anglo-saxonis*, t. III, p. 311 à 335, in-fol. Basileæ, an. 1563. — BOLLANDUS, t. II, 17 mars. — *The works of sir James WARR concerning Ireland; translated into english by Walter HARRIS, esq.* — Dublin, 1764; 2 vol. in-fol., t. I, p. 5 et seq.

(2) Sanctus Gregorius magnus, Ecclesiæ doctor, Gordiani senatoris et Silvæ sanctissimæ filius, Romanus ex nobilissima et antiquissima Aniciorum familia; monachus, sanctæ romanæ ecclesiæ archidiaconus et apocrisiarius Constantinopoli ad imperatorem et Anglorum apostolus, etc. *Vita S. Greg. mag. auctore JOHANNÉ DIACONO* apud S. GREG. opera, t. IV, in-fol., Parisiis, 1704 — et *CIACONNII Vitæ et Gesta summorum pontificum usque ad Clementem VIII.* Romæ, 1601; in-fol. in *Vit. S. Gregorii mag.*

Quemcunque requiris

Hac de stirpe virum: certum est de consule nasci.

Per fasces numerantur avi.

CLAUDIEN.

comptait parmi ses ancêtres des empereurs et des consuls. Il avait l'esprit haut, le caractère fort et l'âme tendre. Il est curieux d'étudier en lui les effets du christianisme sur cette vigoureuse race romaine qui adoucissait ses sentiments sans perdre sa grandeur, qui conservait les maximes de la ville éternelle et en appliquait les vieux dessins à l'invasion spirituelle du monde. La mort de son père avait mis Grégoire en possession d'une immense fortune. Épris de la vie monastique qui passait alors pour la vie parfaite et qui venait d'être appropriée aux besoins et au climat de l'Europe par la règle de Saint-Benoît, il avait fondé et doté six monastères en Sicile. Il en avait établi un septième dans son palais de Rome sur le mont Aventin. Déposant la toge et quittant la préture, il s'était revêtu de l'habit des moines et en avait embrassé la vie. La première pensée de la grande entreprise qu'il exécuta plus tard lui vint un jour que, passant sur le forum, il y vit mis en vente des enfants étrangers qui le frappèrent par la blancheur de leurs corps, la beauté de leur visage et la couleur claire de leurs cheveux. Il demanda au marchand d'esclaves d'où ils étaient. Celui-ci lui répondit de l'île de Bretagne. « Ces insulaires sont-ils chrétiens? ajouta Grégoire. — Ils sont encore païens, répliqua le marchand. — O douleur! s'écria Grégoire, de si beaux fronts contiennent une intelligence encore privée de la grâce intérieure de Dieu! » Et il demanda à quelle nation ils appartenaient. Le marchand lui ayant répondu que c'étaient des *Angli*, Grégoire, dans son admiration, s'arrêtant et jouant sur le mot dont la prononciation latine se confondait presque avec celle d'*angeli*, dit: « Ils sont bien nommés, car ils ont des visages

angéliques, et tels doivent être dans les cieux les frères des anges (1). »

Dès ce moment, il eut le projet de se consacrer lui-même à la conversion de ces insulaires et au développement de ces intelligences dont il regrettait l'état inculte. Il en obtint l'autorisation du pape Benoît. Mais son départ souleva le peuple de Rome qui, dans ces temps d'invasions, de détresse et de péril, ne trouvait de défense que dans la vertu de ses évêques, et avait déjà fixé sur lui ses yeux et ses espérances comme sur un soutien futur. Le pape Benoît fut obligé de le rappeler, le fit diacre et peu après l'envoya à Constantinople pour y représenter l'Eglise romaine, en qualité d'apocrisiaire. A son retour de Constantinople, Grégoire se retira dans son monastère, dont il devint abbé, et il y goûta toutes les douceurs de la contemplation. Mais à la mort de Pélage, il fut élu pape par le choix unanime du clergé, du sénat et du peuple romain, malgré sa résistance et sa fuite. Porté sur le siège pontifical, il en éprouva une tristesse touchante. — « J'ai perdu, disait-il, les joies profondes de ma solitude, et « dans cette chute intérieure que l'on prend pour une élévation extérieure, je ne vois plus qu'un long exil loin de mon « Créateur ; car je m'efforçais chaque jour de sortir de ce « monde et de cette chair, et de contempler incorporellement « les joies d'en haut.... J'ai aimé la beauté de la vie contemplative, dont le repos n'enfante point, mais donne l'intuition. J'ai voulu m'asseoir avec Marie aux pieds du Seigneur

(1) *Vita S. Gregorii magni*, lib. 1, § 21, l. IV, p. 29 et 30.

« et recueillir les paroles de ses lèvres, et voici que je suis
« entraîné avec Marthe dans les soins extérieurs (1). »

Malgré ses penchants et ses regrets, Grégoire se livra à ces soins extérieurs avec l'assiduité et la constance qu'exigeaient de lui les besoins de l'Église occidentale qui, en retour, le nomma à la fois saint et grand. Quoique la papauté fût encore dans la dépendance des empereurs grecs dont les exarques occupaient toujours Ravenne et gouvernaient l'Italie inférieure, il augmenta sa prépondérance en Occident et prépara l'émancipation qu'elle acquit un siècle et demi plus tard. Mais ce qui caractérisa surtout son pontificat fut l'esprit de conquête chrétienne qu'il communiqua à la papauté, au service de laquelle il mit l'armée des moines occidentaux pour cette importante destination.

La conversion de l'île de Bretagne qu'il n'avait pas pu opérer lui-même, il la fit exécuter alors par Augustin, prieur de son monastère du Mont-Aventin. Il l'envoya avec quarante compagnons, à travers la Gaule, dans ce pays lointain et barbare. Il n'entre pas dans mon dessein de raconter les hésitations et l'effroi qu'éprouvèrent les moines romains dès qu'ils eurent mis le pied sur la terre des Gaules, en songeant aux périls qui les attendaient chez un peuple éloigné, inconnu, dont ils ne parlaient pas la langue; la permission qu'ils demandèrent à Grégoire de retourner à Rome; l'ordre qu'il leur donna de poursuivre leur route et leur entreprise; l'accueil qu'ils reçurent des rois francs auxquels Grégoire les avait recommandés par ses lettres, et qui facilitèrent leur passage dans l'île de Bretagne et leur adjointèrent des inter-

(1) Ib., lib. I, Epist. 5, t. II, p. 490, 491. — An. 590.





prêtes pour communiquer avec les Anglo-Saxons; l'appui qu'ils trouvèrent auprès du roi de Kent, sur le territoire duquel ils débarquèrent et dont la femme, fille du roi mérovingien Charibert et chrétienne, les aida puissamment auprès de son mari; l'effet que produisirent sur les sauvages Anglo-Saxons le zèle qui animait ces étrangers pour eux et qui les avait fait venir de si loin; la supériorité de leur intelligence, l'austérité de leurs mœurs, la beauté de leurs chants, la pompe de leurs cérémonies; en un mot, les moyens qu'ils employèrent, le succès qu'ils obtinrent dans leur mission et les auxiliaires qui leur furent envoyés de Rome (1). Mais ce que je ne saurais passer sous silence, parce que les détails que je vais exposer à cet égard rentrent dans mon sujet et font connaître les mesures qu'adopta la nouvelle Rome pour régler et affermir ses conquêtes chrétiennes, c'est le plan que Grégoire traça à Augustin et qui fut suivi plus tard, sauf quelques modifications locales, par les successeurs de Grégoire sur le trône pontifical, et par ceux d'Augustin dans les missions continentales.

Grégoire, après avoir envoyé à Augustin le *pallium*, qui déléguait l'autorité romaine, élevait au rang d'archevêque métropolitain et donnait le droit d'instituer des évêques, lui ordonna d'en créer autant que l'exigraient les besoins des peuples convertis (2). Il prescrivit que le territoire anglo-saxon,

(1) *Opera BEDÆ*, t. III. *Ecclesiasticæ historiæ gentis Anglorum*, lib. I et II. — *S. Greg. mag. vita*, lib. II, § 32 ad § 40. *GREGORII Opera*, t. IV, — et *epist.* lib. VI, ep. 58-59, lib. XI, *epist.* 29-64-65-66-76, etc. *S. GREGORII Opera*, t. II.

(2) *Ib.* t. II, lib. XI. *Epist. Augustino, episcopo Anglorum*.

à mesure qu'il serait gagné au christianisme, fût distribué en diocèses, selon la méthode romaine, afin d'y introduire les circonscriptions occidentales.

Il ne pourvut pas seulement à l'organisation générale et future du territoire, mais à la constitution de la famille et au perfectionnement moral des individus. Il s'étudia à substituer peu à peu la famille chrétienne à la famille germanique encore barbare, qui n'était pas fondée sur des règles aussi sages et aussi strictes. La pluralité des femmes n'y était pas absolument interdite et les mariages ne s'arrêtaient pas devant certains degrés de parenté, ce qui, d'un côté, mêlait de trop près le même sang, et, de l'autre, exposait les mœurs domestiques. Il s'attacha peu à peu aussi à changer l'homme barbare en lui donnant les idées plus avancées, en le pénétrant des sentiments plus épurés, en lui communiquant les usages plus polis de la société au progrès de laquelle avaient à la fois concouru l'esprit de la Grèce, la législation de Rome et la religion de la Palestine. Ainsi, diviser le territoire, former la famille, adoucir l'individu, tels furent les trois buts indiqués par Grégoire à la conversion.

Il les poursuivit avec la même prudence et la même mesure qu'il avait mises dans la conversion. Afin d'agir plus facilement sur les populations païennes et de les attirer où elles avaient l'habitude de venir, il avait recommandé de ne pas détruire leurs temples et de les transformer en églises après les avoir purifiés. Les Anglo-Saxons ayant coutume d'immoler des bœufs dans leurs sacrifices, il ordonna que les jours de dédicace des églises, ou lorsqu'on y célébrerait les fêtes anniversaires des martyrs dont les reliques y étaient déposées, on élevât autour d'elles des tentes avec des bran-

ches d'arbre, pour s'y livrer à des festins religieux. *Retrancher tout à la fois dans des âmes sauvages*, disait-il, *est impossible, et celui qui veut atteindre le faite doit s'élever par gradations et non par élans* (1).

Il en agit de même à l'égard des mariages. L'Église les interdisait jusqu'au septième degré de parenté. Il les permit momentanément, à partir du quatrième. Félix, évêque de Messine, lui ayant à ce sujet exprimé sa surprise, Grégoire lui répondit : « Ce que j'ai écrit à Augustin sur les degrés
« de parenté, sache que je ne l'ai écrit que relativement et
« non généralement, pour la seule nation des Angles qui
« vient à peine d'entrer dans la foi et que trop d'austérité
« pourrait en éloigner. Toute la ville de Rome m'en est témoin. Mon intention n'est pas qu'ils restent hors de la
« règle sans être inquiétés et puissent s'unir avant le septième degré, lorsqu'ils seront enracinés dans la foi. Mais
« tant qu'ils sont néophytes, il faut leur apprendre d'abord
« ce qui est illicite et les enseigner par la parole et l'exemple.
« J'ai cédé sur ce point pour eux et non pour leur postérité,
« de crainte d'arracher le bien qui n'a encore qu'une faible
« racine (2). »

Augustin ayant adressé à Grégoire, qui suivait une politique si habile, plusieurs questions sur des points de conduite à l'égard des Anglo-Saxons, reçut de lui des réponses remplies d'une sagesse bienveillante et ingénieuse. Il lui demanda

(1) S. GREG. *Opera*, lib. XI, epist. 76. Nam duris mentibus simul omnia abscidere, impossibile esse non dubium est : quia is qui locum summum ascendere nititur, necesse est ut gradibus vel passibus, non autem saltibus eleveatur.

(2) *Ib.*, lib. XIV, ep. ultim.

s'il était permis de baptiser une femme enceinte. Combien de temps après sa délivrance elle devait entrer dans l'Église. Après combien de jours l'enfant devait recevoir le baptême. A quelle époque le mari pouvait de nouveau s'unir à sa femme. Il ajoutait plusieurs autres questions sur l'admission des femmes dans l'église à une certaine époque du mois et sur la purification des hommes après qu'ils s'étaient approchés de leurs femmes, toutes choses, disait-il, qu'il importe d'expliquer à la nation barbare des Angles.

Grégoire lui répondit : « Pourquoi la femme enceinte ne
« serait-elle pas baptisée, puisque la fécondité de la chair
« n'est point une faute devant Dieu ? Quant à la femme qui
« relève de couches, si elle entre dans l'église pour rendre
« grâces à Dieu, à l'heure même où elle a accouché, elle ne
« commet aucun péché : car c'est la volupté et non la dou-
« leur de la chair qui est une faute. Or, c'est dans le mélange
« de la chair qu'est la volupté ; mais dans l'enfantement il
« n'y a que la douleur et le gémissement. Si nous défendions
« à la femme d'entrer dans l'église, nous lui ferions un crime
« de sa douleur même. On peut donc baptiser sans retard la
« femme qui vient d'accoucher et son fruit.

« Quant au mari, il ne doit rechercher sa femme que pour
« la génération et non pour le plaisir, et ne pas s'approcher
« d'elle jusqu'à ce que l'enfant soit sevré. Il s'est élevé une
« coutume dépravée dans les mœurs des époux, qui fait que
« les femmes dédaignent d'allaiter leurs enfants et les dou-
« nent à nourrir à d'autres femmes. Cette coutume a été
« inventée par incontinence. C'est pourquoi celles qui auront
« donné leurs enfants à nourrir, ne pourront voir leurs

« maris qu'après le temps de purgation. » Il lui donnait sur les autres points incertains des règles conformes à l'esprit du christianisme. Il autorisait le mariage de deux frères avec deux sœurs. Il permettait que les clercs de l'Église anglo-saxonne qui n'étaient pas revêtus des ordres sacrés et qui ne pouvaient se contenir, contractassent mariage. Il recommandait aux évêques de ne point vivre à part de leur clergé, de se conformer aux règles monastiques, et de suivre le genre de vie établi à la naissance de l'Église, époque à laquelle *nul n'appelait sien ce qu'il possédait, mais où tout était à tous*. Comme les barbares étaient très-généreux, parce que donner pour être agréable à Christ ou à l'apôtre Pierre, était plus facile que de s'améliorer, et qu'ils comprenaient encore mieux le rachat pécuniaire que le rachat moral, les églises anglo-saxonnes devinrent riches. Grégoire, interrogé par Augustin sur la distribution des offrandes faites aux autels, lui proposa l'exemple de l'Église romaine. « Le siège apostolique, lui dit-il, est dans la coutume de diviser en quatre portions tous les tributs payés aux églises. La première est donnée à l'évêque et à sa maison pour l'hospitalité et l'accueil; la seconde au clergé; la troisième aux pauvres; et la quatrième est destinée à la réparation des églises (1). »

En voyant prospérer cette colonie lointaine de la nouvelle Rome, Grégoire s'écriait dans sa joie et dans son enthousiasme : « Voici que la langue de la Bretagne, qui ne con-

(1) *Ad Augustinum, Anglorum episcopum, ad varia dubia de quibus ab Augustino consultus fuerat, respondet.* — S. GREG. *Opera*, lib. XI, ep. 64.

« naissait que des bruits barbares, a commencé à célébrer
« les louanges de Dieu dans des chants hébreux. Voici que
« l'Océan, jadis soulevé, abaisse aujourd'hui ses flots soumis
« sous les pieds des saints. Ces passions barbares que les
« princes de la terre n'avaient pu dompter par le fer, la bou-
« che des prêtres les enchaîne par des paroles simples; et
« celui qui, infidèle, ne craignait point les cohortes des com-
« battants, devenu fidèle, craint la langue des petits et des
« faibles (1). »

Mais Grégoire le Grand ne fut pas et ne put pas être témoin de la conversion totale de l'île de Bretagne. Cette conversion fut lente. Elle dura près d'un siècle. Bornée d'abord au royaume de Kent et à celui des Saxons orientaux, elle s'étendit au puissant royaume septentrional de Northumbrie, et le christianisme posséda la ville d'York, sa seconde métropole. Elle gagna successivement les royaumes de Mercie, des Angles méditerranéens, des Saxons du sud et des Saxons de l'ouest. Ceux-ci devinrent chrétiens les derniers, quatre-vingt-douze ans après l'arrivée des missionnaires romains. Dans chacun de ces pays, mais dans les premiers surtout, il y eut des retours inévitables vers le paganisme par une réaction naturelle des anciennes idées et du vieux culte. Ces retours furent proportionnés à la force toujours décroissante du paganisme affaibli (2). Dans la lutte qui s'établit entre une croyance grossière et une croyance supérieure, celle qui

(1) S. GREG. *Opera*, t. I, lib. XXVII, moral. num. 21.

(2) Par exemple, le paganisme ne fut entièrement détruit dans le royaume de Kent, où le christianisme avait d'abord été introduit, que quarante ans après l'arrivée des missionnaires romains.

n'avait pas su empêcher l'admission et les progrès de l'autre ne pouvait pas empêcher son triomphe définitif (1).

Mais les missionnaires romains n'avaient pas seulement à convertir les populations anglo-saxonnes au christianisme, ils avaient encore à convertir à l'unité apostolique les chrétiens celtiques du pays de Galles, des montagnes d'Écosse et de l'Irlande qui ne la reconnaissaient pas. Les Bretons du pays de Galles étaient chrétiens du temps de l'empire. Les Gaëls de l'Irlande avaient reçu la foi nouvelle de saint Patrick, et leurs missionnaires l'avaient portée chez les Pictes et chez les Scots qui étaient de même race qu'eux et qui occupaient le nord de l'île de Bretagne et ses inaccessibles montagnes. A cette époque, certaines règles secondaires qui établissaient dans le monde chrétien une utile uniformité et qui devaient prévenir l'altération de la croyance par l'observation des mêmes usages et d'une commune discipline, n'avaient pas été universellement admises ou exigées. Ainsi, ces populations celtiques ne célébraient pas la fête de Pâques à la même époque que l'Église romaine (2). Elles n'administraient pas le baptême par trois immersions. Elles ne portaient pas la tonsure en couronne, mais en croissant. Les moines des vastes établissements cénobitiques de Banghor dans le pays de Galles, de Binghor en Irlande, d'Iona dans les Hébrides qui étaient les centres religieux et les grandes écoles des Bretons, des Gaëls, des Pictes, des Scots, avaient tous la tête rasée sur le

(1) BED., *Eccel. hist.*, lib. II, III, IV, V. Voir aussi pour ce qui concerne la conversion de l'Angleterre la belle histoire de *la conquête de l'Angleterre* par AUG. THIERRY.

(2) SMITH'S Bed. app., n° 9, p. 697-698. — LINGARD'S *antiquities of the Anglo-Saxon church*, ch. I, p. 35-36, 2^e édit. Newcastle, an. 1810.

devant et les cheveux pendants sur les côtés et sur le derrière, tandis que les moines occidentaux n'avaient qu'une légère bordure de cheveux autour de la tête. Mais ce qui, pour Rome, était plus grave que la forme différente de leur tonsure, c'était leur habitude d'indépendance. Elle s'attacha donc à leur imposer son autorité et à leur faire adopter des usages dont quelques-uns étaient sans importance apparente, mais qui, par leur ensemble, devaient lui donner plus de force pour accomplir ses grands desseins en mettant à sa disposition des peuples divers tous pénétrés de son esprit et agissant sous sa discipline.

Son clergé, dans l'île de Bretagne, poursuivit constamment ce but jusqu'à ce qu'il l'eut atteint. Après plus d'un siècle d'efforts, il commença à réussir. Le roi des Pictes, Naitan, adopta le rite romain et demanda aux Angles des prêtres pour l'instruire et des architectes pour construire une église en pierre dédiée à saint Pierre et à saint Paul, les deux patrons de Rome (1). Ce rite s'introduisit vers le même temps dans l'île d'Iona pour les Scots du nord et un peu plus tard chez les Bretons du pays de Galles (2). Les nouveaux conquérants italiens triomphèrent donc de la barbarie des Anglo-Saxons et de la dissidence des Celtes.

Sous eux, l'île de Bretagne ne devint pas seulement chrétienne, elle devint lettrée. Ce complément de l'œuvre romaine, cette civilisation de l'esprit fut due principalement au moine Théodore que le pape Vitalien y envoya avec le moine Adrien,

(1) Vers l'an 710. — BED., *Eccl. hist.*, lib. V, c. 22.

(2) *Ib.*, lib. V, c. 23.

en 668, pour être archevêque de Canterbury (1). Théodore était né à Tharse, dans l'Asie Mineure, et il avait longtemps demeuré en Italie. Ce Grec de la Cilicie, qui avait étudié et s'était formé à Rome, transplanté sous le ciel brumeux de la colonie pontificale, fit couler sur sa terre inculte, comme parlent les livres du temps, le fleuve de la science. Il enseigna les lettres grecques et latines, les doctrines de l'Église et les arts séculiers dans lesquels il était très-versé. « Jamais, depuis qu'il arriva en Bretagne avec Adrien, dit Bède qui sortit de son école, les Anglo-Saxons ne virent des temps plus heureux ; car ils avaient des rois chrétiens, terreur des barbares, et quiconque voulait étudier les sciences sacrées trouvait de suite des maîtres (2). » Il organisa plus fortement l'Église saxonne dont les diocèses furent exactement limités et qui eut deux fois par an des synodes nationaux, présidés par le primate, chargés de choisir les évêques et de pourvoir à tous les besoins religieux (3). Grâce à lui, les études fleurirent dans les monastères anglo-saxons, au point que l'île de Bretagne devint, au huitième siècle, un centre littéraire aussi important que l'Italie même. Elle eut un grand nombre de ces asiles spirituels ouverts aux femmes comme

(1) BED., *Eccl. hist.*, lib. IV, c. 1.

(2) Nunquam ex quo Britanniam, is, Adriano comite, petiit, Anglis feliciora fuisset tempora, dum et fortissimos christianosque habentes reges, barbaris essent omnibus terrori.... et quicumque lectionibus sacris cuperent erudiri, haberent in promptu magistros qui docerent. BED., *Eccl. hist.*, lib. IV. — MABILLON, *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti sæc. III*, pars I, p. 534.

(3) LINGARD'S, *Antiq. of the Anglo-Saxon church*, c. 2, p. 54-57.

aux hommes, et dans lesquels s'enfermèrent volontairement des filles de rois, et huit rois saxons eux-mêmes. Elle entretint des relations assidues avec la métropole du christianisme, et quoiqu'il fallût passer la mer et traverser le continent dans sa largeur pour se rendre à Rome, les deux routes de Boulogne et de la basse Loire furent couvertes de pèlerins anglo-saxons et de religieux qui y allaient et qui n'en revenaient pas toujours. De cette grande école sortirent à la fois : les hommes les plus célèbres du siècle par leurs ouvrages, tels que Bède et Alcuin, les apôtres de la Germanie, et les régénérateurs littéraires de la Gaule.

C'est le rôle important que jouèrent à cet égard les deux îles d'Irlande et de Bretagne qui m'a fait insister sur leur acquisition au christianisme. Elles se partagèrent en effet les temps et les pays pour l'accomplissement de cette œuvre importante.

Les invasions germaniques avaient rempli d'une population nouvelle les extrémités septentrionales de l'ancien empire romain. Les nombreuses tribus qui s'étaient établies en masse dans le nord de la Gaule, la Rhétie, la Pannonie, le Norique (Suisse, Souabe, Bavière, Autriche, Hongrie), après les avoir ravagées à plusieurs reprises et pendant longtemps, y avaient ramené une sorte de barbarie. Le christianisme n'avait jamais qu'imparfaitement pénétré dans ces contrées et la culture romaine qui s'y était étendue davantage y avait été singulièrement troublée. Avant donc de commencer de nouvelles conquêtes pour le compte du christianisme et de la civilisation, il fallait rentrer dans ces anciennes possessions du monde policé. Il fallait d'abord reprendre la ligne du Rhin et du Danube, et après avoir atteint de nouveau cette forte position

des Romains, s'avancer dans l'intérieur du continent pour le transformer afin de n'être plus exposé à la perdre. Telle fut aussi l'œuvre successive des missionnaires irlandais et des missionnaires anglo-saxons. Les colonies irlandaises se répandirent pendant le septième siècle sur la partie païenne du continent située en deçà du Rhin, et les colonies anglo-saxonnes passèrent ce fleuve dans le huitième siècle et convertirent la Germanie elle-même.

Le christianisme, qui était destiné à civiliser le reste du continent européen, était remonté du sud au nord comme l'avait fait précédemment la conquête romaine. Il ne faut pas perdre de vue que l'invasion des peuples avait lieu du nord au sud, tandis que celle des idées s'opérait dans un sens contraire. Ces deux grands mouvements, d'un ordre entièrement opposé, dont le premier poussa successivement les Gaulois sur l'Italie et la Grèce, les Germains sur la Gaule et le monde romain, les Slaves sur la Germanie, et les Tartares sur la Russie et la Pologne; dont le second polça peu à peu tous ces barbares en transportant la civilisation des Grecs aux Romains, des Romains aux Gaulois, des Gaulois aux Germains et des Germains aux Slaves, s'accomplirent avec intermittence. Ils produisirent les révolutions alternatives de barbarie et de développement social dont les unes ont peuplé l'Europe, et dont les autres l'ont civilisée.

Le moment était alors arrivé pour la civilisation de se remettre en marche à l'aide du christianisme. La Gaule avait été la station la plus avancée de celui-ci. Conquise tard et placée près des peuples restés indépendants et barbares, elle avait reçu lentement la religion nouvelle, qui avait même peu pénétré dans sa partie septentrionale. C'est vers le milieu du

second siècle que deux Grecs de l'Asie Mineure, saint Photin et saint Irénée, étaient venus prêcher l'Évangile dans la vallée du Rhône (1). Ils s'étaient établis à Lyon et à Vienne, les deux villes les plus importantes du pays, et leurs disciples avaient répandu le culte chrétien dans les provinces lyonnaise et viennoise (2). Cette colonisation, originairement grecque, ne s'était pas étendue au delà des montagnes qui encadrent le Rhône et les rivières qui se jettent dans son lit.

Un siècle après, des missionnaires latins s'étaient répandus dans la partie méridionale et occidentale de la Gaule. A en croire les traditions et quelques fragments d'histoire, ils étaient au nombre de sept, et ils avaient pris les principaux points du territoire pour chefs-lieux de leurs établissements. Saint Trophime s'était arrêté à Arles, saint Paul à Narbonne, saint Saturnin à Toulouse, saint Martial à Limoges, saint Gatien à Tours, et saint Denis, qui s'était le plus avancé vers le nord, à Paris (3). Ils avaient eu des disciples qui

(1) GREGOR. TURRON., *Hist. Franc.*, lib. I, n° 27.

(2) Saint Valérien à Tournus; saint Marcel à Châlons; saint Félix, saint Fortunat, saint Achillée à Valence. Ceux qui pénétrèrent plus loin furent saint Andoche, saint Thyse et saint Félix qui prêchèrent le christianisme à Autun, saint Benigne qui l'annonça à Langres et à Dijon, saint Ferréol et saint Ferrucien qui l'introduisirent à Besançon. — TILLEMONT, *Hist. eccl.*, t. III, p. 35 à 42.

La plupart d'entre eux furent martyrisés. Sulpice-Sévère, disciple de saint Martin de Tours et qui vécut dès lors quelque temps après eux, dit, dans son *Histoire sacrée*, lib. 2 : *Sub Aurelio et Antonini filio persecutio quinta agitata, ac tum primum in Gallias martyria visa, serius trans Alpes religione Dei suscepta.*

(3) De l'an 259 à 269. — *Sub Decio et Grato consulibus, sicut fideli recorda-*

avaient porté plus loin le christianisme (1), dont la propagation, à partir du quatrième siècle, avait trouvé dans les moines d'actifs, de persévérants et d'heureux auxiliaires.

L'institut monastique était le dernier degré de concentration du christianisme, et devait être le plus merveilleux instrument de ses conquêtes. Établi d'abord en Orient, répandu ensuite dans l'Asie Mineure et en Italie, il avait été introduit de ce dernier pays en Gaule vers la fin du quatrième siècle par le Dalmate saint Martin, qui avait élevé dans le voisinage de Tours ce fameux *Majus monasterium* (Marmoutier), resté si longtemps l'un des centres cénobitiques de la Gaule septentrionale (2); il y avait fait de rapides progrès dans le siècle

tione retinetur, primum ac summum Tolosana civitas S. Saturninum habere cœperat sacerdotem. Hi ergo missi sunt, Turonicis Gatianus episcopus, Arelatensibus Trophimus episcopus, Narbonæ Paulus episcopus, Arvernis Strimonius episcopus, Lemovicinis Martialis destinatus episcopus. — GREGORIUS TURRON., *Hist. Franc.*, lib. I, c. 28.

(1) *Gallia christiana in provincias ecclesiasticas distributa*, par les frères SAINTE-MARTE. — Aux titres des divers évêchés ci-dessus indiqués. — Il n'avait été fondé en Gaule qu'un seul évêché dans le II^e siècle, celui de Lyon. Il en fut établi vingt-neuf dans le III^e, durant lequel les chrétiens jouirent d'à peu près soixante et dix ans de tolérance; trente-huit dans le IV^e, qui fut celui où les chrétiens dominèrent; vingt-cinq dans le V^e et dans le VI^e.

(2) Saint Martin était venu vers 360 auprès de son ami saint Hilaire de Poitiers, et avait fondé sur le Clain le monastère de Ligugé (monast. Locociagense); appelé ensuite sur le siège épiscopal de Tours, il avait construit le *Majus monasterium* en 372. — SULP. SEV., *Vita S. Martini*. — GREGOR. TURRON., *De Miracul. S. Mart.*, lib. 4, c. 30. — MABILL. *Ann. Bened.*, I, lib. 1, n. 22, p. 10 et sq. — Son disciple saint Maxime alla fonder un monastère dans l'île Barbe sur la Saône près de Lyon. — GREG. TUR. *de Gloria confess.*, c. 22.

suivant sous les auspices du célèbre Cassien et de saint Honorat, qui, à leur retour d'Égypte, avaient fondé, sur les bords de la Méditerranée, l'abbaye de Saint-Victor et celle de Lerins (1). Les grands cloîtres de Marmoutier (2), de Saint-Victor, de Lerins, avaient servi de modèles à une foule d'abbayes, parmi lesquelles les plus importantes avaient été Grigny (3), dans le voisinage de Vienne; Condat (Saint-Claude) (4), Leauconne (5), Labeaume (6), et Roman-Mou-

(1) JOHANNES CASSIANI *Collatio*. Atrebatii, 1628, in-fol. — MABILL., *Ann. Ben.*, t. I, n° 30 à 39, p. 14 à 17. — Cassien dit de Lerins : *ingens fratrum Cernobium*. Lerins fut fondé de 400 à 410. Saint Honorat peupla de moines les îles Steccades ou Stoccales (îles d'Ilières), qui devinrent la Thébaïde de l'Occident. EUCHER, *ad Hilar.*, p. 56. — CASS., *p. c. Coll.*, 11-18, préf., p. 553-721. — Quant à Cassien, il fonda Saint-Victor de 401 à 410, et eut bientôt cinq mille moines sous sa direction. — Presque tous les évêques de la vallée du Rhône sortirent de Lerins, de Saint-Victor ou de leurs succursales. MABILL., *Ann.*, t. I, n. 32 à 39, p. 14 à 17.

(2) Les disciples de saint Martin propagèrent le cénobitisme dans l'ouest et le centre de la Gaule. Ils se répandirent sur les bords de la Loire. Ils fondèrent dans la ville même de Tours l'abbaye de Saint-Martin, qui devint si puissante sous les Francs; celles de Chinon, de Loches, de Saint-Satur dans le voisinage de Sancerre; de Saint-Hilaire, dans Poitiers; de Landvenech et de Saint-Jacut sur les côtes de l'Armorique. DOM BEAUVNIER, *Recueil historique, chronologique et topographique des archevêchés, évêchés, abbayes, etc. de France*. Paris 1726, 2 vol. in-4°, t. I, p. 253; t. II, p. 959-967 et *passim*. — MABILL., *Ann.*, lib. I, *passim* lib. IV, n° 17-18.

(3) Grigny eut 400 moines. *Act. sanct. Ap.* — BOLLAND., 1^{er} janv., p. 55, in-fol. 1643-1729. — MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 13, n° 21, p. 386.

(4) BOLLAND., 28 févr. — MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 1, n° 26, p. 23.

(5) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 1, n° 26, p. 23.

(6) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 1, n° 28, p. 24.

tier (1), sur les deux revers du Jura; Mont-Majour, près d'Arles; Tarnat (2), sur la rive droite du Rhône; Agaune ou Saint-Maurice, dans la solitude du Valais (3); Moissac sur le Tarn (4); Saint-Mesmin de Micy, sur le Loiret (5); Glanfeuil, ou Fleury-sur-Loire (6); Vertou, près de Nantes (7); Saint-Vincent, depuis Saint-Germain des Prés, à peu de distance de la Seine (8); Saint-Pierre de Sens (9); Saint-Médard de Soissons (10); Ferrière-sur-le-Loing, dans le Gatinois (11); Saint-Benigne de Dijon (12).

La colonisation monastique, dans sa marche continue, s'était toujours de plus en plus avancée vers le nord. Pen-

(1) *S. Cæs. vit.*, lib. I, c. n° 7. — *Dom BEAUNIER*, t. 1, p. 63-64.

(2) *MABILL., Ann.*, t. I, lib. 1, n° 73, p. 30.

(3) *MABILL., Ann.*, t. I, lib. 1, n° 69, p. 27. — *GREG. TURRON.*, lib. 3, c. 5.

(4) *MABILL., Ann.*, lib. 12, n° 33, p. 358.

(5) *MABILL., Ann.*, lib. 1, n° 82, p. 33.

(6) Fondé par saint Maur, disciple de saint Benoît, qui apporta en Gaule la règle bénédictine en 543. — *MABILL., Ann.*, lib. 4, n° 50, p. 110; — lib. 5, n° 10, p. 116. — *DOM BASTIDE* de la congrégation de Saint-Maur, *de ordinis Benedicti gallicana Propagatione*.

(7) *Ex hujus ergo loci sancto contubernio tanta eruperunt examina ut mirum in modum tota ex eorum condunatis floribus flagraret Neustria... Vita S. Martini, abbat. Vertavensis, apud MABILL in act. SS. ord. S. Benedicti sæc. 1, p. 685.*

(8) *MABILL., Ann.*, lib. 5, n° 40 à 45, p. 133 à 135.

(9) *MABILL., Ann.*, lib. 2, n° 29, p. 48.

(10) *MABILL., Ann.*, lib. 5, n° 28, p. 127.

(11) *MABILL., Ann.*, lib. 2, n° 32, p. 49.

(12) *MABILL., Ann.*, lib. 2, n° 21, p. 45.

dant le quatrième et le cinquième siècle, elle s'était étendue dans les vallées du Rhône et de la Saône, et depuis les Pyrénées jusqu'à la Loire. Au delà de cette ligne elle n'avait eu des établissements que dans Auxerre et dans Trèves (1). Elle avait été renforcée, au sixième siècle, par les disciples de saint Benoît, qui, ayant fondé une nouvelle règle plus conforme aux besoins et plus appropriée au climat de l'occident, s'était en quelque sorte rendu le législateur futur des moines d'Europe. Elle avait alors vu s'accroître avec le nombre de ses établissements les progrès de la société chrétienne. Quoique la plus grande partie de ces établissements eût été concentrée entre la Loire, la Seine et la Marne, cependant beaucoup d'entre eux avaient déjà été portés au delà de ces derniers cours d'eau (2). Enfin, au VII^e et au VIII^e siècle, les moines des deux récentes colonies de Rome religieuse, animés par la ferveur de la foi et le zèle

(1) Dans le quatrième siècle, elle n'avait eu que deux établissements sur la Loire et sur le Clain, ceux de Marmoutier et de Ligugé, et deux sur la Saône et le Rhône, ceux de l'île Barbe et d'Ainai. Dans le cinquième, elle avait compté huit établissements dans la vallée de la Saône et du Rhône et leurs dépendances, douze des Pyrénées à la Loire (voir *MAB.*, *passim*, dans les premiers livres de ses *Annales bénédictines*), et elle n'avait porté au delà de cette ligne que les deux monastères de Saint-Germain dans Auxerre et de Saint-Marian près d'Auxerre, et les deux monastères de Saint-Mathias et de Saint-Maximin à Trèves. *MABILL.*, *Ann.*, lib. 2, n° 27, p. 47. — Lib. 6, n° 27, p. 153.

(2) Voir les *Annales bénédictines* de *MABILLON*, d'où j'ai tiré les chiffres suivants: pendant le VI^e siècle, quatre-vingts établissements monastiques dans les vallées de la Saône et du Rhône; quatre-vingt-quatorze des Pyrénées à la Loire; cinquante-quatre de la Loire aux Vosges; et dix des Vosges au Rhin.

du prosélytisme, se rendirent de l'Irlande et de l'Angleterre sur le continent, pour y continuer cette grande œuvre de la conquête et de la civilisation chrétiennes.

Le plus célèbre des colons irlandais fut saint Colomban, disciple de Comgaël, fondateur du monastère de Coln-Kil. Il quitta le couvent de Bingham, où il avait été élevé, et il s'embarqua pour la Gaule avec douze compagnons, au nombre desquels étaient saint Gall, saint Magnoald et saint Sigebert. Il aborda sur les côtes de l'Armorique, et s'avança vers l'est jusque dans les Vosges, dont les solitudes boisées et montagneuses lui plurent. Il s'arrêta avec ses compagnons près des restes d'un ancien camp romain, nommé Anegray, et il y construisit des cellules. Pénétrant ensuite à huit mille pas plus loin, il trouva dans un lieu appelé *Luxovium* des débris d'un autre camp romain, et il y construisit le fameux monastère de Luxeuil (1), qui devint l'école de toute la Gaule du nord. La vie austère de Colomban et de ses compagnons, et leur réputation de sainteté, attirèrent auprès d'eux beaucoup de Francs, de Gallo-Romains, de Bourguignons du voisinage, et ensuite des contrées lointaines.

Les disciples de Colomban exercèrent leur religieuse influence sur la partie de l'ancienne Gaule et de l'Helvétie, qui, étant la plus rapprochée de la Germanie, avait été longtemps exposée aux courses des barbares, et dans laquelle ils s'étaient établis en force. Ainsi, lorsque Colom-

(1) *Vita S. Columbani abbatis, auctore Jona, monacho bobienſi fere æquali.*

— § 16, apud MABILL. *Act. 55 ordinis S. Benedicti sæc. II*, t. 2, p. 5 à 12.

— Voir aussi MABILL. *Ann.*, t. I, lib. 8, n^{os} 9 et 10, p. 210 et 211.

ban, expulsé de Luxeuil par la haine de Brunehaut et de son petit-fils Théodoric, roi d'Austrasie, dont il avait courageusement attaqué les désordres, alla fonder en Lombardie le monastère de Bobio, deux de ses compagnons, saint Gall et saint Sigebert, devinrent les instituteurs de l'Helvétie allemande. « A cette époque, » dit l'historien Jean de Muller, « le pays habité par les Suisses, aujourd'hui orné de beaucoup de villes et de milliers de villages, était un désert aride, hérissé de bois; l'on ne trouvait que peu d'habitations dans le voisinage d'une tour, ou près d'une métairie; d'épais buissons avaient couvert les ruines des anciennes villes et des camps romains à la suite des invasions des Alamanni (1). » Cependant, l'Helvétie méridionale ou romane avait déjà repris un aspect plus florissant par les établissements monastiques de Lausanne, sur les bords du lac Léman (2), de Roman-Moutier (3), sur le même revers du Jura, de Saint-Ursicin (4), dans des rochers peu éloignés de la source du Doubs, de Perteliugen, dans les environs des ruines d'Aventicum (5), et d' Agaune ou de Saint-Maurice, dans les Alpes du Valais (6).

(1) J. MULLER, t. I, ch. 9, p. 338-339.

(2) Chron. épiscop. de Lausanne, dans le manusc. de Ruchat. — MULL., t. I, ch. 8, p. 245.

(3) GREGOR. TURRON., *Vita Patr.*, c. 1.

(4) MULLER, t. I, ch. 9, p. 303.

(5) Chron. Chartul. — MULLER, t. I, ch. 9, p. 305.

(6) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 1, n° 69, p. 27. — GREGOR. TURRON., lib. 3, c. 5. — MULLER, t. I, ch. 8, p. 253.

Quant à l'Helvétie septentrionale, ou germanique, elle était encore idolâtre dans sa plus grande partie. On y adorait Wodan ou Odin, et on y jetait des chevaux au dieu du Rhin dans le gouffre de Schaffouse. Toutefois, le christianisme avait commencé à y pénétrer dans le siècle précédent. Fridolin avait fondé le monastère de Sickingen, dans une île du Rhin, et peu de temps après, deux chefs des hautes Alpes, Urso et Landulph, lui ayant donné une vallée dans la Rhétie, près des sources de la Limmat, il y construisit le monastère de Saint-Hilaire, qui donna naissance à Glaris (1).

Ce fut dans ces pays sauvages qu'arrivèrent les compagnons de Colomban. Ils remontèrent le cours du Rhin à travers les forêts et les montagnes, éternellement couvertes de neige. Gall réunit sous des cabanes quelques disciples qu'il fit dans le comté d'Arbon et à l'aide desquels il défricha le pays que lui donna le comte ou le graf Talto, et où fut depuis construite la célèbre abbaye de Saint-Gall (2). De son côté, Sigebert se retira dans un désert, près des sources du Rhin. Il annonça le christianisme aux pâtres et aux chasseurs de ces montagnes, au milieu desquelles il éleva le monastère de Disentis (3). A un assez court intervalle, Ruprecht et son

(1) MULLER, t. I, ch. 9, p. 333.

(2) *Vita S. Galli, auctore Walafrido Strabo, abbate agiensi.* — *Apud Mabill., Act. S. ord. S. Bened., sæc. II, t. II, p. 230 à 248, et Vita hucusque inedita apud Pertz Monumenta Germaniæ historica, t. II, p. 5 à 21.* — *Mabill., Ann., t. I, lib. II, n° 8, p. 302-303; — lib. 13, n° 32, p. 392.*

(3) *Ad Rheni caput, in planitiem quandam vastæ solitudinis, quæ ad hoc Disertina dicta est, ad radicem montis cellulam construxit. Erant ad*

frère Wikard, obéissant à la même impulsion, fondèrent, l'un, près du lac Tigurin, sur un coteau boisé, l'autre, à l'extrémité du lac le plus central des Alpes, deux abbayes auxquelles remonte l'origine des deux villes de Zurich et de Lucerne (1).

Le mouvement religieux imprimé par Colomban et entretenu par l'abbaye de Luxeuil conduisit à des résultats non moins décisifs en Gaule. De grands propriétaires, des comites, des officiers du palais chez les Mérovingiens, embrassèrent la vie cénobitique et donnèrent, ainsi que les rois francs, de vastes terrains incultes pour y fonder des monastères. « Des essaims de « moines, dit un auteur contemporain, se répandirent alors « non-seulement dans les champs, dans les *villæ*, dans les « *castella*, dans les bourgs, mais dans le fond des déserts (2). » Sous les disciples de Colomban, ces essaims pénétrèrent au nord-est dans la forêt des Vosges, qu'ils remplirent de leurs établissements (3). Sa partie intérieure vit s'élever

id usque tempus in proximis locis incolæ plerique paganis superstitionibus addicti. — MABILL., *Ann.*, lib. II, n° 20, p. 310.

(1) MULLER, t. I, ch. 9, p. 335-337.

(2) Walberti tempore (de 614 à 665, 3^e abbé de Luxeuil et successeur d'Eustasius qui pater ferme sexcentorum extitit monachorum., MABILL., *Ann.* lib. II, n° 46, p. 326) per Galliarum provincias agmina monachorum et sacrarum virginum examina non solum per agros, villas, vicosque atque castella, verum etiam per eremi vastitatem ex regula duntaxat Benedicti et Columban pullulare cœperunt, cum antè illud tempus vix pauca illis reperirentur locis. — Anonymus in *Vita S. Salabergæ*. Act. SS. ord. S. Bened. sæc. II, t. 2. — DOM BASTIDE, de *Propagatione gallicanæ*, p. 89.

(3) Voir les *Ann. bénédict.* de MABILL., t. I.

dans ses plus profondes épaisseurs les quatre monastères de Senone, d'Estival, de Saint-Dié, de Bodon-Monster, placés à quelque distance les uns des autres et formant une croix (1). Outre ces abbayes, celles de Remiremont (2), de Maurmunster (3), de Stavelot (4), de Malmedy (5), de Weissembourg (6), d'Eber-Minster (7), furent les principales qu'on fonda dans ce pays boisé sous l'influence de Luxeuil.

Le nord-ouest de la Gaule fut couvert de colonies encore plus puissantes. Depuis la rive droite de la Seine jusqu'au Rhin, en suivant surtout les côtes de l'Océan, le pays était rempli de forêts, de landes, de marécages. Il se trouvait habité, en dehors de quelques villes, par des campagnards en grande partie sauvages et idolâtres. Les moines le convertirent et le cultivèrent. Saint Vandrille fut l'apôtre de la Seine-Inférieure (8); saint Valery, de la vallée de la Somme (9); saint

(1) MABILL., *Ann.* t. I, lib. 16, n° 14, p. 506.

(2) *Ib.*, lib. 2, n° 28 et 29, p. 315-316.

(3) DOM BASTIDE, *De Propagat. gall. S. Bened.*, 8, p. 67 et suiv. — MAB., *Ann.*, lib. 2, n° 19, p. 309.

(4) MABILL., *Ann.*, lib. 13, n° 53, p. 403.

(5) *Ibid.*

(6) *Ibid.*, lib. 13, n° 16, p. 384.

(7) *Ibid.*, lib. 15, n° 60, p. 488.

(8) Il fut le fondateur de l'abbaye de Fontenelle. — Factum est ut Caletorum populi qui ante Wandregisili adventum istuc, belluis similes ac pæne religionis expertes videbantur, ejus prædicatione mansuefacti atque ad meliora conversi ex prescripto Evangelii viverent. — MABILL., *Ann.*, lib. 3, n. 50, p. 402. — *V. Vita S. Wandregisili, abbat. fontan., apud MAB., Act. sanct., t. II, p. 524 à 546.*

(9) Saint Valaricus ou Valery était un moine de Luxeuil, qui fut

Omer, du pays de Têrouane (1); saint Riquier, du Ponthieu (2); saint Éloy, du Cambresis (3); saint Ouen, des côtes de la Neustrie (4); saint Amand, des Ardennes et de la Belgique moderne (5). Les grands monastères de Saint-

envoyé par saint Colomban dans la Neustrie maritime, vers la Somme, pour y étendre le christianisme. — Erant adhuc ibi profana delubra quæ a decurionibus colebantur. MABILL., *Ann.*, lib. 2, n. 15, p. 309. — Stipes ingens cum variis idolorum figuris eidem impressis : ad quem rusticorum insana multitudo impia sacra faciebat. — Ibid., lib. 10, n. 53, p. 295. — *V. Vita S. Walarici, abb. Leuconensis.* — Apud MABILL., *Act. sanct.*, t. II, p. 76 à 90.

(1) MABILL., *Act. sanct.*, t. II, p. 560-562.

(2) MABILL., *Ann.*, lib. 2, n. 60.

(3) Ipse quoque Eligius properabat ad cœnobîa, maximè que Lussedium (Luxeuil), quod erat eo tempore eminentius atque districtius, neque enim tam crebra erant adhuc in Galliis monasteria. — Il établit la règle de Luxeuil à Solignac près de Limoges — Et præter Solemniacense plura monasteria apud Lemovicenses, Parisienses Noviomenses, et Tornacenses construxit. — *Vita S. Eligii, auctore Oudoeno* (saint Ouen qui fut son disciple). — MABILL., *Ann.*, lib. 12, n. 22 à 25, p. 352 et 353, et lib. 13, n. 4, p. 377. — Si quidem postea beato Eligio episcopo Noviomagensi Tornacenses, Flandrenses, Gandenses et Corturiacenses ideo attributi dicuntur quod incolæ ejusdem regionis magna adhuc ex parte gentilitatis errore detinerentur. — MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 2, n. 63, p. 339.

(4) MABILL., *Act. sanct.*, t. II, p. 540.

(5) Episcopus ordinatur non ad certam sedem, sed ad prædicandum gentibus variis in provinciis evangelium. Accepto episcopatus honore, inox pagani maxime qui in Belgio restabant, Christi fidem annuntiare cepit. — MABILL., *Ann.*, lib. 2, n. 63, p. 339. — *Vita S. Amandi apud MABILL., Act. sanct.*, t. II, p. 711 à 734.

Denis (1), de Fontenelle (2), de Jumièges (3), s'élevèrent sur les bords de la Seine; ceux de Saint-Maur les Fossés (4), de Jouarre, sur la Marne (5); ceux de Fécamp (6), de Montvilliers (7), de Montreuil (8), de Sithieu, vers les côtes de l'Océan (9); ceux de Saint-Valery (10), de Saint-Riquier (11), de Corbie, sur les rives de la Somme (12); celui de Saint-Vaast, dans l'Artois (13); ceux d'Hautvilliers (14), de Montier-Ender (15), de Saint-Basle, au nord de la Marne (16); ceux de Nivelles (17), de Gand (18), de Saint-Guillein (19),

(1) Le monastère existait déjà, mais il fut établi sur de plus vastes dimensions par Dagobert et reçut la réforme de Luxeuil. — MABILL., *Ann.*, lib. 12, n. 1, 2 et 3, p. 340 à 342.

(2) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 13, n. 50, p. 401 à 402.

(3) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 14, n. 35, p. 432. — Voir la vie de saint Philibert. — *Apud* MABILL., *Act. sanct.*, t. II, p. 818 à 826.

(4) MABILL., *Ann.*, t. I, lib. 13, n. 48, p. 338.

(5) *Ib.*, lib. 12, n. 44, p. 364.

(6) *Ib.*, lib. 14, n. 61, p. 447.

(7) *Ib.*, lib. 17, n. 29, p. 566.

(8) *Ib.*, lib. 11, n. 58, p. 335.

(9) *Ib.*, lib. 13, n. 49, p. 400-401.

(10) *Ib.*, lib. 10, n. 53, p. 295.

(11) *Ib.*, lib. 13, n. 31, p. 392.

(12) *Ib.*, lib. 14, n. 56, p. 446.

(13) DOM BEAUNIER, t. I, p. 347.

(14) MAB., *Ann.*, lib. 15, n. 23, p. 466.

(15) *Ib.*, lib. 16, p. 17, p. 508.

(16) *Ib.*, lib. 11, n. 30, p. 316.

(17) *Ib.*, lib. 13, n. 7, p. 378.

(18) *Ib.*, lib. 13, n. 43, p. 398.

(19) *Ib.*, lib. 13, n. 59, p. 405.

de Saint-Amand, dans les Ardennes (1). Il s'en forma beaucoup d'autres autour desquels surgirent aussi peu à peu de grands bourgs et des villes.

Les forêts de la Gaule septentrionale, attaquées par la cognée et les troupeaux des moines, ou par le feu des défrichements, s'éclaircirent, et leur masse, auparavant compacte, offrit de vastes espaces cultivés (2).

Ce mouvement monastique, à la suite duquel les restes du paganisme disparurent à peu près en Gaule, exerça une notable influence sur les Francs mérovingiens, qu'avaient déjà modifiés la religion chrétienne et les usages romains. A l'exemple de tous les conquérants moins civilisés que les peuples qu'ils subjuguèrent, les Francs avaient adopté la croyance religieuse, l'agriculture, les arts matériels, les armes plus parfaites et une partie du mécanisme administratif des Gallo-Romains, avec lesquels ils s'étaient alliés par des mariages. Tout en conservant le fond de leurs mœurs, ils s'étaient extérieurement rapprochés des mœurs des vaincus,

(1) *Ib.*, lib. 12, n. 59, p. 372.

(2) Le résultat social de ces missions fut considérable, comme on en jugera par la citation suivante : — Et nunc in terra Morinorum situ orbis extrema, quam barbaris fluctibus fremens tundit oceanus, gentium populi remotarum qui sedebant in latebris.... corda aspera Christo intrante posuerunt. Ubi quondam deserta sylvarum ac littorum pariter intuta advenæ barbari aut latrones incolæ frequentabant, nunc venerabiles et angelici sanctorum chori urbes, oppida, insulas, sylvas ecclesiis et monasteriis numerosis plebe consona celebrant. — *S. Paulinus Nolanus episcopus ad VICTRICIUM Rotomagensis episcopum* epist. 28. — BOLLAND. 16 januar. — *MABILL., Act. sanct.,* sæc. II, præfat., p. XVIII.

dont, un siècle après la conquête, ils parlaient généralement la langue entre la Loire, les Ardennes et les Vosges. En 537, il y avait déjà trois évêques francs dans un concile de douze évêques, et dans le septième siècle la moitié du haut clergé, soit épiscopal, soit monastique, était germanique au nord de la Loire; ce qui prouve que beaucoup de Francs étaient lettrés et consentaient à vivre sous la loi romaine. Les rois des divers partages, mais surtout ceux qui siégeaient au centre de la Gaule, parlaient assez élégamment le latin dans le sixième siècle, et dans le siècle suivant ils avaient entièrement cessé d'être les chefs d'un peuple étranger pour devenir les chefs du pays. Leurs assemblées se composaient d'évêques et de comtes pris dans les deux races, et leur armée était recrutée parmi les propriétaires, les bénéficiers et la milice des villes. Mais alors l'influence croissante du christianisme, combinée avec l'action de la propriété territoriale, les amollit beaucoup, et ne contribua pas peu à les livrer aux coups des Francs austrasiens, qui se maintinrent plus belliqueux en restant moins civilisés.

Les moines irlandais qui avaient colonisé, par eux ou par leurs disciples, les Vosges, l'Helvétie, l'Alsace, tous les pays entre Seine et Meuse, continuèrent leurs expéditions après Colomban. — Le Northumbrien Willibrord, élevé dans le monastère de Colm-kill, partit des Hébrides en 690, suivi de douze compagnons, et se rendit sur le continent (1). Il porta le christianisme entre la Meuse et la rive gauche du Rhin,

(1) BÉD., *Ecccl. hist.*, lib. 5, c. 11 et 12. — MABILL., *Act. SS. Ord. S. Bened.*, *sec. III*, pars 1, p. 604 et seq.

pays occupé par les sauvages et idolâtres Frisons. Le pape Sergius, auprès duquel il se rendit, l'investit des mêmes pouvoirs que Grégoire le Grand avait donnés au moine Augustin, lui accorda le pallium, et substitua, selon la coutume romaine, à son nom de Willibrord, le nom allégorique de *Clemens*. Willibrord, dans une prédication de quarante années, convertit la Frise cisrhénane. Il fonda l'archevêché d'Utrecht dans l'ancien château romain de *Trajectum*. Il établit dans le voisinage de Trèves le monastère d'Epternac, destiné à recevoir les étrangers qui se dévouaient à la conversion des Frisons; les abbayes de Susteren, près de la Meuse, dans le pays de Juliers, de Werden, sur la Roër, près du Rhin, et plusieurs autres. Il abattit les arbres sacrés des Frisons, enleva leurs idoles, construisit des basiliques, et pénétra, non sans de grands périls, dans la Frise transrhénane, jusqu'à l'île de Fositeland, où se trouvait leur grande idole (1).

Mais la conversion de la Germanie, dans laquelle s'étaient engagés, à l'ouest, l'Irlandais Kilian et trois de ses compagnons, chargés d'une mission par le pape, et à l'est, Rutpert et Corbinien, était réservée à d'autres moines. Ceux de l'Irlande avaient assez fait en colonisant la Gaule septentrionale jusqu'au Rhin. L'ancienne ligne de la civilisation, perdue à la suite des invasions, était de nouveau atteinte de ce côté. Il s'agissait maintenant de la porter plus loin, et d'incorporer la Germanie dans la société chrétienne et policée. Ce fut

(1) *Vita S. Willibrordi*, apud MABILL., *Act. sanc.*, *sec. III*, pars 1, p. 604 et seq.

l'œuvre et la gloire des moines anglo-saxons qui succédèrent aux Irlandais dans cette grande mission, et de leur admirable chef le bénédictin Winfried, connu sous le nom romain de saint Boniface que lui donnèrent les papes, comme expression et récompense de son utile dévouement.

Winfried était né, vers l'an 680 ou 683, à Kirton, dans le royaume des Saxons occidentaux. Épris de bonne heure de la vie cénobitique, il était entré dans le monastère d'Adelcancastre (ou d'Excester) (1). Il y était entré malgré son père. Il passa du monastère d'Adelcancastre à celui de Nuiscelle. Il devint tellement versé dans toutes les connaissances qui avaient été communiquées à l'île de Bretagne par les moines romains, et propagées par l'archevêque Théodore, qu'il fut chargé de leur enseignement dans ce dernier monastère. Les moines des autres abbayes accoururent en foule à ses leçons. Il fut ordonné prêtre à l'âge de trente ans, et il joignit tant d'habileté à tant de prudence, qu'on lui demanda ses conseils et sa coopération dans toutes les affaires difficiles de l'île de Bretagne. *Mais, dit son biographe Othlon, déjà détaché des gloires humaines, il cherchait où il pourrait porter au loin le nom du Christ* (2). Il quitta donc son monastère avec l'autorisation de son abbé, et il alla, en 715, à Londinum, s'embarquer sur la Tamise. Il se rendit auprès du vieux missionnaire Willibrord, sous lequel il fit sa première campagne

(1) *Vita S. Bonifacii*, par son disciple *Willibald*, et *Vita S. Bonifacii, episcopi*, auctore *Othlono monacho benedictino*; apud *MABILL.*, *Acta SS. ordin. S. Bened.*, sæc. III, pars secunda, p. 4 ad 88.

(2) *Othlon*, loc. citat., lib. 1, § VI.

contre les païens. La révolte de Rathbod, chef des Frisons, que Pepin de Héristal avait rendu tributaire des Francs, et qui avait repris les armes contre eux à l'avènement de leur nouveau duc Charles Martel, l'obligea de retourner dans son monastère. Sur ces entrefaites, son abbé étant mort, on voulut élire Winfried à sa place. Mais il refusa cet honneur; et, toujours conduit par le goût des pèlerinages et le dessein de la prédication, il partit, en 718, pour Rome, avec des lettres de recommandation de son évêque Daniel. L'une de ces lettres, adressée au pape, était scellée; l'autre, adressée à tous les chrétiens, était ouverte, et devait faciliter ce long et pénible voyage (1).

« Il partit, dit Othlon, suivi des bénédictions de ses frères.
« Il traversa seul des mers et des terres inconnues, jusqu'à
« ce qu'il eut rassemblé sur son chemin une multitude de ser-
« viteurs de Dieu, conduits vers le même but et animés du
« même esprit que lui. Chaque jour ils s'approchaient des églises
« des saints, afin qu'à l'aide de Dieu ils pussent traverser les
« défilés des Alpes et se soustraire à la férocité plus dange-
« reuse des Longobards. Ils gagnèrent ainsi, et en sûreté, la
« ville sacrée où siégeait alors Grégoire II. Le pape reçut
« Winfried avec des yeux rians et un visage affable, et, pre-
« nant les lettres qu'il lui présentait, lui fit signe de se retirer.
« Il eut ensuite avec lui des entretiens journaliers jusqu'à l'é-
« poque de son départ (2). »

(1) *Othlon*, loc. citat., lib. 1, § VI, VII.

(2) *Ib.*, lib. 1, § VIII, — et *Willibald*, loc. citat., § XIV.

Ce fut dans ces entretiens que le sage et pénétrant Romain, issu de la famille des *Sabelli* (1), devant laquelle avaient été portés les faisceaux consulaires sous la république, examina si l'Anglo-Saxon possédait les qualités nécessaires à son grand dessein. Il l'interrogea sur ses doctrines, et, après s'être assuré qu'il avait la force d'âme et la persévérance de volonté réclamées par le périlleux apostolat qu'il ambitionnait; que capable de commander il serait toujours disposé à obéir, et demeurerait l'instrument habile, mais soumis, de l'Église romaine, le pape Grégoire II lui donna ses instructions et la lettre suivante :

« Sachant que dès ton enfance tu as appris les lettres sa-
 « crées, que tu es parti pour répandre chez les nations in-
 « crédules le mystère de la foi, nous voulons t'aider dans
 « l'accomplissement de la mission que tu demandes. Puis
 « donc que tu en as appelé au siège apostolique et te soumetts
 « humblement à sa volonté et à sa direction, au nom de l'in-
 « divisible Trinité, et par l'autorité inébranlable de saint
 « Pierre, prince des apôtres, nous ordonnons que tu portes
 « la parole de Dieu aux nations incrédules, et que, par l'es-
 « prit de vérité, d'amour et de sobriété, tu verses dans ces-

(1) C'est du moins l'origine qui lui est attribuée. « *Gregorius secundus pontifex, natione Italus et patriâ Romanus, filius Marcelli viri potentissimi ex illustrissimâ prosapiâ de Sabellis ortus, vir divinus et eruditissimus, Romam penitus dirutam restauravit*, etc. — SANSOVINO, *della origine et de fatti delle famiglie illustri d'Italia*, p. 313. On faisait descendre des Sabelli un assez grand nombre de familles consulaires, la *Genuccia*, la *Augurina*, la *Pansa*, la *Quintilia*, etc. — PANVIN., *de antiquis nomin.*

« âmes incultes la prédication des deux Testaments. Nous
« voulons que tu imposes le sacrement d'initiation d'après les
« rites de notre Église apostolique (1). »

Investi de l'autorité nécessaire à l'accomplissement de sa mission; Winfried partit de Rome, dans les premiers jours de mai de l'année 719, et se rendit en Thuringe. Presque tous les peuples de race germanique qui habitaient au delà du Rhin étaient alors sous la dépendance plus ou moins étroite des Francs, par lesquels ils avaient été vaincus. Ceux-ci, conquérants à demi civilisés de la Gaule romaine, possédaient à peu près tout le territoire borné par les Pyrénées, la Méditerranée, les Alpes, le Rhin et l'Océan. Ils occupaient toujours la vallée du Mein. Ils avaient en Germanie, comme tributaires, du côté de l'est, entre le haut Rhin et le Lech, les Allemanni, débris de l'ancienne confédération des Suèves; entre le Lech, l'Ens et le Danube, les Bajuvarii ou Bavaïois; au centre, les Chatti ou Hessois, qui demeuraient sur les bords de la Lahn, de l'Éder et de la Fulde; les Thuringi, qui habitaient depuis la Fulde jusqu'à la Saale; du côté de l'ouest, les Frisons, placés sur les côtes de l'Océan Septentrional, entre le bas Rhin et le bas Weser, et les Saxons, maîtres du pays entre le Rhin et l'Elbe.

En s'établissant sur les possessions romaines, les Francs avaient emprunté à l'Empire sa croyance religieuse, une partie de sa civilisation et de ses maximes. Ils avaient senti le besoin de subjuguier les peuples dont nous venons de parler, qui oc-

Willibald, loc. citat., § XV, et *Othlon*, lib. 1, § IX.

cupaient la Germanie, où ils étaient restés, comme nous le verrons plus tard, à peu près dans leur état primitif. Afin de les empêcher de céder à la tendance et de prendre la route qui les avaient entraînés et conduits eux-mêmes vers le sud, les Francs les attaquèrent chez eux. Ils suivirent en cela, par l'instinct de la défense, la même politique qui avait poussé les Romains à assujettir les Gaulois et à porter leur frontière sur le Rhin et le Danube, afin de préserver l'Italie des invasions et d'intercepter les chemins des Alpes. Ainsi, les rois mérovingiens avaient repoussé les Allemanni, soumis les Frisons, les Thuringiens, les Hessois, et assujetti les Saxons eux-mêmes à un tribut de cinq cents vaches. Mais cette supériorité des Francs n'avait duré qu'autant que s'était maintenu le mouvement de conquête qui avait entretenu chez eux l'esprit militaire. Au VII^e siècle, ce mouvement s'étant arrêté, et cet esprit s'étant altéré, les vaincus transrhénans avaient secoué le joug, et les Saxons, qui payaient le tribut de cinq cents vaches, l'avaient refusé et s'étaient rendus indépendants. Les Francs mérovingiens n'avaient pas pris le christianisme pour auxiliaire de leur victoire; ils avaient employé les armes qui soumettent, et ne s'étaient pas servis de la civilisation qui transforme. A peine quelques faibles lueurs de la civilisation chrétienne avaient-elles éclairé la Thuringe, qui était vite retombée dans ses primitives obscurités.

Mais lorsque les Francs austrasiens reprirent, sous Pepin de Héristal et sous Charles Martel, la marche conquérante et l'esprit guerrier qui avaient animé leurs ancêtres, ils s'étendirent à la fois au sud et au nord, et reparurent en vainqueurs au delà du Rhin comme au delà de la Loire. Ils

assujettirent les Frisons, replacèrent dans leur dépendance les Bava-rois et les Thuringiens, et attaquèrent avec succès les Saxons. Ils furent heureux de trouver dans les moines, qui voulaient étendre les conquêtes du christianisme, des auxiliaires capables d'affermir les leurs, et ils se montrèrent disposés à seconder leurs efforts spirituels de toute l'influence des moyens militaires. Ce fut sur ces entrefaites, et lorsque Charles Martel venait de remporter, à la tête des Francs austrasiens, les trois victoires de Stavelo, de Vinci et de Soissons (1), sur les Francs neustriens, que se présenta Winfried pour transformer l'esprit de ces peuples, qui, depuis sept siècles qu'ils étaient en communication avec l'Occident civilisé, n'avaient subi presque aucun changement.

Winfried se rendit d'abord en Thuringe, où l'avait précédé, trente-quatre années auparavant (en 685), saint Kilian, dont la mission avait eu peu de succès. Pendant qu'il y prêchait le christianisme à ceux qui ne le connaissaient pas, et qu'il ramenait à l'observation de ses règles ceux qui s'en étaient détournés, il apprit la mort de Ratbod, roi des Frisons, dans le pays desquels Charles Martel affermissait sa domination. Il alla y rejoindre le vieux Willibrord, qu'il aida pendant trois ans à les convertir (2). Willibrord voulut, à cause de son grand âge, lui transmettre son évêché. Mais Winfried se refusa à ses prières, et, après l'avoir suffisamment secondé, il retourna dans la Thuringe, pour continuer sa propre mission. Sa parole y prospéra assez pour qu'il pût

(1) En 716, 718 et 719.

(2) *Othlon*, lib. 1, § X et XI.

passer dans le pays voisin occupé par les Hessois, qui confinaient avec les Saxons. Il donna le baptême à plusieurs milliers d'entre eux, et bâtit une église et un monastère à Amöneburg (1).

Ses succès furent rapides et étendus. Éloigné des lieux qui l'avaient vu naître, des maîtres qui l'avaient élevé, des amis qu'il avait laissés au delà des mers, et vers lesquels se tournaient ses souvenirs et ses affections, il était souvent saisi de tristesse au milieu des pays sauvages qu'il parcourait et des barbares grossiers dont il visitait les huttes de bois. Il entretenait avec sa chère Bretagne d'étroites relations. Il y demandait des encouragements et des conseils. Il s'adressait surtout à son ancien évêque Daniel : « La crainte
« du Christ et l'amour du pèlerinage, lui écrivait-il, ont mis
« entre nous de longs et vastes espaces de terres et de mers.
« C'est l'habitude des hommes, lorsqu'il leur arrive quelque
« chose de triste et de pénible, de chercher leur consolation au-
« près de ceux dont l'amitié, la sagesse et l'appui leur inspirent
« le plus de confiance. C'est pourquoi j'expose à votre paternité
« les angoisses de mon âme fatiguée (2). » Mais il ne déposait pas seulement les épanchements de sa tristesse dans le sein de son vieux maître, il lui demandait aussi des instructions,

(1) *Othlon*, lib. 1, § XII.

(2) *Consuetudo apud homines esse dinoscitur, cum triste et onerosum quid acciderit, anxietatis mentis solatium vel consilium ab illis querere, de quorum maxima amicitia, vel sapientia et fœdere confidunt. Eodem modo et ego de paternitatis vestræ probabili sapientia et amicitia confidens, vobis fessæ mentis angustias expono. — Epistol. III S. Bonif., apud NICOL. SERRARIUM. Epistolæ S. Bonifacii martyris, primi Moguntini archiepiscopi, etc., page 5. Moguntiae, 1629, in-4°.*

et il est curieux de voir de quelle manière subtile et sensée le sage évêque Daniel l'engageait à procéder avec les barbares pour s'emparer doucement de leur esprit.

« Ne leur oppose point, lui écrivait-il, d'arguments contraires à la généalogie de leurs faux dieux. Admets leur opinion, qui prétend que des dieux en ont engendré d'autres dans les embrassements du mari et de la femme : afin du moins que tu leur prouves que des dieux et déesses, nés comme des hommes, sont plutôt hommes que dieux, et que, n'existant pas auparavant, ils ont donc eu un commencement (1). Une fois forcés d'avouer que les dieux ont eu un commencement, puisqu'ils sont engendrés les uns par les autres, demande-leur alors s'ils pensent que le monde ait eu un commencement, ou ait toujours existé sans commencement. S'il a eu un commencement, qui l'a créé? En quel lieu, avant l'établissement de ce monde, ils font subsister et habiter les dieux qui naissent? Et s'ils prétendent que le monde a existé sans commencement, demande-leur qui commandait au monde avant la naissance des dieux; comment les dieux soumièrent à leur domination ce monde, qui existait de toute éternité avant eux; où, par qui et quand fut engendré le premier dieu ou la première déesse? S'ils croient que les dieux et les déesses continuent à en engendrer d'autres? sinon, quand et pourquoi

(1) Neque enim contraria iis de ipsorum quamvis falsorum deorum genealogia astruere debes. Secundum eorum opinionem, quoslibet aliis generatos, per complexum mariti ac fœminæ concede eos asserere : ut saltem modo hominum natos deos ac deas, potius homines non deos fuisse, et cœpisse qui ante non erant, probes. — Apud SERRARIUM, p. 79.

« ils ont cessé de s'unir et de concevoir? S'ils engendrent
 « encore, alors le nombre des dieux est infini, et les mortels
 « ignorent quel est de tous le plus puissant.

« Pensent-ils aussi qu'il faille honorer leurs dieux pour le
 « bonheur présent et temporel, ou pour le bonheur futur et
 « éternel? S'ils répondent que c'est pour le bien temporel,
 « qu'ils disent en quoi les païens sont plus heureux que les
 « chrétiens.

« Toutes ces choses et beaucoup d'autres, tu dois les leur
 « objecter, non en les insultant, mais paisiblement et avec
 « une grande modération, et, par intervalles, comparer
 « leurs superstitions à nos dogmes chrétiens, et pour
 « ainsi dire les prendre en flanc, afin que les païens, plus
 « honteux qu'irrités, rougissent de telles absurdités. Il
 « faut aussi leur objecter, si leurs dieux sont tout-puissants,
 « et non-seulement récompensent leurs adorateurs, mais pu-
 « nissent leurs contempteurs, pourquoi alors ils épargnent
 « les chrétiens qui leur arrachent presque tout l'univers et
 « renversent leurs idoles? Et pourquoi les chrétiens qui pos-
 « sèdent des provinces fertiles, abondantes en vin, en huile,
 « et autres richesses, n'ont laissé aux païens et à leurs dieux
 « que des terres toujours attristées par le froid, dans les-
 « quelles, déjà chassés du reste de l'univers, ils s'imaginent
 « faussement régner encore (1)? »

(1) Et cum ipsi Christiani fertiles terras, vinique et olei feraces, cæte-
 risque opibus abundantes possident provincias, ipsis autem paganis, frigore
 semper rigentes terras cum eorum diis reliquerunt, in quibus jam tantum
 toto orbe pulsi, falso regnare putantur. — Apud SERRANUM, ib.

Winfried fit usage auprès des barbares des arguments que lui suggéra Daniel et de ceux que lui inspira sa propre habileté. La pureté de sa vie, la vigueur persévérante de sa volonté, et une douce prudence, en gagnèrent aussi beaucoup au christianisme. Il acquit, dans le pays d'Outre-Rhin, beaucoup de renommée et d'ascendant. Il entretenait avec Rome des communications assidues, et il y envoya, après plusieurs années d'heureuse prédication, un de ses disciples, nommé Binna, pour remettre ses lettres et rendre compte de ses œuvres au pape Grégoire. Il demandait en même temps à Grégoire des règles de discipline pour ses prêtres et pour ses néophytes (1).

Le pape aimant mieux s'entendre de vive voix avec lui, fit repartir Binna pour la Germanie, et manda Winfried à Rome. Il le reçut dans la basilique de Saint-Pierre, et après l'avoir questionné et entendu tout un jour, charmé de ses succès, convaincu et frappé de sa supériorité, il le nomma, à ce second voyage, *évêque régional*, c'est-à-dire, sans siège déterminé et sans autres limites dans sa juridiction que celles qui seraient marquées par ses conquêtes. En adoptant Winfried, au nom de l'Église romaine, Grégoire II changea son nom en celui de *Bonifacius* (2).

Afin de l'attacher au siège pontifical par les liens d'une étroite obéissance, le pape exigea du nouvel évêque régional qu'il prêtât, dans l'église de Saint-Pierre, un serment ainsi conçu :

(1) *Othlon*, loc. cit., lib. 1, § XII.

(2) *Othlon*, loc. cit., lib. 1, § XIII et XIV.

« Au nom du Seigneur Dieu, notre Sauveur Jésus-Christ, « Léon étant empereur, la septième année de son consulat et « la quatrième de celui de son fils Constantin;

« Moi, Boniface, par la grâce de Dieu, évêque, je promets « à toi saint Pierre, prince des apôtres, et à ton vicaire Gré- « goire, pape, et à ses successeurs, par le Père, le Fils et le « Saint-Esprit, trinité indivisible, et par son corps très-sacré : « de pratiquer la sainte foi catholique dans toute sa pureté, « de la maintenir dans son intégrité, de n'adhérer à rien de « contraire à son unité, de soutenir toi et les intérêts de ton « Église, à qui le Seigneur Dieu a donné le pouvoir de lier et « délier, ainsi que ton vicaire et ses successeurs; de n'avoir « ni communion, ni intelligence avec des prélats hérétiques, « si j'en rencontre, de les réprimer, si j'en ai le pouvoir, et « tout au moins de les dénoncer au siège apostolique. Dans le « cas, ce que Dieu ne veuille, où je ferais, soit avec intention, « soit par accident, quelque chose contre ma promesse, que « je sois trouvé coupable au jour du jugement et que j'en- « coure le châtiment d'Ananias et de Saphira, qui voulurent « dérober à toi-même la connaissance de leurs biens.

« Moi, Boniface, humble évêque, j'ai écrit de ma propre « main ces paroles, que j'ai déposées sur le corps très-sacré « de saint Pierre, et j'ai fait, sous l'œil et le jugement de « Dieu, ce serment que je promets de garder (1). »

Après que Boniface eut pris cet engagement, le pape lui donna, comme code, un livre qui contenait les règles de

(1) *Othlon*, lib. 1, § XIV.

l'Église rédигées dans les conciles et les assemblées pontificales. Il lui enjoignit d'enseigner ce droit canonique tant au clergé qu'aux peuples nouveaux. Il y ajouta la correspondance de Grégoire le Grand avec le moine Augustin, comme propre à le diriger dans son entreprise, et à résoudre d'avance, pour lui, quelques questions délicates. Il lui défendit d'ordonner prêtres ceux qui se seraient mariés deux fois, ou qui n'auraient pas pris une femme vierge, ou qui seraient illettrés, ou qui auraient quelque infirmité corporelle, ou qui auraient été mutilés par châtement, l'Église les regardant, par leur incontinence, ou leur ignorance, ou leur faiblesse, ou leur immoralité, comme indignes ou incapables du sacerdoce. Il lui dit de diviser les offrandes en quatre parts, selon la règle déjà consacrée (1). Il l'invita à ne pas refuser de s'asseoir à table avec les chefs barbares qui lui prêteraient assistance : « Car, lui disait-il, il arrive souvent que ceux qui » sont éloignés par les rigueurs de la discipline de la pra-

(1) *Othlon*, lib. 1, § XV et XVIII. — Il lui ordonnait de défend le mariage jusqu'au septième degré ; de ne permettre à celui qui avait perdu sa femme de se remarier qu'une seconde fois ; de refuser la communion pendant toute leur vie à ceux qui auraient tué leur père, leur mère, leur frère, leur sœur, et de les obliger, jusqu'à leur mort, à ne pas manger de viande et à ne pas boire de vin. — *Progeniem suam unumquemque usque ad septimam generationem observare decernimus : et si valueris, devitandum doce, ne cui uxor obierit, amplius quam duabus debeat copulari. De his qui patrem, vel matrem, vel fratrem, vel sororem occiderint, dicimus, ut toto vitæ suæ tempore corpus Dominicum non suscipiant, nisi in exitu pro vincto; abstinere etiam se a carnis comessatione et potu vini donec advixerint.* — *Ib.*, lib. 1, § XXV.

« tique de la vérité, sont ramenés, par le charme des repas
 « et par de douces observations, dans la voie de la jus-
 « tice (1). » Il l'assura de la protection immédiate du siège
 apostolique, et le renvoya en lui remettant des lettres pour
 le duc des Francs, auquel il recommanda de l'aider et de le
 défendre (2); pour les évêques qu'il exhorta à fournir à ses
 besoins, et à le seconder dans la conversion des peuples ido-
 lâtres (3); pour tout le peuple chrétien, qu'il instruisait de la
 mission de Boniface (4); enfin pour les barbares eux-mêmes
 auxquels il écrivit :

« Désirant que vous vous réjouissiez avec nous dans l'éter-
 « nité où il n'y a ni fin, ni tribulation, ni amertume (mais
 « une gloire perpétuelle), nous vous avons envoyé Boniface,
 « qui vous baptisera et vous instruira dans la foi de Dieu.
 « Obéissez-lui en toutes choses, honorez-le comme votre
 « père, et inclinez vos cœurs à ses leçons, parce que nous l'a-
 « vons envoyé vers vous, non point pour acquérir un gain
 « temporel, mais pour le gain de vos âmes. Aimez donc Dieu,
 « et, en son nom, recevez le baptême : car ce que l'œil
 « de l'homme n'a jamais vu, ce que le cœur de l'homme n'a
 « jamais conçu, le Seigneur Dieu l'a préparé à ceux qui l'ai-

(1) *Plerumque contingit, ut quos correctio disciplinæ tardos facit ad percipiendam veritatis normam, conviviorum sedula et admonitio blanda ad viam perducatur justitiæ.* — Apud SERRARIUM, p. 173.

(2) *Domno glorioso filio Karolo duci, Gregorius papa.* — *Othlon*, lib. 1, § XVI.

(3) *Ib.*, lib. 1, § XVII.

(4) *Ib.*, lib. 1, § XVIII.

« ment. Éloignez-vous du mal et faites le bien. N'adorez point
 « les idoles, ne sacrifiez point de chairs, car Dieu ne les
 « reçoit point ; mais agissez en toutes choses selon que notre
 « frère Boniface l'enseignera, et vous serez sauvés, vous et
 « vos fils. Faites une maison où doive habiter votre père, des
 « églises où vous deviez prier, afin que Dieu vous remette vos
 « péchés, et vous donne la vie éternelle (1). »

Muni de ces lettres, Boniface partit de Rome, et se rendit d'abord auprès du duc des Francs, Charles Martel, dont le patronage lui était indispensable, et qui le lui accorda par la célèbre sauvegarde suivante :

« Aux saints et apostoliques évêques, nos pères en Jésus-
 « Christ, aux ducs, aux comtes, à leurs vicaires, à nos pala-
 « tins, à tous nos agents, à nos envoyés, à nos amis, Charles,
 « homme illustre, maire du palais, qui désire votre bien,

(1) *Populo Thuringorum.* — *Othlon*, lib. 1, § XX. — Il lui donna une lettre adressée *universo populo provincie Altsaxonum*, qui commençait par ces belles paroles : *Sapientibus et insipientibus debitor sum, fratres carissimi.* Il leur disait, ce qui était le but sublime de la mission de Boniface, mais ce que le temps seul pouvait leur faire comprendre et surtout admettre : *Expoliare vos ergo veterem hominem et induite christum novum, deponentes iram, indignationem, malitiam, blasphemiam.* *Ib.*, lib. 1, § XXI.

Grégoire III, successeur de Grégoire II, pour faire abandonner à ces populations leurs mœurs barbares et les attirer aux habitudes des pays civilisés, défendit à Boniface de tolérer qu'elles mangeassent de la chair de cheval : *Inter cætera agrestem caballum aliquantos comedere adjunxisti, plerosque et domesticum.* *Othlon*, lib. 1, § XXVI. — Et apud SERRARIUM, p. 329.

« Sachez que l'homme apostolique, notre père en Jésus-
 « Christ, l'évêque Boniface est venu vers nous, et nous a de-
 « mandé de le placer sous notre sauvegarde et notre protec-
 « tion. Nous le lui avons accordé volontiers. C'est pourquoi
 « nous avons ensuite jugé à propos de le lui confirmer de
 « notre propre main, afin qu'en quelque lieu qu'il passe,
 « avec notre affection et sous notre sauvegarde, il soit en
 « paix et en sécurité, et qu'il puisse rendre, faire et recevoir
 « justice. S'il vient à se trouver dans quelque rencontre ou
 « nécessité qui ne puisse être définie par la loi, qu'il reste
 « en paix et en sécurité jusqu'à ce qu'il soit en notre présence,
 « lui, comme ceux qui se réclameront de lui et qui espéreront
 « en lui. Que nul n'ose lui être contraire, ou lui porter dom-
 « mage, et qu'il demeure en tout temps tranquille sous notre
 « sauvegarde et protection. Pour que cela paraisse plus cer-
 « tain, nous avons, aux yeux de tous, souscrit de notre
 « propre main et scellé de notre anneau (1). »

Ayant obtenu cette puissante assistance, Boniface s'avança dans le pays des Hessois et des Thuringiens. Il y renversa les arbres sacrés, et du bois du plus grand de tous, qui s'appelait *arbor Jovis*, l'arbre de Jupiter, il construisit un oratoire à saint Pierre (2). Il ramena les chrétiens grossiers de ces pays aux principes que leur ignorance avait dénaturés, aux règles de conduite que leur barbarie avait entièrement violées. Ses progrès, au milieu des populations païennes, furent rapi-

(1) DOM BOUQUET, *Recueil des historiens de France*, t. IV, p. 92, et aussi apud SIMONDUM, t. I, *Concil. Gall.*, p. 517.

(2) *Othlon*, lib. 1, § XXII.

des et étendus. Il fonda, en Thuringe, la première église chrétienne près de *Altenberga* (village entre Georgenthal et Friedrichsroda). Il la consacra à saint Jean. Il bâtit ensuite une église à Saint-Michel, sur la rivière d'Ohra, là où se trouve maintenant la ville d'Ohldruff (1).

Quoiqu'il eût avec lui des disciples, il pensa qu'il devait s'adjoindre un plus grand nombre de coopérateurs. S'adressant à ses compatriotes de l'île de Bretagne, il leur demanda une colonie de moines qui pussent se charger de l'enseignement des barbares, et une colonie de religieuses auxquelles il confiât l'éducation de leurs femmes. C'est vers ce temps, en effet, que vinrent le joindre Lul, Willibalt, son frère Wunnibalt, Vitta, et plusieurs autres qu'avaient précédés auprès de lui l'Anglo-Saxon Wigbert, le Franc Grégoire, et auxquels s'unit plus tard le Pannonien Sturm, après Lul, le plus chéri de ses disciples (2). Il vit arriver aussi, pour s'associer à ses travaux, la mère de Lul nommée Chunihilt, sa fille Berathgit, Waltpurgh, sœur de Willibalt, Thécla, Chunidrat, et surtout Lioba, qui devint en Germanie la principale institutrice des femmes (3).

Ces auxiliaires de Boniface prirent une part notable à la conversion de la Germanie et jouèrent un rôle important sous les règnes de Pepin et de Charlemagne. Lul était Anglo-Saxon et professait la vie monastique. Son esprit de conduite, l'action qu'il exerça sur les peuples, l'influence qu'il eut l'art

(1) *Othlon*, lib. 1, § XXIII.

(2) *Ib.*, lib. 1, § XXV.

(3) *Ib.*, lib. 1, § XXV.

de prendre sur les chefs barbares, le désignèrent bientôt au prévoyant Boniface comme son successeur futur dans l'épiscopat, pour les pays de la Franconie et de la Thuringe (1). Les mêmes raisons disposèrent Boniface à adopter pour un autre de ses successeurs Grégoire, auquel il destina le gouvernement spirituel de l'église et de l'abbaye d'Utrecht et du pays des Frisons. Ce Grégoire le suivait depuis l'âge de quinze ans. Il était petit-fils d'Addula, abbesse du monastère de Palatiolum, sur les bords de la Moselle, près de Trèves. Dans son premier passage de la Frise en Thuringe, Boniface s'étant arrêté à ce monastère, le jeune Grégoire ne voulut pas le laisser partir sans l'accompagner, et depuis il ne le quitta plus (2). Quant à Sturm, dont Boniface fit plus tard la rencontre dans le pays des Bavarois, c'était un Pannonien d'un esprit contemplatif, d'un caractère doux, d'un dévouement sans bornes, auquel Boniface réserva la fondation et la conduite du plus grand centre cénobitique de l'Allemagne, du fameux monastère de Fulde (3). Il construisit auparavant le monastère de Fritzlar en Hesse, et il en confia la direction à son ancien compagnon Wigbert. Le monastère de Fritzlar contient une colonie anglo-saxonne ou bretonne, comme on le disait sur le continent (4).

(1) MABILL., *Acta SS. Ord. S. Bened.*, sæc. III, pars 2, p. 392 et seq. *Vita S. Lulli, episc. mog.*

(2) *Ib.*, p. 319 et seq. *Vita S. Gregorii, abb. traj.*

(3) EIGILIS *Vita sancti Sturmi*, apud PERTZ, *Monumenta Germaniæ historica*, t. II, p. 366, in-folio, Hannoveræ, an. 1828.

(4) *Vit. S. Sturm.* Apud PERTZ. *Monumenta Germaniæ*, t. II, p. 366.

Plaçant et employant chacun de ses disciples selon ses aptitudes, Boniface eut à se féliciter de leur habile coopération. Il destina la douce et savante Lioba à préparer par ses enseignements une autre condition aux femmes de la Germanie (1). Lioba avait été élevée dans l'île de Bretagne, au monastère de Winbrunn, alors gouverné par Tetta, sœur d'un roi anglo-saxon. Elle s'y était appliquée, dit son biographe, bien plus à la lecture des saintes Écritures qu'au travail des mains. Outre les deux Testaments, elle possédait les paroles des Pères, les décrets des conciles et le droit ecclésiastique. Elle usait de tout avec discrétion. Elle avait, ajoute-t-il, un aspect serein, un langage agréable, un esprit élevé; elle était très-patiente dans son espérance; jamais nul ne vit une malédiction sortir de sa bouche, et jamais le soleil ne se coucha sur sa colère (2). Sa réputation de pureté et de science avait pénétré jusqu'à Boniface, qui la demanda à l'abbesse Tetta. Il fonda pour elle le monastère de Bischofheim, qui devint l'école des femmes germaniques et qui fournit des supérieures à toutes les abbayes d'outre-Rhin. Boniface l'aima d'une affection chaste et tendre, et il demanda qu'à sa mort leurs os reposassent dans le même sépulcre, *afin qu'après avoir servi le*

(1) MABILL., *Acta SS. Ord. S. Bened.*, sæc. III, pars 2, p. 245 et seq. *Vita S. Liobæ, virginis et abbatisæ Bischofheimensis*, auctore Rudolfo, monacho fuldensi, sæculo IX.

(2) Erat adspectu angelica, sermone jucunda, ingenio clara, spe patientissima, caritate diffusa... Maledictionem ex ore ejus nullus unquam audivit; iracundiæ illius sol testis nunquam occubuit. — *Ib.*, p. 251.

Christ pendant leur vie, ils pussent aussi attendre ensemble le jour de la résurrection (1).

Ce fut à l'aide de ces nouveaux collaborateurs que Boniface étendit et consolida le christianisme dans la Franconie, la Thuringe et la Hesse. Il poursuivit sans relâche pendant quatorze ans, après son second voyage à Rome, cette œuvre à laquelle il avait déjà, auparavant, consacré quatre années. Ses succès furent rapides et considérables. A quoi tinrent-ils surtout? A l'infériorité de la croyance qu'il avait à combattre, à l'absence d'une vraie classe sacerdotale chez les peuples auxquels il en prêchait une nouvelle, de tous points supérieure à la leur, et très-fortement organisée; enfin, à l'état de dépendance où ces peuples se trouvaient placés à l'égard des Francs austrasiens. Examinons rapidement ces divers points, sans rechercher encore quelles furent pour l'homme, pour la famille, pour la société, pour le territoire, les conséquences de la conquête chrétienne que nous apprécierons, sous tous ces rapports, avant de terminer ce mémoire.

La religion des peuples transrhénans était le mélange de plusieurs cultes, qui ne consistaient eux-mêmes que dans une adoration grossière des forces de la nature (2). Le culte du

(1) Ut post obitum ejus corpus illius ad ossa sua in eodem sepulchro poneretur: quatenus pariter diem resurrectionis expectarent, qui pari voto ac studio in vita sua Christo servierant. — *Ib.*, p. 256.

(2) Deorum numero eos solos ducunt, quos cernunt, et quorum apertè opibus juvantur, Solem, Vulcanum et Lunam: reliquos ne fama quidem acceperunt. *CÆSAR, de Bello Gallico, lib. 6, c. 21.* — Deorum maxime Mercurium colunt, humanis quoque hostiis litare fas habent. Herculeum ac Martem concessis animalibus placant..... Cæterum nec colibere parietibus

feu et d'Ertha ou de la terre-mère, celui des forêts profondes dont la solitude les remplissait de terreur et leur paraissait être l'habitation de la Divinité, étaient leur croyance originelle. Les dogmes scandinaves de l'Edda, qui formaient une théologie naturelle un peu plus complexe, avaient pénétré parmi eux. Beaucoup de peuplades germaniques adoraient les trois grandes divinités d'Upsal, Thor, Odin et Freya (1). Thor, représenté avec un sceptre ou avec un marteau, était le plus puissant des trois, et pouvait être comparé sous beaucoup de rapports au Jupiter des anciens (2). Aussi, dans les capitulaires, est-il désigné sous le nom de Jupiter. Wodan ou Odin qui, dans le temple d'Upsal, était placé à droite de

deos... lucos et nemora consecrant, deorumque nominibus appellant secretum illud quod sola reverentia vident. TACITE, *Germania*, c. IX. Reudigni, et Aviones, et Angli, et Varini, et Eudoses, et Suardones, et Nuithones... in commune Hertham, id est terram matrem, colunt. *Ib.*, c. XL.

César ne mentionne que le culte du feu, qui était le plus ancien et qui, d'après MENZEL (*Histoire des Allemands*, t. I, liv. 1, c. 38, de la religion, édition de Breslau, 1815) fut celui qui dura le plus. — Le bois sacré des Suèves était chez les Semnones, qui se regardaient comme le plus ancien et le plus noble des peuples suèves. Toutes les peuplades s'y réunissaient annuellement. Les sept peuples de la Baltique formaient une autre ligue ; leur bois sacré était dans l'île de Rugen. — *Ibid.*

(1) Dans la formule allemande d'abjuration, on faisait renoncer les nouveaux chrétiens à Thor, à Odin et à Freya. — CACCIANI, t. III, p. 77.

(2) Thor, dit ADAM DE BRÈME, d'après les prêtres, *præsides in aere, qui tonitrua et fulmina, ventos, imbresque serenat, et fruges gubernat. Thor cum sceptro Jovem simulare videtur.* — ADAM. BREMEN., *Hist. eccles.*, c. 233.

Thor, était adoré comme l'auteur de la destruction et le maître de la guerre; et Freya, placé à sa gauche, était invoqué comme le principe de la fécondité (1). Odin, qui était quelquefois désigné par les Occidentaux sous le nom de Mars, recevait d'eux plus ordinairement le nom de Mercure (2). Le culte d'Odin convenait beaucoup aux mœurs guerrières et à l'esprit entreprenant des peuples germains. Aussi, avait-il fait parmi eux une plus grande fortune que Thor et Freya, et s'étendait-il depuis l'extrémité de la Scandinavie jusqu'aux sources du Rhin.

C'était dans son palais qu'ils aspiraient à se rendre après leur mort. Ceux qui ne sortaient pas de la vie en combattant allaient dans « le Niflheim, où, dit l'Edda, Hela, qui exerce « son empire sur neuf mondes, distribue les âmes de ceux « qui sont morts de maladie ou de vieillesse. Son palais s'appelle le nuage; sa table, la faim; son couteau, le besoin; « son serviteur, le retardataire; sa servante, la lenteur; sa

(1) Alter Wodan, idem furor, bella gerit hominique ministrat virtutem contra inimicos..... Wodanum sculpunt armatum sicut nostri Martem solent. — ADAM. BREMEN., *ib.* — C'est le Thuisto ou Theut des Germains, appelé aussi Wodan.

Tertius est Fricco (Freya), pacem, voluptatemque largiens mortalibus : cujus etiam simulacrum fingunt ingenti priapo. — ADAM. BREMEN., *ib.*

(2) Deorum maxime, Mercurium colunt, cui certis diebus humanis quoque hostiis litare fas est. TACITE, *German.*, c. ix.

Wodan, dit Paul Diacre, sept siècles après, *ipse est qui apud Romanos Mercurius dicitur, et ab universis Germaniæ gentibus ut deus adoratur.* — PAULUS DIACONUS, lib. 1, c. 9.

« porte, le précipice (1). » A ces séjours de privations et de tristesse était opposé le Walhalla comme un lieu de délices et de joie. Là, compagnons d'Odin, ceux qui avaient péri par le fer, passaient leurs jours dans des combats et des festins continuels. Chaque matin ils se revêtaient de leur armure, descendaient dans la lice et combattaient ensemble, jusqu'à ce que l'un eût terrassé l'autre, et ils montaient ensuite à cheval pour se rendre à la salle du festin où leur était servi du sanglier et où ils buvaient de la bière (2). C'est sans doute afin qu'ils y arrivassent comme des guerriers, qu'on ensevelissait avec eux le cheval qu'ils avaient monté et les armes dont ils s'étaient servis.

Ce culte, qui ordonnait d'être brave, qui recommandait et récompensait la mort guerrière (3), qui punissait la mort naturelle, avait son accompagnement ordinaire de sacrifices pour se concilier la faveur des dieux, et d'augures pour

(1) Hi vero sunt morbis et senio mortui. Ingentia ibi habitacula possidet (Hela) sepimentaque illius præalta sunt, cancellique grandes. Ejus palatium nimbus vocatur; mensa, fames; culter, esurigo; servus, tardigradus; ancilla, tardigrada; limen, præcipitium. — *Edda, Mythol.* XXVIII. — Voir sur le Niflheim et le Walhalla, Thom. BARTHOLINUS, *Antiq. danic.*, lib. 2, c. 13, de *Causis contemptæ a Danis mortis*.

(2) Quotidiè postquam vestes induti sunt, armaturam assumunt, deinde in aream exeuntes dimicant, unusque alterum prosternit; hoc eorum exercitium est. Instante vero prandii tempore, domum ad aulam equitant, ac ad potandum considerunt. — *Edda, Mythol.* XXXIII, XXXV.

(3) Aussi mouraient-ils avec une intrépidité rare. Voici le chant de mort de Reynier Lodbrog, condamné à périr par la morsure des vipères. Il chantait avant d'expirer :

connaître leurs desseins. C'était la partie pratique de la croyance qui complétait sa partie théologique et qui mettait les dieux en rapport avec les hommes. Chez des peuples aussi peu avancés, les sacrifices étaient encore sanglants, et aux immolations d'animaux se joignaient des immolations humaines. Quant aux augures, ils se tiraient des entrailles des victimes, du vol des oiseaux, des courses et des hennissements des chevaux sacrés qu'on nourrissait dans les bois et qu'on ne manquait jamais de consulter avant de commencer une entreprise importante et périlleuse.

Il n'y avait point parmi les Germains de caste sacerdotale. Les chefs étaient les prêtres de la peuplade, comme les pères de famille étaient les prêtres de la maison. Les uns et les autres faisaient les sacrifices et consultaient les augures pour

Secuimus ense.
 Illud me semper gaudere facit.
 Quod Balderi patris scamna
 Parata sciam ad convivium.
 Bibemus cervisiam brevi
 Ex concavis craniorum poculis
 (Non exhorret mortem animosus)
 In præstantis Odini domicilio.
 Non venio cum timoris
 Verbis ad Odini aulam.

 Vitæ elapsæ sunt horæ,
 Ridens moriar.

Canticum Regneri Lodbrog, strophæ XXV, latine versa apud Bartholinum, lib. 2, c. 4, 12.

les entreprises publiques ou pour les actions particulières (1). De ce que la classe militaire était en même temps la classe sacerdotale, et de ce qu'il n'y avait pas une corporation religieuse spécialement chargée de la pratique et de la défense du culte, il résulta que les chefs germaniques, dont la principale fonction était la guerre, conservaient ou abandonnaient leur croyance suivant qu'elle servait ou qu'elle contrariait leurs intérêts et leurs desseins. Pour cette classe militaire, la résistance en delà du Rhin, la conquête en deçà, importaient avant tout. En général, elle restait donc païenne pour se défendre en Germanie, ou bien elle cessait de l'être pour s'établir sur le territoire de l'Empire. C'est ce qui explique la persévérance religieuse des populations transrhénaues, l'opiniâtreté avec laquelle la confédération saxonne maintint son culte contre Charlemagne, et la facilité que montrèrent tous les peuples qui envahirent l'empire romain, à renoncer au leur.

Ceux-ci, outre la disposition qu'ils avaient à admettre la croyance d'un peuple qui l'emportait sur eux par l'esprit et la civilisation, obéissaient à un intérêt politique. Arrivés en petit nombre dans les pays qu'ils occupaient, n'ayant que la supériorité momentanée des armes, ils avaient vaguement compris qu'il était nécessaire de donner à leur domination militaire l'appui d'une adhésion morale. Ils avaient partout changé de culte. Leur organisation était tellement guerrière

(1) Si publice consulatur sacerdos civitatis; sin privatim ipse paterfamilias precatur deos. — TACIT., *de German.*, c. X. — Voir JUSTUS MÜSSEN, *Histoire d'Osnabrück*, t. I, introduction, § 8 et § 27 et 28, troisième édition.

etsi peu religieuse, que dès que le chef s'était prononcé, tout le peuple imitait son exemple. Les Germains le suivaient aussi fidèlement au baptême qu'à la guerre. Ainsi en Gaule, Clovis avait entraîné la plus grande partie des guerriers francs avec lui dans la cathédrale de Reims; Sigismond avait fait passer les Bourguignons de l'arianisme au catholicisme aussi aisément qu'ils avaient abandonné le paganisme pour l'arianisme. En Espagne et en Italie, Théodinus, Recarède et Adelwald avaient rendu orthodoxes les Suèves, les Goths et les Longobards, que leurs prédécesseurs avaient rendus ariens à une époque où cette secte dominait dans la presque totalité de l'Empire. Cette influence des chefs germains sur les guerriers était si décisive, que dans l'Heptarchie anglo-saxonne les peuples adoptèrent en masse le christianisme, le quittèrent et le reprirent à l'exemple de leurs rois. Nous aurons occasion de voir bientôt les mêmes changements se produire dans la Saxe continentale, suivant que les chefs se soumettaient à Charlemagne ou se révoltaient contre lui.

Boniface fut donc favorisé dans sa mission germanique :

Par l'infériorité morale de la croyance qu'il avait à combattre et qu'avait déjà ébranlée en partie le christianisme placé depuis longtemps dans son voisinage;

Par la faible organisation du sacerdoce païen, auquel étaient confiées la garde et la défense de cette croyance;

Par l'appui des princes francs qui exerçaient indirectement sur les populations transrhénanes soumises à leur domination presque autant d'influence qu'en avaient eu les chefs des invasions germaniques sur les guerriers composant leur armée;

Enfin, par la communauté de race des missionnaires chrétiens et des populations païennes qui avaient la même ori-

gine, qui parlaient la même langue, et que rapprochaient les mêmes mœurs.

Pour récompenser ses efforts et ses succès, le pape Grégoire III, qui avait succédé, en 731, à Grégoire II, lui avait envoyé le *pallium* (1). En 738, Boniface, dont les établissements dans la Germanie centrale avaient acquis assez de solidité et prospéraient suffisamment pour lui permettre de s'éloigner quelque temps, se rendit une troisième fois à Rome. Grégoire III, avec lequel il s'entretint à fond des intérêts de l'Église germanique, lui conféra le pouvoir de créer des évêques, et de plus, le chargea de rétablir la croyance chrétienne dans le pays des Bavaois, qu'il avait déjà visité cinq années auparavant (en 733), et de le diviser en diocèses (2). Boniface exécuta cette nouvelle mission et fut l'organisateur religieux de l'Allemagne méridionale. Le christianisme avait été anciennement prêché dans cette contrée lorsque les Romains l'occupaient encore. Mais les incursions dévastatrices des barbares, l'établissement successif des Gépides et des Bavaois, les invasions fréquentes des Huns, des Avars, des Slaves, qui s'y précipitaient en remontant le Danube, y avaient altéré le christianisme là où elles ne l'avaient pas entièrement détruit. L'église métropolitaine de *Lauriacum*, située à l'embouchure de l'Ens dans le Danube, avait souvent été saccagée et privée d'évêques pendant de longs intervalles (3). Dans le cours du VII^e siècle, saint Rutpert,

(1) *Othlon*, lib. 1, § XXVI.

(2) *Ib.*, lib. 1, § XXVIII.

(3) *Germania sacra* du P. HANSKE de la *Société de Jésus*. In-fol., édit. de 1727. C. I à C. XVII.

saint Amand d'Utrecht, et saint Emmeran, avaient travaillé à la conversion de ce pays, et vers les commencements du VIII^e, les papes avaient fait de grands efforts pour l'introduire entièrement dans la société chrétienne (1). Mais ils n'avaient pas réussi, et cette gloire était réservée à Boniface. En y arrivant, il trouva peu de chrétiens réels, assez de chrétiens idolâtres, des manichéens en quantité qui y étaient venus d'Afrique après avoir débarqué en Illyrie, et beaucoup de païens.

Boniface, secondé par Odilo, duc des Bavaïois, expulsa les manichéens, réforma le clergé chrétien, convertit les populations restées ou devenues idolâtres, et divisa le pays en quatre diocèses, dont il établit les sièges à Passau et à Ratisbonne, sur le Danube; à Frisinghen, sur le Lech; et à Salzbourg, sur la Salza (2). Il donna ces quatre sièges à quatre hommes d'un christianisme éprouvé, nommés Vivilon, Gobiwolt, Erimbert et Jean (3). De cette manière, l'ancienne ligne de la civilisation fut en partie recouvrée du côté du Danube, sur les bords duquel Boniface tint un concile, comme elle l'avait été du côté du Rhin; elle fut bientôt dépassée sur ce point, comme elle l'avait été déjà sur l'autre.

(1) *Ib.*, c. XVIII, XIX, et seq.

(2) « En ce que tu as annoncé que tu avais divisé en quatre paroisses la province des Bavaïois, tu as bien et prudemment agi... Quant au concile que tu dois tenir en notre nom sur la rive du Danube, nous mandons à ta fraternité de t'y présenter au nom de l'autorité apostolique. » — Lettre de Grégoire III. — *Othlon*, lib. 1, § XXXII.

(3) *Othlon*, lib. 1, § XXXI. — *Willibald*, § 28. — *Germania sacra* du P. HANSIZE.

Pendant que Boniface opérait ces grands changements dans le pays des Bavares, le pape Grégoire III, attaqué et pressé par les Longobards, dans l'Émilienne et dans la Pentapole, s'adressait au plus puissant des chefs barbares avec lesquels il était en communication par ses missionnaires. Il demanda à Charles Martel de descendre en Italie avec ses Francs pour y porter secours à l'église de saint Pierre, contre Liutprand et Hilbrand, rois des Longobards. Usant du langage le plus propre à agir sur le chef barbare, il lui écrivit : « Le prince des apôtres, mon très-cher fils, peut bien lui-même défendre son héritage et son peuple, mais il veut éprouver les cœurs des fidèles. Au nom de Dieu et de son jugement terrible, ne rejette point ma prière, ne ferme point l'oreille à ma demande, et le prince des apôtres ne te fermera point les royaumes célestes (1). » Mais, ni cette lettre, ni une autre tout aussi pressante que Grégoire III lui écrivit encore (2), ne purent décider à entreprendre cette lointaine expédition, le duc des Francs dont la fin approchait, et qui termina, cette année même, sa glorieuse carrière.

L'alliance étroite des chefs francs et des papes, qui devait produire avant la fin de ce siècle l'union nouvelle de la Gaule et de l'Italie, et le rétablissement de l'empire d'Occident, fut, en grande partie, l'œuvre de Boniface. Après la mort de Charles Martel, il se rendit avec des lettres de Grégoire III

(1) DOM BOUQUET, t. IV, p. 92. — Et apud SIMONDUM, *Concil. Gall.*, t. I, p. 525.

(2) DOM BOUQUET, *ibid.* — SIMOND., *ib.*, p. 527.

auprès de ses fils Carloman et Pepin, qui s'étaient partagé, d'après la loi franque, son vaste héritage. Carloman, l'ainé, avait eu la partie orientale, ou l'Austrasie, tandis que la partie occidentale, ou la Neustrie, était échue à Pepin, qui était le plus jeune.

Carloman, dans les possessions duquel Boniface exerçait son apostolat, le reçut avec affection, et le chargea de constituer ecclésiastiquement la Franconie transrhénane, qu'il divisa en trois évêchés, celui de Wirtzburg, sur le Mein, celui d'Eichstadt, sur l'Almuth, petit confluent du Danube, et celui de Buraburg. Il confia le premier à Burchard, le second à Willibald, qui l'un et l'autre étaient ses disciples. Il établit aussi l'évêché d'Erfurt, en Thuringe (1). Il opéra ensuite dans le clergé et chez les populations chrétiennes du territoire de Carloman, et d'accord avec lui, une réforme aussi nécessaire et plus complète que celle qu'il venait d'exécuter dans le pays des Bavarois. La longue domination des Francs, leurs mœurs violentes, leurs habitudes barbares et les restes jusque-là indélébiles des superstitions païennes, avaient dénaturé le christianisme et le sacerdoce en Austrasie. Tandis que, sous le clergé gallo-romain, il avait été tenu en Gaule trente-neuf conciles dans le premier siècle après la conquête, quinze dans le second, on n'en avait pas réuni un seul depuis quatre-vingts ans (2). Rien ne peut mieux montrer l'altération que l'esprit et les mœurs des barbares avaient

(1) *Othlon*, lib. 2, § 1.

(2) *Art de vérifier les dates*, in-fol., t. I, art. *Conciles*.

fait subir au christianisme et peindre plus exactement l'état dans lequel vivaient ces chrétiens du Nord, que la lettre écrite par Boniface lui-même au pape Zacharie, qui venait de remplacer Grégoire III sur le trône pontifical.

« Carloman, duc des Francs, lui disait-il, m'a fait appeler
« auprès de lui, afin que j'assemble un synode dans la partie
« du royaume des Francs qui est sous sa domination. C'est
« pourquoi j'ai besoin des conseils de votre autorité. Car
« les Francs, disent les vieillards, n'ont pas tenu de synode
« depuis quatre-vingts ans. En beaucoup de lieux, les sièges
« épiscopaux sont livrés à des laïques cupides, ou à des
« clercs corrompus. Il y a parmi eux de ces diacres, comme
« ils se font appeler, qui, depuis leur enfance, vivent dans
« les adultères et dans toutes les débauches, et qui ont chaque
« nuit dans leur lit, quatre, cinq concubines, ou plus. Ils
« osent néanmoins lire l'Évangile, et ne rougissent ni ne
« craignent de se nommer diacres; c'est avec de pareils titres
« qu'ils arrivent à l'ordre de la prêtrise, et croient pouvoir
« intercéder pour le peuple et offrir les saints sacrifices;
« enfin, ce qui est pis, ils parviennent ainsi de grade en
« grade jusqu'à l'épiscopat (1). Je réclame contre eux les
« décisions de votre autorité.

(1) *Inter illos diaconos quos nominant qui a pueritiâ suâ semper in stupris, semper in adulteriis, et in omnibus semper spurcitiis vitam ducentes, sub tali testimonio venerunt ad diaconatum: et modo in diaconatu concubinas quatuor vel quinque, vel plures noctu in lecto habentes Evangelium tamen legere et diaconos se nominare non erubescunt nec metuunt: et sic in talibus incestis ad ordinem presbyteratûs venientes, et iisdem peccatis perdurant: et peccata peccatis adjicientes dicunt se pro*

« Il est aussi parmi eux des évêques qui, bien qu'ils prétendent n'être ni fornicateurs, ni adultères, s'adonnent néanmoins à l'ivrognerie et à la chasse, combattent armés et répandent de leurs propres mains le sang des hommes, soit païens, soit chrétiens. Si je les dépose conformément aux canons, il n'est pas bon qu'ils reviennent ensuite de Rome, en se disant autorisés à reprendre leurs sièges. Étant connu comme serviteur et délégué du siège apostolique, il importe que moi ici, et vous là-bas, nous donnions le même jugement, afin qu'il n'en survienne aucun scandale parmi ces hommes de matière, ces grossiers Allamanns, Bavarois et Francs (1). »

Il se plaignait en même temps de ce que le pape tolérait à Rome ce que lui défendait en Germanie. Il disait à Zacharie que des barbares y avaient été témoins de cérémonies païennes.

« Ils affirment, continuait-il, avoir vu les années passées dans la cité romaine et près de l'église de Saint-Pierre, aux calendes de janvier, des chœurs parcourir les places publiques, à la manière des païens, et entonner des chants sacrilèges. Ils disent aussi avoir vu des femmes, selon les coutumes païennes, y vendre des amulettes, ou y rendre des augures. » Il le conjurait de mettre un terme à ces usages, dont se prévalaient contre lui les hommes matériels et igno-

populo posse intercedere et sacras oblationes offerre : novissimè (quod pejus est) sub talibus testimoniis per gradus singulos ascendentes, ordinantur episcopi. — *Othlon*, lib. 2, § 1.

(1) Carnales homines et idiotæ Allemanni, Bajuvarii, vel Franci. — *Ib.*, lib. 2, § 1.

rants auxquels il prêchait la doctrine purement spirituelle du Christ, et de lui adresser une réponse, sans équivoque, qu'il pût montrer et qui pût l'aider (1).

Zacharie lui donna satisfaction sur ces divers points. Il approuva la fondation des évêchés qu'il avait établis en Franconie. Il l'autorisa à interdire les fonctions sacerdotales à tous ceux qui vivaient dans l'adultère, qui avaient plusieurs femmes, qui avaient répandu le sang. Il lui annonça qu'il avait défendu la célébration païenne des calendes de janvier, l'usage des augures, des chants, des cérémonies des gentils, qui étaient encore en vigueur lors de son avènement au pontificat, et qu'il jugeait détestables pour lui, et pernicieuses aux chrétiens. Il l'autorisait à assembler des synodes (2).

Boniface, assisté des six évêques Burchard, Reginfrid, Wittan, Willibald, Dadan, Addan, et de leurs prêtres, réunit trois conciles en delà et en deçà du Rhin, dans les années 741, 742, 743. Le premier se tint en Germanie, les deux autres à Leptines, dans les Ardennes. Le duc Carloman y assista avec les principaux des Francs, et consacra de son autorité les décisions qui y furent prises. Il fut décrété : « Que les serviteurs de Dieu ne pourraient ni porter l'armure, ni combattre, ni marcher contre l'ennemi, à l'exception de ceux qui étaient désignés pour y célébrer la messe et confesser les combattants; qu'ils ne pourraient pas davantage aller à la chasse, parcourir les forêts avec des meutes, élever des éperviers et des faucons; que, conformé-

(1) *Ib.*, lib. 2, § I.

(2) *Othlon*, lib. 2, § II.

ment aux saints canons, les prêtres seraient soumis à l'évêque dans le diocèse duquel ils étaient placés, qu'ils seraient toujours prêts à le recevoir dans les tournées épiscopales, et à l'aider à confirmer le peuple; que chaque évêque veillerait sur la chasteté et la doctrine de ses prêtres, qu'il écarterait de sa paroisse, avec l'aide du protecteur de son Église, les évêques et les prêtres inconnus qui s'y présenteraient; et que les moines et les religieuses seraient forcés de vivre selon la règle de Saint-Benoît et ne sortiraient point de leurs cloîtres. »

En même temps, pour régulariser la société domestique, les adultères et les incestes furent prohibés, l'évêque fut le juge des mœurs, et il eut ordre de casser les mariages illégitimes. Il ne fut pas permis de porter des vivres aux homicides et aux condamnés qui se réfugiaient dans les églises, et il fut défendu de livrer des esclaves chrétiens à des maîtres païens. Tous les restes des pratiques païennes furent condamnés, et l'on prononça quinze *solidi* d'amende contre : la célébration des *spurcales* de février, le culte des forêts, celui des pierres sacrées, les sacrifices faits aux fontaines, l'adoration de Mercure ou de Jupiter, les amulettes, les enchantements, les sortilèges, les augures pris sur le vol des oiseaux, le hennissement des chevaux, et une foule d'autres superstitions qui tiraient encore leur origine du culte druidique, ou qui survivaient à la religion païenne, ou qui avaient été introduites par les barbares, ou qui provenaient de certaines pratiques d'un christianisme dégénéré (1).

(1) Voir, pour ces trois conciles et les décisions qui y furent prises, *Karlomanai principis capitulare primum et capitulare secundum*. Apud BALUZ., t. I, p. 145 et p. 149.

Après avoir opéré cette réforme sur le territoire du duc Carloman, Boniface l'opéra sur celui du duc Pepin. Il tint en 744, à Soissons, un concile qui eut le même but et les mêmes résultats, et dont Pepin transforma les décisions en capitulaires (1). Les conciles de Germanie, de Leptines et de Soissons adoptèrent l'ère latine de l'incarnation, qui devint le mode uniforme de compter pour l'Occident chrétien, et donnèrent à tous les moines la règle de Saint-Benoît. Boniface fit nommer les trois archevêques de Reims, de Rouen et de Sens, pour lesquels il obtint du pape le *pallium*. Zacharie ne cessait de recommander aux princes francs, Boniface, dont il étendit alors les pouvoirs, comme son vicaire, sur toute la Gaule (2). Boniface fit restituer à l'église gauloise une partie des biens qui lui avaient été enlevés sous Charles Martel, et il en changea la face en y rétablissant les mœurs chrétiennes et en y ranimant l'esprit du sacerdoce.

Ayant ainsi assuré les derrières du christianisme, il tourna de nouveau ses regards vers la Germanie, pour y étendre au loin ses conquêtes spirituelles. Il voulut opérer celles-ci au moyen d'un grand monastère central, purement germanique, celui de Fritzlar, confié à Wigbert, étant une colonie proprement anglo-saxonne, ou bretonne, comme on le disait alors. Il avait déjà projeté (3) d'établir ce nouveau monastère

(1) *Pippini principis capitulare suessionense*, apud BALUZ., t. I, p. 157.

(2) DOM BOUQUET, t. IV, p. 95. — Apud SIMOND., t. I, *Concil. Gall.*, p. 547.

(3) En 736, voyez *Vita S. Sturmii*, dans PERTZ, *Monumenta Germanicæ*, t. II, p. 367.

dans la forêt *Bochonia*, placée entre les quatre pays des Bava-rois, des Franconiens, des Thuringiens et des Hessois, qu'il avait rendus chrétiens, afin de s'en servir comme d'un avant-poste pour pénétrer chez les barbares qui restaient à convertir, et comme d'une garnison religieuse pour maintenir ceux qui étaient déjà convertis.

Boniface avait confié cette tâche à Sturm, celui de ses disciples qui était le plus propre à la bien remplir. Sturm, né en Pannonie de parents nobles, avait suivi Boniface depuis l'arrivée de celui-ci chez les Bava-rois. Placé d'abord dans le monastère de Fritzlar, près de Wigbert, il avait été ordonné prêtre, et avait ensuite prêché pendant trois ans le christianisme aux peuples d'outre-Rhin. Boniface l'avait fait venir auprès de lui, et l'avait chargé d'aller chercher dans la vaste et solitaire forêt *Bochonia* un lieu propre à une fondation monastique (1). Cette forêt ressemblait beaucoup alors aux forêts primitives du nouveau monde. Sturm; après avoir reçu la bénédiction de Boniface, était parti avec deux compagnons pour exécuter ses ordres. « Ils s'acheminèrent tous trois vers « le désert », dit le moine de Fulde qui s'est fait le biographe de Sturm, « et étant entrés dans des lieux sauvages et solitaires, où ils ne voyaient que le ciel, la terre et de grands « arbres, ils demandaient au Christ de diriger leurs pas dans

(1) Pergite, ait episcopus, in hanc solitudinem quæ Bochonia nuncupatur, aptumque servis Dei ad inhabitandum exquirite locum. Potens enim est Deus parare servis suis locum in deserto. — *EGILII Vita sancti Sturmi*, § IV. Apud PERTZ, *Monumenta Germaniæ*, t. II, p. 367.

« la voie de la paix. Le troisième jour, ils parvinrent à un « lieu nommé Hersfelt, à la place où se trouve maintenant « un monastère. Ils y construisirent de petites cabanes cou- « vertes d'écorces d'arbres, et y demeurèrent longtemps « jeûnant et priant (1). »

Sturm était venu rendre compte de sa découverte à Boniface, auquel ce lieu n'avait pas convenu, parce qu'il était situé sur la gauche de la forêt vers l'ouest et qu'il était trop près des Saxons. « Retourne dans le désert, avait-il dit à Sturm, « et cherches-y une habitation plus reculée où vous puissiez « résider sans péril (2). » Sturm avait obéi, et remontant avec ses deux frères le cours de la Fulde sur une barque, il avait exploré ses bords dans les parties surtout où des torrents et des sources d'eau se jetaient dans le fleuve.

Ce second voyage de découverte avait encore été infructueux. Sturm était retourné à Hersfelt d'où, en 744, Boniface l'appela auprès de lui à Fritzlar où il se trouvait alors. Il s'entretint longtemps avec lui, et, sans être découragé par les tentatives vaines qui avaient été faites jusque-là, il dit à Sturm : « Le lieu que tu as cherché a été préparé par Dieu, « et, quand il le voudra, il le montrera à ses serviteurs. C'est « pourquoi ne cesse pas de le chercher, en sachant et en croyant

(1) *Ib.*, § IV, t. II, p. 367.

(2) Locum quidem quem repertum habetis, habitare vos propter viciniam barbaricæ gentis pertimesco; sunt enim, ut nosti, illic in proximo feroces Saxones; quapropter vobis remotiorem et inferiorem in solitudine requirite habitationem quam sine periculo vestri colere queatis. — *Ib.*, § V.

« que tu le trouveras (1). » Sturm, pénétré de la confiance que lui avait donnée son maître, alla rejoindre ses compagnons à Hersfelt, et ne tarda point à se mettre en course, pour la troisième fois, dans la forêt.

« Sturm ayant un peu respiré dans sa cellule, dit le moine Eigil, monta sur son âne, et prenant le viatique il partit seul, recommandant son voyage au Christ, qui est la voie, la vérité et la vie. Il commença à parcourir les vastes espaces du désert. Explorateur attentif, il allait examinant les monts, les plaines, les collines, les vallées, les fontaines, les torrents, les rivières. Toujours les psaumes sur les lèvres, il élevait à Dieu les gémissements de son âme, ne se reposant que là où la nuit le forçait de s'arrêter. Quand il s'arrêtait la nuit, avec la serpe (2) qu'il portait à la main il coupait du bois et dressait un abri pour protéger son âne contre les bêtes fauves qui abondaient dans ces lieux. Mais lui s'étant signé le front au nom de Dieu, dormait tranquille.

« Un jour il parvint à une route qui mène de Thuringe à Mayence ceux qui font le commerce. Il y trouva une grande multitude de Slaves nageant dans la Fulde, et l'un d'eux qui

(1) Ib., § V, VI. — *Locus quidem in illa solitudine a Deo paratus; quem, quando vult Christus, servis suis ostendit; quapropter noli de inquirendo cessare, sciens et credens, quod eum absque dubio reperies.*

(2) Dont les moines bénédictins ne devaient jamais se séparer, et qu'ils ne quittaient que la nuit, d'après la règle de leur ordre. — *Regula S. Benedicti, cap. 22.*

« servait d'interprète lui ayant demandé où il allait, il ré-
 « pondit qu'il allait dans la partie supérieure du désert. Il
 « continua seul sa course, n'apercevant que des bêtes fauves,
 « des oiseaux et de grands arbres, lorsque le soir, étant par-
 « venu, après le coucher du soleil, au lieu appelé *Ortessveca*, où
 « il établit son camp pour lui et son âne, il entendit tout à
 « coup le bruit d'un homme. Tous deux se voyant, se saluè-
 « rent. L'homme dit qu'il venait de *Wedereiba* (*Wetterau*)
 « et conduisait en laisse le cheval de son maître *Ortis*. Ils
 « passèrent la nuit en cet endroit, et cet homme, qui con-
 « naissait beaucoup le désert, indiqua à Sturm le nom des
 « lieux, le cours des torrents et des sources. Le matin ils se
 « bénirent mutuellement, et l'homme séculier prit le chemin
 « de *Grapsfelt*.

« Le serviteur de Dieu se remit seul en marche, selon sa cou-
 « tume, à travers le désert, et il parvint enfin au lieu où se
 « trouve maintenant le monastère. Aussitôt l'homme saint,
 « rempli d'une joie innocente, courait transporté et ravi, et
 « plus il allait en long et en large, plus il rendait grâce à Dieu.
 « Enchanté de la beauté du lieu, et après avoir passé une
 « grande partie du jour à l'explorer, il le bénit, le signa et
 « partit joyeux (1). »

Sturm retourna d'abord à Hersfelt où ses frères et lui
 avaient construit des cabanes provisoires, et leur annonça
 cette heureuse découverte. Il rejoignit ensuite Boniface, qui
 se rendit aussitôt auprès de Carloman, et lui dit : « J'ai dessein,

(1) *Vita S. Sturmi*. Ib., § VII, VIII, IX.

« avec l'aide de Dieu et la vôtre, d'établir un monastère dans
 « la partie orientale de votre royaume. Nous avons trouvé
 « dans le désert appelé *Bochonia*, sur les rives de la Fulde,
 « un lieu propre à être habité par les serviteurs de Dieu et
 « qui est soumis à votre domination. Nous supplions votre
 « piété de nous l'accorder, afin que, sous votre protection,
 « nous puissions y servir le Christ (1). »

Carloman lui répondit : — Sur tout ce qui m'appartient en
 « ce lieu je donne mon droit au Seigneur en entier et sans
 « exception, et je l'étends à quatre mille pas de circuit, au
 « nord et au midi, à l'orient et à l'occident (2). » Il fit plus :
 après avoir confirmé et scellé de sa propre main cette vaste
 donation, il envoya rassembler tous les hommes nobles du
 pays de Grapfelt, afin qu'ils l'imitassent en concédant au futur
 monastère ce qu'ils pouvaient posséder dans son voisinage.
 Ceux-ci déférèrent au désir de leur chef (3).

(1) Ad perpetuam, inquit, remunerationem vestram cogito, si Deus omnipotens voluerit et vestrum adfuerit auxilium, in orientali regno vestro monachorum vitam instruere, et monasterium fundare, quod præteritis temporibus ante nos nemo inchoavit... habemus enim in solitudine quæ *Bochonia* nuncupatur, juxta fluvium qui dicitur *Fulda*, locum aptum servis Dei inhabitandum repertum, qui ad vestram pertinet ditionem. Nunc vestram pietatem poscimus, ut nobis locus ille donetur, quatenus in eo per vestram defensionem Christo servire queamus. — *Ib.*, § XII.

(2) Locus quidem quem-petis... quidquid in hac die proprium ibi videor habere, totum et integrum de jure meo in jus Domini trado, ita ut ab illo loco undique in circuitu ab oriente scilicet et occidente, a septentrione et meridie marcha per quatuor millia passuum tendatur. — *Ib.*, § XII.

(3) *Ib.*

Sturm se rendit sur les bords de la Fulde, au mois de mars 744, avec sept de ses frères, pour y prendre possession du lieu. Il y fut suivi deux mois après par Boniface, qui s'y transporta avec une troupe nombreuse d'ouvriers pour jeter les fondements du monastère, qu'il appela Fulde du nom du fleuve, et pour en défricher le sol. Il lui donna la règle bénédictine. En fixant la discipline des moines, il décida, de leur consentement même, qu'ils ne feraient usage ni de vin ni de viandes, et qu'ils ne pourraient boire qu'une bière légère incapable d'enivrer (1).

Boniface voulant placer son nouvel établissement hors de toute juridiction épiscopale et le soumettre uniquement au siège de Rome, écrivit à Zacharie pour obtenir son autorisation : « Il y a, lui disait-il, un lieu sauvage dans l'intérieur « de la plus profonde solitude, au milieu des peuples de ma « prédication, dans lequel j'ai élevé un monastère où j'ai « établi des moines vivant sous la règle du saint Père Benoît, « hommes d'une austère abstinence, ne mangeant pas de chair, « ne buvant pas de vin, se passant de serviteurs, et se contenant du propre travail de leurs mains (2). Je l'ai acquis par « ces hommes religieux et surtout par Carloman. C'est dans « ce lieu qu'avec le consentement de Votre Piété, je me pro-

(1) *Ib.*, § XIII-XIV.

(2) *Monachos constituimus sub regulâ S. Patris Benedicti viventes, viros strictæ abstinentiæ, absque carne et vino et servis, proprio manuum suarum labore contentos.* — *Othlon*, lib. 2, § XII.

« pose de reposer mon corps fatigué par la vieillesse, et d'être
« enseveli après ma mort (1). »

Le pape lui répondit : — « Tu nous as demandé d'accorder
« un privilège du saint-siège, en ton nom, à un monastère
« situé au sein d'une immense solitude, au milieu des nations
« que tu évangélises, où tu as établi des moines sous la règle
« de Saint-Benoît : nous accédons à tes vœux (2). » Quelque
temps après, sur une nouvelle demande de Boniface (en 751), il
ajouta : « Gratifiant ton monastère d'un privilège du siège apos-
« tolique, nous le plaçons sous la juridiction de notre sainte
« Église de Rome que nous desservons, afin qu'il ne soit sou-
« mis à la puissance d'aucune autre. Nous défendons, en con-
« séquence, qu'aucun prêtre d'aucune Église ait aucune au-
« torité sur le susdit monastère, sauf le siège apostolique.
« Nous ordonnons aussi, par ce décret, que si quelque évê-
« que, quelle que soit sa dignité, ose enfreindre ce privilège,
« il soit anathème (3). »

Le monastère de Fulde fut placé sur le penchant de la
colline qui bordait la rivière dont les eaux devaient fertiliser
son territoire (4). Il réunissait tous les avantages du climat,
de la salubrité, de la position. Ses commencements furent

(1) *Proposui fessum senectute corpus requiescendo recuperare et post mortem jacere.* — Ibid.

(2) *Apud SERRARIUM*, p. 215.

(3) *Othlon*, lib. 2, § XVII.

(4) *Fuldenses antiquitates*, auctore CHRISTOPHORO societ. Jesu presbytero, lib. 1, c. VI, p. 22. In-fol., édit. d'Anvers, an. 1612.

humiles (1), mais ses progrès furent constants. Peu à peu ses constructions s'accrurent, le nombre de ses religieux s'accrut, le sol qui l'entourait se défricha, et la forêt inculte, dont les vastes profondeurs n'avaient jamais retenti des coups de la hache, fut sillonnée par la charrue, et se changea en riches campagnes couvertes de fermes et de villages. Du temps de Sturm, le cours du fleuve fut détourné par ses soins, afin qu'il passât à travers le monastère même et facilitât l'exercice des divers métiers que la règle de Saint-Benoît prescrivait aux moines. La communauté de Fulde prit successivement possession de la plaine du monastère, des champs, des bois, des eaux, des pâturages environnants. Elle y transporta des succursales de moines et de cultivateurs. Elle fonda des colonies dans toute la Thuringe, la Bavière, sur les deux rives du Rhin et du Mein (2). Elle éleva des forteresses sur les hauteurs, et entoura de fossés et de remparts les bourgs et les villes qui lui appartenrent (3). Elle posséda trois mille métairies en Thuringe, trois mille en Hesse, trois mille en Franconie, trois mille en Bavière, trois mille en Saxe (4). Ses revenus furent si considérables, que les hôtes et les étrangers

(1) Bonifacius ita monasterium inter initia instruxit, ut in modicis textis victuque ærumnoso, cœnobitis ad votivæ paupertatis experimentum esset abunde. Primum purgando ad culturam solo et succidendo nemore plurimum laboris exhaustum. Victum inde facit arunt domesticâ contentione, pastu pecorum, agrorum cultu, manuum labore, monachi. *Ibid.*, lib. 1, c. V, p. 19.

(2) *Fuldenses Antiquit.*, lib. 2, c. X, p. 137 et suiv.

(3) *Ibid.*, lib. 3, c. XVIII, p. 264 et suiv.

(4) *Ibid.*, lib. 3, c. XI, p. 205 et suiv.

purent être accueillis, nourris, vêtus, non-seulement dans le monastère où, selon l'usage, un vaste local leur était destiné, mais dans les cellules répandues partout au milieu des campagnes (1).

Telle fut la fondation de l'abbaye de Fulde, dans laquelle Boniface fit fleurir les lettres au même degré que le christianisme dont elles étaient l'appui. Il y déposa les écrits de Bède qu'il avait demandés dans l'île de Bretagne et qui contenaient à peu près toute la science de l'époque (2). Il mit à sa tête Sturm, auquel il confia l'éducation des hommes de race germanique qui voulaient se consacrer à la vie religieuse et à la conversion des païens du nord-ouest de l'Allemagne, comme il avait donné à Wigbert la direction des étrangers entrés dans le monastère de Fritzlar pour y convertir les païens du centre. Fulde devint l'école la plus célèbre de la Germanie, et servit de caserne aux conquérants religieux qui envahirent, un peu plus tard, la Saxe païenne sous la conduite de Charlemagne.

L'établissement de Fulde ne fut point le dernier genre d'assistance que Boniface donna à la partie civilisée du monde, et le dernier service qu'il prépara à sa partie encore barbare. Il avait fait entrer la Gaule franque et les deux fils de Charles Martel dans le mouvement chrétien dont il était le propaga-

(1) Quæquidem cellæ a frugi patribusfamilias, juxtaque religiosiis viris habitatæ, altrices et nutrices quedam erant cœtus monastici. — *Fuld., Antiq.* lib. 1, c. VII, p. 25 et suiv.

(2) Præterea ut mihi de opusculis Bedæ lectoris aliquot tractatus conscribere et dirigere digneris... ut et candelà quam vobis Dominus surgitus est, nos quoque fruamur. — *Bonif. Epist. ad episcop. Echbert.* — Apud SERRARIUM, p. 11.

teur. L'ainé, Carloman, avait si bien profité de ses leçons et s'était pénétré de son esprit à tel point, qu'il renonça, en 746, à sa part de territoire et de puissance pour embrasser la vie cénobitique et se retirer dans le fameux monastère du Mont-Cassin. Pepin devint chef unique des Francs austrasiens et neustriens. Il réunit la Gaule entière sous sa domination, y compris toute la partie située au sud de la Loire qui n'avait jamais obéi à son père Charles Martel, et dont il n'opéra point la conquête en moins de dix ans. Pepin avait la ferme intelligence, l'ambition et la grandeur que cette famille extraordinaire posséda à un degré si éminent durant quatre générations, qui offrirent une succession non interrompue de grands hommes. Dès lors il sentit toute l'utilité de son alliance avec le pape de Rome et avec son vicaire Boniface. Il comprit qu'il pouvait se donner l'appui de toute la race gallo-romaine incomparablement plus nombreuse que la race germanique, celui de tout le parti religieux qui était fort puissant, et devenir avec leur aide, de chef des Francs, leur roi; de maire du palais des Mérovingiens, le possesseur de leur trône.

Il fallait pour cela se mettre à la tête de la société occidentale. Il resserra donc les liens qui l'unissaient à Boniface. Le siège de Mayence avait été occupé jusqu'à la réforme austrasienne par un Franc nommé Gewillieb dont le père l'avait possédé avant lui, et avait péri en combattant contre les Saxons. Gewillieb, pour venger son père, avait tué, dans un combat corps à corps, son meurtrier qu'il avait fait défier par son propre fils. Boniface avait exigé sa déposition à cause

du sang qu'il avait versé, en violation des canons (1). Nommé lui-même évêque de Mayence, en 745, il avait vu ce siège érigé en métropole de la Germanie. Quelques années après, Zacharie confirma la suprématie du siège de Mayence en ces termes :

« Par l'autorité de saint Pierre apôtre, nous décrétons que
« l'Église de Mayence soit maintenue en métropole à toi et à
« tes successeurs, ayant sous elle Tongre, Cologne, Worms,
« Spire, Utrecht et toutes les villes de la nation germanique
« à qui ta paternité a donné par sa prédication la lumière du
« Christ (2). »

L'étroite union de Pepin et de Boniface amena une grande révolution chez les Francs. Pepin ne voulant pas rester simple conquérant, et désirant changer la souveraineté réelle qui était dans sa famille depuis soixante et douze ans en Austrasie, et depuis soixante-quatre ans en Neustrie, en souveraineté légale, s'adressa, d'après les conseils de Boniface, au siège de Rome comme à la source du droit. Il envoya, en 749, Burchard, évêque de Wurzburg et disciple de Boniface, et Fulrad, abbé de Saint-Denis et archichapelain du palais, auprès du pape Zacharie, pour lui demander si celui qui remplissait les fonctions de roi ne méritait pas mieux d'être roi que celui qui n'en portait que le titre. Zacharie répondit que celui-là devait être roi qui exerçait la puissance royale (3).

(1) *Othlon*, lib. 1, § XXXVII.

(2) *Dom Bouquet*, t. IV, p. 97. — *Apud SIMMOND*, t. I, p. 581.

(3) *Burchardus, Wirziburgensis episcopus, et Folradus, presbyter capel-*

Dès que ses envoyés furent de retour, et qu'il apprit d'eux cette réponse, Pepin n'hésita plus. Il se fit élever sur un bouclier par les Francs, et Boniface lui donna l'onction royale, selon le vieux usage juif, dans la cathédrale de Soissons. Ce fut, chez les Francs et en Gaule, le premier sacre ecclésiastique. Le dernier roi mérovingien, Childéric, fut tonsuré et mis dans un monastère (1).

Trois ans après, le pape Étienne II, qui avait succédé à Zacharie, se rendit lui-même auprès de Pepin (2). Le roi des Longobards, Astolfe, ayant envahi l'exarchat et la pentapole, Étienne écrivit au nouveau roi des Francs pour demander son assistance au nom même de l'apôtre Pierre : « Moi Pierre, apôtre de Dieu, lui dit-il, qui vous ai pour fils adoptif, je vous adjure par votre affection de défendre de ses ennemis cette

lanus, missi sunt Romam ad Zachariam papam, ut consulerent pontificem de causa regum qui illo tempore fuerunt in Francia, qui nomen tantum regis, sed nullam potestatem regiam habuerunt; per quos predictus pontifex mandavit, melius esse illum vocari regem, apud quem summa potestatis; dataque auctoritate sua, jussit Pippinum regem constitui. — EINHARDI *Annales*, an. 749. — Zacharias papa mandavit Pippino ut melius esset illum regem vocari qui potestatem haberet, quam illum qui sine regali potestate manebat, ut non conturbaretur ordo. — *Annales Laurissenses*, an. 749. Apud PERTZ, *Monum. German.* I, p. 136-137. — Voir aussi DOM. BOUQUET, V, p. 33.

(1) Pippinus secundum morem Francorum electus est ad regem et unctus per manum sanctæ memoriæ Bonifacii archiepiscopi et elevatus a Francis in regno suo in Suessionis civitate. Hildericus vero, qui falsè rex vocabatur, tonsuratus est et in monasterium missus. *Annales rer. franc.* DOM. BOUQUET, t. V, p. 33. — Voir aussi. *Annales Laurissenses* et *Annales EINHARDI* ad an. 750, apud PERTZ, t. I, p. 138-139.

(2) PERTZ, t. I, p. 138-139.

« Église romaine et le peuple que Dieu m'a confié, et la demeure où je repose selon la chair, parce que vous tous, « peuples francs, vous êtes notre peuple élu parmi les nations (1). »

Étienne II s'étant abouché à Pavie avec Astolfe, sans obtenir qu'il renonçât à ses prétentions, partit pour la Gaule. Pepin, qui avait exigé du roi des Longobards qu'il laissât passer Étienne, envoya l'abbé Fulrad et le duc Rothard à sa rencontre jusqu'au monastère de Saint-Maurice, dans les alpes du Valais. Il alla lui-même au-devant de lui et l'attendit dans le palais de Chiersi-sur-Oise. A la vue du pape, il descendit de cheval et se prosterna devant lui. Étienne lui ayant demandé de le secourir contre les Longobards, Pepin le lui promit par serment, et s'engagea à lui rendre l'exarchat de Ravenne, les droits et les patrimoines de la république romaine. S'étant acheminés ensemble vers Paris, le pape Étienne occupa le monastère de Saint-Denis, où il renouvela le sacre de Pepin, qu'il étendit à ses deux fils (2). Cette cérémonie eut surtout pour objet d'établir l'hérédité royale dans la famille nouvelle. Aussi, le pape enjoignit aux nobles francs qui y assistaient,

(1) *Epist. S. Stephani II papæ*. — Cod. CAROLINO III, et DOM BOUQUET, t. V, p. 496-497. Ideoque ego apostolus Dei Petrus qui vos adoptivos habeo filios, ad defendendum de manibus adversariorum hanc romanam civitatem et populum mihi a Deo commissum, seu et domum, ubi secundum carnem requiesco... Quippe est quod super omnes gentes, quæ sub celo sunt, vestra Francorum gens prona mihi apostolo Dei Petro exiit.

(2) *Vita Stephani II papæ*, collectore Anastasio Bibliothecario. — DOM BOUQUET, V. p. 435-436. — MURATORI, t. III, pars 1, p. 168 et suiv.

de ne jamais choisir, sous peine d'excommunication, que des rois issus de la race de Pepin (1). Étienne nomma de plus Pepin patrice de Rome (2), disposant ainsi d'une dignité qui n'avait jamais été conférée que par les empereurs.

Pepin, fidèle à sa promesse, passa deux fois les Alpes avec une armée, et força les Longobards à abandonner l'exarchat de Ravenne, la pentapole et le duché de Rome, dont il fit donation au siège apostolique. Fulrad, abbé de Saint-Denis, fut chargé de cette investiture, et il déposa dans le confessionnal de Saint-Pierre l'acte de donation de Pepin avec les clefs des villes (3).

(1) *Atque Francorum procures apostolica benedictione sanctificans auctoritate beati Petri sibi à Domino J. C. vero Deo tradita obligavit et obtestatus est, ut nunquam de altera stirpe per succedentium temporum curricula, ipsi vel quique ex eorum progenie orti, regem super se præsumant aliquo modo constituere, nisi de eorum propagine quos et divina providentia ad sanctissimam sedem apostolicam tuendam eligere et per eum, videlicet vicarium S. Petri, immò Domini nostri J. C. in potestatem regiam dignata est sublimare, et unctione sacratissima consecrare.* — DOM BOUQUET, t. V, p. 436, not.

(2) *Liber diurnus romanorum pontificum*, c. 2, tit. 3 et 4.

LE BLANC, *Dissertation à la suite du Traité sur les monnaies de France*.

(3) *Vita Stephani II*, an. 755 et 756, dans DOM BOUQUET, p. 439, et dans MURATORI, t. III, par. 1, p. 171. Voir dans Anastase ces villes qui sont Ravenne, Rimini, Pesaro, Fano, Cesena, Sinigaglia, Jesi, Forlimpopoli, Forlì avec le château de Sussubio, Montefeltro, Acerraggio, Monte di Lucaro, Serra, le château de San-Mariano ou Marino, Bobio, Urbino, Cagli, Luceolo, Gubbio, Comacchio, Narni.

Cette donation n'est pas seulement certifiée par ANASTASE LE BIBLIOTHECAIRE et par les divers annalistes du temps, mais par les lettres d'Étienne II CERNI, *Monumenta dominationis pontificiæ*, t. I, p. 85-91-124.

C'est ainsi qu'à la suite des relations établies par Boniface entre les Romains et les Francs, s'opéra le grand changement qui rendit le pape prince territorial en Italie, et fit plus tard de lui le chef suprême de la monarchie chrétienne en Europe. Le christianisme commença à passer de la domination morale à la domination temporelle, et l'Église à devenir la source du droit et de l'autorité.

L'instrument de cette révolution chrétienne, Boniface, touchait au terme de sa carrière. Il éprouvait depuis quelque temps les fatigues de l'âge et les ennuis de la vie.

Ses rapports avec les quatre papes, sous le pontificat desquels il avait exercé sa longue mission, avaient été pleins de déférence de sa part et de confiance de la leur. Il s'était toujours adressé à eux dans les cas incertains ou difficiles, et il avait exécuté fidèlement leurs décisions. Non moins courageux que soumis, il les avait repris des désordres qu'ils toléraient ou des abus qu'ils commettaient à Rome, et qui étaient des obstacles à ses progrès en Germanie. Il avait eu quelques dissidences de cette nature avec Zacharie, qui s'était justifié soigneusement du reproche de souffrir sous ses yeux les superstitions du paganisme et de permettre l'achat des dignités ecclésiastiques. Mais leur intime union n'en avait pas été pour cela altérée. Boniface avait même envoyé auprès de lui son disciple chéri Lull, « dépositaire, lui « avait-il dit, de quelques secrets de mon cœur qu'il ne doit « dévoiler qu'à votre piété. Il vous exposera quelques-unes « de mes difficultés, et me rapportera la réponse que vous lui « donnerez par l'autorité de saint Pierre, pour la consolation

« de ma vieillesse, afin que ce qui vous conviendra je m'ap-
« plique à le faire (1). »

Lorsque Étienne était monté sur le siège pontifical, Boniface réparait les désastres que les incursions des Saxons avaient causés sur les frontières des pays chrétiens. Il n'avait pas pu envoyer immédiatement à Rome pour le reconnaître. « Si j'ai tant tardé, lui écrivait-il, à vous adresser le porteur
« de mes lettres, c'est que j'ai été très-préoccupé de la restau-
« ration des églises brûlées par les païens qui en ont saccagé
« et incendié plus de trente dans notre juridiction (2). » Lui rappelant les secours qu'il avait trouvés auprès des deux Grégoire et de Zacharie, il ajoutait, en lui demandant son appui et ses ordres : — « Si duraut trente-six années pendant
« lesquelles j'ai été légat de Rome, j'ai fait quelque chose d'u-
« tile à l'Église, je désire encore le faire et faire plus (3). »

Il songea en effet à reprendre le cours de ses missions et à se transporter chez les peuples encore païens de l'Allemagne occidentale, chez les Frisons les plus éloignés et chez les Saxons. C'était le seul moyen de protéger les établissements qu'il avait fondés, et la civilisation qu'il avait introduite dans la Germanie centrale. Il prépara donc tout pour ce grand projet. Mais comme il ne s'en dissimulait pas le péril, et qu'il s'attendait à y succomber, il voulut auparavant assurer le sort de ses amis et de ses disciples. Il chercha pour eux un protecteur puissant, et il écrivit à Fulrad, abbé de Saint-Denis

(1) *Othlon*, lib. II, § IX.

(2) *Apud SERRARIUM*, p. 126.

(3) *Ibid.*

et archichapelain de Pepin sur l'esprit duquel il exerçait une grande influence, la lettre qui suit :

« Je te conjure au nom du Christ de mener à fin la bonne
 « œuvre que tu as commencée, c'est-à-dire, de saluer en mon
 « nom notre glorieux et aimable roi Pepin, de lui rendre
 « grâces de toutes les choses pieuses qu'il a faites pour moi,
 « et de lui dire qu'il paraît à moi comme à mes amis que je
 « suis sur le point de finir, par mes infirmités, ma vie tem-
 « porelle et le cours de mes jours. C'est pourquoi je sup-
 « plie notre roi, au nom du Christ, fils de Dieu, qu'il daigne
 « m'indiquer, pendant que je suis encore vivant, quelle ré-
 « compense il compte assurer ensuite à mes disciples : car ils
 « sont presque tous étrangers, et beaucoup exercent le sacer-
 « doce en beaucoup de lieux. D'autres sont dans les monas-
 « tères, et dès leur enfance ont été ordonnés lecteurs. D'au-
 « tres sont des vieillards qui ont longtemps travaillé avec moi.
 « Aussi, ai-je à cœur qu'après ma mort ils reçoivent tes con-
 « seils et tes secours, et soient sous le patronage de ta hauteesse,
 « afin qu'ils ne soient pas dispersés comme des brebis qui
 « n'ont point de pasteur, et que les peuples qui touchent aux
 « frontières des païens ne perdent point la loi du Christ.

« C'est pourquoi je te prie vivement de faire instituer, dans
 « ce ministère des peuples et des églises, et comme prédica-
 « teur et docteur des prêtres et des peuples, mon cher fils et
 « coévêque Lull. Et j'espère, si Dieu le veut, que les prêtres
 « auront en lui un maître, les moines un docteur régulier, et
 « les peuples chrétiens un fidèle prédicateur et pasteur. Je le
 « demande d'autant plus que mes prêtres sur la frontière des

« païens mènent une vie bien pauvre (1). Ils ne peuvent y
 « trouver des vêtements s'ils n'en sont pourvus d'ailleurs comme
 « je l'ai fait moi-même, pour les soutenir et les fortifier
 « dans leur ministère. Si la piété du Christ t'inspire de
 « consentir à ma prière, veuille me le mander par mes
 « envoyés ou par tes lettres, afin que je vive ou meure plus
 « joyeux (2). »

Ayant obtenu de Fulrad et de Pepin ce qu'il désirait, Boniface fit venir Lull auprès de lui, et, usant du privilège unique que lui avait accordé Zacharie de désigner son successeur, à l'heure où il se sentirait prêt à sortir de ce monde, il le nomma archevêque de Mayence. Il lui dit en même temps : — « Je vais achever la route que j'ai commencée. Voici bien-
 « tôt le jour de ma liberté et le temps de ma mort. Toi, très-
 « cher fils, termine la construction des églises que j'ai com-
 « mencées en Thuringe, et la basilique que j'ai élevée à Fulde,
 « et conduis là mon corps usé par le cours de tant d'an-
 « nées (3). » Lull ne pouvait retenir ses larmes, et Boniface fut obligé de le consoler (4). Il régla les affaires de son vaste diocèse, installa Lull avec le consentement du roi Pepin, en présence des évêques, des abbés, des principaux chefs du

(1) *Propterea hoc maxime fieri peto quia presbyteri mei prope marcum paganorum pauperulam vitam habent.*

(2) *Bonifacii Epist.*, apud DOM BOUQUET, t. V, p. 483. — *SIRMONDI Conc. Gall.*, t. II, p. 8. — *SERRARIUS*, p. 127.

(3) *WILLIBALD*, c. XI, § 33.

(4) *Ibid.*, § 34.

pays (1). Après avoir fait ses suprêmes dispositions, il partit pour sa dernière campagne chrétienne. Il prit avec lui Coëban, qu'il plaça sur le siège d'Utrecht, les prêtres Wintrung, Walter, Ethelter, les diacres Hamund, Scirbald et Bôsa, les moines Waccar, Gundacker, Illescher, Bathwolf, et une suite assez considérable qui portait tout ce qui était nécessaire à cette expédition (2).

Il se dirigea vers la partie de la Frise demeurée encore païenne. Il y commença ses prédications. Parvenu à la rivière de Boorn, qui séparait la Frise occidentale de la Frise orientale, il y établit son camp, et il célébra la fête des néophytes. Mais une troupe de païens vint l'y attaquer, et, comme ses serviteurs et les néophytes prenaient les armes pour se défendre, Boniface sortit de sa tente, entouré de ses prêtres, ayant dans ses mains les reliques des saints qu'il portait habituellement avec lui. Pénétré d'une joie intérieure en voyant si près de lui la mort qu'il ne pouvait pas se donner, mais qu'il aspirait à recevoir, il dit avec calme et avec autorité à ses serviteurs : — « Cessez le combat, car l'Écriture « nous ordonne de ne point rendre le mal pour le mal, mais « le bien même pour le mal. Voici le jour si longtemps désiré, « le jour de la délivrance. » — Se tournant ensuite vers ses prêtres, les diacres et les autres serviteurs de Dieu, il ajouta : — « Hommes, frères, soyez fermes de cœur, et ne vous effrayez point devant ceux qui tuent le corps, parce qu'ils ne

(1) OTHLON, lib. II, § 20.

(2) WILLIBALD, c. XI, § 35.

« peuvent point tuer l'âme impérissable. Mais réjouissez-vous « dans le Seigneur, et mettez en lui votre espérance (1). »

Boniface et ses compagnons restèrent ainsi sans défense contre les coups des païens qui fondaient sur eux et qui les massacrèrent. Ceux-ci, après les avoir tués, mangèrent les vivres qu'ils trouvèrent dans leur camp, se partagèrent leurs dépouilles, et dispersèrent leurs livres, qui furent trouvés plus tard (2). Ainsi périt, le 5 ou le 9 juin de l'année 755, après trente-huit ans d'apostolat, ce généreux chrétien, qui avait conquis, par ses périlleux travaux et par son infatigable dévouement, toute une grande contrée à la sociabilité. Il périt comme un soldat sur le champ de bataille. L'Allemagne le regarda comme son bienfaiteur, et l'Église le compta au nombre de ses grands hommes, de ses saints et de ses martyrs. Ses restes, que l'évêque d'Utrecht alla recueillir sur les rives de la Boorn, furent transportés d'abord à Utrecht et ensuite à Fuld, conformément à son dernier vœu (3).

—

(1) *Cessate, pueri, a conflictu... quoniam Scripturæ testimonio veraciter erudimur, et ne malum pro malo, sed etiam bonum pro malis reddamus. Jam enim diu optatus adest dies, et spontaneum revolutionis nostræ tempus imminet. — Sed et adstantes tam presbyteros quam etiam diacones inferiorisque ordinis viros Dei subditos servitio patriæ admonens voce, ait: — Viri, fratres, forti estote animo, et ne terreamini ab his qui occidunt corpus, quoniam animam sine fine manentem necare non possunt; sed gaudete in Domino et spei vestræ anchoram in Deum defigite.* WILLIBALD, c. XI, § 36.

(2) WILLIBALD, *ibid.*, § 37.

(3) WILLIBALD, XII, § 38.

Les missions qu'il avait reprises furent poursuivies après lui avec un caractère nouveau. Elles devinrent des missions armées. L'état des peuples contre lesquels on les dirigea semblait exiger l'emploi de ces moyens extraordinaires. Ces peuples étaient les Frisons septentrionaux et les Saxons. Ils habitaient l'Allemagne occidentale entre le bas Rhin et l'embouchure de l'Elbe. Cette vaste étendue de pays qui comprend la Frise, la Westphalie, l'Oldenbourg, la Saxe, le Brunswick, le Hanovre actuels, devait être à son tour rendue chrétienne, comme venait de l'être le reste de l'Allemagne depuis les Alpes du Tyrol jusqu'à l'extrémité de la Hesse. L'entreprise fut exécutée par Charlemagne, fils et successeur de Pepin, à l'aide des disciples de Boniface.

Charlemagne comprit encore mieux que son père et son aïeul combien il importait à la sécurité de son empire de dompter les peuples demeurés barbares sur ses limites, et de faire entrer ces peuples dans la communauté européenne. Aussi ne se contenta-t-il pas d'envoyer au milieu d'eux des missionnaires, il s'y rendit lui-même à la tête de ses armées. L'entreprise, ainsi conduite, dut avoir un succès certain ; mais ce succès fut lent, à cause de la résistance prolongée et désespérée que lui opposèrent ces populations longtemps indomptables, toujours battues, jamais soumises.

Les Saxons occupaient primitivement les trois petites îles de Northstrandt, de Busen, et d'Heiligisland (île sacrée), dans l'océan Germanique. Leur territoire continental bordait la côte entre l'Elbe et l'Eyder (Nordalbingie) ; il se composait des trois districts appelés Ditmarsia, Stormaria,

Holsatia (1). Ils furent longtemps d'intrépides et de redoutables pirates. Ils infestaient les côtes de l'empire romain, qu'on avait été obligé de fortifier contre eux, en remontant avec leurs barques légères les fleuves jusqu'à quatre-vingts et cent milles de leur embouchure (2). Vers le déclin de la puissance romaine, à mesure que les Francs s'avançaient sur le territoire de l'Empire, les Saxons pénétrèrent sur celui que les Francs abandonnaient en Germanie. Ils s'étendirent donc en conquérants de l'Elbe au Weser, du Weser à l'Emis, et ensuite jusque près du Rhin. Le peuple entier des Saxons était répandu sur trois grands districts territoriaux, celui d'Ostphalie à l'est, de Westphalie à l'ouest, et d'Engern. Ces trois districts étaient eux-mêmes distribués par *gouv* germaniques, qui correspondaient aux *pagi* romains ou cantons.

Les Saxons avaient les mœurs générales et la bravoure des peuples germains. Ils formaient une espèce de confédération analogue à celles qu'avaient formées avant eux les Chérusques, les Suèves, les Francs (3). Ils étaient divisés en trois ordres, celui des *Edeling* ou nobles, celui des *Friling* ou hommes libres, celui des *Lassen* ou paysans colons (4). Ils avaient, en outre, des serfs. Leur constitution intérieure reposait principalement, comme celle des autres Germains et des peuples tout aussi peu avancés dans l'échelle sociale, sur les liens de la

(1) TURNER, *Hist. of the Anglo-Sax.*, édit. 1828, t. I, liv. 2, c. 2.

(2) DUBOS. *Établissements de la monarchie des Francs*, t. I, p. 149. — GIBBON, t. II, p. 524.

(3) MENZEL, *Hist. des Allemands*, t. I, c. 36.

(4) TURNER, *Hist. of the Anglo-Sax.*, t. I, appendix au lib. 2, c. 2. — *Vita S. Libuiti* (saint Liafwin) apud PERTZ, *Monum.*, t. II, p. 361.

parenté et le pouvoir domestique. Les familles étaient rapprochées dans les *goiv* ou cantons. La constitution politique était aristocratique et sacerdotale. Les nobles ne se mariaient qu'entre eux et avaient sur les autres classes l'empire de la supériorité et de la religion (1). Ils desservaient le temple d'Irminsul, sur le Weser. Irminsul, le principal dieu des Saxons, était représenté sous la forme d'un guerrier armé, et son culte était sans doute celui d'Odin (2). Il avait des prêtresses qui étaient prophétesses, et des prêtres qui étaient sacrificateurs. Ces prêtres nommaient annuellement les *grafs* ou chefs politiques des cantons, et les quinze *freyerichter* ou juges libres, qui devaient assister chaque *graf* et avaient juridiction sur soixante-douze familles (3). Les *grafs* venaient tous les ans, en octobre et en avril, présenter leurs offrandes à Irminsul, auquel les Saxons sacrifiaient des victimes humaines. Pendant la guerre, un chef habile et renommé était choisi parmi les familles des Edeling, et les prêtres d'Irminsul portaient son image sur le champ du combat (4).

(1) *Generis quoque ac nobilitatis suæ providissimam curam habentes, nec facile ullis aliarum gentium, vel sibi inferiorum connubiis infecti, propriam et sinceram tantumque sibi similem gentem facere conati sunt... et legibus firmatur ut nulla pars in copulandis conjugiiis propriæ sortis terminos transferat, sed nobilis nobilem ducat uxorem, et liber liberam, libertus conjugatur libertæ et servus ancillæ.* — ADAMUS BREMENSIUS, *Hist. eccl.* lib. I.

(2) *Irminsula Saxonica, hoc est ejus nominis idoli, etc. Accurata descriptio.* — Apud HENR. MEIBOMIUS, t. III. *Rerum germanicarum Scriptores.* In-fol., Helmstadii, 1680.

(3) *Ibid.*

(4) *Ibid.*

Chaque année, il y avait dans un lieu appelé Marklo, sur le bord du Weser, une assemblée générale des députés saxons. Chaque *pagus* en élisait douze, pris dans les trois classes (1). On mettait en délibération, dans cette assemblée, ce qui intéressait la communauté saxonne. Régie par des familles nobles, soumise à un pouvoir sacerdotal, celle-ci recevait une sorte d'impulsion démocratique de ses assemblées générales annuelles.

Telle était la condition sociale des Saxons depuis nombre de siècles. Déjà quelques missionnaires s'étaient présentés au milieu d'eux, mais bien vainement. Deux moines anglo-saxons, nommés Ewald, avaient quitté, en 690, l'île de Bretagne, pour se rendre dans la vieille patrie de leurs ancêtres et y prêcher le christianisme. Ils avaient été tués l'un et l'autre. Quelque temps après la mort de Boniface, l'Anglo-Saxon Liufwin, disciple de Grégoire abbé d'Utrecht, et arrière-disciple de Boniface, avait eu le même projet et presque le même sort. Placé par Grégoire aux avant-postes chrétiens du côté des Saxons, il s'était lié d'amitié avec l'un d'entre eux, de race noble et puissant, nommé Folchbert (2). Secondé par lui, il pénétra un jour jusqu'à leur assemblée générale de Marklo sur le Weser, quoique Folchbert l'eût

(1) Statuto quoque tempore anni semel ex singulis pagis atque ex iisdem ordinibus tripartitis (Edlingi, Frilingi, Lassi) sigillatim viri duodecim electi et in unum collecti in media Saxonia secus flumen Wiseram ad locum nuncupatum Marklo exercebant generale concilium. — *Vit. S. Lebuini* apud PERTZ, *Monum.*, t. II, p. 361-362.

(2) *Vita S. Lebuini*, *ibid.*, p. 362.

averti qu'il y perdrait la vie. Mais le hardi Liafwîn, inaccessible à la crainte, ne s'y présenta pas moins; et au moment où les Saxons allaient commencer leurs sacrifices, il éleva la voix pour les en détourner.

« Les idoles que vous croyez des dieux, leur dit-il, ne vivent ni ne sentent, car elles sont l'œuvre des hommes. Elles ne peuvent s'aider elles-mêmes, ni aider les autres. C'est pourquoi le Dieu seul bon, seul juste, ayant pitié de vos erreurs, m'a envoyé vers vous. Mais si vous ne voulez point renoncer à vos iniquités, je vous annonce qu'il fondra sur vous une tribulation inattendue. Car le roi du ciel et des siècles a décrété qu'un roi fort, vaillant et prudent, allait venir non de loin, mais de près, tomber comme un torrent rapide pour amollir la dureté de vos cœurs féroces et réprimer la présomption de vos rudes cervelles. D'un élan, il envahira votre contrée, qu'il dévastera avec le fer et le feu, et il dispersera dans l'esclavage vos femmes et vos enfants (1). »

La prédication de Liafwîn était plus propre à faire de lui un martyr qu'à gagner au christianisme des prosélytes parmi les Saxons. Ceux-ci, d'abord surpris, ensuite furieux, le

(1) *Præordinavit namque rex cælorum omniumque sæculorum regem fortem, prudentem, et acerrimum, non de longinquo sed de proximo instar torrentis rapidissimi properantem ad emolliendam duri cordis vestri ferocitatem et comprimendam rigide cervicis contumaciam. — Vita. S. Lebuini, ibid., p. 363.*

saisirent en criant : — « Périssent l'ennemi de nos sacrifices et « de notre patrie. » — Comme ils allaient le massacrer, l'un d'eux, plus calme et plus hospitalier, leur dit : — « Souvent « il nous est venu, de la part des Normands ou des Slaves, « des ambassadeurs que nous avons reçus en paix, et voici « l'ambassadeur d'un Dieu que nous mettrions à mort (1). » Ces paroles le sauvèrent. Les Saxons le laissèrent partir, et le conquérant que Liawin leur avait annoncé, et qui seul pouvait les convertir, parut bientôt sur leur territoire à la tête de ses guerriers francs.

Ce fut en 772, dix-sept ans après la mort de Boniface, que Charlemagne commença ses expéditions contre les Saxons. En 768, au moment même où il avait remplacé son père Pepin, il avait appelé auprès de lui Sturm pour le consulter. Dès 770, dit le biographe de Sturm, le roi avait cherché comment il pourrait acquiescer au Christ ce peuple des Saxons qui était si cruel, si dangereux et si adonné au paganisme (2). Il ajoute : — « Ayant pris conseil des serviteurs de Dieu, rassemblé une grande armée, invoqué le nom du Christ, il partit pour la Saxe, accompagné de tous les prêtres, abbés, docteurs et cultivateurs de la foi qui pouvaient imposer à ce peuple le doux et léger joug du Christ (3). »

(1) *Vit. S. Lebuin.*, *ibid.*, p. 363.

(2) *Rex cogitare cepit gentem hanc (Saxonum gens sæva et infestissima cunctis fuit et pagani ritibus nimis dedita) Christo adquirere quivisset.* — *Vit. S. Sturm.* Apud. *PERTZ*, *Monum. Germ.* t. II, p. 376.

(3) *Inito servorum Dei consilio... congregato tam grandi exercitu, invo-*

✓ L'entreprise de Charlemagne fut à la fois militaire et ecclésiastique, elle eut le double but de vaincre et de civiliser. Elle ne sembla d'abord rencontrer aucun obstacle sérieux. Charlemagne prit le *castrum* d'Eresburg, pénétra au milieu du pays saxon, renversa le temple d'Irmisul, dont l'idole fut enterrée sur le bord du Weser; et, par ses armes, ses présents, ses persuasions, avec l'aide de Sturm et des moines de Fulde, il amena les Saxons à une obéissance et à une conversion apparentes (1). Il quitta leur pays, après avoir reçu d'eux douze otages. Mais, les deux années suivantes, pendant qu'il était occupé en Italie de la guerre contre les Longobards, dont il renversa la domination déjà ébranlée par son père, les Saxons s'insurgèrent en Germanie et poursuivirent les missionnaires jusqu'au monastère de Fritzlar (2).

A son retour, Charlemagne tint une assemblée générale des guerriers francs à Duren, passa le Rhin, prit le *castrum* de Sigburg, situé un peu au delà du Rhin, mit une garnison à Eresburg; et, après avoir battu dans deux combats les Saxons qui cherchaient à défendre les passages du Weser, il remplaça sous son autorité et les Saxons de l'Est qui s'appelaient Otsphaliens, et ceux de l'Ouest qui s'appelaient Vest-

cato Christi nomine, Saxoniam profectus est, adjunctis universis sacerdotibus, abbatibus, presbyteris, et omnibus orthodoxis atque fidei cultoribus ut gentem quæ ab initio mundi demonum vinculis fuerat obligata doctrinis sacris mite et suave Christi jugum credendo subire fecissent. — *Vit. S. Sturm.*, ibid., p. 376.

(1) *EINHARDI Ann.* ad an. 772, apud PERTZ, *Monum.*, t. I, p. 151. — *Vit. S. Sturm.*, ib., t. II, p. 376.

(2) *EINHARDI Ann.* ad an. 774. — Apud PERTZ, ib., p. 153.

phaliens (1). Mais cette seconde soumission ne fut ni plus sincère ni plus durable que la première. A peine les Saxons surent-ils que Charlemagne était redescendu en Italie, où l'appelaient la défense et l'organisation du nouveau royaume franc, qu'ils reprirent les armes, s'emparèrent d'Eresburg et assiégèrent Sigeburg.

Charlemagne envahit une troisième fois leur pays, rétablit Eresburg qu'ils avaient détruit, et les reçut encore en grâce sur les bords de la Lippe, où ils vinrent en foule se faire baptiser, lui donner des otages, et où il construisit une forteresse (Lippstadt), dans laquelle il laissa garnison (2). Afin de les maintenir dans la fidélité qu'ils lui avaient promise, il partit l'année suivante (777) de Nimègue, pour aller tenir un champ de mai au milieu d'eux. Il convoqua à Paderborn l'ordre des Edeling et la masse du peuple saxon. Tous y vinrent, à l'exception de Witikind, l'un des chefs westphales qui s'était réfugié chez le roi des Danois, Sigifrid (3). Charlemagne fit baptiser une grande multitude de Saxons, qui consentirent à perdre leur liberté et leur propriété s'ils renonçaient désormais au christianisme et à la fidélité qu'ils promirent à lui et à ses fils. Il partit ensuite pour le nord de

(1) EINHARD, *Ann.* ad an. 775. — Apud PERTZ, p. 153-155.

(2) *Ib.* ad an. 776, p. 157. — Aeresburgo castro quod dirutum erat restaurato, alioque castello super Lippiam constructo, et in utroque non modico presidio relicto.

(3) *Ib.* ad an. 777, p. 157-9. Nam cuncti ad eum venerunt, præter Witi-kindum unum ex principibus Westfalaorum, qui... ad Sigifridum Danorum regem, profugerat.

l'Espagne, où l'appelaient les Arabes de Saragosse, dont les députés étaient venus lui offrir à Paderborn le pays situé entre les Pyrénées et l'Èbre (1).

Les Saxons profitèrent de son éloignement pour s'insurger encore. Ils se portèrent jusqu'au Rhin qu'ils ne purent franchir, mais dont ils ravagèrent les bords entre Duitz et Colblentz. Charlemagne marcha une quatrième fois contre eux. Il les battit à plusieurs reprises, envahit et occupa leur territoire pendant trois années de suite. Il soumit tout le pays jusqu'à l'Elbe (2). Il avait confié la partie orientale de la Saxe aux missions de Sturm et des moines de Fulde (3); il chargea l'Anglo-Saxon Willehad, qui lui avait été désigné par Lull, de convertir les païens entre l'Ems et l'Elbe(4), et il préposa le Frison Liudger, arrière-disciple de Boniface, à la prédication du christianisme entre l'Ems et l'Issel (5). Le siège de celui-ci fut établi dans le *Suthergowe*, ou canton du Sud, à *Mimigeneford* (Munster), sur l'Ems. Liudger avait déjà été l'apôtre ou le docteur des Frisons orientaux dans les cinq cantons qu'ils habitaient dans le voisinage de Groningue (6).

(1) Ibid., ad an. 777, p. 159. — Venit in eodem loco ac tempore ad regis præsentiam de Hispania Sarracenus quidam nomine Ibin al Arabi, cum aliis Sarracenis sociis suis, dedens se ac civitates, quibus eum rex Sarraceno-
rum præfecerat.

(2) EINHARDI *Ann.*, ib., ad an. 778-779-780.

(3) *Vit. S. Sturmi*, apud PERTZ, t. II, p. 386.

(4) *Vit. S. Willehad*. Apud PERTZ, *Monum.*, t. II, p. 370-381.

(5) *Vit. S. Liudg. Mimigardesfordensis* (Munster) *epis.* Apud PERTZ, *Monum.*, t. II, p. 411.

(6) Ibid., p. 410.

Pour arracher le pays à sa barbarie et à ses habitudes d'insurrection, Charlemagne le divisa en diocèses ; il y fonda des églises et des monastères ; il y construisit des châteaux. Il y établit huit évêchés qui furent : Brême, Halberstadt, Hildesheim, Verden, Paderborn, Minden, Asenburg et Munster, dont il fixa lui-même la circonscription, et à la tête desquels il plaça des hommes habiles (1). Il leur assura des terres et des revenus. Il agit d'une manière systématique. On en jugera par ce qu'il en dit lui-même dans l'édit d'institution des évêchés donné un peu plus tard : — « Si avec l'aide du Dieu des armées, nous avons remporté la « victoire, nous nous en glorifions en lui, non en nous, et « nous avons voulu acquérir en ce siècle la paix et dans « l'autre la récompense éternelle. Que tous les fidèles « chrétiens sachent que les Saxons qui n'avaient pu être domp- « tés par nos pères, qui s'étaient montrés longtemps rebelles « à notre pouvoir, et que nous avons enfin vaincus et baptisés « par la puissance de Dieu plus que par la nôtre, ont été par « nous rendus à leur liberté et affranchis de tout tribut à « notre personne, pour devenir tributaires et sujets de celui « qui nous a donné la victoire. Tous ceux que nous avons « vaincus, devront, riches et pauvres, payer à J. C. et à ses « prêtres, la dîme de leurs troupeaux et de leurs fruits, de « leurs champs et de leurs vivres.

« C'est pourquoi, réduisant leur pays *en province* SELON LA

(1) Eodem anno rex in Saxoniam venisse traditur, eamque divisisse in octo episcopatus Bremensem, etc... quibus terminos et ipse constituit, dein episcopos. — MABILL., *Ann. ordin. S. Bened.*, t. II, p. 259.

« COUTUME ROMAINE, et la partageant entre les évêques (1),
 « nous avons pieusement offert au Christ et à saint Pierre la
 « partie septentrionale qui est très-fertile en poissons et en
 « pâturages, et nous avons établi un évêque dans la *Wig-*
 « *modie*, au lieu appelé Brême sur le Weser. A cette paroisse,
 « nous avons soumis dix *pagi* (cantons), auxquels nous avons
 « ôté leurs anciens noms et divisions, pour les réduire en
 « deux provinces que nous avons appelées *Wigmodie* et
 « *Lorgoë*. De plus, nous avons consacré à la construction de
 « cette église soixante et dix *mansi* (ou métairies), avec leurs
 « colons, et confirmant cette donation, nous ordonnons que
 « tous les habitants de cette paroisse payent fidèlement la
 « dime à cette église et à son pasteur. En outre, d'après la
 « décision du pape Adrien et l'avis de Lull, archevêque de
 « Mayence, nous avons donné l'église de Brême et toutes ses
 « dépendances à Willehad. Et comme Willehad nous a fait
 « observer que cette paroisse, à cause des barbares et des
 « autres événements qui y arrivent ordinairement, ne suffi-
 « sait point à l'entretien des serviteurs de Dieu qui combattent
 « pour lui, nous avons donné à perpétuité à l'église de Brême,
 « à son évêque Willehad et à ses successeurs, la partie de la
 « Frise qui est voisine de cette paroisse. Le passé nous obli-
 « geant à nous mettre en garde contre l'avenir, de crainte
 « que quelqu'un n'usurpe quelque bien dans ce diocèse, nous
 « en avons fait exactement fixer les limites (2). »

(1) Proinde omnem terram eorum antiquo Romanorum more in provinciam redigentes et inter episcopos certo limite determinantes.

(2) *Præceptum de institutione episcopatum per Saxoniam*. — BALUZE, *capitul.*, 1. I, p. 245.

Mais cette habile mesure n'amena pas immédiatement l'occupation ecclésiastique de la Saxe et la résignation définitive des Saxons à la croyance et aux habitudes de la société occidentale. En 782, pendant que Charlemagne s'était rendu à Rome pour faire sacrer par le pape Adrien, ses deux fils Pepin et Louis, l'un comme roi de Lombardie, l'autre comme roi d'Aquitaine, ils se soulevèrent une cinquième fois à l'instigation de Witikind, qui avait également décidé les Slaves sorabes, habitant entre l'Elbe et la Saale, à envahir les frontières des Thuringiens. Les Saxons détruisirent même la moitié de l'armée des Francs orientaux que Charlemagne avait envoyés contre eux, en attendant d'y marcher lui-même.

Jusque-là, Charlemagne avait été assez modéré par politique, cette fois il fut cruel par vengeance ou par système. N'ayant pas pu gagner les Saxons avec des mesures de douceur, il ne songea plus qu'à les dompter par la terreur. Il parut au milieu d'eux en ennemi irrité et inflexible. Witikind lui échappa. Mais ayant convoqué les nobles du pays, il en saisit quatre mille cinq cents qui s'étaient révoltés et il les fit décapiter dans un seul jour, dans un lieu appelé *Ferdi* sur l'Aller (1).

Après cet acte d'une politique vindicative et féroce, la guerre fut pendant trois années sans quartier entre les Saxons et les Francs. Charlemagne les battit successivement sur l'Haase, sur le Weser, sur l'Elbe, et ravagea tout leur pays, sans qu'ils déposassent cette fois les armes. Lorsqu'il les vit à la fin épuisés par tant de défaites et de dévasta-

(1) *Einhardi Ann. ad. an. 782.* — Apud PERTZ, t. II, p. 163.

tions, il offrit à eux la paix, et à Witikind, qui les soulevait sans cesse et qui était au delà de l'Elbe, sa grâce. Witikind l'accepta, et vint se faire baptiser à la villa royale d'Attigny sur l'Aisne (1). En se soumettant à la croyance et au pouvoir du vainqueur, le chef du paganisme et de l'insurrection parmi les Saxons donna à tous les siens le signal d'une dépendance durable et d'une conversion réelle.

L'état de paix se maintint à peu près dix ans. Ce fut pendant cette période que l'action du christianisme se fit le plus profondément sentir; que les établissements religieux dont les pieux habitants avaient été si souvent tués ou dispersés, se consolidèrent; que les divisions territoriales, tracées en 779 et 780, s'effectuèrent, et que le pays des Saxons, distribué en diocèses sous le rapport religieux, en comtés sous le rapport politique, participa à la culture morale et matérielle des pays occidentaux. Charlemagne y établit des comtes avec des guerriers francs, auxquels il donna une partie des terres saxonnes, et qu'il chargea d'y maintenir la paix publique et d'y rendre la justice à la manière des Francs. Il exigea de plus, que dans chaque paroisse on donnât à l'Église une cour, deux métairies, et qu'on lui accordât un serf et une servante sur 120 hommes; qu'on lui payât la dîme de tout ce que recevait le fisc, et que chaque homme noble, libre ou colon, lui

(1) *Ib.*, ad an. 783 ad an. 785. — Widokindus ac Abbio... Tandem accepta ab eo quam optabant, impunitatis sponsione, atque impetratis, quos sibi dari precabantur obsidibus,..... ad ejus præsentiam in Attiniaco villa venerunt atque ibi baptizati sunt. — Voir aussi pour la même année, *Annales Laurissenses*, qui sont en tout conformes à celles d'Eginhard.

payât également la dime de ses biens et de son travail. Les serments durent être prêtés dans les églises. Afin de maintenir les Saxons dans la croyance et la fidélité qu'il leur avait imposées, Charlemagne porta des lois terribles. Voulant donner aux Églises des privilèges qui les rendissent utiles et qui les fissent respecter, il prescrivit d'y laisser en paix ceux qui y chercheraient un asile jusqu'à ce qu'ils pussent se présenter en justice. Il défendit, sous peine de mort, de violer la paix et les droits d'une église, de tuer un évêque, un prêtre ou un diacre, et même de rompre le jeûne du carême. La mort fut aussi infligée à ceux qui sacrifiaient des hommes aux idoles, à ceux qui refusaient le baptême pour rester païens, à ceux qui brûlaient les morts au lieu de les enterrer, à ceux qui conspiraient pour les païens contre les chrétiens et contre le roi.

Il condamna à une amende de cent, de soixante ou de trente *solidi* le Saxon, noble, libre ou colon, qui ne ferait pas baptiser ses enfants dans l'année qui suivrait leur naissance; à soixante, trente ou quinze *solidi*, celui de l'une de ces trois classes qui contracterait mariage aux degrés prohibés; à la même amende ceux qui feraient des offrandes aux fontaines ou aux arbres. Il leur ordonna d'être soumis aux comtes, de se présenter à leurs plaids, et de ne pas se réunir en assemblées publiques, à moins que son *missus* ne les y appelât de sa part (1).

(1) *Capitulatio de partibus Saxoniarum*, an. 789. BALUZE, t. I, p. 250 et suiv.

Voir aussi *Capitulare Saxonum datum Aquisgranensi*, an. 797, in *generali episcoporum et optimatum conventu*. BALUZE, t. I, p. 370 et suiv.

Tels furent les moyens employés par Charlemagne pour opérer la transformation du pays qu'il venait de conquérir. Les Saxons ne demeurèrent cependant pas constamment soumis. Ceux de l'ouest ou les Westphaliens, qui étaient plus rapprochés du Rhin, et dès lors de la puissance et de la civilisation des Francs, restèrent fidèles après que leurs chefs Witikind et Abboin eurent sincèrement déposé les armes et embrassé le christianisme. Ils servirent même Charlemagne dans ses expéditions contre les peuples de race slave ou tartare qui étaient au delà de l'Elbe et du Danube. Mais les Saxons de l'est, et ceux surtout qui étaient au nord de l'Elbe, s'insurgèrent encore, en 793 (1), lorsque Charlemagne marcha contre les Huns ou Avars, qui occupaient au delà du Danube et sur le cours inférieur de ce fleuve le vaste pays dans lequel sont compris l'Autriche, la Hongrie, la Transylvanie, l'Esclavonie, la Dalmatie et la Croatie actuelles. Mais ils ne furent pas plus heureux que dans leurs précédentes insurrections.

Après avoir vaincu les Avars et s'être emparé des neuf *ringe* ou enceintes dans lesquelles campaient leurs hordes (2),

(1) Saxones æstimantes quod Avarorum gens se vindicare super christianos debuisset, hoc quod in corde eorum dudum jam antea latebat, manifestissime ostenderunt... reversi sunt ad paganismum quem pridem respuerant, iterum relinquentes christianitatem... jungentes se cum paganus gentes quæ in circuitu eorum erant. Sed et missos suos ad Avaros transmittentes conati sunt rebellare..... Omnes ecclesias vastabant, rejicientes episcopos et presbyteros. — *Annales Lauresenses*, ad an. 793.

(2) GERHARDI *Hungarische Geschichte*, t. I, p. 328. — EINHARD, *Ann.*; et *Vita Caroli magni*, ad an. 793 et 796.

Charlemagne revint dans la partie rebelle de la Saxe. Il la ravagea. Mais, persuadé que les défaites répétées, les soumissions contraintes, les serments prêtés, les otages reçus, ne pourraient jamais rendre assurée la dépendance des Saxons qui occupaient les deux rives de l'Elbe et qui confinaient avec les Danois ses ennemis, il se décida à prendre à leur égard une mesure définitive. Il les transplanta en masse par tribus et par familles, dans la Gaule et dans l'Italie, et donna leur territoire aux Slaves Obodrites qui, depuis plusieurs années, étaient ses fidèles alliés contre les Saxons (1). Depuis lors, il n'y eut plus aucune révolte en Saxe, qui fit partie du nouvel empire d'Occident. Charlemagne avait relevé cet empire, par suite des relations intimes que les moines anglo-saxons avaient établies entre les papes et son aïeul Charles Martel, qu'ils avaient déclaré protecteur de Rome; son père Pepin, qu'ils avaient sacré roi; et lui-même, qu'ils avaient couronné empereur.

Ainsi se termina, après une guerre de trente-deux ans, l'incorporation violente de la Saxe dans la société civilisée. Charlemagne y établit, comme nous l'avons vu, les huit évêchés de Paderborn sur la Lippe, de Munster près des bords de l'Ems, d'Osnabruck sur l'Haase, de Minden sur le haut et de Brême sur le bas Weser, d'Hildesheim sur l'Innerse, de Verden sur l'Aller, enfin d'Halberstadt entre le

(1) EINHARDI *Ann.*, *ad an.* 804. Apud PERTZ, t. I, p. 191. — Et ex his qui utrasque ripas Albis fluminis incolebant, cum uxoribus et parvulis sublatos transtulit, et huc atque illuc per Galliam et Germaniam multimoda divisione transtulit. — EINH., in *Vita Caroli magni*. Apud PERTZ, t. II, p. 447.

Weser et l'Elbe dans la partie montagneuse et orientale de la Saxe. Ces évêchés donnèrent naissance à autant de villes. Il construisit des forteresses et des palais impériaux qui servirent à la fois à sa défense et à sa civilisation. Les palais de Lipp-Stadt, de Saltz, d'Heristal sur la Lippe, la Saale et le Weser, furent les principaux. Quant aux forteresses ou *castella*, il en éleva dans les parties du territoire conquis qui demandaient à être gardées ou protégées. Outre celles qui furent disséminées dans l'intérieur du pays, il construisit sur le cours de la Saale et de l'Elbe qui lui servaient de limites, les *castella* de Hall et de Magdebourg et de Hambourg (1). Il eut un pont sur l'Elbe fortifié des deux côtés, et au delà de ce fleuve il forma comme avant-poste, le *castrum* de Hesfeld sur la Stor (2).

La ligne de l'Eyder qui le séparait de la presque île occupée par les Danois-Normands lui servit de défense. Le roi Godefrid en avait lui-même formé une barrière entre les Danois et les Francs, d'après le témoignage d'Eginhard : « Godefrid s'étant porté là avec toute son armée, dit-il, avait élevé « un retranchement de la mer de l'Est (ou de la Baltique) à « l'océan Occidental (ou Germanique), en fortifiant le cours de « l'Eyder, et il n'avait laissé à ce retranchement qu'une seule « porte par laquelle pussent sortir et rentrer ses chariots et « ses cavaliers (3). »

(1) EINHARDI *Ann. ad. an.* 806. — PERTZ, p. 193.

(2) *Ib.*, ad an. 809. — PERTZ, p. 196 et 197.

(3) Godofridus vero.... ibi per aliquot dies muralis, limitem regni sui qui Saxoniam respicit, vallo munire cepit, eo modo ut ab orientali maris sinu, quem illi Ostarsalt (ost see) dicunt, usque ad occidentalem oceanum

Charlemagne fonda sur la frontière septentrionale de son empire deux margraviats qui faisaient face aux barbares du continent, l'un au nord sur l'Elbe, l'autre à l'est sur le Danube (1). Il en confia la garde à des chefs et à des guerriers de sa nation. Les Francs furent distribués comme des colons militaires, dans les districts saxons, qui reçurent l'organisation territoriale et politique de la Gaule et de l'Italie, comme ils en avaient reçu la croyance religieuse et la constitution ecclésiastique. Les Saxons furent régis par la législation générale des capitulaires en ce qui regardait leurs rapports avec l'État, et par leur loi particulière (2), que modifièrent toutefois le christianisme et la conquête en ce qui regardait leurs rapports personnels.

Les marécages et les bois de la Saxe se changèrent peu à peu en riches cultures et se couvrirent de villes qui firent adhérer à jamais la population au sol. Les villes sont en quelque sorte les racines par lesquelles les hommes se fixent dans un pays, y sont retenus, s'y développent, et le fécondent. Les colons bénédictins se rendirent en foule sur le territoire des Saxons. Ils y formèrent plusieurs de ces grands établissements à la fois religieux, agricoles, littéraires, qui pourvoient à tous les besoins de la culture humaine. Les deux principaux furent la nouvelle Corbie fondée sur le Weser

totam Ægidoræ (Eider) fluminis aquilonalem ripam munimentum valli prælexeret, una tantum porta dimissa, per quam carra et equites emitti et recipi potuissent : divisoque opere inter duces copiarum, domum reversus est. — EINARDI *Ann.*, ad. an. 808. Apud PERTZ, t. I, p. 195.

(1) Les margravis du Nord et d'Autriche.

(2) *Lex Saxonum*, apud GANCIANI, t. III, p. 40.

par deux parents de Charlemagne, Adalard et Wala (1), et l'abbaye de Herford qui fut destinée aux femmes (2). La nouvelle Corbie (3) et Herford furent pour le nord-ouest de l'Allemagne ce qu'avaient été pour le centre de ce pays Fulde et Bishofheim. Elles devinrent les deux grandes écoles de la Saxe, et c'est de Corbie que partirent bientôt les missionnaires qui convertirent les Slaves et les Scandinaves, comme étaient partis de Fulde ceux qui convertirent les Saxons.

Examinons maintenant les changements qui s'introduisirent dans les pays nouvellement acquis au christianisme; recherchons quels principes régulateurs furent enseignés aux barbares, quels sentiments supérieurs leur furent donnés, quels arts utiles leur furent transmis. Voyons ce qui fut fait pour l'individu, pour la famille, pour la société, pour le territoire. Après avoir exposé cette heureuse conquête, étudions la transformation plus heureuse encore qui en fut la suite et le complément.

Les Germains étaient surtout guerriers. C'était la guerre qui avait donné à l'individu ses sentiments, à la famille son

(1) *MABILL., Ann.*, t. II, p. 468, ad. an. 821-822, et *Vita Adhalard. Vit. Valæ*, apud *MABILL., Act. Sanc.*, t. IV, sec. 4, pars 1, 332 et p. 465 et seq.

(2) *MABILL., Ann.*, t. II, p. 478.

(3) Adeoque primaria utriusque Saxonie schola aliquot sæculis fuit; imo respublica litteraria. — *MARIBOMIUS*, in prefatione ad tertiam Witichindi editionem.

Quæ tot viros illustres protulit, tot monumenta litteraria orbi christiano servavit. — *MABILL., Act. SS.*, sec. III, pars 1, p. 29.

organisation, à la société son but, au territoire sa distribution.

L'individu était brave, hospitalier (1), avide (2). Ce sont les trois besoins des barbares, pour se défendre contre les autres, pour se mettre en relation avec eux, et pour subsister dans l'état imparfait où se trouve et où ils laissent volontairement la propriété chez eux. Le courage (3) était la vertu obligatoire du Germain, parce qu'elle faisait sa sûreté. Il l'entretenait donc par la guerre et par la chasse, et il évitait de l'amollir par le travail. Il passait dans une longue oisiveté tout le temps qu'il n'employait pas à combattre ou à chasser (4). Livré aux instincts naturels lorsqu'ils ne sont pas

(1) Hospites violare fas non putant : qui, quaque de causa, ad eos venerint, ab injuria prohibent, sanctosque habent. *CÆSAR, de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXIII.

Convictibus et hospitibus nulla alia gens effusius indulget. Quemcumque mortalium arcere tecto, nefas est... victus inter hospites comis. — *TACITE, German.*, c. XXII.

(2) Latrocinia nullam habent infamiam.... atque ea juventutis exercendæ... causa fieri prædicant. — *CÆSAR, de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXIII.

(3) Ignavos et imbelles.... cæno ac palude, injecta insuper crate, mergunt. — *TACITE, German.*, c. XII. Scutum reliquisse præcipuum flagitium : nec aut sacris adesse aut concilium inire ignominioso fas est. — *Id.*, c. VI.

(4) Quotiens bella non ineunt, multum venatibus, plus per otium transigunt, dediti somno ciboque. — *TACITE, German.*, c. XV. Nec arare terram aut exspectare annum, tam facile persuaseris, quam vocare hostes et vulnera mereri : pigrum quin immo et iners videtur sudore acquirere, quod possis sanguine parare. — *TACITE, German.*, c. XIV.

encore perfectionnés par les idées et réglés par les devoirs, il était personnel, cruel, vindicatif, spoliateur. La propriété territoriale était informe chez lui. Elle changeait de main toutes les années⁽¹⁾, et était surtout cultivée par des serfs⁽²⁾. Elle ne pouvait, dès lors, pas substituer les sentiments doux et conservateurs que donnent à l'homme la culture paisible des champs et l'abondance de ses produits, aux sentiments emportés et féroces qui naissent de la guerre et de l'acquisition par voie violente. Sa religion, conforme à l'état grossier de son esprit et aux dispositions belliqueuses de son âme, était une adoration des forces de la nature ou l'apothéose du courage guerrier. Elle donnait à la férocité la sanction divine. L'histoire de ses dieux était une histoire de combats et de meurtres; les sacrifices par lesquels on les honorait le mieux et on les satisfaisait le plus étaient des sacrifices humains; le paradis qu'ils promettaient aux guerriers était un lieu de combat où le sang coulait sans cesse et où l'on buvait dans le crâne de son ennemi. Une telle religion était peu propre à adoucir les âmes⁽³⁾.

La constitution de la famille, quoique moins imparfaite,

(1) *Magistratus ac principes in annos singulos gentibus cognationibusque hominum, qui una coierunt, quantum et quo loco visum est, agri attribuunt atque anno post alio transire cogunt.* — CÉSAR, *de Bello Gallico*, lib. VI, c. XXII; lib. IV, et lib. IV, c. I. *Arva per annos mutant, et superest ager: nec enim cum ubertate et amplitudine soli labore contendunt ut pomaria conserant et prata separent et hortos rigent.* — TACITE, *German.*, c. XXVI.

(2) TACITE, *German.*, c. XXV.

(3) Voir ci-dessus, p. 733 à 737.

dérivait cependant du même état. Cette constitution dont l'origine, là comme partout, était l'union de l'homme et de la femme, et l'alliance naturelle de ceux que rapprochaient les liens du sang, avait pour but de pourvoir à la défense et à la vengeance. Comme la société publique n'avait pas encore assez de force pour protéger l'individu, c'était à la société domestique à le faire. Il fallait que la protection vînt de quelque part et qu'il y eût quelque chose qui ressemblât à la justice. Cette protection résidait dans la parenté, et cette justice n'était d'abord qu'un acte de représailles. La parenté entière prenait fait et cause pour un de ses membres. Elle poursuivait l'agresseur et la parenté de celui-ci jusqu'à ce qu'ils eussent racheté le méfait et obtenu la paix au moyen d'une composition en bestiaux ou en argent (1). Chez les Germains, ce que nous appelons crime était un simple fait de guerre qui se terminait par un traité pécuniaire entre les deux parentés intéressées. Le caractère moral de l'action n'existait pas. Il y avait des sentiments de famille blessés, mais non des devoirs légaux violés. Dès que la parenté mécontente était satisfaite et la paix rétablie, les traces du mal étaient effacées. Les actions répréhensibles ne relevaient pas encore de la morale et du droit, mais de la passion et de la force.

La famille dut être constituée chez les Germains d'après cet

(1) *Suscipere tam inimicitias, seu patris, seu propinqui, quam amicitias necesse est : nec implacabiles durant. Luitur enim etiam homicidium certo armentorum ac pecorum numero, recipitque satisfactionem universa domus.* — *TACITE, German., c. XXI.* — Voir aussi les diverses lois des peuples barbares après la conquête.

état de guerre universelle et ce besoin impérieux de défense. Elle reposa sur le principe de la force et sur la nécessité de l'union. Tout ce qui était faible y tenait peu de place. Quoique, sous le rapport moral, les Germains attribuaient à la femme quelque chose de divin, qu'ils ne négligeassent pas ses conseils, qu'ils combattissent sous ses yeux, qu'ils vinssent après le combat lui montrer leurs blessures, qu'ils protégeassent sa débilité en punissant les offenses qui lui étaient faites par des amendes plus considérables (1), ils ne lui accordaient pas de droits personnels. La femme ne s'appartenait pas et elle ne disposait de rien, parce qu'elle était à jamais privée de cette force qui donnait seule la liberté et la propriété dans une société violente (2). L'enfant ne comptait pas encore, et le vieillard ne comptait plus, parce que l'un n'avait pas encore cette force et que l'autre l'avait perdue. Aussi, étaient-ils occupés du service et des soins de la maison (3) et se trouvaient-ils placés sous le *mundium* ou

(1) Inesse quin etiam sanctum aliquid et providum putant; nec aut concilia adspernantur. — TACITE, *German.*, c. VIII. — Hi cuique sanctissimi testes, hi maximi laudatores. Ad matres, ad conjuges vulnera ferunt. Ib. — Voir les diverses lois barbares (passim) pour la protection accordée aux femmes qui ne pouvaient pas se défendre.

(2) Nulli mulieri liberæ sub regni nostri ditione, legis Longobardorum viventi, liceat in sui potestatis arbitrium, id est selpmundio vivere, nisi semper sub potestate virorum aut certe regis debeat permanere. Nec aliquid mobilibus aut immobilibus, sine voluntate ipsius, in cujus mundio fuerit, habeat potestatem donandi aut alienandi. — *Lex Longob.*, lib. II, tit. 10. — Les autres lois barbares ont toutes des dispositions semblables.

(3) Fortissimus quisque ac bellicosissimus nihil agens delegata domus et

la tutelle de celui qui était fort, brave, oisif, dont le métier était de se battre, l'honneur de protéger et d'être servi. La femme, en sa qualité d'être constamment faible, restait sous un *mundium* perpétuel (1). Elle passait de la tutelle du père sous celle du mari, de celle du mari, s'il mourait, sous celle de l'héritier du mari, ou sous celle du frère, ou bien de l'oncle paternel. C'était le *mundwald* ou tuteur, père, mari, héritier du mari, frère ou oncle, qui touchait la composition due pour la femme outragée ou tuée. Comme cette tutelle était productive, la femme, fille ou veuve qui était demandée en mariage était achetée à celui sous le *mundium* duquel elle se trouvait placée (2). Elle n'apportait pas de dot, elle en recevait une (3). Une tutelle aussi prolongée et un achat pareil

penatium et agrorum cura feminis senibusque et infirmissimo cuique ex familia. — TACITE, *German.*, c. XVI.

(1) *Lex Alemann.*, tit. 55, § 2. — *Lex Saxonum*, tit. 7, art. 2, 3, 4. — *Lex Longob.*, lib. 2, tit. 10; et les autres lois.

(2) *Lex Saxonum*, tit. 8, art. 1, 2, 3, 4 et autres lois barbares.

(3) *Dotem non uxor marito, sed uxori maritus offert.* — TACITE, *Germ.*, c. XVIII. — La dot était un achat de la femme aux parents, sous la tutelle desquels elle se trouvait placée, tandis que chez les Romains elle était *bonorum quantitas, quæ marito ad sustinenda onera matrimonii datur*. L. 7 pr., l. 56, § ff de jur. dot. — *Uxorem ducturus CCC solidos det parentibus ejus.* *Lex Saxonum*, t. VI, art. 1. — Si quis uxorem mercetur et pretium non proveniat. LL. Inæ, L. 31. *Filia*, dit CASCANI (t. III, p. 41, not. 2) *in commercio erat et a parentibus vel ejus tutore sponso CCC solidis vendebatur.* — Du reste, c'était là le début naturel du mariage. Le mariage avait eu lieu chez les Grecs par achat (*Aristot. Polit.*, liv. 2, ch. 6 et 8; Homère, *Iliad.*, liv. 1). Le mariage romain, per *coemptionem*, avait cette origine.

sont pour la femme les signes incontestables d'une condition inférieure qu'expliquent à la fois sa faiblesse naturelle et la violence de l'état social auquel elle appartenait.

Le mariage, qui est la base de la société domestique, n'était pas arrivé à sa forme la plus avancée et la meilleure chez les Germains. Ces barbares étaient plus chastes que réglés. Par une sorte de continence qu'ils devaient au climat froid et rude de la Germanie (1) et qu'ils perdirent bientôt après les invasions, la plupart d'entre eux se réduisaient à une seule femme; mais ils pouvaient en prendre plusieurs (2). La polygamie leur était permise, et ils y cherchaient un moyen de puissance par l'agrandissement de leur parenté. Il n'y avait entre l'homme et la femme ni égalité dans l'union conjugale, ni égalité dans sa violation. L'adultère de la femme était irrémissible (3); le concubinage de l'homme marié était admis. Le mariage ne reposait donc ni sur la monogamie, ni sur la fidélité réciproque.

La société était encore plus à son début que la famille. Elle avait pour objet la défense : au dedans, contre la guerre des familles, par l'établissement d'une sorte de justice; au dehors, contre l'attaque des autres peuples, par l'organisation d'une armée. Il était pourvu à ces deux besoins par l'élection de juges publics, le choix de chefs militaires, et la

(1) CÉSAR, *de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXI. — TACITE, *German.*, c. XX.

(2) *Prope soli barbarorum singulis uxoribus contenti sunt, exceptis admodum paucis, qui non libidine, sed ob nobilitatem plurimis nuptiis ambiuntur.* — TACITE, *ib.*, c. XVIII.

(3) *Ibid.*, c. XIX.

réunion d'assemblées dans lesquelles se pacifiaient les familles, se décidaient les entreprises extérieures, et se réglaient les intérêts généraux peu nombreux de l'association. Les deux vertus exigées parmi les Germains, comme nécessaires au salut commun, étaient le courage et la fidélité. La lâcheté et la trahison, qui compromettaient l'existence de la nation en ne repoussant pas l'ennemi ou en s'entendant avec lui, étaient punies de mort (1) : c'étaient les seuls crimes contre l'État. Les autres étaient, comme nous l'avons vu, des actes d'inimitié entre les familles.

L'association, très-faible et très-imparfaite encore, contenait cependant les deux éléments de justice et d'ordre qui devaient la fortifier et la perfectionner plus tard, en faisant prévaloir l'intérêt général sur les passions individuelles, et l'organisation militaire sur l'anarchie domestique. Peu à peu, la justice de l'État intervint davantage entre les parentés pour les pacifier. La société exigea un *fred*, qui était le prix de son intervention, comme le *weregheld* était le prix de la composition. Elle embrassa la défense de celui qui n'était pas sous la protection d'une parenté, elle autorisa même le membre d'une famille à se séparer d'elle en rejetant son héritage ; à ne pas la défendre et à ne pas en être défendu, à ne pas payer pour elle et à n'être pas racheté par elle (2). Elle augmenta le nombre de ses protégés, la force de la protection

(1) Proditores et transfugas arboribus suspendunt; ignavos et imbelles cœno ac palude, injecta super crate, mergunt. — TACITE, *Germ.*, c. XII.

(2) Voir les lois barbares, aux titres des héritages.

publique, et tendit lentement à substituer le droit à la guerre, la justice à la vengeance, le châtiment personnel à la composition domestique.

Mais ce résultat ne fut atteint que fort tard, tout comme l'organisation de l'armée ne prévalut sur la constitution de la parenté qu'après les invasions. L'armée, auparavant temporaire, fut alors forcément permanente. Les Germains se distribuèrent sur ces territoires conquis, par bandes encore plus que par familles. Ils y restèrent organisés d'après l'ordre numérique des dizaines, des centaines, etc., qui était celui de l'armée, encore plus que d'après l'arrangement des parentés. Les devoirs de l'obéissance acquirent plus de force pour eux que les devoirs du sang. L'État fut supérieur à la famille, et le chef de l'armée devint le roi du pays. Mais cet ordre de choses n'existait qu'en germe au delà du Rhin.

Quant au territoire de la Germanie, son occupation provisoire, sa culture imparfaite, son aspect sauvage, répondaient à l'état social des peuples qui l'habitaient, et qui, toujours menacés de le perdre par des invasions, ne s'y trouvaient pas en sûreté, et ne croyaient ni pouvoir y rester ni devoir s'y établir. Ces peuples étaient surtout chasseurs et pasteurs (1). Ils ne vivaient sans doute pas sur des chariots, comme les nomades qui occupaient les plaines situées entre l'Oural et la Vistule. Ils restaient le plus qu'ils pouvaient sur le même sol, mais ils ne s'y fixaient pas, de peur de s'amollir par des mœurs plus douces, des habitudes plus

(1) *Agriculturæ non student; majorque pars victus eorum in lacte, caseo, carne consistit.* — CÆSAR, *de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXII.

sédentaires et moins guerrières (1), et de le perdre alors par l'attaque d'un peuple plus belliqueux. Ils s'y maintenaient toujours dans un état de mobilité qui leur permit au besoin de le quitter et de se transporter ailleurs, avec leurs femmes et leurs troupeaux. C'est dans ce but qu'ils se distribuaient les terres par tribus et par parentés, et pour une année seulement. C'est dans ce but encore qu'ils ravageaient au loin les pays placés sur leurs confins, pour établir autour d'eux de vastes et rassurantes solitudes qui leur servissent en quelque sorte de fortifications (2). N'adhérant point au sol, se le partageant annuellement, faisant paître leurs troupeaux dans la portion qui leur était échue, ne pouvant, ni à cause de cet état précaire de la propriété, ni à cause du danger toujours imminent d'une invasion, s'adonner à l'agriculture qui exige de la fixité et de la sûreté, vivant dans des huttes de bois éparses (3) et informes, se nourrissant de lait, de fromage et de chair (4), se couvrant de peaux de renne ou d'animaux tués à la

(1) Ne assidua consuetudine capti, studium belli gerendi agricultura commutent. — CÆSAR, *de Bell. Gall.*, lib. V, c. XXII.

(2) Maxima laus est, quam latissimas circum se vastatis finibus solitudines habere... Simul hoc se fore tutiores arbitrantur, repentinæ incursionis timore sublato. — CÆSAR, *de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXIII, et *ib.*, lib. IV, c. III; et parlant des Suèves il dit: — Publice maximam putant esse laudem quam latissime a suis finibus vacare agros.... itaque una ex parte a Suevis circiter millia passuum eo agri vacare dicuntur.

(3) Nullas Germanorum populis urbes habitari satis notum est; ne pati quidem inter se junctas sedes. Colunt discreti ac diversi, ut fons, ut campus, ut nemus placuit. — TACITE, *Germ.*, c. XVI.

(4) CÆSAR, *de Bell. Gall.*, lib. VI, c. XXII.

chasse (1), combattant avec beaucoup de courage, mais presque nus et avec de très-mauvaises armes (2), ne se protégeant qu'à l'aide de déserts, ou par de faibles enceintes faites à la hâte, avec des abatis d'arbres, leurs mœurs avaient peu changé et leur pays était toujours couvert de forêts et de marécages (3), lorsqu'ils subirent la conquête et la transformation chrétiennes.

Voyons ce qui en résulta pour eux. Tandis qu'ils avaient pour mobile l'égoïsme le plus violent, et pour but la satisfaction des penchants les plus matériels, ils reçurent une religion qui se fondait sur le sacrifice, qui recommandait le dévouement, et qui s'adressait aux sentiments les plus purs, les plus nobles et les plus désintéressés de la nature humaine. Rien n'était plus éloigné de la barbarie germanique que le spiritualisme chrétien. L'une était le début grossier, et l'autre, la fin exquise de l'humanité. Il semblait que la cruauté du barbare n'admettrait pas la douceur du chrétien, que le goût de la vengeance ne le céderait pas en lui à la règle du pardon, que son avidité ne comprendrait point la doctrine du désintéressement, et que la fougue de sa passion et l'instinct de sa ruse se plieraient difficilement à l'abnégation et à la véracité exigées par cette croyance toute morale. Cependant il n'en fut pas ainsi, et par l'entremise de ces hommes

(1) TACITE, *German.*, c. XVII.

(2) TACITE, *German.*, c. VI.

(3) Terra, etsi aliquanto specie differt, in universum tamen aut silvis horrida, aut paludibus foeda. — TACITE, *German.*, c. V.

purs, chastes, pauvres, éclairés, qui s'oubliaient eux-mêmes pour se dévouer aux autres, qui portaient dans l'accomplissement du bien une intrépidité si héroïque, et qui frappaient d'autant plus les barbares qu'ils leur ressemblaient peu, ces sentiments nouveaux pénétrèrent au milieu d'eux.

Les missionnaires de la croyance et de la civilisation religieuses enseignèrent aux barbares la maxime fondamentale du christianisme, de ne pas faire à autrui ce qu'on ne voudrait pas qu'il vous fit, et de l'aimer comme soi-même; maxime qui conduisait à la fraternité humaine et qui était si contraire à leurs mœurs. Ils leur apprirent que le mal ne se rachetait pas par des compositions pécuniaires, mais par l'expiation morale; qu'il n'attentait pas seulement à des intérêts privés, mais à une règle supérieure; qu'il ne faisait pas uniquement encourir les représailles des familles, mais des châtimens plus redoutables et éternels; qu'il fallait donc à la fois s'abstenir des actes par lesquels le mal est commis, et vaincre les sentimens par lesquels on y est entraîné. Ils s'occupèrent ainsi de régler la conduite et d'épurer l'âme des Germains. Mais le christianisme eut besoin d'agir sur une longue suite de générations, pour adoucir ces naturels violents et pour remplacer les vieux sentimens de la barbarie par les siens propres.

Il donna aux Germains, outre la règle individuelle la plus morale, la loi domestique la plus parfaite. Il leur porta le mariage romain et chrétien, avec les rapports d'égalité, de douceur, de tendresse, de générosité que le temps y avait introduits. D'après les jurisconsultes romains, le mariage de l'ancienne société civile était devenu *l'union de l'homme et de la femme associés dans la même vie, en participant au même*

droit divin et humain (1). Le mariage chrétien était encore plus intime. Les deux principes sur lesquels il reposait étaient l'unité et l'indissolubilité. *Soyez deux dans une seule chair* (2), avait dit le législateur des chrétiens, voilà pour l'unité; *que l'homme ne sépare point*, avait-il ajouté, *ce que Dieu a uni* (3), voilà pour l'indissolubilité. Les devoirs de l'affection et de la fidélité avaient été également imposés à l'homme et à la femme (4). Aucune infraction n'était permise ni à l'un ni à l'autre. Poussant le principe de l'indissolubilité de l'union conjugale jusqu'à ses dernières conséquences, le législateur du christianisme avait interdit au mari de renvoyer sa femme, si ce n'est pour cause d'adultère; et, dans ce cas, il ne permettait ni au mari de prendre une autre femme, ni à la femme renvoyée d'être épousée par un autre mari (5). D'après le plus grand des commentateurs de cette loi, saint Paul, tant qu'ils vivaient le mariage était maintenu (6). A ces deux règles qui établissaient la monogamie dans toute sa pureté

(1) *Nuptiæ sunt conjunctio maris ac fœminæ, consortium omnis vitæ, divini et humani juris communicatio.* — MODESTIN, *leg. I, Dig., de ritu nuptiarum.*

(2) *Et erunt duo in carne una.* — S. MATTH., c. XIX, art. 5.

(3) *Quod Deus conjunxit homo non separet.* — *Ib.*, art. 6.

(4) S. Paul. ad Corinth. I, c. VII, art. 4.

(5) *Omnis qui dimiserit uxorem suam, excepta fornicationis causa, facit eam mæchari: et qui dimissam duxerit, mæchatur.* — S. MATTH., c. V, art. 32.

Omnis qui dimittit uxorem suam, et alteram ducit, mæchatur: et qui dimissam a viro ducit, mæchatur. — S. LUC, c. XVI, art. 18.

(6) *His autem qui matrimonio juncti sunt, etc...* S. PAUL, Cor. I, c. VII, art. 10. — *Alligatus es uxori, noli quærere solutionem.* — *Ib.*, art. 27. — *Mulier alligata est legi, quanto tempore vir ejus vivit.* — *Ibid*, art. 39.

et dans toute sa rigidité, étaient ajoutés des préceptes de tendresse et d'obéissance. Il était recommandé à la femme d'être soumise à son mari, au mari d'aimer sa femme et d'être doux envers elle (1). Afin de ne pas mêler le même sang et de ne pas exposer la chasteté du toit domestique, cette union n'était permise qu'après le septième degré de parenté (2).

L'Église avait introduit la pratique de ces règles dans tout l'Occident. Elle accomplissait les mariages, et elle prononçait sur la femme, qu'elle avait élevée à une entière égalité, des paroles aimables et bienveillantes. Elle lui souhaitait l'amour et la paix; elle lui conseillait de donner à sa faiblesse

(1) *Mulieres viris suis subditæ sint sicut domino.* — S. PAUL, ad Eph., c. V, art. 22. — *Viri, diligite uxores vestras et nolite amari esse ad illas.* — Ib., ad Col., c. III, art. 19.

(2) Le droit romain prétorien défendait le mariage entre ascendants et descendants, ainsi que celui entre frères et sœurs germains et unilatéraux et tous leurs descendants légitimes et naturels. Quelques empereurs se relâchèrent de cette prohibition. Mais l'Église les désapprouva. S. Augustin se borna à ne pas approuver le mariage entre cousins. Bientôt on alla jusqu'à le défendre entre issus de cousins germains. On ne tarda pas à appliquer aux mariages prohibés un principe du droit romain qui fixe la limite de la parenté au septième degré pour les successions.

Le pape Alexandre II confirma ainsi ce système : *De consanguinitate suæ uxorem nullus ducat usque post generationem septimam, vel quousque parentela cognosci potest.* — *Decretum GRATIANI, can. XVII, causa 35, quæst. 2 et 3.*

Le pape Innocent III abolit ce système en 1216, et réduisit les prohibitions au quatrième degré de computation canonique. *Quartenarius vero numerus congruit prohibitioni conjugii corporalis..... quia quatuor sunt humores in corpore qui constant ex quatuor elementis.* — *Can. II, causa 35, quæst. 5, c. 8.*

l'appui de la règle, d'être grave par sa décence, estimée pour sa pudeur, de demeurer honorée et innocente; elle désirait qu'elle fût féconde, qu'elle restât fidèle, et qu'elle eût de longs jours (1). Veillant à l'observation des lois conjugales, elle exigeait, d'après les décisions des conciles et celles des capitulaires, que les mariages fussent publics et non secrets, afin qu'il n'en sortit pas des enfants débiles, aveugles et contrefaits; que le prêtre interrogeât le peuple, pour savoir si la femme n'était pas la parente de celui qui voulait l'épouser, la fiancée ou la femme d'un autre, et qu'il ne procédât à l'union des époux que si tout était régulier et honnête (2).

La conquête chrétienne qui rendit en Germanie l'individu moins imparfait, et l'union domestique plus étroite, y rendit aussi la société plus forte. Les Franes étaient parvenus à établir un pouvoir judiciaire qui dominait les querelles des familles, un pouvoir militaire qui était le principe d'un gouvernement régulier et défensif, et ils avaient un pouvoir moral dans le sacerdoce chrétien. Leur état social, produit de la conquête, reposait bien sur la propriété du sol et des personnes. A la terre étaient attachés l'administration de la justice, le droit de marcher à la guerre, une clientèle puissante et de nombreux esclaves. Cependant, au-dessus de cette société de

(1) *Sit in ea jugum dilectionis et pacis; fidelis et casta nubat in Christo.... Sit amabilis viro suo, ut Rachel; sapiens ut Rebecca; longeva et fidelis ut Sara... munit infirmitatem suam robore disciplinæ; sit verecundia gravis, pudore venerabilis, etc....* — Prière de l'Église dans la célébration du mariage.

(2) *Capitularium*, lib. VII, cap. CLXXIX, apud BALUZ., t. I, p. 1062 et 1063.

propriétaires, soit allodiaux, soit bénéficiers, soit ecclésiastiques, qui avaient autour d'eux des groupes de vassaux, de fermiers et de serfs, Charlemagne avait placé un gouvernement général qui était échelonné depuis le centenier jusqu'à lui. Il avait partagé son empire en *légations* comprenant plusieurs comtés, subdivisés eux-mêmes en *vicaireries* et en *centènes*. Dans ces districts divers se rendait une justice proportionnée à leur étendue. Le centenier et le vicaire ne jugeaient dans leurs plaids que les causes qui n'intéressaient ni la propriété, ni la liberté, ni la vie. Les procès de cette nature étaient portés dans les plaids du comté où des *scabini*, juges nommés par l'assemblée des propriétaires, et des hommes libres, les examinaient sous la présidence du comte. Enfin, les *missi dominici*, qui tenaient les assises quatre fois par an dans leurs *légations*, avaient droit d'inspection sur la justice des bénéficiers, des seigneurs allodiaux, des vidames ecclésiastiques, des comtes, et de révision sur leurs jugements. L'empereur, chef suprême, réglait les contestations entre les comtes, les évêques, les abbés, qui ne pouvaient avoir d'autre juge que lui (1).

Les deux grands objets du gouvernement, à cette époque, étaient de maintenir la paix publique par la justice, et de veiller à la défense extérieure par le service militaire. Celui-ci, sous Charlemagne, avait eu également pour base la propriété. Chaque

(1) Voir pour toute cette organisation, dont les divers éléments étaient antérieurs à Charlemagne, les divers capitulaires et surtout le capitulaire III de l'an 812, intitulé : *Capitula quæ pro justitiis infra patriam faciendis constituta sunt*, apud BALUZ., t. I, p. 496 à 499.

possesseur de quatre *mansi* était soldat, et les propriétaires moindres étaient obligés de s'entendre pour envoyer à la guerre l'un d'entre eux, par même nombre de *mansi* (1). Lorsqu'ils étaient convoqués, ils marchaient sous le comte, portant des vivres pour trois mois, qui comptaient de leur arrivée à la frontière (2). Chaque comte devait entretenir en bon état les chemins, les ponts et les bateaux des rivières pour le passage des gens de guerre (3). Les frontières étaient gardées par des comtes des marches, qui s'y trouvaient constamment en garnison avec des troupes pour en défendre l'entrée (4). Cette organisation fut transportée dans les pays d'outre-Rhin, qui devinrent même bientôt le siège du saint-empire romain.

Quant au territoire de la Germanie, il fut divisé en comtés sous le rapport politique, en diocèses sous le rapport ecclésiastique. Il fut mis en état de défense sur ses frontières. Le sol changea d'aspect. Les forêts s'éclaircirent et les marécages

(1) Ut omnis liber homo qui quatuor mansos vestitos de proprio suo sive de alicujus beneficio habet, ipse se præparet et ipse in hostem pergat, sive cum seniore suo. Qui vero tres mansos de proprio habuerit, huic adjungatur unus qui unum mansum habeat et det illi adjutorium ut ille pro ambobus ire possit. — *Capitular. II, an. 812*, cap. I, apud BALUZ., t. I, p. 489.

(2) *Capitular. III, ann. 812*, cap. VIII, ib., p. 495.

(3) *Capitular. II, an. 813*, c. X, ib., p. 509.

(4) *Capitular. IV, incerti anni*, c. III, IV, V, ib., p. 529, 530, et art. IV et V du liv. IV des Capitulaires, ib., p. 775. — De vassis nostris qui ad marcham nostram constituti sunt custodiendam... — Volumus ut comites qui ad custodiam maritimam deputati sunt...

diminuèrent. La propriété territoriale cessa d'être précaire lorsque la population cessa d'être mobile. Au lieu d'être annuellement distribuée, elle resta dans les mêmes mains. L'agriculture occidentale remplaça en grande partie le pacage germanique. Il se forma des villes et des villages à côté des églises, des abbayes, des palais impériaux, des forteresses. Ces villes furent construites d'abord en bois, puis en pierre, d'après la méthode romaine. Elles servirent d'asiles et de laboratoires. Les arts inventés et les métiers pratiqués dans les pays civilisés, et qui étaient devenus le patrimoine du monde, y furent transportés et exercés. Elles fournirent aux hommes de guerre de meilleures armes. Tandis que le guerrier de l'ancienne Germanie combattait la tête découverte, et ne protégeait son corps, presque nu, qu'avec un faible bouclier de bois, le guerrier de l'Allemagne nouvelle put se couvrir d'un casque, d'une cuirasse, d'une chemise de mailles (1). Ses armes offensives acquirent la même supériorité, et il fut plus en état de résister aux barbares moins bien armés que lui. Les villes firent surtout adhérer la population au sol; car elles sont en quelque sorte les racines des

(1) *Ipse comes prævideat quomodo sint parati, id est lanceam, scutum, aut arcum cum duabus cordis et sagittis duodecim... habeant loricas vel galeas.* — *Capitular.* II, ann. 813, apud BALUZ., t. I, p. 509.

La cuirasse (lorica) était une coque de mailles qui couvrait le corps depuis la gorge jusqu'aux cuisses. — DANIEL, *Hist. de la milice française*, t. I, p. 278.

Charlemagne avait des manches de mailles et des cuissarts de lames de fer. *Coxarum exteriora in eo ferreis ambiebantur bracteolis.* — *Monac. S. Gall.*, lib. 2.

peuples : elles les empêchent de se déplacer. Situées dans des lieux favorables, sur des hauteurs ou sur des cours d'eau, défendues par des fossés et des murailles, protégées par la réputation d'un saint, le respect d'une abbaye, l'autorité d'une église, elles reçurent et formèrent une population particulière, qui fut plus tard le principal élément de la société moderne.

Le dernier et le plus grand bienfait que l'Allemagne dut à la conquête chrétienne, fut la culture de l'esprit. Elle acquit par là mieux que ce qui lui était communiqué, car elle apprit à se servir de l'instrument supérieur à l'aide duquel l'homme s'épure, la famille se perfectionne, la société s'améliore, le territoire se défend et se féconde. Les études occidentales s'y introduisirent par les abbayes. Quel était leur état et en quoi consistaient-elles ? Les écoles publiques, fondées par les Romains dans la Gaule (1), avaient péri au nord de cette contrée après les invasions, et elles avaient beaucoup décliné au midi. Celles d'Autun et de Lyon s'étaient maintenues jusqu'au VII^e siècle. Heureusement, les églises et les monastères avaient conservé en héritage une partie, faible il est vrai, du savoir antique. L'on y enseignait ce qu'on appelait les sept arts libéraux, ou le *trivium*, composé de la grammaire, de la rhétorique, de la philosophie, et le *quadrivium*, comprenant l'arithmétique, la musique, la géométrie, l'astronomie. On les y enseignait d'après le livre que Mar-

(1) *Histoire littéraire de la France, par les religieux bénédictins de la congrégation de S. Maur*, in-4^o; Paris. T. I, p. 243-244; t. III, p. 2; 418 et suiv.

Vae diebus nostris, quia periit studium litterarum a nobis. — GREG. TURR., *Hist.*, lib. 1.

tianus Félix Capella avait écrit à ce sujet dans le V^e siècle, et qui se divisait en sept traités (1). Outre le livre de Martianus Capella, on se servait des écrits de Cassiodore sur les sept arts libéraux (2), et surtout des traductions et des commentaires de Boèce. On avait Virgile, Cicéron, Horace, etc., la grammaire de Varron, des principes de dialectique attribués à saint Augustin (3), des versions latines d'une grande partie de l'*Organum* d'Aristote, de l'arithmétique de Nicomaque, des éléments d'Euclide, de la mécanique d'Archimède, et du système astronomique de Ptolomée (4). Ces précieux fragments

(1) V. MARTIANI MINII FELICIS CAPELLÆ... et De septem artibus liberalibus libri singulares emendati et notis, sive Februii HUG. GROTIJ illustrati : ex officinâ plantiniana, 1599, in-8°.

(2) V. AUREL. CASSIODOR. SENAT. *Opera, De septem disciplinis.*

(3) *Principia dialecticæ*, decem categoriæ, t. I, de l'édit. des Bénédictins. — TENNEMANN, *Manuel de philosophie*, t. I., ch. 3, § 223, p. 327.

(4) Translationibus enim tuis Pythagoras musicus, Ptolomeus astronomus leguntur Italiam : Nichomachus arithmeticus, geometricus Euclides audiuntur Ausoniis : Plato theologus, Aristoteles logicus quirinalem vocem disceptant, Mechanicum etiam Archimedes Latiam Siculis reddidisti, et quascumque disciplinas vel artes fecunda Græcia per singulos viros edidit, te uno auctore, patrio sermone Roma suscepit. — CASSIOD., Lettre écrite à Boèce, au nom de Théodoric.

Ego omne Aristotelis opus quodcumque in manu venerit, in romanum stylium vertens, eorum omnium commenta latina oratione præscribam. — BOETH., in *Comm. de lib. interpretat.*

Laudent eum sæculares quod isagogas, quod perihermanias, quod categorias transtulit de græco in latinum et exposuerit, quod ante prædicamenta, quod libros de topicis, differentiis de cognatione dialecticæ et rhetoricæ et distinctione rhetoricorum locorum, de communi prædicatione potestatis

de l'antiquité savante avaient été traduits du grec dans le latin par Boèce, qui avait ainsi conservé pour l'usage des Occidentaux le dépôt de la civilisation intellectuelle. La connaissance de la langue grecque ayant été négligée depuis les invasions, ces ouvrages, sans Boèce, n'auraient été connus des chrétiens d'Occident qu'au XII^e et au XIII^e siècles, par l'intermédiaire des Arabes, qui les leur auraient communiqués alors, avec les autres livres sur la philosophie et sur la science grecques, traduits par les soins des califes abbassides.

Les écoles laïques ayant péri dans la Gaule, après la chute de l'administration romaine, les études ecclésiastiques avaient aussi dégénéré (1) vers la fin de la monarchie mérovingienne, à la suite des invasions des Francs austrasiens. A peine existait-il alors quelques moines assez lettrés pour garder le souvenir des événements contemporains. L'histoire avait été réduite à la mention d'un fait, d'une date, d'un nom (2), et la langue rustique ou vulgaire commençait à remplacer dans les écrits et dans les diplômes la langue littéraire. On avait perdu la notation de la quantité prosodique et la connaissance des règles grammaticales. Une prononciation vicieuse et une ignorance générale opéraient déjà la lente révolution qui

ac possibilitatis, de categoriis et hypotheticis syllogismis libros et alia multa scripserit; quod arithmetica et musica latinis scripserit. — SIGEBERT. GEMB., de *Viris illust.*, c. 37. — Voir aussi AIMON., de *Gest. Franc.*, lib. 2, c. 1. — ROGER BACON, *Opus majus*, p. 19.

(1) Cependant on y apprenait toujours les sept arts libéraux. — GREG. TUR., *Hist.*, lib. 10, c. 31, p. 19.

(2) Dans le VII^e siècle, il n'y a que la sèche chronique de Frédégaire.

devait donner plus tard aux diverses parties de l'Europe romaine leurs idiomes nationaux, dégénérations locales du latin, leur idiome universel (1).

Mais le savoir, éteint un moment en Gaule, s'était un peu mieux conservé dans la capitale intellectuelle du monde chrétien. Il avait été porté dans l'île de Bretagne par des moines romains. Après avoir passé de l'archevêque Théodore à Beverley, de Beverley à Bède, il passa de Bède à Alcuin. Ces deux derniers composèrent, l'un au commencement, l'autre à la fin du VIII^e siècle, les ouvrages les plus importants (2) qui eussent été

(1) SIDON. APOL., *Edit. Sirmond.*, lib. V, ep. X, p. 897. — Lib. IV, ep. XXII. — AVIT., *Carm.* VI, p. 251. — *Histoire littér. de la France par les religieux bénédictins de la congrégation de S. Maur*, t. III, p. 422 et suiv.

(2) BEDE VENERABILIS *Opera*.

Bède avait été élevé dans le monastère de Giryum (Jarow), à l'époque où l'archevêque Théodore et l'abbé Adrien faisaient enseigner dans l'île de Bretagne tout ce qui restait des sciences grecques et des lettres latines. — MABILL., *Act. Sanc.*, séc. III, pars 1, p. 534 et seq. — Outre son Histoire ecclésiastique et ses ouvrages sur l'Écriture sainte, les Pères, etc..... il y a de lui des traités sur : *Le berceau de la grammaire, la prosodie, l'orthographe, l'arithmétique, la raison du calcul, les éphémérides, la musique, les langues, quatre livres d'éléments de philosophie, des extraits de sentences d'Aristote et de Cicéron*, etc.

ALCUIN *Opera*, édition de Ratisbonne, 1777.

Alcuin étudia à York, sous l'évêque Hechert, disciple de Bède. — MABILL., *Act. Sanc.*, séc. IV, pars 1, *Vit. B. Alcuini, auctore anonymo*, p. 45 et seq., et *B. Alcuini Elogium historicum*, p. 162 et seq.

Outre ses nombreux travaux sur les livres de l'Ancien et du Nou-

écrits sur les arts libéraux depuis Boèce et Martianus Capella, et sur les sciences religieuses depuis le pape Grégoire le Grand. Le premier fut l'instituteur le plus célèbre de l'île de Bretagne; et le second devint le principal coopérateur de Charlemagne dans la restauration littéraire que ce grand homme opéra en Gaule.

Dès que les Francs austrasiens avaient été en rapport au nord avec les missionnaires anglo-saxons, au sud avec les Italiens, ils avaient compris, comme nous l'avons vu, la nécessité d'être moins incultes. Il en était résulté chez eux une vraie révolution morale qui, commencée sous Pepin, fut achevée par Charlemagne. Celui-ci devint, quoique un peu tard, le disciple des hommes les plus lettrés de l'époque, et il prit pour conseiller politique le sage et l'habile pape Adrien, qui fut son ami intime tant qu'il vécut. Charlemagne apprit, à l'âge de trente-trois ans, la grammaire de Pierre de Pise, et à l'âge de trente-huit ans la dialectique, la rhétorique et les sciences mathématiques d'Alcuin (1). Il avait rencontré celui-

veau Testament, sur les Pères, sur les Questions religieuses, et outre ses Lettres, il a fait un traité sur la *grammaire*, composé de deux dialogues, dans lesquels la grammaire, la rhétorique, la dialectique, l'arithmétique, la géométrie, l'astronomie, sont présentées comme des degrés pour arriver à la vraie sagesse, un traité sur l'*orthographe*, un traité sur la *rhétorique*, un traité sur la *dialectique*, t. IV, p. 265 et suiv.

(1) . . . In discenda grammaticâ Petrum Pisanum, senem diaconum, audiuit; in cæteris disciplinis Albinum cognomine Alcuinum, item diaconum de Britannia, Saxonici generis hominem, virum undecumque doctissimum, præceptorem habuit; apud quem et rhetoricæ et dialecticæ, præcipuè tamen astronomiæ ediscendæ, plurimum et temporis et laboris impertivit. — EINH., *Vita Carol. Mag.* Apud PERTZ, t. II, p. 456-457.

ci à Parme au moment où il revenait de Rome, après avoir obtenu le pallium pour l'archevêque d'York. Il le décida à se rendre auprès de lui et lui donna successivement les abbayes de Ferrières, de Saint-Loup de Troyes, de Saint-Josse en Ponthieu et de Saint-Martin de Tours (1). Charlemagne ne parvint jamais à bien écrire, parce qu'il s'y était pris trop tard; mais il parla le latin aussi facilement que l'allemand, sa langue maternelle, et il comprit parfaitement le grec, sans toutefois pouvoir le prononcer (2).

Pour communiquer ces précieuses connaissances aux Francs et pour les remettre en honneur chez les Gallo-Romains, il attira en Gaule Pierre de Pisc, qui enseignait à Pavie (3); Paul Warnefrid, diacre d'Aquilée (4); Théodulfe, auquel il donna l'abbaye de Mici et l'évêché d'Orléans (5); Leidrade, qu'il nomma archevêque de Lyon et son bibliothécaire (6); l'Irlandais Clément (7) et l'Anglo-Saxon Alcuin. Il adjoignit comme auxiliaires à ces doctes étrangers, dans l'œuvre intellectuelle qu'il les chargea d'opérer, une colonie de maîtres de

(1) En 780. — MABILL., *Act. Sanct.*, *sæc.* IV, pars 1. *B. Alcuini Elogium*, p. 162 et suiv.

(2) *Linguam latinam ita didicit ut æque illâ ac patriâ linguâ orare esset solitus; græcam vero melius intelligere quam pronunciare poterat. tentabat et scribere. sed parum successit labor præposterus ac sero inchoatus.* — EINH., *Vit. Carol. Magn.* Apud PERTZ, t. II, p. 456-457.

(3) *ALCUINI Epist.* 15, p. 1511.

(4) MABILL., *Ann.*, lib. 24, n. 78.

(5) *Histoire litt. de la France*, t. IV, p. 459-460.

(6) MABILL., *Act.* SS. ord. S. Ben., *sæc.* IV, pars 1, p. 205.

(7) MABILL., *Ib.*, p. 181.

grammaire, de chant et d'arithmétique qu'il fit venir de Rome (1). Des chefs-lieux d'enseignement furent établis à Metz, à Tours et dans le palais impérial même où Charlemagne fonda une sorte d'académie littéraire (2). Il y déposa son uom germanique de Karl pour y prendre celui de David, et il donna à Alcuin celui de Flaccus (3). Par une lettre adressée à tous les évêques et à tous les abbés de son empire, il leur enjoignit d'établir ou de restaurer les écoles dans leurs cathédrales ou leurs monastères (4). La syntaxe et l'orthographe furent apprises de nouveau, et les textes altérés furent rendus à leur pureté primitive. Sous la direction d'Alcuin il fut fait une édition corrigée mot à mot de la Vulgate, et sous celle de Paul Warnefrid il y eut une réforme des livres et des offices d'église (5). L'esprit n'avança point, mais il se

(1) En 787. — Carolus... in Franciam cum gloriâ reversus, adducens secum cantores Romanorum et grammaticos peritissimos et calculatores. — *Vita Caroli Magni* per monachum engolismensem descripta, apud DOM BOUQUET, t. V, p. 185.

(2) MABILL., *Act. SS.*, sæc. IV, præf., § VIII, de scholis palatinis, monasterialibus.

(3) Alcuin lui écrivait très-souvent : *Domino dilectissimo David regi Flaccus fidelis orator.* — Epist. XVI, apud DOM BOUQUET, t. V, p. 613, et aussi p. 604, 605 et 609.

(4) BALUZE, t. I, p. 202. — Voir aussi l'art. LXX du Capit. d'Aix-la-Chapelle, de 789, apud BALUZE, t. I, p. 237.

(5) *ALCUINI Opera*, t. I, Commentatio, p. 28 et suiv.

Constitutio de emendatione librorum et officiorum ecclesiasticorum, apud BALUZE, t. I, p. 202 et 204.

Cæsaris munificentia et Albini (Alcuin) inexhausto lectionis studio corpus utriusque Testamenti, seu librariorum vitio seu temporum injuria,

débarrassa de sa récente barbarie et reprit possession de ses anciennes connaissances. C'était beaucoup.

Ce que la Gaule regagna, la Germanie l'acquit pour la première fois. Charlemagne étendit aux pays d'outre-Rhin sa sollicitude littéraire. Il écrivit à Baugulf, successeur de Sturm dans l'abbaye de Fulde, la lettre suivante sur l'établissement des écoles : « Il a paru utile à nous et à nos fidèles que dans
« les évêchés et les monastères confiés à notre direction on ne
« s'adonnât pas seulement à la vie régulière et religieuse, mais
« qu'on s'y appliquât à la science des lettres en instruisant
« chacun selon sa capacité, afin que ceux qui désirent plaire
« à Dieu en vivant bien ne négligent pas de lui plaire en
« parlant bien. Car, quoiqu'il vaille mieux bien agir que sa-
« voir, cependant il faut savoir avant d'agir. Chacun doit
« donc connaître ce qu'il veut exécuter, afin que l'âme com-
« prenne mieux ce qu'elle doit faire. Dans plusieurs des écrits
« qui nous ont été adressés des divers monastères, durant
« ces dernières années, nous avons trouvé des sentiments
« justes, mais un langage inculte; et ce qu'un cœur droit dic-
« tait intérieurement n'était rendu qu'imparfaitement par une
« expression négligée. Cela nous a fait craindre que moins
« d'habileté dans la manière d'écrire ne conduisît à moins de
« sagesse dans l'intelligence des saintes Écritures. Or nous
« savons tous que si les erreurs de mots sont dangereuses,
« les erreurs de sens le sont bien davantage encore. Nous dé-
« sirons donc que vous soyez, comme doivent l'être des sol-

variè deformatum et ab integritate sua longè abductum ad veterum exemplarium fidem tunc revocalum est, atque ita Caroli jussu Bibliorum editionis Vulgatæ passim ad unguem facta castigatio. — *Antiquit. Fuldens.* c. 11, p. 43 et seq.

« dats de l'Église, dévots intérieurement, savants extérieurement; chastes dans la vie, classiques dans le langage (1). »

Cette discipline prospéra à Fulde et s'établit dans tous les monastères bénédictins de la Germanie. Ces monastères, auxquels l'Europe du Nord dut en grande partie le défrichement de ses forêts et la culture de son sol, étaient de grandes républiques agricoles, industrielles et littéraires. D'après la règle de Saint-Benoît, ils devaient être construits de telle sorte que l'eau, les moulins, le jardinage, la panetterie se trouvassent, et tous les autres métiers pussent être exercés dans l'intérieur (2). Le moine bénédictin était tour à tour un contemplateur religieux, un laboureur, un artisan, un lettré. Il passait de l'église à l'atelier, de la culture des champs à l'étude des lettres (3).

Les écoles qui existèrent dans les monastères étaient de deux espèces : les unes, intérieures ou claustrales; les autres, extérieures ou canonicales. Celles-ci s'appelaient encore les écoles mineures, celles-là, les écoles majeures (4). Dans les écoles mineures, qui étaient publiques, on recevait

(1) BALUZ., *Capit.*, t. I, p. 201 à 204.

(2) *Regul. S. Bened.*, c. 66.

(3) *Ibid.*, c. 22, 28, 47, 48, 57, et en général toute la règle.

(4) MABILL., *Act. SS.*, ord. S. Ben., sæc. IV, præf. de scholis, § VIII. — Erant disciplinæ loci ut semper et tunc severæ, non modo in claustris, sed et in scholis externis. Unde etiam præter clericos... ERKARDUS, c. 6, *De monasterio S. Galli*. — Traduntur post breve tempus Marcello scholæ claustris cum beato Notkero Balbulo et cæteris monachi habitûs pueris : exteriores vero, id est, canonicæ, Isoni cum Salomone et ejus comparibus. — ERKARDUS in Vit. S. Notkeri, c. 7.

les enfants du dehors et on leur apprenait les principes de la foi catholique, l'oraison dominicale, les psaumes, les notes musicales, le chant et la grammaire (1). Dans les écoles majeures, qui étaient réservées aux moines, on enseignait les sciences sacrées et séculières, c'est-à-dire, la théologie qui se composait de la connaissance des deux Testaments, des Pères, des canons, et les sept arts libéraux (2). Dans tous les monastères il y avait au moins un *scholasticus* très-instruit des études du temps. « Les *scholastici*, dit le moine Trithème, étaient versés non-seulement « dans les saintes Écritures, mais dans les mathématiques, « l'astronomie, la géométrie, l'arithmétique, la rhétorique, « la poésie, et dans toutes les sciences séculières(3). »

Outre l'enseignement qu'ils donnaient dans leurs écoles extérieures, où ils admettaient surtout les fils des grands et des no-

(1) Et non solum servilis conditionis infantes, sed etiam ingenuorum filios adgregent sibi que socient; et ut scholæ legentium fiant, psalmos, notas, cantus, computum, grammaticam per singula monasteria vel episcopia discant. Sed et libros catholicos bene emendatos habeant. — Cap. d'Aix-la-Chapelle de l'an 789, art. LXX. Apud BALUZE, t. I, p. 237.

(2) MABILL., *Act. SS. ord. S. Ben.*, sæc. III, pars 1, præf., p. XXV et suiv. — On enseignait particulièrement dans ces écoles ecclésiastiques l'Écriture sainte et les Pères, *quæ una erat theologia illius ætatis*. MABILL., *ibid.*

(3) Qui non solum in divinis Scripturis docti essent, verum etiam in mathematica, astronomia, arithmetica, geometria, rhetorica, poësi et in cæteris sæcularis litteraturæ scientiis. TRITHÈM., *Chron. Hirsang.* ad an. 890. — In singulis cœnobiis unus cæteris in scientia Scripturarum excellentior *scholasticus* ponebatur. — TRITH., *Chron. Hirs.*, an. 952.

bles(1), et dans leurs écoles intérieures, où ils instruisaient les moines tant indigènes qu'étrangers, ils rendaient de grands services à l'esprit humain en enregistrant les événements historiques et en multipliant les exemplaires des manuscrits. Il y avait, dans les couvents, des moines qui étaient chargés de rédiger les chroniques et d'autres de transcrire les livres (2). Ceux-ci s'appelaient *antiquarii* (3). Les uns copiaient les ouvrages, les autres les collationnaient, y ajoutaient des peintures et des ornements en or, les reliaient avec soin, et quelquefois avec somptuosité (4). Ce travail n'était pas étranger aux monastères de femmes qui, indépendamment des ouvrages qu'elles tissaient, copiaient les deux Testaments, le Psautier, et d'autres livres qu'elles ornaient aussi d'or et de pierreries. Les grands établissements cénobitiques avaient leurs peintres, leurs architectes, leurs sculpteurs qui travaillaient dans la fabrique de l'abbé (5).

(1) *Exteriorem in quâ magnatum nobiliumque liberi fingebantur. Antiq. Fuld., c. 9, p. 36 et seq.*

(2) *Antiq. Fuld., c. 11, Exercitationes, p. 43 et seq.* Thrihème dit que, dans le VIII^e siècle, il y eut à Fulde plus de 270 moines très-instruits dans les Écritures. — *TRITHÉM., Chr. Hirs., an. 838.*

(3) *MABILL., Act. sanc., sæc. I, præf., c. IX.* — *Manu hominibus prædicare, digitis linguas aperire, salutem mortalibus tacitum dare et contra diaboli surreptiones illicitas calamo pugnare.* — *CASSIEN., lib. 2, Inst., c. 7.*

(4) *Alii spargendis in membranas paginas apicum et diversi generis characterum notis: alii nobilibus operimentis involvendo vel claudendo codices: alii minio et rubricâ, ut quodque in sententiis aut capite versum eminere, signando et enotando, illustrabant, etc...* *Antiq. Fuld., c. 11, p. 43 et suiv... Exercitationes.*

(5) *Assignati certi fundi non solum ornandæ ecclesiæ, sed ad facien-*

Ainsi, ces asiles où se réfugiaient les hommes qui voulaient suivre la vie appelée parfaite, parce qu'elle était pieuse et désintéressée; ces fermes remplies de colons infatigables qui, d'après la règle de l'ordre, ne devaient pas plus se séparer de leur serpe qu'un soldat de ses armes (1); ces ateliers où s'exerçaient les métiers et où se pratiquait ce qui restait des arts du vieux monde; ces écoles où s'enseignaient la doctrine et la morale du christianisme, les lettres latines, quelques débris de la science grecque, étaient le dépôt où s'était conservée la partie de la civilisation antique qui devait servir de germe à la civilisation moderne.

En Germanie, le monastère de Fulde fut le principal de ces grands dépôts. Il devint dans le neuvième siècle, sous Raban-Maur, disciple d'Alcuin, et sous les disciples de Raban, l'école non-seulement de l'Allemagne, mais d'une grande partie de l'Europe (2). L'abbaye de la nouvelle Corbie, fondée, en 808, sur le Weser, acquit pour le nord de l'Europe la même importance que Fulde pour le centre. C'est là que furent élevés, et c'est de là que partirent les apôtres des pays septentrionaux Auschaire et Rimbert. Les contrées transrhénanes se couvrirent à leur tour d'établissements cénobitiques (3).

dum omne opus artificum iam in fabricaturâ quam et sculpturâ, et cœlaturâ et araturâ fabrilî, et mandatur camerario ut curet ne sit vacua fabrica abbatîs. — Ibid.

(1) *Reg.*, c. 55 et 22.

(2) *Antiquit. Fuldens.*, c. 13, p. 52 à 56, et c. 14, p. 57 et suiv.

(3) Voir MABILL., *Ann. bened.*, t. II et III, et act. SS. *ord. S. Ben.*, sæc. II et IV passim. — TRITHÈM., *Chron. hirs.*

Au nombre des bibliothèques les plus considérables en Europe, furent celles de Fulde, de Saint-Gall, de Lauresheim, d'Hirsauge et de Corbie, appartenant toutes à des abbayes allemandes (1). Je ne saurais mieux finir sur ce point qu'en employant les paroles dont se sert le savant Mabillon, pour rappeler l'action bienfaisante de l'ordre des Bénédictins en Allemagne : — « Nos prédécesseurs, dit-il, « rendirent en Germanie quatre grands services au monde « chrétien : le premier fut la conversion de ses habitants, « le second fut l'établissement des églises épiscopales, le « troisième fut l'instruction communiquée tant aux clercs « qu'aux séculiers, le quatrième fut la culture d'un sol et « l'embellissement d'un pays presque entièrement inculte et « désert (2). »

Derrière la grande ligne de la civilisation que Charlemagne avait, comme nous l'avons vu, portée plus avant sur le continent, se trouvèrent alors compris tous les peuples de race germanique parlant la même langue, suivant la même croyance, soumis à la même législation générale. Ils n'étaient plus divisés en tribus particulières; les différences qui sépa-

(1) MABILL., *Act. SS. ord. S. Bened.*, sæc. III, pars 1, præf., p. XXIX.

(2) In Germania præstitere majores nostri in reipublicæ christianæ utilitatem nimirum conversionem gentis et ecclesiarum episcopalium institutionem. Studia vero in clericorum et sæcularium commune emolumentum: quantum in habitatorum commoditatem, nempe ipsius soli germanici prope deserti cultum et ornamentum. — MABILL., *Act. SS. ord. S. Bened.*, sæc. III, pars 1, præf., p. XXXII, XXXIII.

rent cessaient de l'emporter chez eux sur les ressemblances qui unissent. Les Francs, les Alamans, les Bavares, les Souabes, les Thuringiens, les Frisons, les Saxons, rapprochés par les liens les plus forts et les plus nombreux, se fondaient dans la même communauté sociale, religieuse, politique, militaire, et ne formaient plus que le nouvel empire germanique placé désormais à l'avant-garde de la civilisation.

L'action de la race allemande civilisée sur la race slave qui ne l'était pas encore, se fit déjà sentir sous Charlemagne lui-même. Le conquérant germain et chrétien, appuyé sur l'Elbe et le Danube, fit des excursions fréquentes et victorieuses dans tous les pays qui s'étendent jusqu'à l'Oder et même jusqu'à la Vistule. Il rendit tributaires la plupart des peuplades slaves que ses successeurs devaient rendre chrétiennes. Ainsi les Obodrites, les Wilzes, les Sorabes, les Tschèques, les Moraves, qui occupaient la Poméranie, le Brandebourg, la Silésie, la Bohême, la Moravie actuelles, lui furent assujettis, et il les prépara par la défaite et la soumission au christianisme qu'elles adoptèrent dans ce siècle même et dans le suivant.

Après avoir montré, ainsi que je me le proposais, comment la race germanique est entrée dans la société occidentale, et comment la partie du continent européen la plus exposée aux invasions y fut désormais soustraite, ma tâche est remplie. Je n'ai pas besoin d'exposer les suites rapides et considérables qu'eut cette grande transformation de la Germanie. Je n'ai pas à faire voir les peuples scandinaves et les peuples slaves adoptant le christianisme par les prédications des missionnaires partis de la Saxe et sous l'influence victorieuse des empereurs saxons. Je n'ai pas à raconter les curieuses aven-

tures du moine de Corbie, Anschaire (1), archevêque d'Ham-
bourg et de Brême, chez les Danois, les Norvégiens et les
Suédois dont il fut le premier apôtre, ni les missions de
Cyrille et de son frère Méthodius (2) chez les Slaves de la
Moravie, ni les entreprises conquérantes de l'archevêque Adal-
bert chez les Wendes, les Estoniens des bords de la Balti-
que (3). Je n'ai pas non plus à décrire les expéditions des em-
pereurs de la maison de Saxe, au delà de l'Elbe, de la Saale
et de l'Eyder, ni à énumérer leurs fondations militaires ou re-
ligieuses. C'est un autre sujet qui exigerait un autre travail.

Je dirai seulement que le mouvement de civilisation vers
le Nord ne discontinua point; que les chefs de ces Saxons,
encore barbares en 789, au point de faire des sacrifices
humains, de ces Saxons qui avaient résisté avec une opiniâ-
treté pendant trente ans indomptable à leur conversion, fu-
rent un siècle après à la tête de ce mouvement; qu'ils devin-
rent les dominateurs de l'Allemagne et les empereurs de
l'Occident; que de plus ils furent de grands hommes; que Henri
l'Oiseleur et les trois Otton (4) entourèrent de fossés, fer-
mèrent de murailles, fortifièrent de tours, les villes de l'Alle-

(1) *Vita S. Anskarii, primi Nordalbingorum archiepiscopi et legati sanctæ Sedis apostolicæ ad Sueones seu Danos necnon etiam Slavos et reli-
quas gentes in Aquilonis partibus sub pagano adhuc ritu constitutas.* — A
Rimberto et alio discipulo Anskarii conscripta. Apud PERTZ, *Monum.*, t. II,
p. 683 à 723.

(2) BOLLANDUS, *Act. sanc.*, t. II, 9 mars.

(3) ADAM. BRÉM., *Hist. Eccl.*, lib. 4, c. 4; c. 42, 43, 44, 46. — C. ORNH-
JALMS, *Hist. Eccles. Sueonum*, lib. 3, c. 11, 17.

(4) De l'an 961 à 1002.

magne; qu'ils formèrent le margraviat occidental de Sleswig au delà de l'Eyder, contre les Danois, le margraviat septentrional de Brandebourg et les margraviats orientaux de Misnie et de Lusace, au delà de la Saale et de l'Elbe, contre les Slaves; qu'ils vainquirent ceux-ci, et qu'ils établirent les évêchés d'Oldenbourg dans la Wagrie, de Havelberg près la jonction du Havel et de l'Elbe, de Brandebourg dans les marais de la Sprée, de Zeitz et de Meissen dans la Misnie, de Prague dans la Bohême, de Breslau en Silésie, de Colberg en Poméranie sur les bords de la Baltique, de Gnesne, de Posen, de Cracovie en Pologne (1). J'ajouterai que la population germanique remonta elle-même vers le Nord, où elle porta ses idées et sa civilisation; que par suite de ce mouvement il y a aujourd'hui près de six millions d'Allemands au delà de l'Elbe, où, au huitième siècle, il n'y avait que des Slaves; et environ cinq millions au nord-est du Danube, où, à la même époque, il n'y avait que des peuplades d'une race différente.

Ces résultats sont très-significatifs. De plus, le principal but fixé dans ce mémoire à la civilisation de l'Allemagne, celui de fermer la grande route des invasions barbares, fut également atteint. En effet, la Saxe servit au monde occidental de digue dans le neuvième siècle contre les Danois et les Norwégiens, qui ne purent l'attaquer que par ses côtes, et elle les convertit au dixième. Henri l'Oiseleur, de la maison de Saxe, vainquit, en 933, à Sondershausen et à Merse-

(1) HELMOLDUS, *Chronographus Saxo*. — DITHMARUS *Merseburgensis*. — COSMAS *Pragensis*. — Ad an. 939, 967, 970.

bourg (1), et son fils Otton le Grand battit complètement en 955, près d'Ausbourg, les Magyars ou les Ougres, venus des bords de la Kama et du Volga sur ceux du Danube, et qui furent arrêtés dans leurs débordements par la défaite et le christianisme. Au XIII^e siècle, lorsque les Mongols envahirent le vaste espace compris depuis les côtes de la Chine jusqu'à la Vistule, lorsqu'ils assujettirent tous les peuples de race slave qui n'étaient pas encore de force à leur résister, lorsqu'ils menaçaient de couvrir l'Europe entière de leurs hordes et de rétablir la vie nomade sur sa surface, ils furent, pour la première fois, vaincus en 1241 (2), sur les bords du Danube, par Conrad, roi des Romains, et par Henri, fils naturel de Frédéric II, et le flot de leur conquête ne dépassa point la frontière allemande. Enfin, dans le seizième et le dix-septième siècles, les Allemands arrêterent la dernière invasion, et continrent sur les bords du Danube les Turcs qui s'étendaient sur l'Europe. Ainsi, d'un côté, la race allemande devint pour le nord de l'Europe l'instrument de la civilisation, et de l'autre, son territoire fut, pour le sud, une barrière contre les invasions des peuples barbares.

La question débattue pendant tant de siècles entre la barbarie et la civilisation fut définitivement résolue en faveur de cette dernière en Europe, et dès lors dans le monde.

(1) FRODOARD *Chronic.* dans DUCHESNE, t. II, p. 600. — WITTICHINDI *Ann.*, lib. I, p. 641. — Luitprandus, lib. 2, c. 8 et 9.

(2) MATTHEUS PARIS, *Historia Major*, an 1241.

:

SECTION D'HISTOIRE.

ESSAI

SUR LA

FORMATION TERRITORIALE ET POLITIQUE

DE LA FRANCE,

DEPUIS

LA FIN DU XI^e SIÈCLE JUSQU'A LA FIN DU XV^e,

LU A L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES,

PAR M. MIGNET.

La société politique a revêtu en France, après la longue période des invasions germaniques, deux formes d'organisation, la forme féodale et la forme monarchique. La transition de l'une à l'autre a marqué pour elle le passage de

la décomposition à l'unité. Cette révolution lente qui a produit la réunion des provinces, le rapprochement des peuples, la communauté des lois et la centralisation de l'autorité, je vais essayer d'en retracer la marche, d'en indiquer les phases, et d'en montrer les résultats. Je la suivrai depuis la fin du XI^e siècle où commença à s'établir d'une manière effective le pouvoir central et régulateur de la royauté jusqu'à la fin du XV^e siècle où ce pouvoir, devenu tout à fait dominant, était parvenu à fonder territorialement et politiquement la France nouvelle.

A l'avènement de Hugues Capet, le royaume de France s'étendait depuis la Meuse au nord jusqu'aux Pyrénées au midi, et depuis l'Océan à l'ouest jusqu'à la ligne de la Saône et du Rhône à l'est. Les pays situés au delà de la Meuse, de la Saône et du Rhône, relevaient de l'Empire germanique, et le comté de Barcelone était rentré dans le mouvement territorial et politique de la péninsule espagnole.

Ce royaume comprenait sept principales divisions territoriales, savoir : cinq dans sa partie septentrionale, le duché de France, auquel la royauté était attachée, le duché de Normandie, le duché de Bourgogne, le comté de Flandre, le comté de Champagne; et deux dans sa partie méridionale, le duché d'Aquitaine définitivement confondu avec le comté de Poitiers, et le comté de Toulouse. C'étaient là les grands fiefs. Chacun d'eux avait dans sa mouvance d'autres fiefs d'un ordre inférieur, quoique fort considérables. Le duché de France avait dans la sienne les comtés du Maine et d'Anjou, de Paris et d'Orléans; le comté de Flandre avait les comtés du Hainaut, du Brabant, etc.; le duché de Normandie avait le comté de Bretagne; le duché de Bourgogne avait les comtés

de Nevers, de Charolais, du Bourbonnais; le duché d'Aquitaine avait le duché de Gascogne, les comtés de la Marche, d'Angonmois, de Périgord, d'Anvergne, etc.; et le comté de Toulouse avait les comtés de Rouergue, de Querey, les vicomtés de Narbonne, de Béziers, etc.

Ces fiefs du second ordre à leur tour avaient dans leurs mouvances d'arrière-fiefs qui consistaient surtout en vicomtés de villes, en baronnies ou châtelainies, renfermant un assez grand nombre de paroisses et de villages. En dessous de ces feudataires s'en trouvaient encore d'autres, simples possesseurs de châteaux, qui avaient pour sujets leurs paysans ou leurs serfs.

Il n'existait pas encore de lien suffisant pour rapprocher ces diverses portions de territoire : l'anarchie était à son comble. Faute d'un pouvoir commun reconnu, les guerres avaient lieu de province à province, de ville à ville, de château à château. Les récoltes étaient ravagées, les marchands pillés, et les moyens de subsistance étaient devenus si rares, que, pendant les soixante et treize années qui suivirent l'avènement de Hugues Capet, il y eut quarante-huit ans de famine, accompagnés d'une contagion particulière à cette époque et appelée *mal des ardents*.

Mais la société chrétienne ayant été organisée dans le XI^e siècle par le clergé, la société féodale s'organisa alors sous son influence. L'autorité générale qui s'étendait sur la surface entière du territoire pendant la période carlovingienne; les lois diverses qui, tout en laissant beaucoup de marge aux passions et à la force, fixaient néanmoins les rapports politiques et les rapports privés; les institutions municipales qui régissaient anciennement la plupart des villes, avaient été détruites ou

profondément altérées. Il ne restait de l'ancien ordre de choses que le système de la clientèle militaire. Il est vrai qu'il s'était répandu sur tout le sol, qu'il avait embrassé les terres et les pouvoirs comme les personnes, et qu'il avait conservé les débris des lois précédentes sur les devoirs militaires, et l'exercice de la justice. Il pouvait donc servir seul à constituer la société nouvelle. Mais il fallait pour cela que sa hiérarchie devînt réelle par l'introduction de la subordination dans ses rangs; que les rapports de droit et de devoir qu'elle établissait entre ses membres fussent admis et respectés; que la guerre, qui était son principe et son moyen, fût restreinte dans ses cas et régularisée dans son action; il fallait en un mot que la désorganisation prit la forme de l'ordre, et la force le caractère du droit. Ce fut au XI^e siècle que cette révolution s'opéra dans les degrés inférieurs de la société féodale. Mais ce ne fut qu'au XII^e siècle que la royauté opéra dans ses degrés supérieurs la même révolution en liant à elle les grands fiefs, comme les souverains de ces territoires avaient lié à eux les arrière-fiefs qui en dépendaient.

Depuis 987 jusqu'à 1101, les rois de la dynastie capétienne furent réduits à une impuissance à peu près complète. Les quatre règnes de Hugues Capet, de son fils Robert, de Henri I^{er} et de Philippe I^{er}, remplirent ce long intervalle. Sacrés du vivant les uns des autres, afin d'éviter les secousses causées depuis 888 jusqu'en 987 par le système électif, ces rois s'assurèrent la possession de la couronne. C'est à peu près tout ce qu'ils firent; car, malgré leur titre qui les plaçait à la tête de la hiérarchie féodale, ils n'obtinrent pendant cette période, ni l'obéissance des grands vassaux du royaume ni celle des petits barons du duché de France. Ceux-ci vivaient dans l'indépendance et le

brigandage; ils descendaient de leurs tours construites sur des hauteurs pour piller les terres de l'Église et pour détrousser les passants, ils infestaient les chemins, et empêchaient les communications entre Paris, Compiègne, Melun, Étampes et Orléans, les seules villes possédées par le roi.

Les princes capétiens s'occupèrent d'abord de soumettre les barons du duché de France, afin d'établir l'ordre féodal dans leur fief avant de l'établir dans le royaume. Louis VI, appelé l'*Éveillé* et puis *le Gros*, accomplit ce double changement. Sacré en 1101, du vivant de son père Philippe I^{er}, qu'il ne remplaça qu'en 1108, il commença, immédiatement après son sacre, à revendiquer la subordination des barons du duché de France. Mais ceux-ci ne voulant pas se soumettre à sa juridiction et renoncer à leurs brigandages, il entreprit contre eux une guerre qui dura quatorze ans. Il la soutint à l'aide de quelques hommes d'armes (1), et surtout des milices paroissiales des villes, qu'il leva régulièrement à dater de 1108, et qui le secondèrent puissamment dans le rétablissement de l'ordre. Burchard, seigneur de Montmorency; Mathieu, comte de Beaumont le Roger, seigneur de Luzarches et de Chambly; Philippe, comte de Mantes et seigneur de Montlhéry; Drogon, seigneur de Monchy le Châtel; Guy, seigneur de Rochefort et de Châteaufort; Hugues de Pomponne, seigneur de Crecy et de Gournay; Hugues, comte de Corbeil et seigneur de Puyset, tantôt séparés, tantôt réunis, opposèrent une vive et longue résistance aux projets de Louis le Gros. Mais des défaites répétées, la prise et la destruction de la plupart de

(1) Ils ne montèrent jamais au delà de 500.

leurs forteresses, les obligèrent à poser les armes et à reconnaître définitivement en 1115 la prépondérance et l'autorité féodale du roi.

Louis le Gros, après avoir renversé les barrières de forteresses qui entravaient les relations des villes de son duché, après y avoir rendu la circulation de son pouvoir prompte, facile et sûre, étendit cette révolution au royaume. Son activité, sa justice, sa vigueur, ses succès, le rendirent le recours de tous les faibles et de tous les opprimés. En un mot, pendant le reste de son règne, tous ceux qui avaient à faire valoir la règle féodale contre la force, s'adressèrent à lui. Il établit ainsi sa juridiction dans le Berry, le Nivernais, le Bourbonnais, l'Auvergne, le Velay, le Vermandois, la Flandre, appelant les vassaux du royaume dans ses cours de justice pour y vider les contestations féodales, et les conduisant sous sa bannière pour exécuter les décisions qu'elles avaient prononcées. De 1115 à 1138, il fit admettre dans une partie du royaume l'autorité de la couronne qu'il avait affermie dans le duché de France de 1101 à 1115.

La société féodale fut alors réellement organisée. Une législation précise et reconnue fixa les rapports de tous les membres depuis le simple châtelain jusqu'au roi. Elle détermina le service militaire, ses cas obligatoires, sa durée, la composition des tribunaux, leur procédure, les règles de leurs jugements. Faite pour une société renaissante et militaire, cette législation ne put pas tout régler par la justice, et elle livra encore beaucoup de questions aux solutions de la force. Ainsi dans certaines circonstances politiques elle autorisa les guerres privées, et dans les cas juridiques douteux elle permit le combat entre les parties. Le droit civil et la

morale de cette société guerrière furent militaires, comme l'étaient sa législation politique et sa jurisprudence. Afin d'assurer le service du fief, la tutelle de gentilhomme fut confiée au suzerain par la garde noble; son mariage eut besoin de son consentement; sa majorité fut marquée par la prise d'armes, et la loi de succession à laquelle il fut soumis, accorda à l'aîné de la famille les deux tiers du fief et le manoir. La société féodale eut un système d'éducation, de morale, et de délassement, conforme à son principe et à son état, dans les longs exercices du cheval, de l'épée et de la lance, dans les lois de chevalerie et dans les tournois. Cet ordre de choses était fort imparfait; mais, au sortir d'une aussi grande dissolution, il était un pas du genre humain vers la règle, par la législation du désordre, et vers la paix, par les conditions imposées à la guerre.

La double révolution opérée dans la société chrétienne et dans la société militaire, par le rétablissement du droit et de la subordination, amena l'affranchissement des villes. Les villes étaient en général devenues depuis le IX^e siècle la propriété de seigneurs particuliers ou laïques ou ecclésiastiques. Leurs habitants, contenus par une forteresse et de petites garnisons, jugés par des officiers seigneuriaux, et arbitrairement imposés, n'avaient, sous forme de coutumes, que quelques garanties pour le commerce des denrées locales ou l'exercice des métiers les plus indispensables. Les troubles apportés à la culture et aux rapports commerciaux par la guerre et l'anarchie, avaient diminué la population des villes. Mais la restauration sociale du XI^e siècle ayant permis à la culture de s'étendre et au commerce de renaître, les villes assises sur les côtes de la Méditerranée, sur les bords de l'Océan faisant

face à l'Angleterre, sur les cours d'eau dans l'intérieur des pays, prospérèrent assez rapidement. L'agriculture se développa et fournit beaucoup plus de produits alimentaires et manufacturables, le trafic des denrées locales devint plus considérable à cause de la sûreté plus grande des rivières et des chemins. Le commerce des épiceries et des marchandises de l'Orient se refit par Constantinople et par la Syrie. Les Italiens, les Provençaux, les Languedociens, les Catalans, allèrent les chercher dans ces entrepôts, et des marchands les colportèrent ensuite des bords de la Méditerranée dans les foires du continent. La fabrication de la soie passa de l'empire grec en Italie, et la fabrication de la laine, du chanvre, du lin, du fer, augmenta d'une manière prodigieuse dans tous les pays. Aussi les métiers se multiplièrent, les artisans et les marchands se formèrent en corporations, et, devenus plus nombreux par la loi qui proportionne la population aux moyens de subsistance, plus riches par les débouchés que le retour de la sécurité publique ouvrit à leur travail, plus fiers par le sentiment de leur importance, et plus entreprenants par l'idée du droit qui était universelle, ils furent en état d'acheter ou de conquérir leur liberté politique. Les habitants de Venise, de Gênes, de Naples, d'Amalfi, de Pise, qui avaient précédé ceux des autres villes dans le commerce, les précédèrent dans la nouvelle indépendance. Mais ces républiques plus précoces furent imitées, de 1100 à 1150, par les villes de la vallée du Pô, des côtes de Provence, du Languedoc, de la Catalogne, des bords de l'Océan, des vallées de la Garonne, de la Loire, de la Seine, de l'Oise, de la Marne, de la Somme, qui se constituèrent d'une manière plus ou moins indépendante, selon la faiblesse ou la puissance des seigneurs auxquels elles étaient assujetties.

En France la plupart d'entre elles obtinrent à prix d'argent, ou se donnèrent par l'insurrection, des constitutions qui les rendirent semblables non point aux anciens municipes, mais à des États souverains. Appelées républiques au midi, communes au nord, elles eurent ici des maires et des échevins pour les gouverner, là des consuls, des syndics et des jurats. Leurs citoyens purent s'assembler au son du beffroi, s'imposer, se juger, se fortifier, se défendre, et marcher à la guerre sous leurs chefs et leur bannière. Les souverains qui furent assez forts pour régler les conditions de l'affranchissement, modérèrent cette révolution. Ils donnèrent aux villes dont ils étaient propriétaires, des chartes de privilèges qui assurèrent la liberté, les propriétés, le commerce de leurs habitants, et la police de leurs corporations. Mais ils ne leur cédèrent pas la souveraineté par des chartes de communes.

Louis le Gros, sous le règne duquel éclata cette révolution, se montra favorable aux villes dont les milices l'avaient fidèlement servi et qui étaient ses alliées naturelles. Il donna des privilèges plus étendus aux habitants de Paris, d'Orléans, d'Étampes, de Melun, de Corbeil, etc..., villes de ses domaines, mais il conserva sur eux l'administration de la justice et des armes par ses prévôts. Plus généreux envers les villes de ses vassaux, il seconda leur indépendance totale. Il intervint en faveur des communes des bords de l'Oise et de la Somme, qui étaient en débat avec leurs seigneurs presque tons ecclésiastiques, et il confirma, à prix d'argent il est vrai, les chartes qu'elles avaient obtenues de vive force ou par achat. En retour, ces villes reconnaissantes servirent le pouvoir royal, et envoyèrent leurs milices sous sa bannière dans les guerres générales.

L'organisation de la classe urbaine, alors dégagée des liens de la féodalité, compléta la formation de la nouvelle société européenne, qui, dans le XII^e siècle, sortit refaite des décombes de l'ancienne société. En France, Louis le Gros contribua à régler ses rapports et à fixer son gouvernement. Il mit à la tête des souverains féodaux et des bourgeois républicains la royauté comme médiatrice et comme souveraine. Son fils et son successeur, Louis VII, continua, soit à l'égard des fiefs, soit à l'égard des communes, le même système, à l'affermissement duquel la dynastie capétienne consacra tous ses efforts pendant la durée du XII^e siècle.

Mais, après s'être fait partout reconnaître, le pouvoir royal chercha naturellement à s'étendre, et Philippe-Auguste, petit-fils de Louis le Gros, rendit conquérante la couronne que son aïeul avait rendue suzeraine. La dynastie nouvelle était favorablement placée pour réunir le territoire de la France sous sa domination et en former un État compact. Ses domaines, situés au centre du pays, lui donnaient une grande facilité géographique de s'agrandir, et son titre dans la société féodale lui en offrait les moyens, soit par des mariages, soit par des traités, soit par des confiscations, soit par des conquêtes. Impuissants jusque-là, ou occupés de l'établissement de leur suprématie, les princes capétiens avaient fait peu d'acquisitions. Ils avaient seulement ajouté à leur domaine le Vexin français, les comtés de Mantes, de Dreux, de Corbeil, le Gatinois dans le duché de France, et la vicomté de Bourges hors de ce duché. Mais tandis qu'ils s'étaient presque maintenus dans leurs anciennes et étroites limites, par la faute de Louis VII dit le Jeune qui avait répudié Éléonore d'Aquitaine et son riche héritage, les ducs de Normandie avaient

extraordinairement élargi les leurs. Chefs du peuple qui avait envahi la France après tous les autres, qui s'y était le plus régulièrement établi, qui était le mieux discipliné et le plus entreprenant, ils s'étaient agrandis les premiers. Ils avaient conquis l'Angleterre en face de laquelle ils se trouvaient placés, et réuni toute la partie occidentale du continent, depuis Dieppe jusqu'à Bayonne, en absorbant par des mariages trois des plus grandes dynasties provinciales de la France. Ces trois dynasties étaient celle des Plantagenets, qui possédait l'Anjou, le Maine et la Touraine; celle d'Aquitaine, qui régnait sur le Poitou, la Saintonge, le Bordelais, la Gascogne, l'Agenois, le Quercy; et celle de Bretagne, souveraine de cette importante péninsule.

Les rois capétiens, avant de songer à s'agrandir, travaillèrent à affaiblir la monarchie anglo-normande. Louis VII se mit à la tête de toute la confédération féodale de France, alarmée de la puissance de Henri II, roi d'Angleterre, et depuis 1160 jusqu'en 1173 il empêcha ce prince, qui convoitait le Languedoc, de s'étendre davantage. A dater de cette époque jusqu'en 1201, Louis VII et son fils Philippe-Auguste suscitèrent des insurrections féodales dans les États anglo-normands, et provoquèrent des dissensions dans la famille de leurs souverains, dans le but de séparer les provinces continentales de celles de l'île. Après avoir fortement ébranlé la monarchie anglo-normande, au moyen de cette politique habile, Philippe-Auguste eut pouvoir la démembrer. Profitant des vices, de la tyrannie et de la lâcheté de Jean sans Terre, qui aliénaient de lui tous ses vassaux du continent, il donna l'investiture de la Guyenne, du Poitou, du Maine, de l'Anjou et de la Touraine, à son

neveu Arthur, fils de Geoffroi, comte de Bretagne, qui lui céda en retour toutes les conquêtes qu'il ferait en Normandie. Mais l'année suivante, Arthur, ayant été battu, pris et tué en trahison par son oncle, Philippe-Auguste profita de ce meurtre pour opérer le démembrement de la monarchie anglo-normande, non plus au profit d'autrui, mais au sien.

Après avoir rémi à la couronne l'Amiénois, le Vermandois, le Valcisi, en 1182, par l'extinction de la branche capétienne qui les possédait, et l'Artois en 1191, par héritage du chef de sa femme Isabelle de Flandre et de Hainant, il conquît, en 1202, la Normandie, la Touraine, l'Anjou, le Maine, le Poitou, sur Jean sans Terre. Sa cour féodale déclara ces provinces légitimement confisquées à cause du meurtre d'Arthur, et les lui adjugea. Il ne changea point leur condition, et, par une méthode habile qui en général fut suivie depuis, et qui facilita les conquêtes de la monarchie, il ne fit que se substituer au souverain précédent, prit ses domaines personnels, occupa ses châteaux dans lesquels il mit garnison, et s'appropriâ ses autres droits.

Mais lorsqu'il fut devenu maître de tant de pays nouveaux, quand il eut donné l'héritière de la Bretagne à Pierre Mauclerc, membre de la famille capétienne, qui fonda dans ce pays une dynastie française, l'accroissement extraordinaire de son territoire et de sa puissance alarma à son tour toute la confédération féodale. Dès ce moment, les rôles changèrent, et ce ne furent plus les rois de France qui suscitèrent des coalitions contre les rois d'Angleterre, mais les rois d'Angleterre, qui jusqu'à leur expulsion définitive de la terre ferme, en provoquèrent contre les rois de France. La plus redoutable de ces coalitions fut celle de 1214, qui

mit en péril la monarchie et ses nouvelles acquisitions. Tous les barons du Nord, soutenus par l'empereur d'Allemagne, et tous ceux de l'Ouest, soutenus par le roi d'Angleterre, en firent partie. Ceux du Midi y seraient entrés s'ils n'avaient pas été obligés de défendre leur pays même contre les Français de la croisade qui l'avaient envahi sous Simon de Montfort. Les comtes de Boulogne et de Mortain, le comte de Flandre, le duc de Brabant, le comte de Louvain, le comte de Hollande et le duc de Limbourg, ayant à leur tête Otton IV, attaquèrent les États de Philippe-Auguste par la Flandre, tandis que les Bretons, les Rochellois, les barons poitevins et le comte de la Marche, commandés par Jean sans Terre, s'avancèrent du côté de la Loire. Philippe-Auguste vainquit à Bouvines, entre Lille et Courtray, les coalisés du Nord, dont les principaux chefs furent pris, et son fils Louis repoussa complètement les coalisés de l'Ouest, et força le roi Jean à prendre la fuite. Cette double victoire affermit les conquêtes de Philippe-Auguste.

Louis VIII, continuant du système de son père, acquit en 1224 le Languedoc qui lui fut cédé par Guy de Montfort, fils de Simon de Montfort, que le pape en avait fait souverain. Il descendit à la tête d'une puissante armée dans ce pays où les Français avaient reparu en armes au commencement du XIII^e siècle, après s'en être tenus éloignés pendant trois cents ans. Il l'occupa rapidement, institua les deux sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, et mourut dans l'expédition, laissant pour successeur un fils en bas âge, et pour régente une femme étrangère.

La monarchie territoriale, fondée par Philippe-Auguste et par son fils Louis VIII, de 1182 à 1226, essuya sous la

minorité de Louis IX une réaction violente. Tous les chefs féodaux se coalisèrent pour remettre en question ce que la victoire de Bouvines paraissait avoir décidé. Le comte de Champagne, le duc de Bretagne, le comte de la Marche et d'Angoulême, le vicomte de Thouars, les barons du Poitou, de la Saintonge et de la Guyenne, le roi d'Angleterre, le comte de Toulouse, le vicomte de Béziers, les comtes de Foix, de Cominges, d'Armagnac, de Rhodéz, le roi d'Aragon, placés sur les frontières nouvelles du royaume, prirent les armes contre lui. Les uns étaient mus par l'espoir de leur rétablissement, les autres par l'intérêt de leur indépendance menacée. Tantôt réunis, tantôt séparés, ils combattirent depuis 1226 jusqu'en 1242. La victoire de Taillebourg, remportée cette année sur la dernière ligne des barons, termina leur longue réaction. La monarchie territoriale, qui avait surmonté sous Philippe-Anguste la résistance apportée à sa formation, sortit victorieuse sous saint Louis de la tentative faite pour la dissoudre. Après cette double épreuve, elle se constitua fortement.

Saint Louis donna la sanction du droit aux acquisitions que son père et son aïeul devaient à la force, en traitant avec chacun des souverains qu'ils avaient dépossédés. Trencavel, vicomte de Béziers, lui céda ses droits pour 500 livres de rente annuelle. Raymond VII renonça, par le traité de Paris de 1229, confirmé définitivement en 1243, au territoire formant les deux sénéchaussées de Beaucaire et de Carcassonne, qui s'étendait depuis les limites du diocèse de Toulouse et la rive gauche du Tarn jusqu'au Rhône. Il reconnut pour son héritier, dans le comté de Toulouse, dont il conserva la jouissance pendant le reste de sa vie, Alphonse, frère de saint Louis, marié avec sa fille, et ce comté fut réversible à

la couronne, s'il ne naissait point d'enfant de ce mariage. Le roi d'Aragon abandonna, par le traité de 1258, tous les fiefs qu'il possédait dans le Languedoc et tous les hommages qu'il y prétendait, moyennant la renonciation de la part de la France à la suzeraineté des comtés de Roussillon, de Besalu, de Cerdagne et de Barcelone. Cet arrangement commença à dégager l'Espagne de la France. Le roi d'Aragon garda cependant encore la seigneurie de Montpellier, pour laquelle il prêta hommage à saint Louis. Enfin Henri III se désista de tous ses droits sur la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, la Bretagne et le Poitou, par le traité de 1259, et en retour, Louis IX lui restitua, sous la condition de la vassalité, le Quercy, l'Agenois, le Limousin et la partie de la Saintonge située au delà de la Charente.

La couronne ne conserva point, sous sa domination immédiate, toutes les provinces qu'elle avait acquises. Elle en aliéna momentanément quelques-unes par des apanages, qui étaient la part des cadets dans l'hoirie royale. Les fiefs étant une propriété moitié politique, moitié domaniale, n'étaient point indivisibles comme un gouvernement, ni divisés par portions égales comme un domaine. Ils étaient régis dans leur transmission par une loi qui leur était parfaitement accommodée, car elle accordait les deux tiers du fief et le manoir seigneurial à l'aîné, et formait de l'autre tiers le partage des cadets. Transportée jusqu'à un certain point à la couronne qui n'était d'abord qu'un grand fief, cette loi de succession avait donné naissance aux apanages, qui étaient fort médiocres dans l'origine. Mais l'hoirie royale étant très-riche à cette époque, les apanages devinrent fort considérables. Louis VIII donna par son testament les comtés d'Artois, d'Anjou et de Poitiers,

ouvellement acquis, à ses trois fils Robert, Charles et Alphonse, et il laissa à Louis IX son aîné la couronne et le reste de ses domaines.

La monarchie, étant encore féodale, ne pouvait pas enfreindre la législation contemporaine, et n'ayant point trouvé encore une forme d'administration qui lui fût propre, elle n'avait pas d'autre moyen de gouverner la plupart des pays acquis qu'en leur donnant des dynasties tirées de son sein. Ces dynasties, en remplaçant les anciennes dynasties nationales dans les provinces, y transportaient la noblesse, la langue et les mœurs de la France centrale. Leurs liens de parenté avec la dynastie mère, et la subordination plus exacte qu'elles observaient envers elle, devaient rattacher peu à peu les pays qui leur étaient dévolus à la France, appelée à les posséder en cas d'extinction des familles apanagées. Saisies en outre de l'ambition commune à la race dont elles sortaient, ces familles cherchèrent à s'étendre, et, en général, leur agrandissement profita par reversion à la couronne. Le comte de Poitiers devint en même temps comte d'Auvergne et de Toulouse. Le comte d'Anjou acquit le comté de Provence en épousant Béatrix qui en était héritière, et il fit rentrer ainsi la famille royale dans la vallée du Rhône, d'où elle était exclue depuis quatre cents ans. Il partit ensuite des côtes de la Provence pour conquérir le royaume de Naples.

L'établissement des dynasties capétiennes dans les provinces y fut le premier acte de la conquête monarchique, et servit puissamment à rapprocher entre elles les diverses populations de la France. A la fin du règne de saint Louis, la famille royale possédait directement le duché de France, le Vermandois, le Valois, la Normandie, la Touraine, le Maine, le

Berry, le comté de Mâcon, le Languedoc occidental, et indirectement la Bourgogne, la Bretagne, le Boulonnais, l'Artois, le Poitou, l'Auvergne, le comté de Toulouse, l'Anjou, la Provence, le Nivernois, le Bourbonnais, par huit dynasties qui tiraient d'elle leur origine. Comme un arbre puissant, elle couvrait déjà de ses branches presque toute la surface du territoire.

Louis IX, qui avait consolidé cette monarchie nouvelle par ses victoires et par ses transactions, en fut le législateur dans la dernière époque de son règne. Ce roi, qui était le plus religieux et le plus juste des hommes, et qui ne manqua point une seule fois, dans le cours d'une longue vie, à la loi morale qu'il s'était faite, profita de l'accroissement de sa puissance, du respect et de la confiance sans bornes qu'il inspirait, pour opérer des réformes appropriées au nouvel état social de la France. Il rattacha plus fortement à la couronne les trois classes, des ecclésiastiques, des bourgeois et des feudataires, que leur législation indépendante en isolait trop, et il prépara leur réunion prochaine dans les états généraux. Il rendit le clergé national par la pragmatique sanction, qui posa des limites à l'autorité qu'exerçait et aux impôts que levait sur lui la cour de Rome et qui lui donna le roi pour chef temporel et pour appui. Tout en conservant aux villes la libre élection de leurs magistrats et leur administration intérieure, il les soumit à ses officiers pour ce qui concernait la justice et les armes. Il plaça la noblesse féodale dans une dépendance plus étroite de la couronne, en faisant relever ses tribunaux de la juridiction royale, et en modifiant d'une manière grave le régime sous lequel elle vivait. Voici quel fut le changement le plus décisif et le plus fécond de tous :

Il y avait deux choses dans la législation féodale : la justice

et la guerre. La guerre était constituée, dans l'ordre politique, par le droit d'hostilités privées; dans l'ordre civil, par le combat judiciaire. Louis IX voulut la faire disparaître de la législation, et régler uniquement la société sur la justice, son autre base. Il exigea donc, par la *quarantaine-le-roi*, que ceux des feudataires qui, d'après le code féodal, auraient des contestations entraînant des hostilités armées, demeurassent quarante jours sans les commencer. Le plus faible pouvait, pendant cet intervalle, prendre un *asseurement* devant la justice royale, et la guerre se changeait en procès. Il abolit également le combat judiciaire dans les tribunaux de la couronne, d'où cette réforme passa plus tard dans les tribunaux des barons. Faisant participer ses cours de justice aux progrès du droit dans les universités, et de la procédure dans les tribunaux ecclésiastiques, il ordonna le recours aux enquêtes dans tous les procès qui se jugeaient par la voie des armes, et substitua ainsi à la jurisprudence de la force, la jurisprudence plus concluante des témoignages. Saint Louis, législateur d'une société moins décomposée, moins violente et plus éclairée, lui fit faire un grand pas vers le droit, qui reçut non plus la forme de la force, comme dans la période précédente, mais celle de la justice.

Il ne se borna point à remplacer la guerre, principe de la société féodale, par la justice, qui devint le principe de la société monarchique, il centralisa encore l'administration de celle-ci en établissant les *appels*. Louis le Gros avait traduit les vassaux devant sa cour dans leurs causes personnelles et féodales, Louis IX les soumit à la juridiction royale dans les causes ordinaires de leurs sujets. Il établit, dans ce but, les quatre grands bailliages de Sens dans le duché de France,

d'Amiens en Vermandois, de Mâcon en Bourgogne, de Saint-Pierre le Moutier en Auvergne, qu'il investit du droit de *ressort* sur les justices seigneuriales du centre, du nord, de l'est et du midi du royaume. Il étendit le système des appels aux juridictions supérieures; et de même que les justices seigneuriales relevaient des grands bailliages dans leurs jugements, les cours des grands fiefs et des grands bailliages relevèrent du *parlement* dans les leurs.

Le parlement judiciaire, qui devint au XIII^e siècle et qui est resté jusqu'à ces derniers temps l'un des principaux ressorts de la monarchie, dut son origine aux appels. Il faut le distinguer du parlement féodal qu'il remplaça peu à peu. Il y avait eu, depuis Louis le Gros, des assemblées de ce nom, moitié militaires, moitié judiciaires, composées de barons et convoquées sans régularité. A dater de 1254, époque de la révolution opérée par saint Louis, après ses victoires sur les grands vassaux et son retour de la croisade, ces assemblées se régularisèrent. Leurs sessions devinrent annuelles : il y en eut soixante-neuf jusqu'en 1302. Le parlement commença même à changer de nature en changeant de destination. Les officiers de la couronne, comme le chancelier, le connétable, etc., furent admis dans le parlement lorsque, cessant d'être uniquement l'assemblée des grands vassaux, il devint la cour souveraine du roi. L'introduction de la procédure par écrit, et l'établissement d'une législation plus compliquée, obligèrent le roi d'adjoindre aux barons et aux prélats des hommes sachant lire et versés dans le droit. Il appela donc au parlement des *docteurs* ou *maîtres* en droit, qui étaient des clercs ou des laïques gradués dans les universités, pour rapporter les affaires. Ces

maîtres n'avaient pas voix délibérative, et ne faisaient qu'instruire les procès, qui étaient jugés par les barons et les prélats (1). Pendant la dernière moitié du XIII^e siècle le nouveau parlement ne fut pas sédentaire à Paris, et ses membres, soit *jugeurs* soit *rapporteurs*, nommés pour l'année, quittèrent leur charge après la session.

Outre cette centralisation de la justice, qui fut un grand moyen d'ordre pour le pays et de puissance pour la royauté, saint Louis organisa une administration locale, qui différa de l'administration féodale. Cette administration fut celle des sénéchaux, des baillis, des prévôts, officiers déjà établis par Philippe-Auguste et par Louis VIII dans les pays que la couronne avait acquis et qu'elle n'avait pas donnés en apanage. Louis IX régla les fonctions de ces officiers, qui eurent beaucoup de ressemblance avec les comtes et les vicaires des deux premières races. Ils affermèrent dans leurs districts les domaines de la couronne, levèrent ses revenus, jugèrent ses sujets, et conduisirent en campagne ses hommes de guerre. Zélés pour l'accroissement du pouvoir royal, et très-entrepreneurs, ils ruinèrent la féodalité inférieure dans le territoire de leur ressort. Ce système d'administration, qui rendit amovibles les fonctions que le régime précédent avait rendues héréditaires, et qui fit une magistrature de ce qui était devenu un patrimoine, remplaça peu à peu le système féodal sur le territoire. Ainsi saint Louis créa un nouvel ordre de

(1) Le parlement de 1298 était composé de quatre archevêques, deux évêques, deux comtes, quatre barons ou chevaliers, du maréchal, du chambellan et de dix-huit maîtres.

choses, et c'est de lui que date la monarchie moderne sous le rapport politique, comme elle date de Philippe-Auguste sous le rapport territorial. Ses institutions et sa sagesse portèrent leurs fruits pendant sa vie même; *car, dit Joinville, le royaume se multiplia tellement par la bonne droiture qu'on y voyoit régner, que le domaine, censive, rente, et revenu du roi, croissoit tous les ans de moitié.*

La conquête monarchique qu'avait suspendue, sous Louis IX, la nécessité d'affermir la possession et d'organiser le régime des pays déjà acquis, fut reprise par ses deux successeurs Philippe le Hardi et Philippe le Bel. Une impulsion presque physique entraîna d'abord les armes françaises du Languedoc en Espagne, et de la Provence dans le royaume de Naples. Philippe le Hardi succomba dans une expédition contre les Aragonais, et les forces de Charles d'Anjou s'épuisèrent en Italie. Philippe le Bel s'aperçut de cette fausse direction donnée à la conquête, et après avoir combattu quelque temps la maison d'Aragon, de concert avec elle, il régla, par le traité de Tarascon, tous les démêlés qui les divisaient, soit en France, soit en Italie. Pendant cette guerre, son frère Charles de Valois avait reçu du pape l'investiture du royaume d'Aragon. A la paix, la Sicile fut laissée aux Aragonais, et le royaume de Naples appartint aux comtes de Provence de la maison de France, qui cédèrent à Charles de Valois l'Anjou et le Maine en dédommagement de la perte de l'Aragon.

Après cet arrangement, la conquête qui, dirigée pendant un siècle vers le midi, avait dépassé même de ce côté les limites naturelles de la France par l'occupation de la basse Italie et l'invasion de l'Espagne, fut alors ramenée vers l'ouest, vers le nord et vers l'est, dont les frontières n'étaient pas

formées. Une partie de la côte de l'Océan avait encore pour possesseur le roi d'Angleterre ; la Flandre, voisine de l'Artois, était presque indépendante, et la vallée du Rhône restait toujours comprise dans le territoire de l'Empire germanique. Philippe le Bel, dont l'avidité était insatiable, employa uniquement en entreprises ambitieuses le surcroît d'autorité et de ressources que Louis IX avait donné à la couronne, et dont il ne s'était servi que pour le bien du royaume. Il s'empara de la Guyenne sur Édouard I^{er}, de la Flandre sur le comte Guy, et du Lyonnais sur l'Empire. Quant à ce dernier pays, il avait eu la précaution d'obtenir de l'empereur Henri VII, lors de son passage à Paris, qu'il ne fit point mention des fiefs situés dans l'ancien royaume de Bourgogne comme relevant de l'Empire, ce qui devait permettre peu à peu leur réunion à la France. Philippe le Bel s'engagea dans de longues guerres qui durèrent plus de vingt ans, pour posséder la Guyenne et la Flandre, qu'il occupa quelque temps sans pouvoir toutefois les garder. Il fut obligé de les restituer à leurs possesseurs le roi d'Angleterre et le comte de Flandre. Il ne réunit à la couronne que le Lyonnais, dont il fit une sénéchaussée ; la Champagne et la Brie, qu'il acquit par son mariage avec l'héritière de ces deux provinces.

Si Philippe le Bel entreprit pour l'agrandissement territorial de la monarchie plus qu'il ne put exécuter, il continua la révolution judiciaire commencée par saint Louis, et l'on peut dire qu'il l'acheva presque. Il étendit à tout le royaume la juridiction des baillis, restreinte par saint Louis aux domaines de la couronne. Ces baillis dépouillèrent les seigneurs de la plupart de leurs prérogatives et de leur indépendance. Le parlement, qui jusque-là avait été *ambulatoire*, accom-

pagnant le roi et siégeant où celui-ci se trouvait, devint alors sédentaire dans la ville de Paris. Philippe le Bel lui assigna deux sessions de deux mois chacune à Pâques et à l'octave de la Toussaint, à cause de la multiplicité croissante des affaires. Il introduisit dans ce corps la division des fonctions. Le parlement ayant à examiner les comptes, à recevoir les requêtes, à juger les procès plaidés ou écrits, fut naturellement distribué en chambre des comptes, chambre des requêtes, grand'chambre ou chambre de la plaidoirie et chambre des enquêtes.

Comme il resta parlement universel pendant environ un siècle et demi encore, et qu'il eut à vider les appels de tout le royaume, le roi délégua un certain nombre de ses membres pour juger les appels de la Champagne dans *les grands jours de Troyes* ; ceux de la Normandie, dans *les échiquiers de Rouen* ; ceux du pays de droit écrit, dans la *chambre de Languedoc*, siégeant à Paris. Les divers jours de la semaine furent affectés en outre aux causes des autres provinces, et ils s'appelèrent jours du parlement de Vermandois, jours du parlement de Touraine, Anjou, Maine, etc. Les baillis et les autres juges provinciaux furent tenus de s'y trouver pour défendre leurs sentences, et les parties purent y avoir des procureurs dont le mandat expirait avec le parlement. Cet ordre de choses se maintint jusqu'au règne de Charles VII, qui démembra le parlement universel et créa des parlements provinciaux, lorsque la couronne crut pouvoir localiser la justice souveraine sans perdre de sa puissance.

Le XIV^e siècle fut marqué par l'affranchissement des campagnes, par l'établissement d'un nouveau système financier reposant sur l'impôt indirect, par la réunion des trois classes de la

nation en états généraux afin d'instituer cet impôt, et par la destruction de l'indépendance républicaine des villes qui suivit de près celle de l'indépendance féodale opérée dans le siècle précédent. Ces changements étendirent l'action de la monarchie, et diminuèrent l'isolement des classes en affaiblissant leur gouvernement particulier au profit d'un gouvernement général. Ils furent dus à l'esprit conquérant de la dynastie et au besoin qu'elle éprouva de se procurer de l'argent pour alimenter des guerres dont le théâtre était plus éloigné et la durée moins courte. Ses revenus n'étaient plus en rapport avec ses entreprises. Philippe le Bel essaya de les y mettre.

Ce prince, continuateur violent de saint Louis, compléta, comme nous l'avons vu, ses établissements judiciaires. Il fit plus. Saint Louis avait ordonné que sa monnaie eût cours dans les terres des barons, Philippe le Bel suspendit le droit que les barons avaient d'en faire battre eux-mêmes; saint Louis avait rendu le clergé de France indépendant de la cour de Rome par sa pragmatique sanction, Philippe le Bel rendit le saint-siège dépendant de la couronne par sa victoire sur Boniface VIII. Jaloux de l'autorité qui lui avait été transmise, et de celle qu'il y avait ajoutée, il osa le premier employer la formule *par la plénitude de la puissance royale*. Pour diminuer l'aliénation des domaines acquis, il restringnit les apanages aux seuls héritiers mâles, ce qui devait les faire revenir plus tôt à la couronne et empêcher qu'ils ne tombassent, par les femmes, dans des maisons étrangères ou ennemies. Il créa dix clercs du conseil, qui furent la souche du grand conseil de France. Enfin, il ébaucha le nouveau système financier de la nouvelle monarchie par la création des impôts indirects sur les consommations.

La couronne était réduite à ses revenus domaniaux, consistant dans des cens, des péages, des amendes, des rentes, etc. Le droit de lever des impôts arbitraires ou des tailles sur les villes avait été aliéné dans le XII^e et le XIII^e siècle, soit par le roi, soit par les seigneurs qui avaient accordé aux bourgeois des chartes ou d'indépendance totale ou de privilèges garantissant leur propriété. Il y avait donc une législation protectrice qui empêchait de prendre l'argent où il était réellement, dans les villes. Cependant, les revenus de la couronne ne suffisaient plus au paiement de ses employés et surtout à l'exécution de ses desseins. Les guerres étaient plus étendues; les armées, composées de seigneurs et de milices bourgeoises, étaient de 40,000, 50,000 et jusqu'à 60,000 hommes. Dans les expéditions où l'on pouvait réclamer le service féodal, il fallait, pour tenir les troupes sous les drapeaux après l'expiration du terme légal, leur donner une solde, et dans les autres les payer depuis l'ouverture jusqu'à la fin de la campagne. L'habitude s'était même introduite, pour obtenir de l'empressement et du zèle dans le service, de le rétribuer dans tous les cas, en sorte que l'armée était changée sinon dans sa composition, ce qui ne devait avoir lieu qu'un peu plus tard, du moins dans son principe. Le service, au lieu d'être gratuit et limité, était soldé et durait autant que l'entreprise : c'était le passage d'un régime militaire à un autre.

Le droit de tailler les villes ayant été aliéné, les rois, pour se procurer des ressources dans les cas extraordinaires, atteignirent ceux qui étaient hors de la législation protectrice qu'ils avaient établie eux-mêmes. Ils frappèrent de confiscations répétées les juifs ou les marchands italiens qui faisaient la ban-

que et le commerce des denrées de l'Orient et du Midi. Un autre de leurs expédients fut d'altérer la monnaie, dont ils se considéraient comme les souverains régulateurs. Ils ordonnaient que toute la monnaie fût portée à leurs fabriques, où ils la recevaient à son taux courant, et la frappaient à un taux moindre, gagnant ainsi la différence, ce qui apportait un grand trouble dans les transactions. Philippe le Bel eut recours à tous ces moyens. En outre, il dépensa le riche trésor et une partie des biens des templiers. Il vendit la liberté aux serfs de la couronne. Il affranchit, en 1298, moyennant douze deniers tournois par sesterée de terre les serfs du Languedoc; et ses deux fils Louis le Hutin et Philippe le Long, imitant son exemple en 1316 et en 1318, étendirent cette révolution aux serfs de la langue-d'oïl, ce qui, en moins d'un quart de siècle, donna la liberté personnelle aux paysans des immenses domaines de la couronne qui purent et voulurent l'acheter. Mais c'étaient là des ressources momentanées et irrégulières qui ne pouvaient pas mener loin.

Aussi Philippe le Bel lui-même essaya de procurer à la monarchie des moyens pécuniaires plus stables. Comme le commerce avait acquis du développement, il établit des bureaux de douane sous un maître des ports et passages de France, et soumit les denrées et les marchandises exportées au paiement de 7 deniers pour livre du prix ($1/32$). Il mit aussi un impôt sur le sel. Toutes ces rentrées nouvelles ne lui suffisant pas, il fut obligé de recourir aux diverses classes de l'État pour leur demander des subsides, qu'il eût été dangereux de lever sur elles sans qu'elles les eussent accordés. Il convoqua donc les nobles, les ecclésiastiques et les bourgeois, soit du nord, soit du midi du royaume, en assemblées

publiques, et organisa ainsi les états généraux de France et de Languedoc. Les états généraux décidèrent que les nobles et les ecclésiastiques ayant plus de 100 livres de rente fourniraient au roi un cavalier, et que les roturiers lui fourniraient six sergents à pied par cent feux ou familles. Ces innovations signalèrent le début d'un système d'impôts qui fut complété dans le courant du XIV^e siècle.

A la mort de Philippe le Bel, il y eut une forte réaction non-seulement contre ce régime financier, mais contre la révolution judiciaire de saint Louis, qui depuis plus d'un demi-siècle altérait la constitution intérieure des fiefs. Le surintendant des finances, Enguerrand de Marigny, fut pendu; la monnaie fut frappée à son ancien titre, quelques-uns des impôts nouvellement établis furent révoqués, entre autres celui sur le sel. Les nobles de la Champagne, de la Picardie, de la Normandie, du Languedoc, du comté de Nevers, obtinrent des chartes particulières, qui rétablissaient leurs prérogatives féodales détruites ou annulées par la nouvelle administration. Ces chartes déclaraient que le roi n'avait rien à voir sur leurs seigneuries, si ce n'est pour défaut de justice, et pour appel fait à sa cour et pour les causes de ses bourgeois; elles rétablissaient le droit de suite des seigneurs sur leurs hommes qui se réfugiaient, pour être libres, sur la terre du roi; elles défendaient aux baillis et aux prévôts d'ajourner les hommes des seigneurs hors de leurs fiefs, et de les recevoir bourgeois du roi; elles leur interdisaient en outre d'appliquer les nobles à la question, si ce n'est en cas de meurtre; elles rétablissaient pour eux le combat judiciaire au lieu des enquêtes; elles les dispensaient de servir hors de leur province, si ce n'est aux frais

du roi, et dans leur province, à moins de certains gages; elles permettaient de nouveau les guerres privées, et s'opposaient, excepté en cas de crime, à la saisie des nobles et de leurs forteresses.

C'était une réaction bien marquée de la féodalité inférieure et de son régime contre la nouvelle administration fondée par la couronne, sous saint Louis et Philippe le Bel, comme il y en avait eu une de la féodalité supérieure pendant la minorité de saint Louis, contre les conquêtes faites par la couronne sous Philippe-Auguste et Louis VIII. Mais elle ne devait pas avoir plus de succès et de durée que n'en avait eu l'autre. Ce fut le dernier acte de résistance de la féodalité originaire.

Le développement de la monarchie rencontra alors et ailleurs l'obstacle le plus sérieux qui lui eût encore été opposé. Depuis la conquête de l'Angleterre par Guillaume, duc de Normandie, la partie occidentale et côtière de la France avait été étroitement liée avec cette île. La nature des lieux voulait cependant que l'Angleterre et la France se dégagent l'une de l'autre et formassent des États distincts; que les efforts des rois d'Angleterre se portassent sur la partie de l'île qu'ils ne possédaient pas, plutôt que sur le continent; et que la politique persévérante des rois de France réunît tout le territoire de ce pays. La Normandie, la Bretagne, le Poitou, l'Anjou, la Touraine, le Maine, avaient déjà été enlevés aux rois d'Angleterre, qui ne conservaient plus que la Guyenne et ses vastes dépendances. Mais, dépouillés de la plus grande partie de leurs possessions, ils ne pouvaient pas se maintenir dans celles qu'ils avaient encore, sans faire de grands efforts pour recouvrer celles qu'ils avaient perdues. Il résulta de cette position des rois de France, qui voulaient réunir la Guyenne

à la couronne, et des rois d'Angleterre, qui, avec l'aide de la Guyenne, voulaient reconquérir leurs anciens domaines continentaux, une lutte mémorable qui dura près d'un siècle et demi. Cette lutte mit la monarchie aux abois; mais elle en sortit à la fin avec un territoire plus compacte, et une administration plus fortement constituée.

Philippe le Bel avait commencé contre la monarchie anglo-gasconne cette guerre qui était la suite de celle que Louis VII et Philippe-Auguste avaient entreprise contre la monarchie anglo-normande. Mais obligé de restituer à Édouard I^{er} la Guyenne qui lui avait été enlevée, il avait eu cimenté la paix entre la France et l'Angleterre par le mariage de sa sœur avec Édouard I^{er} et de sa fille avec Édouard II. Malgré cela, l'accord ne pouvait pas être de longue durée entre les deux couronnes. La querelle éclata de nouveau en 1339, et elle eut deux grandes périodes bien distinctes jusqu'à l'expulsion définitive des Anglais du continent. La première période s'étendit depuis 1339 jusqu'en 1377; la seconde depuis 1415 jusqu'en 1453. La situation respective des territoires fut, comme je viens de le dire, la cause véritable de la guerre. Mais aux projets d'agrandissement que cette situation suscita de part et d'autre se joignit une prétention dynastique qui dut son origine à l'un des mariages mêmes contractés récemment pour rétablir la paix entre les deux pays.

Édouard III revendiqua en effet la couronne de France comme petit-fils de Philippe le Bel, par sa mère Isabelle. Philippe de Valois ne descendait que de Philippe le Hardi et paraissait plus éloigné de la couronne d'un degré. Mais il en descendait par les mâles, et l'on avait décidé au commencement du siècle que la couronne devait être dévolue de mâle en mâle

par ordre de primogéniture. Cette question, qui était fondamentale pour la monarchie, s'était présentée pour la première fois en 1317, à la mort de Louis X. Ce prince n'avait laissé qu'une fille. Jusque-là les mâles n'avaient jamais manqué en ligne directe, et la dynastie avait été assez heureuse, pendant les trois premiers siècles de son existence, pour voir s'établir l'habitude nationale de l'hérédité masculine : il faut attribuer à cette longue habitude l'éloignement à la fois instinctif et prévoyant que l'on éprouva au XIV^e siècle pour la succession des femmes à la couronne de France. Les légistes, qui avaient acquis une grande autorité, se prononcèrent en faveur des collatéraux mâles contre les femmes héritières plus directes. Ne pouvant pas appuyer leur décision sur le droit féodal, qui permettait aux femmes de posséder les fiefs et qui les avait fait monter sur le trône d'Angleterre, ils recoururent à un article de la loi des Francs saliens qui donnait aux mâles la terre salique, au partage de laquelle les femmes n'étaient point admises. Quoique cette loi fût étrangère à la matière et eût cessé d'exister avec les Francs saliens et les lois personnelles des peuples barbares, ils l'appliquèrent à la succession de la couronne. Cette décision fut soutenue par les démarches énergiques de Philippe le Long. Malgré l'opposition de son frère Charles, comte de la Marche, et de son oncle Philippe, comte de Valois, tous deux contraires alors aux droits des mâles collatéraux, dont ils profitèrent plus tard, puisqu'ils devinrent rois l'un et l'autre, Philippe le Long se fit sacrer dans Reims, où il parut presque seul, et reconnaître dans les états généraux, presque déserts. Le fait décida la question, et l'intérêt politique l'emporta sur le droit civil, qui, dans la

plupart des États, avait étendu à la transmission extraordinaire des trônes le système par lequel était régie la transmission ordinaire des propriétés. Il fut convenu que la couronne appartenait, en vertu de cette nouvelle application de la loi salique, aux héritiers mâles d'après le degré de leur parenté.

Après que l'exclusion des femmes au nom de la loi salique eut été décidée, on n'eut pas de peine à exclure les descendants mâles des femmes, qui ne pouvaient pas avoir plus de droit que celles dont ils descendaient. Cette seconde question se présenta à la mort de Charles IV, le dernier des trois fils de Philippe le Bel. Il n'y avait de descendant mâle de ce prince qu'Édouard III, moins éloigné d'un degré de la couronne que Philippe de Valois, qui descendait de Philippe le Hardi, par Charles de Valois, frère de Philippe le Bel. Mais ce dernier monta sur le trône parce qu'il provenait des mâles. On décida alors que ce n'était point le degré ni la qualité de mâle, mais la descendance directe des mâles combinée avec le degré qui rendait apte à régner. La couronne fut dévolue de mâle en mâle par ordre de primogéniture; ce qui devint une maxime fondamentale de l'État, et le mit à l'abri de guerres dynastiques qui avaient été et qui continuèrent à être très-fréquentes dans d'autres pays.

La guerre ayant donc éclaté en 1339 entre les deux monarchies, d'abord à cause du contact des territoires et subsidiairement à cause des prétentions réciproques au même héritage royal, Édouard III prit le titre de roi de France. Cette guerre, qui eut lieu pendant plusieurs années sur la frontière de la Flandre, sur celle de la Guyenne et en Bre-

tagne, obligea Philippe de Valois à établir la gabelle. Les états généraux lui accordèrent, tant que la guerre durerait, sur la vente des boissons et sur le sel, un droit en vertu duquel le roi attribua à la couronne le monopole de cette dernière denrée et créa l'administration des gabelles. Mais cet argent ne lui suffit pas, et il altéra les monnaies, dont Philippe le Long avait donné aussi le monopole à la couronne, en rachetant le droit de monnayage qu'avaient les barons, et en faisant prendre leurs coins par ses baillis. Il confisqua également 50,000 florins à son trésorier des Essarts, et 400,000 aux banquiers italiens, qui les lui avaient avancés. Voilà à quoi la royauté était encore réduite, faute d'impôts suffisants et réguliers. Comme elle manquait d'argent, elle eut des armées levées à la hâte, mal disciplinées, qui ne tinrent pas devant les troupes mieux organisées de l'Angleterre. Édouard III gagna, en 1346, contre Philippe de Valois, la bataille de Crécy, à la suite de laquelle il prit Calais, et son fils, le prince de Galles, gagna, dix ans après, celle de Poitiers contre le roi Jean, qui y fut fait prisonnier.

Ce désastre et la captivité du roi Jean furent le signal d'une insurrection générale contre l'administration monarchique. Pendant le long travail de la composition de la France, la force formatrice consistant dans l'autorité royale, et l'exercice de l'autorité royale dépendant de celui qui en était investi, si le roi était majeur, il y avait progrès du système monarchique; s'il était mineur, captif ou fou, accidents dont l'un devait être fréquent dans une monarchie héréditaire, et dont les autres étaient possibles, il y avait réaction contre ce système. Ce double phénomène s'est constamment reproduit, et sa répétition a été une loi de cette monarchie. La dé-

faite de Poitiers et la captivité du roi Jean, ayant fait tomber la royauté dans un grand état de faiblesse, l'ordre administratif et les impôts qu'elle avait établis depuis le commencement du siècle devinrent l'objet d'un déchainement universel. Sous la minorité de saint Louis, la royauté avait été attaquée par la noblesse territoriale réagissant contre les conquêtes de Philippe-Auguste et de Louis VIII; sous Louis le Hutin, elle avait été contrainte à des rétrocessions par la féodalité politique réagissant contre les institutions judiciaires de saint Louis et de Philippe le Bel. Cette fois la contestation porta, non sur l'accroissement du territoire et sur l'organisation de la justice, mais sur l'impôt et sa perception, et elle fut soutenue moins par la noblesse que par le tiers état. Le soulèvement eut lieu surtout de la part des bourgeois contre l'administration royale dans les états républicains de 1356, les villes étant devenues assez puissantes pour se mesurer à leur tour avec la monarchie.

Pour bien comprendre cette réaction, il faut connaître l'état de la classe urbaine et celui du commerce auquel elle devait en grande partie son développement et sa liberté. Le commerce a été le principal fondateur des municipalités républicaines du moyen âge dans le midi, au centre et dans le nord du continent. Rétabli d'abord sur le littoral de la Méditerranée, il présida à l'émancipation des villes qui y étaient assises. Les denrées de l'Inde, qui arrivaient en Europe par les comptoirs grecs de l'Égypte avant l'invasion des Arabes et par Constantinople, n'y furent plus apportées depuis que de cette dernière ville. Les marchands d'Amalfi au VII^e siècle, de Venise au VIII^e, de Pise et de Gênes au IX^e, allèrent les chercher à Constantinople, pour les vendre aux Occidentaux. Leurs villes agrandies

par le commerce formèrent les premières républiques du moyen âge. Au IX^e siècle, les califes, ayant de nouveau ouvert la route de l'Égypte, les navigateurs méridionaux affluèrent à Alexandrie, qui devint avec Constantinople l'entrepôt des marchandises de l'Orient. Cela dura jusqu'aux croisades. A cette époque, les Européens s'étant emparés des côtes de la Syrie, le commerce de l'Orient s'agrandit, et les Italiens ne le firent pas seuls. Les Provençaux, les Languedociens, les Catalans y prirent part, et les villes qui s'élevaient dans le golfe de Lyon, s'érigèrent aussi en républiques marchandes. Marseille, Arles, Saint-Gilles, Montpellier, Narbonne, Barcelone imitèrent les cités commerçantes de l'Italie qui, les ayant devancées dans le commerce, les avaient précédées dans la nouvelle liberté. Le mouvement commercial ne va jamais seul. Il provoque par l'offre des denrées étrangères une production plus grande des denrées indigènes, afin de pouvoir opérer l'échange et un surcroît de travail sur les matières, soit indigènes, soit étrangères, pour les mettre plus à portée de la consommation. En un mot, en donnant le désir de satisfaire des besoins nouveaux, il en fait trouver les moyens. Aussi des villes agricoles se développèrent et des villes manufacturières se formèrent à côté des villes commerçantes. L'augmentation de la culture, l'accroissement des métiers, rendirent la population plus considérable et plus riche, et élevèrent au rang de républiques, forme de gouvernement de la société urbaine, des villes qui étaient des seigneuries.

Ce grand mouvement commercial eut lieu d'abord dans la Méditerranée, et développa la civilisation des pays qui

bordaient cette mer. Ce fut lui qui rendit si précoc et si brillante la prospérité de l'Italie et du Languedoc. Le reste du continent participait, quoique d'une manière bien faible encore, aux bienfaits de ce commerce. Les marchandises de l'Asie et du midi de l'Europe étaient portées des côtes méridionales de France dans l'intérieur du pays; de Gènes à Bruges pour la Flandre et le Nord; et de Venise à Augsbourg pour l'Allemagne. Mais hientôt il s'opéra une sorte de révolution maritime qui étendit singulièrement le commerce, et qui lia l'Océan à la Méditerranée et le Nord au Midi. Cette révolution fut le passage du détroit de Gibraltar par les navigateurs de la Méditerranée, passage qui devint régulier vers la fin du XIII^e siècle, et qui ajouta la route de mer aux routes de terre, si défectueuses et si longues. La Flandre fut le point de débarquement des navigateurs de la Méditerranée, et Bruges devint leur principal entrepôt. Les villes des côtes de la Baltique, qui s'adonnaient à la pêche du hareng, portèrent en Flandre le poisson salé des mers du Nord et toutes les denrées de l'extrémité septentrionale du continent, les bois, les goudrons, le chanvre, les pelleteries, etc. Elles reçurent en retour les denrées de l'Asie et du midi de l'Europe. L'échange de toutes les marchandises du monde se fit alors en Flandre où furent apportés les épiceries de l'Inde, les soies, les aluns, les verreries, les fruits de l'Italie, les laines de l'Angleterre et de l'Espagne, les vins, le pastel, les fruits secs, le lin, le sel de la France, les fers de l'Allemagne, les pelleteries, les poissons secs, les goudrons, le chanvre de l'Europe septentrionale. Non-seulement le trafic de ces diverses marchandises s'opéra en Flandre, mais ce fut dans le même pays qu'elles furent manufacturées, en sorte que les Flamands reçurent

les matières brutes et les rendirent transformées par leur propre travail. Les villes s'élevèrent et s'agrandirent par enchantement. Les manufactures de draps, de toiles, de dentelles, de quincaillerie, se formèrent dans toutes les villes de l'intérieur qui communiquaient avec la côte par les rivières sur lesquelles elles étaient situées, ou par des canaux. La Flandre et les provinces qui reçurent plus tard le nom de *Pays-Bas*, devinrent, à cause de cette situation merveilleuse qui les rendit le grand marché du Nord et du Midi, la contrée la plus peuplée et la plus riche de l'Europe. Les villes s'y pressaient, et il y en avait plusieurs qui, comme Bruges, Gand, Liège, pouvaient mettre en campagne plus de vingt mille hommes armés. Aussi, dès le commencement du XIV^e siècle, Philippe le Bel, qui s'était momentanément emparé de la riche province de Flandre, ayant fait son entrée dans Bruges avec la reine sa femme, celle-ci, surprise du riche costume des bourgeoises de la ville, s'écria avec dépit : *Qu'est ceci ? Je pensais être seule reine et j'en trouve ici par cent*. Les Pays-Bas qui ne contenaient que douze villes et quelques camps sous les Romains, et qui étaient presque couverts de forêts sur la totalité de leur surface, durent à la civilisation ecclésiastique d'abord, et à la civilisation commerciale ensuite, c'est-à-dire, aux moines qui défrichèrent le pays, et aux bourgeois qui accrurent sa prospérité par leur industrie, de posséder dans le XV^e siècle trois cent cinquante-huit villes, parmi lesquelles il y en avait deux cent huit de murées, six mille trois cents villages à clocher, outre les villages moindres et les hameaux.

La plupart de ces villes formaient de véritables républiques. Celles des bords de la mer d'Allemagne et de la Balti-

que s'étaient aussi constituées démocratiquement à mesure qu'elles étaient entrées dans la révolution commerciale qui, au nord comme au midi, avait affranchi les villes de la domination seigneuriale et leur avait permis de se donner une organisation indépendante. Soixante-dix-sept de ces républiques se confédérèrent vers le milieu du XIV^e siècle sous le nom de ligue hanséatique. Cette ligue, qui se rendit maîtresse du détroit du Sund, eut un gouvernement, des flottes, un trésor, produisit des contributions levées sur les villes confédérées, et put lutter avec les plus puissants souverains. Elle fut divisée en quatre quartiers : le quartier vandale, renfermant les villes situées le long de la Baltique, ayant Lubeck à sa tête; le quartier du Rhin, dont Cologne était le chef-lieu; le quartier de la côte d'Allemagne, dirigé par Brunswick; et le quartier des villes de Livonie, qui l'était par Dantzick. La ligue avait quatre grands comptoirs établis à Bergen en Norwége, à Novogorod en Russie, à Bruges et à Londres. Elle comptait, outre les soixante-quatre villes qui composaient la ligue, quarante-quatre villes confédérées et vingt villes alliées en France, en Angleterre, en Flandre, en Espagne et en Italie, indépendamment des villes sujettes.

Tel était le mouvement républicain que l'extension du commerce du sud au nord avait développé dans la partie septentrionale du continent au XIV^e siècle. Pendant la même époque, l'indépendance des villes du midi de l'Europe était compromise ou détruite. Elles succombaient sous une puissance politique et militaire plus forte qui présidait à la formation des États. Au XII^e siècle, les villes du Midi avaient surpris cette puissance dans un grand état de débilité, et elles

s'étaient affranchies, comme cela arrivait au XIV^e siècle dans le Nord qui, étant plus récemment organisé, éprouvait plus tard les mêmes révolutions, et où les villes devaient être contraintes plus tard aussi par la puissance publique à rentrer dans l'État. En Italie, la plupart des villes tombèrent dans la dépendance au XIV^e siècle. Celles du royaume de Naples furent assujetties par les rois de ce pays, celles de la haute Italie, par les Visconti, les Carrara, les marquis d'Este ou les Vénitiens, celles du centre par les Florentins.

En France, la même révolution s'était encore plus complètement opérée, parce que la puissance royale y était plus forte. Presque toutes les villes, qui formaient des républiques lorsqu'elles étaient enclavées dans des souverainetés féodales, avaient perdu de leur indépendance au moment où l'agrandissement de la couronne les avait enveloppées dans le territoire royal. Elles avaient conservé des maires électifs au nord et des consuls au midi, mais la souveraineté leur avait été enlevée en ce qui touchait la justice et les armes. Elles avaient reçu dans leur sein des prévôts du roi dont l'administration souveraine s'était établie à côté de l'administration locale de leurs officiers municipaux. Le bailli avait été chargé de nommer un capitaine général pour le bailliage et un capitaine particulier pour chaque ville de son ressort. C'était entre les mains de ce dernier que les armes des bourgeois devaient être déposées pour leur être données en cas de besoin. Jugées par les baillis, surveillées par les prévôts, commandées par les capitaines royaux, elles avaient été soumises, depuis le commencement du siècle, à de nouveaux subsides qu'elles avaient, il est vrai, accordés elles-mêmes par leurs députés dans les états généraux. Elles étaient ainsi ren-

trées dans l'État par l'administration de la justice, le service militaire, la contribution à l'impôt, et par leur dépendance sur tous ces points des officiers royaux. Il n'y avait, à proprement parler, plus de républiques en France comme il y en avait eu dans le XII^e et le XIII^e siècle; il n'y avait plus que des villes s'administrant dans leur intérieur, ayant des officiers locaux, et devenues plus populeuses et plus riches.

Au sud de la France, le comte d'Anjou, monté sur le trône comtal de Provence, avait détruit les privilèges des républiques de Marseille, d'Arles, etc., après une longue guerre dans laquelle elles avaient été vaincues, et qui avait marqué le commencement de leur décadence. L'expédition contre les Albigeois et la conquête du Languedoc par les Français avaient fait dépérir les villes de ce pays, qui, depuis lors, n'avaient pas pu soutenir plus que celles de Provence la concurrence commerciale avec les villes d'Italie et de Catalogne. Les villes de l'intérieur et du nord avaient seules prospéré à cause du voisinage de la Flandre. Paris, qui était une ville de formation royale, s'agrandissait à mesure que la couronne étendait sa domination sur le territoire. Sa population, croissant avec la puissance de la monarchie, s'était répandue de l'île de la Seine, où elle était concentrée au commencement de la troisième race, sur les deux rives de ce fleuve, et avait acquis une administration particulière sous le prévôt des marchands, dont l'importance s'était accrue dans le XIV^e siècle, car jusque-là c'était le prévôt royal de Paris qui y avait exercé toute l'autorité. Excitées par l'exemple des villes flamandes, mécontentes des impôts nouvellement établis et qui pesaient sur le commerce et sur la consommation, les villes, ayant Paris à leur tête, se servirent contre l'administration de la couronne, et

comme moyen d'indépendance, des états généraux auxquels la couronne avait en recours pour les soumettre à de nouveaux impôts. Elles n'agirent plus, ainsi qu'elles l'avaient fait au XII^e siècle, en républiques isolées, mais en classe bourgeoise forte de son ensemble, de son nombre et de sa richesse.

Les états généraux de 1355, assemblés à Paris en 1356, après la bataille de Poitiers et pendant la captivité du roi Jean, furent entièrement démocratiques. Jusque-là, les états n'avaient pris aucune part au gouvernement du royaume. Convoqués sans aucune régularité par la couronne, lorsque le besoin d'argent rendait urgente la concession d'un subside momentané qui se changeait bientôt en impôt fixe, ils accordaient au roi ce qu'il demandait, et leur assemblée était ensuite dissoute. Ils se souciaient peu d'être réunis, parce qu'ils ne l'étaient jamais que pour donner de l'argent. Cette fois, surprenant la royauté dans un de ses grands moments de faiblesse, les états attaquèrent hardiment l'ordre de choses qu'elle avait nouvellement établi. Ils s'attribuèrent non-seulement le vote de l'impôt, mais sa perception et le jugement de tous les débats qu'elle ferait naître. Ainsi ils accordèrent une *aide* pour la formation d'une armée de 30,000 hommes d'armes, mais ils nommèrent des *élus* pour les provinces et des commissaires *généraux* pour le royaume, chargés de la levée de cet impôt, de la surveillance de son emploi, et de la décision de tous les procès qu'il ferait naître. Ils s'emparèrent aussi de l'administration de la justice en matière d'impôt. Mais ils ne se bornèrent point là, ils obtinrent la destitution et l'emprisonnement de vingt-deux des principaux officiers de la couronne, et ils envoyèrent des commissaires dans les provinces pour y poursuivre aussi les divers agents

de la royauté. Voulant assurer leur pouvoir par leur permanence, ils s'ajournèrent à des époques fixes et périodiques. Il est à remarquer que, dans cette réaction, le gouvernement isolé des diverses classes de l'État se trouvait déjà tellement ruiné, qu'aucune d'elles ne songea à le rétablir, et qu'elles attaquèrent la couronne non plus en lui opposant le régime des fiefs ou des municipalités, mais en employant contre elle l'instrument même des états généraux et en exerçant l'administration financière. Cela indique un grand progrès, et prouve que l'opposition à l'ordre monarchique, qui avait été particulière ou locale jusqu'à la fin du XIII^e siècle, avait pris un caractère plus général au XIV^e, c'est-à-dire que le pays était devenu plus homogène à mesure que son gouvernement s'était plus concentré.

La domination des états ne pouvait guère durer. Le dauphin Charles, que son père avait nommé son lieutenant général et qu'il investit ensuite de la régence, avait été obligé de quitter Paris. Les trois ordres de l'État, qui s'entendirent d'abord contre l'administration royale, restaient encore trop profondément séparés par leur organisation, leurs mœurs, leurs intérêts, pour ne pas se diviser bientôt entre eux. C'est ce qu'ils firent. L'ordre des bourgeois, dirigé par le prévôt des marchands, Étienne Marcel, continua seul l'insurrection, et les paysans se soulevèrent pendant ce temps contre la noblesse par la *Jacquerie*. Les Anglais ravageaient impunément le royaume, et venaient jusqu'aux portes de Paris. Le pouvoir royal, qui était le pouvoir régulateur et défensif, étant suspendu, les classes, qui n'avaient encore que lui pour lien, étaient déchaînées les unes contre les autres, et l'État, qui n'avait que lui pour défenseur comme pour formateur, était en proie à

l'ennemi étranger. Aussi les divers ordres du royaume, sentant, après cette épreuve, l'impuissance dans laquelle ils étaient de gouverner et de s'entendre, vinrent se ranger successivement sous la bannière royale. La noblesse et le clergé commencèrent et aidèrent le dauphin à vaincre la Jacquerie. La bourgeoisie elle-même se défit de son chef Marcel, au moment où il allait livrer Paris aux Anglais, et rappela le dauphin dans la capitale du royaume.

Ce prince, qui a obtenu le surnom de Sage, constitua plus fortement l'ordre monarchique à l'issue de cette crise. Il rétablit les anciens impôts avec le consentement des états royalistes assemblés à Compiègne, en 1359, et par simple ordonnance en 1360. Il rendit invariable le prix de la monnaie, il fixa l'impôt de la gabelle au 5^e sur le sel, celui des aides à douze deniers par livre de marchandise, et au 13^e sur les vins et les boissons. Il y ajouta, neuf ans après, une taille ou *fouage* de 4 fr. d'or pour chaque feu des bonnes villes, et 1 fr. et demi pour chaque feu du plat pays. Cet impôt fut personnel et étendit le système. L'administration du domaine royal fut régularisée. En 1320, Philippe le Long avait déjà ôté aux baillis la recette domaniale dans laquelle était entré, en 1318, l'affermement des greffes, des notariats, des tabellionages, et il avait nommé dans chaque bailliage un receveur, ce qui avait divisé les fonctions. Charles V créa, en 1378, trois trésoriers du domaine et quatre conseillers, qui formèrent la chambre du trésor, parce qu'il y avait une justice particulière organisée pour chaque administration. Il conserva les *élus* et les *généraux* des aides qui ne furent plus des députés du peuple, mais des officiers royaux, auxquels il donna des gages ainsi qu'aux grè-

netiers et aux contrôleurs des gabelles, aux trésoriers et aux receveurs du domaine, aux receveurs et aux sergents des tailles. Cette administration que nous verrons ébranlée un moment sous la minorité de Charles VI, et complétée sous Charles VII, lorsque les guerres anglaises furent entièrement terminées et que l'ordre monarchique fut définitivement constitué, cette administration peut être considérée comme presque fixée sous Charles V. La couronne avait travaillé à la fonder depuis le commencement de ce siècle.

Les subsides établis par Charles V avaient surtout pour origine la guerre. Ils servirent d'abord à combattre les Anglais; ensuite à payer la rançon du roi Jean, qui monta à trois millions d'écus, outre la cession de la Guyenne, du pays de Tarbes, de l'Agénois, du Quercy, du Rouergue, du Périgord, du Limousin, de l'Angoumois, de la Saintonge, du Poitou, du Ponthieu, de Calais, du comté de Guines et de beaucoup de seigneuries qu'obtinrent les Anglais par le traité de Brétigny; enfin, à reprendre sur eux les provinces qui leur avaient été accordées. Ce prince habile ayant en effet recommencé la guerre en 1367, leur enleva presque toutes les provinces qu'ils avaient récemment exigées. Il fit, surtout à l'aide de du Guesclin, la conquête du Ponthieu, du Rouergue, du Quercy, du Limousin, du Poitou, de l'Angoumois, de la Saintonge, de la Bretagne, et d'une partie de la Guyenne. Il répara ainsi, après le rétablissement de la royauté, tous les désastres territoriaux et politiques qu'elle avait essuyés pendant sa suspension. Il parvint à envoyer en Espagne et en Italie une partie des bandes qui devaient leur formation à la guerre, et qui vivaient à discrétion dans le pays. Il disciplina le reste, et par l'ordonnance de Vincennes, en 1373, il créa des *compagnies*

d'ordonnance ou de gendarmerie qui subsistèrent sous son règne et qui furent le noyau d'une armée permanente. De cette manière il commença l'établissement du nouveau système militaire de la couronne.

Mais le règne de son fils, Charles VI, remit tout en question, et fit ajourner la consolidation et l'achèvement de cet ordre de choses jusqu'au règne de son petit-fils Charles VII. Jamais la royauté ne fut frappée d'une suspension plus déplorable que sous Charles VI, qui monta au trône mineur, et qui l'occupa ensuite pendant vingt-huit ans en état de démence. A son avènement, les impôts établis depuis Philippe le Bel furent abolis. Comme ils avaient été créés pour faire face à des besoins réels et croissants, il fallut bien y revenir; mais l'essai de leur rétablissement amena dans Paris l'insurrection connue sous le nom de *Maillotins*, à cause des maillets que le peuple dans sa fureur alla prendre à l'hôtel de ville pour marcher contre les fermiers des impôts. Ces impôts restèrent abolis jusqu'à la fin de 1382. A cette époque, Charles VI, ayant battu à Roosebeke les Flamands qui s'étaient insurgés contre leur comte, traita en maître victorieux et irrité les Parisiens, qui avaient fait secrètement cause commune avec eux, et qui attendaient l'issue de cette campagne pour se déclarer contre le roi, si elle lui avait été défavorable. Il entra dans Paris à la tête de ses troupes, désarma les bourgeois, leur enleva les chaînes de leurs rues, punit de mort plusieurs de leurs chefs, leur imposa une dure contribution, et rétablit de sa pleine puissance les impôts indirects, qui subsistèrent sans contestation depuis ce dernier acte de résistance.

Mais à peine sorti de l'état de minorité, Charles VI tomba en état de démence (1392). L'autorité royale fut de nouveau

paralysée, et la France replongée dans le désordre et la guerre civile. Le caractère nouveau de cette guerre est digne de fixer l'attention. Elle ne fut plus entreprise par les seigneurs territoriaux revendiquant l'indépendance et la législation des fiefs; ils avaient été vaincus à plusieurs reprises dans le XIII^e siècle par la couronne qui avait conquis une grande partie du territoire féodal, institué un nouvel ordre judiciaire, et créé une nouvelle forme de gouvernement provincial. Elle ne fut pas entreprise non plus par les bourgeois s'opposant aux établissements financiers de la monarchie: ils avaient été vaincus par Charles V après la vaine tentative des états de 1356 et l'insurrection presque générale des villes et des campagnes; par Charles VI, après la tentative plus vaine encore des états de 1380 et le soulèvement des Maillotins. L'administration financière avait décidément prévalu dans ce siècle contre la bourgeoisie qui avait à en supporter le fardeau, comme l'administration judiciaire et provinciale avait triomphé dans le siècle précédent de la noblesse territoriale dont elle avait ruiné l'indépendance. Par qui donc cette guerre fut-elle suscitée, et quels étaient les éléments de discorde qui restaient de la France féodale, ou qui avaient été introduits dans la France monarchique? Le voici :

La couronne n'avait pas gardé toutes les provinces qu'elle avait acquises par la conquête, par des donations, par des achats, ou par héritage. Au lieu d'être distribuées en sénéchaussées ou en bailliages, plusieurs de ces provinces étaient redevenues des fiefs par les apanages.

Depuis les grandes conquêtes exécutées par Philippe-Auguste et par Louis VIII, que Louis IX avait consolidées et étendues, la monarchie n'avait pas cessé de s'agrandir. Sous

Philippe le Bel, elle avait acquis la Marche, le Périgord, la Champagne, la Brie et le Lyonnais; sous Philippe le Long, le comté de Poitiers précédemment donné en apanage à ce prince; sous Charles le Bel, le comté de la Marche qui avait aussi été aliéné en sa faveur comme apanage; sous Philippe de Valois, le comté de Valois qui formait l'apanage de sa branche, les comtés d'Anjou et du Maine qui lui avaient été cédés par le comte de Provence, roi de Naples, à la paix de Tarascon, en dédommagement de ses droits sur l'Aragon; le Dauphiné, que Humbert IV avait réuni en 1348 à la France, à condition qu'il conserverait tous ses privilèges, et que le fils aîné du roi, jusque-là appelé duc de Normandie, en serait le souverain et en porterait le nom; et la seigneurie de Montpellier, qu'il avait achetée la même année 200,000 écus d'or, de dou Jayme d'Aragon, qui en était propriétaire. Sous le roi Jean, enfin, la couronne était rentrée en possession du duché de Bourgogne, par l'extinction de la maison du Rouvre tirant son origine de la dynastie capétienne.

Ainsi la monarchie avait continué ses accroissements, soit par de nouvelles acquisitions, soit par le retour à la couronne de beaucoup de provinces apanagées. L'attraction territoriale qui joint toujours les petites masses aux grandes, exerçait de plus en plus son action, et la mort corrigeait par l'extinction des branches, la politique imparfaite des apanages. Cette politique, qui amena de grands troubles dans l'État et une des plus redoutables crises par lesquelles ait passé l'ancienne monarchie, eut cependant ses avantages. J'ai dit qu'elle rapprocha les pays, et qu'elle fut pour beaucoup d'entre eux, dont l'incorporation immédiate à la couronne était trop difficile, le premier acte de la conquête monarchi-

que et la première introduction de la dynastie sur leur territoire. Mais outre cet avantage elle en eut un autre considérable. Elle permit de poursuivre sans discontinuation le grand travail de la formation de la France, en perpétuant la dynastie qui l'avait entrepris, et qui se serait plusieurs fois éteinte, si elle n'avait pas trouvé un moyen de se renouveler dans les branches apanagées. Ce renouvellement a eu lieu quatre fois : lorsque la branche des Valois a remplacé la ligne directe éteinte en la personne de Charles le Bel; lorsque la branche des Valois, finie à Charles VIII, a été remplacée par la branche des Valois-Orléans à l'avènement de Louis XII, et par un autre rameau de cette branche à l'avènement de François I^{er}; enfin, lorsque la famille de François I^{er}, anéantie dans son dernier petit-fils Henri III, a trouvé, pour la continuer, la branche des Bourbons qui était détachée du tronc royal depuis saint Louis.

A cette époque, toutes les familles apanagées ayant formé des dynasties provinciales, étaient venues, chacune à son tour, s'éteindre sur le trône, et il ne restait plus aucun autre descendant de la maison de Hugues Capet, qui, soit avant, soit après saint Louis, avait couvert le territoire de ses rejetons. Trois dynasties bourguignonnes, deux dynasties poitevines, trois dynasties angevines, deux dynasties provençales, une dynastie bretonne, une dynastie languedocienne, et plusieurs dynasties d'Artois, de Dreux, de la Marche, du Berry, toutes sorties de cette maison féconde, avaient disparu, ainsi que la dynastie mère, qui fut alors continuée par son dernier rejeton. On conçoit facilement dès lors que, sans les apanages, la dynastie ne se serait pas perpétuée pendant sept cents ans, et que sans la dynastie l'organisation de la France et de la

monarchie aurait été différente. C'est la fixité de la dynastie qui a mis tant de suite dans son action, et qui a amené une des choses les plus grandes qui se soient vues, la formation d'un pays poursuivie et exécutée pendant six siècles, sans interruption, dans ses progrès.

Mais si la monarchie profita, sous un rapport, de l'établissement des apanages, elle en souffrit extrêmement de l'autre. Le roi Jean qui, par la défaite de Poitiers, l'exposa à un si terrible ébranlement, lui prépara des troubles futurs en créant une nouvelle série d'apanagistes. Il avait quatre fils, et il aliéna en faveur des trois derniers plusieurs provinces anciennement réunies ou nouvellement retournées à la couronne. Il donna au second, Louis, l'Anjou et le Maine; au troisième, Jean, le Berry; au quatrième, Philippe surnommé le Hardi, la Bourgogne. Louis et Philippe furent les tiges des deux dernières maisons d'Anjou et de Bourgogne. Les nouveaux princes apanagés, joints aux ducs de Bourbon, de Bretagne, aux comtes d'Artois, d'Évreux, qui descendaient aussi de la dynastie capétienne, et renforcés par le duc d'Orléans, second fils de Charles V, augmentèrent singulièrement le nombre des souverains territoriaux issus de la famille royale. Comme ils étaient parents du roi, et que l'administration de l'État valait alors la peine d'être exercée, ils se la disputèrent pendant sa courte minorité et sa longue démence. Cette ambition d'exploiter la France au moyen de la nouvelle administration, donna naissance aux guerres civiles des Armagnacs et des Bourguignons. Le duc d'Orléans et le duc de Bourgogne qui furent les deux principaux compétiteurs de l'autorité, devinrent les chefs des deux factions des princes du sang, de la noblesse et du peuple, qui se rangèrent sous leur bannière.

Cette guerre civile ne fut donc point une résistance à l'administration royale, elle fut une dispute pour son exploitation. Elle fut entreprise, non par la noblesse féodale, ou par la bourgeoisie indépendante, mais par les membres de la famille royale. Tel fut le caractère principal de cette période de sanglantes discordes. Les deux partis et leurs chefs recherchèrent également la possession de l'autorité et la direction des affaires sous le nom du roi, frappé de folie. Ils s'adressèrent alternativement aux Anglais, quand ils étaient les plus faibles. Il est cependant à remarquer que le parti d'Orléans, auquel, après la mort de ce prince, le connétable d'Armagnac donna son propre nom, et qui devint, après le meurtre du connétable, le parti du dauphin, pencha beaucoup plus pour le maintien de la monarchie, de sa force et de ses principes; tandis que le parti bourguignon rallia à lui les débris de la féodalité vaincue, de la bourgeoisie assujettie, dénatura la monarchie dont il remit en question le territoire, les établissements et les maximes.

La querelle fut jusqu'en 1415 une querelle intérieure et sanglante pour obtenir ou garder l'administration du royaume, entre les deux partis, dont l'un représentait un peu plus le nouveau système social, et l'autre un peu plus l'ancien. Elle se compliqua à cette époque. Les Anglais, depuis la mort d'Édouard III en 1377, jusqu'à l'avènement de Henri V, en 1414, avaient été en proie à des dissensions intestines. On aurait même pu leur enlever ce qu'ils occupaient encore en France, si la minorité et la folie de Charles VI n'avaient pas interrompu l'habile dépossession entreprise par Charles V. Mais en 1415, ils eurent à leur tête un roi jeune, vigoureux et entreprenant. Henri V redemanda les provinces cédées à

l'Angleterre par le traité de Brétigny, et, sur le refus qu'il essuya, il déclara la guerre à la France. Il gagna la bataille d'Azincourt, aussi meurtrière que la bataille de Poitiers, et qui fut suivie de conséquences plus désastreuses encore. Le penchant des deux partis qui divisaient l'État, se montra alors plus clairement. Le duc de Bourgogne, le duc de Bretagne, et les bourgeois de Paris, se prononcèrent pour Henri V, qui, par le traité de Troyes, fut reconnu le successeur de Charles VI, dont il épousa la fille Catherine. La guerre prit dès ce moment un nouveau caractère. Après s'être violemment disputé l'administration, on contesta tout le système monarchique. Les établissements de la couronne furent détruits, l'ordre de succession fut violé, et le territoire, dont elle avait péniblement réuni les parties, tomba de nouveau en pièces. Tout cela ne dura qu'un moment, pendant lequel les restes du moyen âge, groupés autour du dernier représentant de l'ancienne féodalité, triomphèrent des lents travaux de plusieurs siècles.

La guerre fut d'abord favorable au parti anglo-féodal, et Henri V régna plusieurs années dans Paris après la mort de Charles VI. Mais il descendit lui-même au tombeau avant d'avoir pu consolider sa conquête et son usurpation. Il n'avait même pas pu entamer les pays d'outre-Loire, qui étaient restés fidèles au dauphin. Il laissa un fils mineur; et bientôt la haine qu'une domination étrangère inspira à la noblesse; la crainte que donna l'accroissement démesuré de la puissance anglaise au duc de Bretagne et à tous ceux qui s'étaient déclarés contre la monarchie par esprit d'indépendance; l'adoucissement que le temps apporta aux ressentiments du duc de Bourgogne, ennemi du dauphin à cause du meurtre de son

père Jean sans Peur, tué sur le pont de Montereau ; le malaise que causaient au peuple la continuation des troubles et les dévastations de la guerre, malaise plus grand que celui qui pouvait provenir des exactions monarchiques, ramenèrent successivement tous les partisans des Anglais sous la bannière de Charles VII. Les troupes de ce prince s'étaient d'ailleurs mieux organisées pendant cette longue guerre, et elles ne craignaient plus la rencontre de leurs anciens et constants vainqueurs, dont la supériorité avait été due, pendant un siècle, non à plus de bravoure, mais à un meilleur ordre militaire. A dater de 1429, levée du siège d'Orléans, Charles VII marcha de victoire en victoire. Il se fit sacrer à Reims, conquît la plus grande partie du pays qu'occupaient les Anglais au nord de la Loire, détacha de leur cause le duc de Bourgogne en 1435 par le traité d'Arras, entra dans Paris en 1436, organisa le royaume et l'armée, s'empara en 1449 de la Normandie, et en 1450 de la Guyenne qu'il enleva aux Anglais, dont l'expulsion du continent fut définitive en 1453.

Charles VII joua dans la seconde période des guerres anglaises, le même rôle qu'avait joué Charles V dans la première. Charles V, par sa prudence et les victoires de ses lieutenants, avait annulé les effets de la défaite de Poitiers et du traité de Brétigny, comprimé l'insurrection bourgeoise de 1356 et le soulèvement des paysans, rétabli l'intégrité de l'ancien territoire de la monarchie, et restauré son système d'administration. Charles VII répara, par son habileté et par ses succès militaires, la désastreuse défaite d'Azincourt et les suites non moins funestes du traité de Troyes. Il conquît le royaume sur les Anglais, et il termina, comme elle devait l'être à la fin, cette grande question territoriale agitée depuis près

de trois siècles de la conquête de la France par les rois d'Angleterre, ou de l'expulsion des Anglais du continent par les rois de France. Cette question fut enfin résolue sous Charles VII, conformément à la force des deux antagonistes sur le continent, et aux indications du passé. Quoique souvent forcée de rétrograder et bien près d'être vaine, soit dans la lutte territoriale, soit dans la lutte politique, la royauté était toujours sortie de chaque débat avec des domaines plus étendus et une puissance plus forte. La résistance l'avait retrempée au lieu de l'affaiblir. Elle lui avait toujours permis, en dernier résultat, de s'avancer un pas de plus sur le territoire, et de faire un essai plus précis de son système d'autorité. Cette répétition constante du même phénomène, cette ruine si souvent imminente de la monarchie, toujours suivie d'un triomphe signalé de sa part, prouvait que de son côté était la force, qu'à elle appartenait l'avenir et à ses adversaires le passé. Or, le propre de la résistance du passé est toujours, en mettant le présent en péril, de l'obliger à un grand effort qui l'affermisse par un progrès. C'est ce qui arrive à toute puissance nouvelle qui agit dans l'intérêt ou d'un pays ou du monde. L'ancienne monarchie, dont les destinées ont été si grandes, passa par cette série de résistances et de triomphes jusqu'à ce qu'elle eût terminé son imposante et glorieuse tâche au XVIII^e siècle, en réunissant un territoire démembré et en formant une nation homogène.

D'après cette règle constante, dont le retour et l'application se firent remarquer plusieurs fois encore, la monarchie ayant surmonté, sous Charles VII, la double réaction politique et territoriale qu'avaient essayée contre elle le parti bourguignon et le parti anglais, dut renforcer

sa constitution. Ce fut alors en effet que l'ordre judiciaire fondé par saint Louis fut étendu, que le système financier créé dans le XIV^e siècle fut complété, et rendu permanent par l'institution des tailles perpétuelles, enfin qu'une organisation militaire appropriée à la monarchie prit naissance et remplaça l'organisation militaire de la féodalité.

Saint Louis avait institué, comme nous l'avons vu, le nouveau parlement que Philippe le Bel avait rendu sédentaire, auquel il avait fixé deux sessions par an, et qu'il avait divisé en chambres, conformément aux fonctions diverses qu'il avait à remplir. Sa composition était restée en grande partie féodale jusque sous Charles V. Ce prince avait rendu le parlement perpétuel, et par suite mis fin aux élections annuelles de ses membres, qui s'appelaient conseillers. L'état de conseiller fut dès lors à vie, ce qui sépara naturellement l'exercice des armes de l'exercice de la justice, et força les barons à choisir entre le métier de combattre et celui de juger. Ils préférèrent comme de raison les armes à la judicature, et cédèrent la place aux légistes, qui dominèrent dès cette époque dans le parlement. Ceux-ci, de rapporteurs qu'ils avaient été jusque-là, devinrent juges; la robe longue, qui était leur vêtement, remplaça exclusivement comme costume parlementaire la robe courte des gens de guerre. Les gradués ecclésiastiques formèrent les conseillers-clercs à la place des prélats que Philippe le Long avait, dès 1320, exclus du parlement pour les obliger à résider dans leurs diocèses; et les gradués de la bourgeoisie formèrent les conseillers-laïques à la place des barons. La couronne eut dès lors dans toutes ses cours de justice, depuis la plus inférieure jusqu'à la plus haute, des officiers qu'elle avait choisis et qu'elle gageait. Elle n'y eut plus de vassaux.

Sous Charles VII, cet ordre judiciaire fut accommodé aux besoins du royaume agrandi, par le démembrement du parlement universel et la formation de parlements provinciaux qui localisèrent les appels et opposèrent, dans chaque ancien grand centre féodal, une haute magistrature à la classe seigneuriale. Charles VII, pendant la durée des troubles, avait établi un parlement temporaire à Poitiers, pour la partie du royaume qui lui était restée fidèle. En 1447, il en institua un dans le Midi, sur la demande des états du Languedoc. Ceux-ci alléguèrent la distance qui les séparait de Paris, et la différence qui existait entre le droit écrit qu'ils suivaient, et le droit coutumier, sous l'empire duquel vivait le nord de la France. Charles VII fixa le siège de ce second parlement à Toulouse. Il prit aussi l'engagement, en 1451, lorsqu'il occupa la Guyenne sur les Anglais, d'établir à Bordeaux une cour souveraine, qui n'y fut érigée que onze ans après, par Louis XI. Mais en 1453, le conseil delphinal créé par Humbert IV en 1340, fut constitué en parlement, et à la fin du siècle, la Bourgogne (1476), la Normandie (1499), la Provence (1501), obtinrent des parlements souverains, établis à Dijon, à Rouen, à Aix. La Bretagne, qui fut la dernière province réunie à la couronne, eut, à dater de 1495, des *grands jours* tenus par des conseillers de Paris; mais elle n'obtint un parlement qu'en 1553, époque à laquelle le système judiciaire devint complet.

L'organisation financière nouvelle, rendue indispensable par la création d'une vaste administration judiciaire et par la nécessité de solder la noblesse dans les guerres prolongées, fut fondée, comme il a été dit, dans le XIV^e siècle. Philippe le Bel institua, sous le nom de droit de *haut passage*

et de *rève*, les douanes des frontières, dont les revenus s'appelèrent *traites foraines*. Philippe de Valois organisa l'administration des gabelles sur le sel, dont la couronne conserva depuis le monopole. Charles V changea en impôt permanent l'impôt provisoire des *aides*, sur la vente des marchandises et sur les boissons, accordé par les états généraux au roi Jean. Il en rendit monarchique l'administration, que les états avaient rendue élective. Il conserva la division en *élections*, ou districts provinciaux des *élus* des états pour la levée de cet impôt, et en *généralités* ou districts plus étendus des *superintendants généraux*, nommés dans le même but par les états, mais placés au-dessus des *élus*. Seulement il changea les députés du peuple en officiers de la royauté. Mais la division territoriale en *élections* et en *généralités* pour la levée des impôts, s'est maintenue comme division financière jusqu'à la révolution de 1789. Elle embrassait tous les pays qui faisaient alors partie de la monarchie, à l'exception du Languedoc, qui conserva ses états particuliers. Les états du Languedoc furent maintenus, parce que, convoqués séparément de ceux de la Langue d'Oïl pendant le XIV^e siècle, ils aidèrent toujours avec empressement la monarchie dans ses besoins, et lui restèrent fidèles dans ses temps de désastre. La couronne ne cessa point de leur demander les subsides qu'elle réclamait de cette partie du royaume, et qui furent votés par les états et levés par leurs délégués. En cela le Languedoc fut assimilé au Dauphiné, à la Bourgogne, à la Provence, à la Bretagne, au Béarn, qui, ayant des états particuliers au moment de leur adjonction à la monarchie, en stipulèrent le maintien dans leurs traités d'union. Ces diverses provinces ayant le privilège du vote et de la levée de

l'impôt, furent appelées *pays d'états* par opposition aux *pays d'élections*, c'est-à-dire, aux provinces composant la monarchie avant la réunion de ces derniers. Dans les *pays d'élections*, les états généraux cessèrent d'être convoqués après qu'ils eurent établi chaque ordre d'impôts. La couronne en continua la levée et en augmenta même seule la quotité.

Ainsi, les douanes, les gabelles, les aides, abolies un moment à l'avènement de Charles VI, furent violemment rétablies par ce prince. Après les guerres civiles et les guerres anglaises, pendant lesquelles ces trois sortes d'impôts avaient été entraînés dans le naufrage commun à toutes les institutions de la monarchie, Charles VII leur donna une organisation régulière et définitive. L'impôt sur la consommation fut fixé au vingtième du prix du vin, du poisson, du bétail, des draps, du bois, en gros, et au quart au détail; sa perception fut distincte, comme elle l'avait été depuis l'origine, de son administration judiciaire. Cette dernière donna naissance au tribunal des *élus* en première instance, et à la cour des *aides* en dernier ressort. Charles VII institua la cour des *aides* de Paris et celle de Languedoc qui siégea à Montpellier. Plus tard, il y eut à peu près autant de cours des *aides* pour juger les contestations et les délits auxquels donnaient naissance les impôts indirects, et autant de cours des comptes, pour régler tout ce qui concernait la perception des impôts et des revenus du domaine, qu'il se forma de parlements.

Charles VII ne rétablit pas seulement tous les anciens impôts sur les marchandises et sur la consommation, il convoqua, en 1440, les états généraux, pour leur demander la création de l'impôt personnel des tailles, destiné à solder une armée permanente. Les états généraux y consentirent,

et la taille perpétuelle, affectée à la solde de troupes régulières, fut établie. On la leva par feux, et la distribution du royaume en *élections* et en *généralités* pour la perception des *aides*, servit à la perception de la taille. Dès ce moment, la taille féodale qui, levée autrefois jusqu'à *merci et miséricorde*, pouvait l'être encore arbitrairement par les seigneurs sur les hommes de leurs terres, fut entièrement supprimée. Les feudataires reçurent l'ordre de s'abstenir de toute imposition de taille. Il leur fut également interdit de ne rien ajouter pour leur propre compte à la taille royale, en la retirant de leurs sujets. La taille perpétuelle ne monta jamais, sous le règne de Charles VII, au delà de 1,800,000 livres, et elle servit à tenir sur pied 10,500 hommes d'armes et 4,000 archers.

La formation d'une armée régulière et permanente fut un événement majeur dans l'histoire de la monarchie. Elle constata ses progrès et changea encore sur ce point son organisation. Charles V, placé dans des circonstances analogues à celles où se trouvait son petit-fils, avait essayé, comme nous l'avons vu, par son ordonnance de Vincennes, en 1373, de rendre monarchique l'armée féodale. Mais l'accomplissement entier de ce grand dessein était réservé à Charles VII. Le système militaire avait éprouvé bien des changements dans la composition des troupes, la nature des armes, l'ordre de bataille, la durée du service, l'art d'attaquer et de défendre les places, et il subit alors une révolution encore plus décisive.

Le système militaire d'un pays est ordinairement l'expression de son état, et la composition de l'armée est l'image assez fidèle d'un peuple. Pendant les deux premières races, l'infanterie avait dominé, parce que les Francs formaient une

•

nation et n'étaient pas une noblesse. Sous la troisième race, l'aristocratie des propriétaires ayant formé la noblesse hiérarchique des fiefs, les villes et les campagnes étant tombées dans la dépendance et la servitude, l'infanterie populaire avait disparu, et elle avait été remplacée par la cavalerie, uniquement composée de noblesse. L'armée féodale était profondément distincte de l'armée franque. La supériorité de celle-ci consistait dans l'action d'une masse organisée, tandis que le mérite de celle-là était dû à la force et à l'adresse de l'individu. La même cause qui avait décomposé le territoire et localisé le pouvoir souverain par le régime des fiefs, avait désorganisé l'armée et isolé le guerrier par la chevalerie. Dans ce nouvel état de choses, il avait fallu suppléer au défaut d'ensemble par une grande puissance personnelle, et protéger le guerrier isolé par un habile système défensif. Les longs exercices militaires, auxquels le jeune gentilhomme se livra dans le château jusqu'à l'âge de vingt et un ans, lui apprirent le maniement du cheval, de la hache, de la lance, de la massue, de l'épée, sous le poids d'une lourde armure; l'endureirent, le rendirent robuste, souple, intrépide, irrésistible dans son choc. Une armure impénétrable, qui le couvrit de pied en cap, le défendit comme une place forte, tout en lui laissant la liberté de ses mouvements. Il eut, comme l'ancien cavalier gaulois, un écuyer pour l'armer et pour conduire ses chevaux de rechange, des coutilliers, des pages, pour le relever; ce qu'il ne pouvait pas faire lui-même, s'il était renversé de son destrier. Jusque vers le milieu du XIII^e siècle, cette armure défensive fut composée d'un casque appelé *heaume*, qui couvrait la tête, le cou et le visage; d'une chemise de doubles mailles polies et fourbies, descendant jusqu'au-dessous des genoux, nom-

mée *haubert*, continuée par une chaussure de mailles qui garantissait les jambes, et placée sur un pourpoint appelé *gambeson*, fait de taffetas ou de cuir, garni de laine ou de crin, pour que la maille du haubert, quand elle recevait le coup de lance, fût amortie et ne pénétrât point dans la chair. Mais, vers la fin du XIII^e siècle, l'armure défensive fut perfectionnée, et les lames de fer furent substituées aux mailles. Au lieu du haubert et de la chaussure de mailles, le chevalier se revêtit d'une armure de plaques de fer modelée sur son corps, et composée d'une cuirasse, de brassards, de gantelets, de cuissards, de grèves, joints les uns aux autres dans les articulations; le casque à la cuirasse par le hausse-col, la cuirasse aux cuissards par les tassettes, formant quatre rangs de plaques qui descendaient depuis le bas-ventre jusqu'à mi-cuisse, les cuissards aux grèves par les genouillères, espèce de rotule de fer, sous laquelle jouaient les cuissards et les grèves; enfin, les brassards à la cuirasse par les épaulières. L'intérieur de cette armure, appelée *de toutes pièces*, était matelassé, et il y avait un petit espace entre l'homme et le coffre à fer dans lequel il était enfermé.

Le guerrier noble fut de plus en plus défendu par cette armure. Mais il s'était opéré une révolution dans l'État qui en avait amené une dans l'armée. L'établissement des communes avait créé de nouveau un peuple, et l'introduction de ce peuple dans l'État avait ramené l'infanterie dans l'armée. Dès le commencement du XII^e siècle, la milice paroissiale des villes avait été mise sur pied par Louis le Gros, et toutes les communes en se constituant s'étaient militairement organisées. Ces troupes bourgeoises participèrent aux diverses expéditions de la couronne pendant le XII^e et le XIII^e siècle, de-

puis Louis le Gros jusqu'à Philippe le Bel. Comme il y avait de l'union dans la société urbaine, beaucoup plus que dans la société féodale, elles étaient formées en compagnies, tandis que les chevaliers combattaient presque isolément. Mais ils eurent alors besoin de s'organiser à leur tour. La cavalerie composa des *batailles* ou des compagnies. Les dues, les comtes ou barons eurent dans leurs corps plusieurs chevaliers bannerets, qui à leur tour devaient avoir sous leur bannière cinquante hommes d'armes, ou vingt-cinq au moins, suivis chacun de deux hommes de cheval, dont la moitié devait combattre et la moitié garder la bannière. Cette cavalerie, rangée sous un chef, marchait au combat sur une seule file, c'est-à-dire en haie, l'autre file étant à une certaine distance pour fournir son coup de lance à son tour; ordre mince qui a été conservé jusqu'à la fin du XVI^e siècle, époque où il a été remplacé par l'ordre profond des escadrons mis en usage par les reîtres allemands et par les Espagnols.

Pendant deux siècles la couronne se servit de la cavalerie féodale et de l'infanterie des communes. Mais elle fut obligée de les solder, parce que ses expéditions étaient trop fréquentes pour qu'elle pût exiger le service militaire, et trop prolongées pour qu'elle pût se contenter de sa courte durée. Ce soudoiement qui commença sous Philippe-Auguste, et qui devint de plus en plus indispensable dans le courant du XIII^e siècle, amena une révolution dans le recrutement de l'armée. Tout en continuant à prendre les hommes d'armes dans la noblesse, et les gens de pied dans les communes, la couronne ne convoqua plus la cavalerie féodale ou la milice urbaine. Elle leva les cavaliers et les archers par ses officiers et ses capitaines, ce qui forma une transition entre l'appel fait aux feudataires

et aux bourgeois, et la création des compagnies d'ordonnance et des francs archers destinés à être la cavalerie et l'infanterie permanente de la couronne. Cette transition eut lieu dans le XIV^e siècle.

L'armée, ainsi soldée et recrutée tout en n'étant encore que temporaire, eut pour chefs les officiers de la couronne et les capitaines des compagnies, et non plus les comtes et les bannerets. Au commencement de la troisième race, le premier officier militaire de la monarchie était le sénéchal, qui était en même temps le premier officier palatin. Il commandait les armées et il gouvernait la cour. Cette charge subsista jusqu'en 1191 dans la maison d'Anjou, qui, depuis 1060, eut des délégués appelés sénéchaux de France, tandis que les comtes d'Anjou portaient le titre de grands sénéchaux. De 1191 à 1262, elle fut vacante, et à cette époque elle fut divisée en deux grandes charges, à cause de l'importance de chacune des fonctions qui la composaient. Le connétable hérita du commandement des armées, tandis que le grand maître eut le gouvernement du palais. Sous le connétable il y eut un maréchal pendant le règne de Philippe-Auguste, et deux pendant celui de saint Louis. Ce dernier nombre s'est maintenu jusqu'à François I^{er}. Saint Louis créa aussi un amiral comme chef de sa marine, un grand maître des arbalétriers qui commandait l'artillerie de ce temps-là, encore fondée sur la mécanique ancienne et consistant dans toutes les machines de guerre usitées chez les Grecs et les Romains, pour l'attaque et la défense des places, machines dont la fabrication s'était constamment conservée et avait même reçu quelques perfectionnements. Il faut joindre à ces officiers les capitaines de bandes que la couronne prenait temporairement à sa solde.

L'armée avait cessé en grande partie d'être féodale et communale, pendant le XIV^e siècle, lorsque les états généraux affectaient des subsides à la levée de tant d'hommes d'armes et de tant d'hommes de pied, que la couronne recrutait elle-même, ou qu'elle empruntait aux capitaines de compagnies qui les avaient formées. Ces compagnies, nées de la permanence de la guerre, faisaient métier des armes, louaient leurs services et leur fidélité, et devenaient désastreuses pour le pays pendant les trêves ou après la paix. C'est pour mettre un terme à leurs pillages autant que pour donner une armée à la couronne, que Charles VII opéra sa révolution dans le système militaire. Dès que les états d'Orléans, en 1439, lui eurent accordé la taille permanente nécessaire pour exécuter ses plans, il créa quinze compagnies de cent lances chacune, ou cent hommes d'armes. Chaque homme d'armes avait avec lui trois archers, un écuyer, un coutillier à cheval et un page ou valet. Chaque compagnie était donc de sept cents hommes sous un capitaine, et les quinze compagnies montaient à dix mille cinq cents cavaliers. Elles furent mises en garnison dans les places frontières du royaume. Elles marchaient par étapes lorsqu'elles allaient d'un lieu dans un autre, et étaient payées par des commissaires des guerres. Dès ce moment la constitution militaire féodale fut changée, il n'y eut plus de bannerets, de bacheliers, mais des capitaines et des gens d'armes. L'ancienne chevalerie féodale fut remplacée par les ordres royaux de chevalerie.

Cependant, comme le passé ne disparaît pas tout d'un coup, l'ordre militaire de la féodalité se maintint encore quelque temps dans les *bans et arrière-bans*, comme son ordre judiciaire s'était conservé, tout en s'affaiblissant chaque jour de

plus en plus, dans les justices seigneuriales. Les feudataires furent quelquefois convoqués sous l'ancienne forme. Ils étaient conduits en campagne par les baillis et les sénéchaux qui étaient leurs chefs, et remplissaient le service de leur fief pendant les quarante jours fixés par l'ancien usage. Cette milice était déjà complètement dégénérée sous Louis XII, et depuis lors jusqu'à sa dernière convocation en 1674, elle se montra, par le défaut d'habitude de la guerre, indisciplinée et peu courageuse dans les rares occasions où elle fut employée.

Charles VII, après avoir institué une cavalerie royale, voulut organiser une infanterie analogue. Il créa en 1448, par son ordonnance de Montils-les-Tours, la milice des francs archers. Il exigea qu'il y eût dans chaque paroisse, un archer qui serait exempt de taille et qui s'exercerait tous les dimanches et tous les jours de fête à tirer de l'arc. Ces francs archers devaient avoir une salade ou casque, une jacque ou justaucorps en cuir matelassé de laine, comme armes défensives, une dague, une épée, un arc et une trousse remplie de dix-sept carrelots ou flèches, comme armes offensives. En temps de guerre, ils marchaient en campagne sous des capitaines qui leur étaient assignés. Cette institution fut sans résultat, parce qu'il était impossible que des paysans ou des citadins isolés, s'adonnant pendant toute la semaine à la culture de la terre ou à leurs métiers, et s'exerçant le dimanche aux armes, devinssent de bons soldats. Il devait être beaucoup plus difficile de remplacer les milices de la bourgeoisie démocratique et belliqueuse du XII^e et du XIII^e siècle, que les chevaliers féodaux. La noblesse restait toujours une classe militaire, n'ayant pas d'autre métier que celui de la guerre, et disposée à l'exercer pour le compte de la couronne, comme elle l'avait fait précédemment

pour le sien. Il n'en était pas de même de la bourgeoisie. Le besoin de la défense et son organisation démocratique l'avaient rendu militaire en même temps qu'industrielle, dans ce moyen âge où la guerre et la souveraineté furent universelles. Mais le besoin de la défense ayant cessé par le retour de l'ordre et par la pacification intérieure que la monarchie avait opérés, la bourgeoisie perdit son organisation indépendante et ses mœurs belliqueuses en changeant de situation et de destinée. Elle s'adonna uniquement au commerce, aux métiers et à l'exploitation de l'administration royale. Dès qu'il n'y eut plus de peuple politique, il n'y eut plus d'infanterie. Les francs archers, qui auraient formé un corps de 16,000 hommes, ne purent pas subsister et remplacer les milices communales. Louis XI essaya vainement de s'en servir. Il les mit sous les ordres de quatre capitaines généraux, le bailli de Mantes, le bailli de Melun, le sénéchal de Beaucaire et le seigneur de l'Isle. Chacun d'eux commanda 4,000 archers distribués par corps de 500 sous un capitaine particulier. Louis XI se vit contraint de renoncer à cette milice, qui était divisée en archers et arbalétriers, et en piquiers. Il la cassa en 1480.

Mais il s'était formé un peuple dans les montagnes de la Suisse, et avec lui une infanterie qui avait triomphé des hommes d'armes de la maison d'Autriche et de ceux de la maison de Bourgogne. Ce fut parmi ces montagnards aguerris, qui n'ayant plus à se défendre ne pouvaient se maintenir belliqueux qu'en faisant la guerre pour autrui, que Louis XI alla former le noyau de l'infanterie de la couronne. Il prit à sa solde six mille de ces héroïques piquiers suisses qui avaient vaincu Charles le Téméraire à Granson et à Morat, et, pour les tenir exercés, il les réunit dans un camp au Pont-de-l'Arche,

avec 10,000 fantassins français qu'il ne laissa plus épars sur le territoire comme les francs archers, et avec 2,500 pionniers. Cette armée fut soumise à une discipline rigide, comme en temps de guerre, et exercée aux manœuvres militaires. Louis XI éleva la taille, qui n'avait pas dépassé 1,800,000 livres sous Charles VII, parce que son infanterie des francs archers n'était point réunie et soldée, à 4,700,000 livres. Il affecta de plus une somme assez forte à l'artillerie, qui devint considérable sous son règne. Les compagnies d'ordonnance se maintinrent et donnèrent à la couronne la meilleure cavalerie de l'Europe. Composée de gentilshommes braves, mus par le point d'honneur, la loi de leur classe et la règle de leur conduite, militairement élevés, adroits dans le maniement du cheval et incomparables dans l'usage de la lance, elle vainquit la cavalerie de toutes les autres nations, jusqu'à ce que celles-ci eussent adopté l'ordre profond et solide des escadrons, et qu'elles l'eussent opposé à l'ordre mince des haies de la gendarmerie française. Une organisation plus parfaite triompha alors d'une bravoure plus grande, et la cavalerie des ordonnances ne reprit sa supériorité qu'en abandonnant à la fin du XVI^e siècle l'ordre ancien pour adopter à son tour l'ordre nouveau, qui était un progrès militaire.

S'il y avait une classe, celle de la noblesse, pour recruter la cavalerie, il n'y en eut point pour recruter l'infanterie. Celle-ci avait été levée durant tout le moyen âge parmi ces paysans aguerris, obligés de faire le guet et la garde dans le château de leur seigneur et de le défendre, et auxquels Louis XI interdit ce dernier service féodal; elle l'avait été parmi ces bourgeois belliqueux qui, en se formant en communes, s'étaient distribués en milices, afin de pourvoir à la sûreté de leurs villes

et à leur indépendance contre les barons du voisinage, et que Charles V et Charles VI avaient désarmés après que leurs prédécesseurs les eurent assujettis. Propriétaire de la presque totalité du territoire et chargé de la défense commune, le roi avait transformé les vassaux des campagnes en simples cultivateurs, et les bourgeois en marchands et en artisans. Par leur destitution politique, la noblesse avait été rendue aux armes, et la bourgeoisie au travail.

Le recrutement de l'infanterie devait donc être toujours plus difficile, à mesure que la classe bourgeoise s'éloignerait davantage du temps où elle alliait les mœurs militaires aux mœurs laborieuses et la guerre à l'industrie. Aussi Louis XI fut-il obligé de renoncer à l'infanterie éparses des francs archers établie par Charles VII, et Charles VIII à ce qui restait de national dans le corps d'infanterie de Louis XI. Charles VIII acheva de prendre les gens de pied dans les pays étrangers, qui ayant un peuple avaient de l'infanterie. Les villes impériales d'Allemagne avaient conservé encore leur constitution démocratique; elles avaient toutes une milice organisée sur le modèle suisse, une artillerie, un trésor, des munitions et des vivres pour soutenir un siège d'un an. Charles VIII recruta dans les milices allemandes le reste de son infanterie, et il ajouta les lansquenets aux Suisses. Mais ce système d'une infanterie étrangère et stipendiée présenta de grands inconvénients dans les guerres d'Italie, où le moindre retard dans la solde la détournait de sa fidélité, ce qui porta plus tard Louis XII et François I^{er} à reprendre l'essai d'une infanterie nationale.

Louis XI, qui fut le continuateur de Charles VII, et qui modifia l'infanterie de la royauté, donna de plus à celle-ci une

garde, et la pourvut d'une abondante artillerie. Charles VII avait institué la première compagnie des cent lances écossaises, Louis XI institua la première compagnie des cent gentilshommes. Il sépara de ces deux cents lanciers les quatre cents archers qui leur étaient attachés, et il les forma en compagnies de gardes écossaises et françaises. Quant à l'artillerie, il s'était opéré une très-grande révolution par l'application à la guerre de la poudre, dont l'emploi avait été borné d'abord aux feux d'artifice. Cette révolution, qui devait lentement changer la nature des armes, le système de fortification et de défense des places, et l'organisation des armées, avait commencé dans le XIV^e siècle. L'impulsion extraordinaire que la poudre en détonant communiquait aux objets fit songer à s'en servir comme d'un moyen de projection. On l'enferma dans le fond de grands tubes de métal ou de pierre ouverts à l'une de leurs extrémités, et l'on plaça immédiatement au-dessus d'elle des boulets de métal ou de pierre, qui furent lancés avec une force terrible quand on mit le feu à la poudre par une petite ouverture disposée vers l'extrémité fermée du tube. On nomma ces nouvelles et redoutables machines, mises en usage en 1314 pour la première fois, bombardes, à cause du bruit de leur détonation. Elles furent d'abord sans affût, immobiles, et servirent à défendre les places ou à les battre en brèche. En 1346, elles furent employées par les Anglais à la bataille de Crecy. Mais leur défaut de mobilité et leur petit nombre rendirent leur emploi peu décisif pendant tout le cours du XIV^e siècle. Il se passa près de cent ans avant que la nouvelle découverte, appliquée d'abord à l'attaque des villes, ensuite à l'attaque des corps d'armée dans une bataille, fournit une arme indivi-

duelle. Ce second pas dans l'emploi de la poudre se fit au commencement du XV^e siècle, époque où l'on passa de la bombarde au canon ou coulevrine, ainsi nommé à cause de sa ressemblance avec la forme de la *canne* et celle de la *couleuvre*. Ces canons manuels, qu'on appuyait sur des fourchettes de fer, se perfectionnèrent à leur tour, et, en se combinant avec le pied de l'arbalète, ils donnèrent naissance à l'arquebuse, qui fut beaucoup plus maniable quoique bien imparfaite encore. L'arquebuse partait au moyen d'une mèche allumée qu'un ressort mettait en mouvement et abaissait sur le bassinet. Ce mécanisme compliqué, qui rendait si difficile ou si peu commode l'usage de l'arquebuse, se maintint jusqu'à la découverte du rouet qui, dans le XVI^e siècle, ne produisit plus le feu avec une mèche, mais au moyen d'une pierre de silex. Celle-ci, par la détente du rouet, s'abattait sur la platine, et faisait jaillir des étincelles qui enflammaient la poudre du bassinet. Au rouet, placé au côté opposé à la crosse, fut enfin substitué, au XVII^e siècle, le chien, qui fut le dernier perfectionnement de ce mécanisme.

Le canon à main fut employé en 1404. En 1411, il y avait 4,000 coulevrines ou cannes à main dans l'armée du duc d'Orléans, et les Suisses en avaient 10,000 à la bataille de Morat. Au XV^e siècle, la monture du gros canon n'avait pas encore été rendue assez commode, son tir assez sûr, pour changer l'ancien système de fortifications à simples fossés et à tours rondes, par le système de fortifications à bastions, à angles et à ouvrages avancés, ce qui n'arriva qu'à la fin du XVI^e siècle, et l'arquebuse n'était pas assez perfectionnée, assez mobile, pour faire abandonner les anciennes armées en les remplaçant, comme armes offensives, par un

feu constamment nourri; comme armes défensives, par la baïonnette qui ne fut trouvée qu'au XVII^e siècle. C'est alors seulement que la révolution produite par l'emploi de la poudre fut achevée dans la fortification des places, le perfectionnement des armes à feu, l'abandon des armes anciennes et l'organisation militaire. Cependant au XV^e siècle la poudre fit délaisser toutes les machines de guerre de l'antiquité, comme les balistes, les catapultes, les béliers, pour la bombarde; et les galeries extérieures servant à l'approche des places, pour les tranchées. Charles VII et Louis XI eurent une artillerie considérable, et ce dernier substitua le grand maître de l'artillerie au grand maître des arbalétriers qui existait depuis saint Louis, ce qui marqua le passage du système d'attaque des places fondé sur la mécanique ancienne, au système nouveau fondé sur la découverte et l'emploi de la poudre à canon.

Ainsi la couronne eut une administration judiciaire, des revenus fixes, une armée permanente. Elle avait divisé le pays judiciairement en prévôtés et châtellenies comme juridiction de première instance pour les villes et les campagnes qui lui appartenaient; en bailliages ou sénéchaussées, comme juridiction de deuxième instance; en parlements, comme juridiction suprême et de dernier ressort. Elle l'avait distribué, sous le rapport financier, en élections et en généralités, destinées à la perception des impôts domaniaux, indirects et personnels. Elle avait des grenetiers et des contrôleurs pour les gabelles; des élus et des généraux pour les aides; des receveurs pour les tailles et pour les domaines; des inspecteurs pour surveiller les employés des finances; des trésoriers pour la garde du produit des divers impôts;

un surintendant pour employer ce produit aux besoins de l'État; des commissaires de guerres pour payer les armées; des cours des comptes pour vérifier tout ce qui concernait les finances. Enfin, après avoir formé une armée et avoir entouré le royaume de troupes chargées de le défendre, elle le divisa sous le rapport militaire, en douze gouvernements, qui furent donnés à des officiers de la couronne ou à de grands seigneurs, capitaines des compagnies d'ordonnance.

Il ne manquait plus, après avoir rendu monarchiques la justice, les finances, l'armée, que de faire subir la même révolution au clergé. C'est ce qui arriva, mais un peu plus tard. Dans un moment de recomposition générale, l'Église de France ne pouvait pas manquer d'être l'objet de la sollicitude de Charles VII et de ses règlements. A mesure que le pouvoir temporel de la papauté s'était affaibli, et que les souverains, suivant l'exemple de Philippe le Bel, s'étaient successivement soustraits à sa dépendance, son pouvoir ecclésiastique s'était concentré. Le saint-siège avait assujéti toutes les églises nationales, leur avait imposé de dures contributions, et s'était emparé de toutes les nominations, détruisant ainsi le système électoral consacré dans les conciles généraux du XII^e et du XIII^e siècle. Il avait fait de l'Europe ecclésiastique une monarchie absolue, se dédommageant ainsi d'avoir vu finir son pouvoir sur l'Europe politique.

Charles VII, par sa pragmatique sanction, conforme à celle de saint Louis et rédigée d'après les décrets des conciles de Constance et de Bâle, rétablit le clergé de France dans le droit d'élire ses chefs, et abolit tous les impôts exigés par la cour de Rome. Il arracha l'Église française à la domination du saint-siège, et il la rendit nationale en la rendant indé-

pendante. Mais, comme le clergé restait le seul ordre de l'État avec une constitution républicaine, il devait tôt ou tard subir un sort analogue à celui des deux autres ordres, et devenir de clergé démocratique clergé royal; semblable en cela à la bourgeoisie, dont les municipalités avaient été détruites et qui fournissait à la couronne une classe judiciaire et administrative, et à la noblesse, dont la souveraineté avait été abolie, et qui était devenue l'armée de la royauté. C'est ce qui eut lieu sous François I^{er}. Par son concordat avec Léon X, en 1517, ce prince obtint le droit de nommer à tous les évêchés, à toutes les abbayes, et à tous les bénéfices. Dès lors, la constitution démocratique du clergé de France fut détruite, non plus au profit du saint-siège, mais de la couronne. La centralisation du pouvoir fut accomplie à peu près en même temps que la réunion du territoire. Le clergé devint monarchique comme la bourgeoisie et comme la noblesse, en perdant à son tour l'indépendance qu'il s'était donnée lorsque les diverses classes du pays s'étaient organisées isolément.

La couronne, en formant un ordre politique nouveau sur les débris de l'ordre social du moyen âge, n'en poursuivit pas avec moins d'ardeur la conquête du territoire. Elle trouva plus de facilité pour le réunir dans l'accroissement de sa puissance, la fixation de ses revenus et l'établissement d'une armée qui lui appartenait exclusivement. Ce fut en effet, après avoir fondé l'administration monarchique, en augmentant les parlements et les cours des aides, en réorganisant les bailliages et les prévôtés, en décrétant la pragmatique sanction, en rétablissant les impôts indirects et en créant les tailles perpétuelles, enfin, en instituant les compagnies d'or-

donnance et les francs archers, que Charles VII fit la conquête de la Normandie et celle de la Guyenne sur les Anglais, qui avaient repris l'une depuis les troubles civils et constamment gardé l'autre.

Louis XI continua, à cet égard comme en tout le reste, le système de son père, non plus contre les Anglais, mais contre les apanagistes qui étaient les derniers grands adversaires de la couronne. Les dynasties provinciales issues de la maison régnante avaient suscité les troubles sous Charles VI, favorisé le triomphe des Anglais, compromis l'existence de la monarchie et de son administration. A part les barons du second ordre de l'intérieur du royaume, et quelques souverains des pieds des Pyrénées, comme les comtes de Foix et de Cominges, les sires d'Albret et les comtes d'Armagnac, qui seuls appartenaient encore à l'ancienne féodalité, les grands propriétaires de territoire qui subsistaient en France, descendaient par les mâles de la famille capétienne. Tels étaient les ducs de Bretagne, les ducs de Bourgogne, qui possédaient, outre le duché dont ils portaient le nom, la Franche-Comté, le comté de Charolais, la Flandre, le Hainaut, le Brabant, et tous les Pays-Bas; les comtes de Provence, qui étaient au même temps maîtres de l'Anjou et du Maine; les ducs de Bourbon, qui avaient le Bourbonnais, le Forez, la principauté de Dombes, le Beaujolais, le Dauphiné d'Auvergne et la Marche; les ducs d'Orléans et les ducs d'Alençon. L'ébranlement donné à l'État par les apanagistes avait averti la couronne de changer de maxime à leur égard. Elle exécuta alors la réunion du territoire aux dépens des apanagistes, comme elle en avait fait auparavant la conquête sur les souverains féodaux. Cette seconde réunion, qui fit rentrer définitivement

les provinces dans l'État, eut surtout lieu sous Louis XI. Ce prince habile sentit parfaitement la position nouvelle de la couronne, et les seigneurs territoriaux comprirent aussi parfaitement la leur. Il s'engagea dès lors entre eux une lutte prolongée dont l'issue fut favorable à Louis XI.

Privés de l'assistance des rois d'Angleterre, qui venaient d'être expulsés du continent, les apanagistes, ayant à leur tête le duc de Bourgogne, cherchèrent à renforcer leurs rangs. Ils prirent les armes contre Louis XI, et l'obligèrent à donner la Normandie en apanage à son frère, par le traité de Conflans. Louis XI ayant éludé l'exécution du traité de Conflans, ils lui arrachèrent, par celui de Péronne, la promesse de céder la Champagne et la Brie à son frère, en échange de la Normandie. Enfin, Louis XI n'ayant pas été plus fidèle aux clauses du traité de Péronne qu'à celles du traité de Conflans, ils le forcèrent, par le traité de Tours, à remettre la Guyenne, la Saintonge et l'Aunis entre les mains de son frère. Contraint cette fois par leur obstination à investir son frère de cet important apanage, il le fit empoisonner pour le lui reprendre, et priver les anciens apanagistes de l'assistance de son nom. Doné en politique d'un esprit profond, et ayant des desseins étendus, quoique son caractère manquât de grandeur, familier, rusé, hardi, cruel, il acheva par tous les moyens de l'intrigue, de la violence, de la guerre, et du droit aussi, la réunion du territoire. Encore dauphin, il avait, en 1448, acquis par les armes le Viennois, le Valentinois et le Diois dans la vallée du Rhône. Il reprit, en 1460, moyennant 400,000 écus d'or, les villes de Picardie qui avaient été cédées par le traité d'Arras au duc de Bourgogne. Après être rentré en possession de la Guyenne, en

1472, par la mort violente de son frère, il confisqua, en 1473, sur la maison des Armagnacs, qui avait pris part à toutes les conspirations et à toutes les guerres des apanagistes, l'Armagnac, le Pardiac, l'Astarac, le Fezensac, le Fezensaget, le Rouergue. En 1475, il s'empara de Perpignan. En 1477, Charles le Téméraire, quatrième duc de la troisième maison de Bourgogne, vaincu par les Suisses, étant mort sans enfants mâles, ne laissant qu'une jeune fille pour héritière, il occupa le duché de Bourgogne, reprit l'Artois, le Cambresis, le Tournaisis, une partie du Hainaut, et s'empara même de la Franche-Comté. En 1479, il réunit aussi le duché d'Anjou à la couronne. En 1481, il se fit léguer la Provence et le Maine par le dernier comte de ce pays Charles III, et n'ayant pas pu marier son fils unique, Charles VIII, avec Marie de Bourgogne, que les états des Pays-Bas firent épouser à Maximilien d'Autriche, fils de l'empereur Frédéric III, il lui ménagea l'alliance d'Anne de Bretagne, héritière de cette province, ce qui en amena plus tard l'adjonction à la couronne. Afin d'éviter les troubles que pourraient susciter les deux familles apanagées de Bourbon et d'Orléans, seuls restes de toutes les autres, il maria ses deux filles avec les ducs de Bourbon et d'Orléans.

C'est ainsi que ce prince politique, moitié par l'influence de son caractère, moitié par la faveur des circonstances, qui laissèrent à la même époque sans héritiers mâles les puissantes maisons de Bourgogne, d'Anjou, de Provence, et de Bretagne, contribua plus que tout autre roi, Philippe-Auguste excepté, à la formation matérielle de la monarchie. Philippe-Auguste avait agrandi le royaume aux dépens des dynasties féodales indépendantes; Louis XI l'étendit en re-

prenant les provinces occupées par les dynasties apanagées. A dater du XIII^e siècle, la royauté avait rompu l'équilibre fédéral de la France et débordé par divers côtés sur son sol ; mais tout en acquérant sans interruption, elle avait différé d'atteindre les limites naturelles du pays, parce que, placée sous l'empire de la constitution féodale, à laquelle remontait son existence, et qui était la règle originaire de son administration, elle aliéna une partie de ses conquêtes et refit les fiefs par les apanages. A dater de la fin du XV^e siècle, au contraire, la royauté s'appuyant sur la constitution monarchique qu'elle avait lentement créée, abandonna le système des apanages, et soumit les parties du territoire qu'elle occupa de nouveau, à sa propre administration. Elle n'en fit plus des souverainetés particulières, mais des provinces de l'État, et elle atteignit presque sur tous les points les frontières de la France.

Après Louis XI, auteur du dernier système d'accroissement territorial sans aliénation, les deux frontières de l'Ouest et de l'Est furent formées, et s'appuyèrent l'une à l'Océan, par la possession de toutes les provinces qui bordaient ses côtes, l'autre aux Alpes, par l'occupation de toute la vallée du Rhône, à l'exception de la petite enclave d'Avignon et du comtat Venaissin, qui appartenait au saint-siège, et du comté de Savoie. Les deux frontières du Midi et du Nord étaient moins nettement fixées. Cependant, au midi, le royaume s'étendait jusqu'à la Méditerranée, et sur plusieurs points jusqu'aux Pyrénées, dont les vallées septentrionales, formant les comtés de Foix, de Cominges, de Bigorre, de Béarn, d'Albret, étaient occupées encore par des souverains

particuliers. Au nord, il aboutissait à la ligne montagneuse qui sépare les Pays-Bas de la France, par l'Artois, le Cambresis, la Champagne, la Bourgogne. La France était devenue un État compacte, avec des limites assez naturelles, et un gouvernement central assez bien organisé.

Tout était cependant loin d'être uni sur le sol, semblable dans les mœurs, régulier dans l'administration. Les restes de l'ancien ordre de choses qui avait consisté dans le démembrement du territoire et dans l'isolement des individus, s'apercevaient encore partout. Il y avait encore sur le sol beaucoup de petites souverainetés; dans l'administration, beaucoup de justices particulières; dans l'armée, les feudataires de l'arrière-ban; dans les mœurs, beaucoup de violence, d'insubordination, d'avidité. Les provinces n'avaient plus de dynasties, mais elles avaient encore des idiomes particuliers, un droit civil local, des privilèges distincts. Les trois classes du pays avaient perdu leurs gouvernements, sans perdre leur esprit de séparation. Chaque province ne voyait qu'elle dans le royaume, et chaque classe ne s'occupait que de son intérêt dans l'État. Enfin les passions et les vices des temps féodaux s'étaient conservés aussi.

L'ordre moral étant sacrifié dans cette période à la puissance matérielle, puisque la société subsistait par la guerre, que la justice était dans la force, et que les revenus consistaient dans le pillage des terres d'autrui, et dans des exactions arbitraires jusqu'à merci et miséricorde sur ses propres sujets, la violence et la rapacité avaient pénétré profondément dans les caractères, et semblaient avoir perdu par l'habitude ce qu'elles avaient de criminel et de dégradant. La nouvelle monar-

chie avait donc, non à cause des institutions, mais à cause des hommes, des tribunaux et peu de justice, une administration financière et peu d'intégrité, une armée et peu de subordination, un gouvernement central et peu d'ordre. L'union était consommée sans qu'il y eût encore homogénéité, et les formes du nouvel état de choses étaient fondées sans que leur esprit eût encore prévalu, parce que les mœurs anciennes se conservent toujours longtemps sous les institutions nouvelles, et ne disparaissent que lorsque celles-ci ont lentement créé les leurs.

Mais la France avait fait de grands progrès par l'établissement de l'ordre monarchique. L'abolition de la servitude des campagnes dans le XIV^e siècle, avait complété l'affranchissement des hommes, commencé au XII^e siècle par l'émancipation des villes. La noblesse avait cessé d'être souveraine, et d'opprimer le pays. A cette époque la disparition des dynasties provinciales, en diminuant le nombre des États indépendants, diminua les causes de guerre, qui, après la réunion des provinces apanagées à la couronne, fut transportée de l'intérieur du royaume sur ses frontières. La destruction du gouvernement particulier des classes prépara leur rapprochement et leur fusion. A l'isolément des États indépendants succéda l'isolément moins grand des provinces; à la séparation des gouvernements, la différence moins marquée des classes. En un mot, par la réunion du territoire et la fondation d'un gouvernement général, la royauté fit triompher le principe de la sociabilité, qui était le sien, du principe de l'individualité, qui était celui de l'époque féodale, et par suite la règle de la force. Ces résultats ne furent atteints que peu à peu. Mais les tribunaux fondèrent la justice; la perma-

nence de l'armée conduisit à la discipline, la durée de l'administration à l'ordre, et la toute-puissance de la couronne à l'homogénéité de la nation. Il se forma des débris des anciennes classes un peuple nouveau, qui s'avança dès lors lentement mais sûrement vers l'ère de la liberté politique et de l'égalité civile.

FIN DU TOME DEUXIÈME.

MÉMOIRE
SUR L'ÉTABLISSEMENT
DE LA
RÉFORME RELIGIEUSE,
ET SUR LA CONSTITUTION
DU CALVINISME A GENÈVE.

MÉMOIRE
SUR L'ÉTABLISSEMENT
DE LA
RÉFORME RELIGIEUSE,
ET SUR LA CONSTITUTION
DU CALVINISME A GENÈVE.
PAR M. MIGNET.

Lu à l'Académie des Sciences morales et politiques, dans les séances
du 15 et du 22 novembre 1834.

LA France prit une part tardive à la réformation religieuse. Depuis le quatorzième siècle, elle avait cessé d'être à la tête du mouvement intellectuel qu'elle avait long-temps dirigé. Ses villes, déchues de leur ancienne liberté, n'avaient pris aucune part aux récentes découvertes de l'imprimerie et des verres à lunette (1), qui devaient changer la croyance de la terre et la science du ciel. Son territoire n'avait pas recueilli

(1) Les verres à lunette furent inventés dans le XIII^e siècle par Salvino Degli Armati, de Florence. Cette découverte conduisit à celle des verres télescopiques, qui fut faite en 1590 par Zacharie Jansen de Middelbourg.

ces fugitifs de la Grèce qui apportaient avec eux, comme renfort pour l'esprit occidental, la langue et les livres de leurs ancêtres. Ses ports étaient presque déserts, alors que les navires de Vasco de Gama et de Colomb, partis des côtes de Portugal et d'Espagne, avaient marché à travers un océan inconnu, sur la foi de l'érudition, à la recherche des Indes et à la découverte d'un monde nouveau. Ce n'était pas dans ses universités dégénérées que Wiclef et Jean Huss avaient commencé l'attaque contre le système romain; que Peurbach et Regiomontanus avaient hâté les progrès de la géométrie; Cardan et Tartalea ceux de l'algèbre; qu'Érasme avait aiguisé les esprits par la finesse de ses critiques, et préparé à croire des choses nouvelles en atteignant par ses doutes les idées anciennes. Enfin, ce n'était pas elle qui avait produit en même temps et par la même cause, le réformateur de la religion et le rénovateur de la science, Luther et Copernic.

A cette époque elle avait suivi l'impulsion et ne l'avait pas donnée. Ses imprimeurs lui étaient venus des bords du Rhin; ses professeurs de grec et d'hébreu, comme ses savants et ses artistes, d'Italie; elle navigua à la suite de l'Espagne et du Portugal; et ce fut d'Allemagne qu'elle reçut les semences de la réformation. La réformation religieuse, préparée par l'état des esprits, n'avait été exécutée nulle part sans l'assentiment du pouvoir établi. En France, les esprits n'y étaient pas encore assez généralement disposés, et le pouvoir royal y était contraire. Les rois de France l'avaient toutefois rendue possible dans le monde en détruisant le prestige de l'autorité pontificale. C'était un roi de France qui, en devenant au XIV^e siècle le libérateur du pouvoir politique, avait été le précurseur

réel du libérateur de l'esprit humain : Philippe-le-Bel avait suscité Luther. Mais cette révolution elle-même, qui avait ruiné sous Boniface VIII la monarchie temporelle des papes fondée sous Grégoire VII ; à la suite de laquelle les papes avaient été tenus soixante-dix ans en exil à Avignon, sous la surveillance de la royauté ; qui avait enhardi les princes à protéger leurs sujets suspects pour leurs opinions, sans craindre de perdre leurs états ; qui avait permis à un hérétique de pouvoir devenir un réformateur, et à un prince d'oser être un hérétique, cette révolution avait éloigné les rois de France de tout changement nouveau.

Qu'avaient-ils en effet à gagner par la réforme de Luther ? Leur indépendance de la cour de Rome ? ils l'avaient conquise depuis Philippe-le-Bel. L'obéissance de leur clergé ? ils l'avaient rendu gallican par la Pragmatique-sanction qui l'avait enlevé à l'influence du pape, monarchique par le concordat de Léon X qui l'avait placé sous la main du roi. L'acquisition de ses biens ? ils en disposaient par la nomination aux bénéfices, par la possibilité de les imposer ou de les vendre.

Ainsi, la réforme ne tentait pas leur ambition. Mais il y a plus, elle excitait leurs craintes. Ils étaient parvenus, au commencement de ce siècle, à détruire le caractère féodal de la noblesse, la tendance romaine du clergé, les constitutions républicaines des villes ; ils ne voulaient pas laisser pénétrer dans leurs états des idées d'indépendance et des causes de contestation qui pourraient ramener la noblesse à la féodalité, le clergé à l'ultramontanisme, les villes à la démocratie. Aussi François I^{er} disait-il, en parlant du luthérianisme, *que cette secte et autre nouvelle secte tendoit plus à la destruction des royaumes, des monarchies et dominations,*

qu'à l'édification des ames⁽¹⁾. Il protégea cependant la science, sans se douter qu'il concourait à un changement dans les idées, en en apportant un dans les connaissances. Mais lorsque l'arbre qu'il avait cultivé pour l'ornement de son règne porta des fruits pour l'instruction de ses sujets; lorsqu'il vit que la science conduisait à la réformation, il fit partager à l'esprit la disgrâce de l'hérésie. La petite colonie de lettrés qui avait embrassé en France la doctrine de Luther, et à la tête de laquelle se trouvaient Lefèvre d'Étaples, le professeur le plus savant de l'Université de Paris, et Guillaume Farel, régent au collège du cardinal Le Moine, fut obligée de se réfugier d'abord à Meaux sous la protection de l'évêque Briconnet, que son amour des lettres avait favorablement disposé pour la réforme, et ensuite à Bâle, afin de se soustraire aux décrets de la Sorbonne et aux arrêts du Parlement⁽²⁾. Il fallut quarante ans et la minorité d'un roi, c'est-à-dire l'affaiblissement du pouvoir royal, pour que la réforme parvint en France, non pas à s'établir, mais à se montrer et à combattre. Ce n'est donc pas en France qu'il convient de chercher le protestantisme français, mais en Suisse, qui devint le lieu de son refuge et le théâtre de sa grandeur. C'est là que le caractère français eut son représentant dans Farel, et l'esprit français le sien dans Calvin, dont l'un fut l'apôtre et l'autre le législateur de la Suisse française. Es-

(1) Brantôme, *Vie des Dames illustres*, article VI, sur *Marguerite, reine de Navarre*, t. V de l'édition de Petitot, p. 220.

(2) Je n'insiste pas sur ces premiers mouvements du protestantisme en France, dont je donne l'histoire ailleurs.

sayons de retracer la révolution que ces deux bannis accomplirent sur une terre étrangère, après avoir vainement essayé et promptement désespéré de l'accomplir dans leur patrie.

Guillaume Farel, qui prépara les voies à Calvin, et qui avait vingt ans de plus que lui, était né à Gap en 1589. Il appartenait à une famille de gentilshommes. Il était venu étudier à Paris, où il s'était étroitement lié avec Lefèvre d'Étaples, professeur de mathématiques et de philosophie à l'Université (1). Devenu son disciple, il avait été d'abord fervent catholique comme lui (2); il ne pouvait rien croire avec

(1) « Farel étoit natif de Gap en Dauphiné, gentilhomme de condition, doué de bons moyens, lesquels il perdit tous pour la religion....Ayant appliqué son cœur aux lettres et sciences, il les poursuivit bien avant, par un désir de s'y perfectionner, et par bénédiction, laquelle Dieu donna à ses études dans la ville de Paris. Il advança fort dans la philosophie, et dès la philosophie s'efforça de connoître quelque chose en la théologie et aux langues, surtout d'avoir la science de la langue grecque et hébraïque. Un sien livre de raison, écrit lorsqu'il faisoit ses études à Paris, parle du progrès d'icelles, en l'an 1519, 1520, 1521, 1522, pendant lequel temps il étoit grandement chéri et honoré par deux siens maîtres et précepteurs, l'un appelé Jacques Lefèvre, d'Estaples en Picardie; l'autre, maître Girard Rouf, lesquels, depuis sa sortie de France, lui ont rescrit pour témoignage d'affection. » Vie inédite de Farel, tirée du manuscrit de la Bibliothèque de Genève, n° 147, in-4°.

(2) « Maître Jacques Faber (Lefèvre) faisoit les plus grandes révérences aux images qu'autre personnage que j'aye connu; et demeurant longuement à genoux, il prioit et disoit ses heures devant icelles; à quoi souvent je lui ai tenu compagnie, fort joyeux d'avoir accès à un tel homme, qui, combien qu'il fût en lacqs du pape, et qu'il tint les choses les plus détestables de la papauté, comme est la messe et toute idolâtrie papale, néanmoins souventes fois me disoit que Dieu renouvelleroit le monde et que

modération. *La papauté*, dit-il lui-même, *n'est tant papale que mon cœur l'a été... il n'y avoit pas de chanteur de messe et d'adorateur des images comme moi... j'étois tellement perversi que s'il y avoit personnage qui fût approuvé selon le pape, il m'étoit comme Dieu ; si quelqu'un disoit quelque chose où le pape fût en quelque mépris, j'eusse voulu qu'un tel et tout ce qui ne servoit à la papauté et au pape, pour tout ce qu'il a ordonné en église, fût abattu, ruiné, détruit* (1). La première atteinte que reçut sa foi lui fut portée par la lecture de la Bible. *Je fus fort ébahi*, dit-il, *en voyant que sur la terre tout étoit autrement en vie et doctrine que ne porte la sainte écriture* (2). Il rejeta d'abord ses doutes comme provenant d'une fausse interprétation des écritures ; mais Lefèvre d'Étaples les fortifia et les étendit bientôt, en lui enseignant que le salut du chrétien ne venait pas des œuvres de l'homme, mais de la grace de Dieu (3). C'était la doctrine de Luther à laquelle il fut peu de temps après initié en grande partie par quelqu'un qu'il ne nomme pas (4). Là,

je le verroye. » Manifeste de Farel intitulé : *A tous seigneurs et peuples et pasteurs à qui le Seigneur m'a donné accez, qui m'ont aidé et assisté en l'œuvre de Notre-Seigneur Jésus, et envers lesquels Dieu s'est servi de moi en la prédication de son saint évangile, grace, paix, salut et vie vous soit donnée*. Il se trouve à la fin de la Vie de Farel, même manuscrit, n° 147.

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*

(3) « Par sa parole me retira de la fausse opinion des mérites, mais que tout venoit de grace et par la seule miséricorde de Dieu, sans qu'aucun l'eût mérité ; ce que j'ai cru sitôt qu'il me fut dit. *Ibid.* »

(4) « Après ce, par un, à qui Dieu fasse grace, me fut proposée la pure invocation de Dieu. *Ibid.* »

dit-il, *fut du tout ébranlée la papauté en mon cœur, et lors je commençai à la détester comme diabolique, étant marri d'avoir été si longuement déçu par elle, et la sainte parole de Dieu commença à avoir la première place en mon cœur* (1). Il embrassa la nouvelle croyance avec l'ardeur de son esprit et la fougue de son caractère. Il se retira d'abord de Paris à Meaux, avec

(1) Il ajoute : « Et en général je connus et commençai à juger et tenir que tout ce qui n'étoit selon la parole de Dieu étoit péché, méchant et maudit, et que les lois et traditions humaines qui changent les consciences étoient toutes abominables. Lors j'entendis que le canon même de la messe devoit faire place à la parole de Dieu, et qu'il étoit digne de toute exécution. Mais cependant, combien que je susses que tous les prêtres font mal de tenir leur messe pour sacrifice pour les péchés, et de manger seuls, et qu'en ce qu'ils mettent la messe au lieu de la cène de Jésus, il y devoit avoir communion. Car en l'ordonnance de Jésus est coutume que tous doivent manger du pain et boire du vin; et combien que j'eusse telle connoissance de la messe, néanmoins encore demeurait une grosse racine de l'enchantement de Satan, tellement que je ne pouvois rejeter cette messe; mais j'étois encore tellement ensorcelé d'icelle que je pensois, quelque chose que j'y connusse de mal et quelque gouffre de malédiction qui y fût, néanmoins il y avoit beaucoup de biens et bénédiction. Mais surtout la séduction m'a longuement aveuglé à cause de l'adoration du pain et du vin, et de ce que j'ai cru que le corps et le sang de Jésus-Christ y étoient au lieu du pain et du vin, je ne sais par quel mélange, car un tel songe inventé des hommes, n'ayant aucun fondement en l'écriture, et qui ne peut avoir lieu selon que le nom et l'être du sacrement portent, je me suis fait violence comme aux choses qui surmontent tant l'entendement que nous nous abaissions et soumettions notre jugement. Ainsi ai-je fait long-temps à ce songe papal du dieu de paste.... J'ai été fort long-temps en cette séduction; mais ce bon père de miséricorde à la fin m'a retiré d'une si dangereuse idolâtrie et abus. *Ibid.*

son maître Lefèvre d'Étaples, pour fuir les persécutions de la Sorbonne et du Parlement, et plus tard il fut obligé de quitter ce refuge et de s'expatrier. Il se rendit dans les pays réformés les plus voisins de la France. Il contracta une étroite amitié avec les réformateurs de l'Alsace et de la Suisse allemande : Avec Bucer et Capito, à Strasbourg (1); Zwingle, à Zurich; Oëcolampade, à Bâle; Berthold Haller, à Berne (2). Il leur proposa de les aider. Ces réformateurs acceptèrent la coopération de Farel, et lui donnèrent la *main d'association*. Ils le jugèrent propre à porter leur doctrine dans la Suisse française, pays coupé en petites souverainetés, et qu'ils n'étaient pas en mesure de convertir parce qu'ils en ignoraient la langue. Ils l'y envoyèrent. « Les grands personnages « avec lesquels avoit conféré Farel, dit son journal manuscrit, « l'ayant reconnu d'une singulière érudition, piété et zèle, « bien exercé ès saintes écritures, de bon conseil et d'exécution ferme comme un rocher, à la vérité, et d'une vie « totalement chrétienne, trouvèrent à propos d'appliquer « son ministère envers les peuples de sa langue, et le dispo-

(1) • Il alla à Strasbourg (1523); il y rencontra deux excellents personnages, pasteurs de la ville, Wolfgang Capito et Martin Bucer, auxquels d'entrée se fit connoître et captiva tellement leur bienveillance, que sur les témoignages de piété, courage, zèle et suffisance, lesquels il leur fit recevoir pour leur être joint en l'œuvre du Seigneur, ils lui donnèrent la main d'association, et contractèrent par ensemble une amitié si sincère et sainte que jusques à leur mort ils ont nourri par lettres une communication de sentiments, avis, conseils sur tous incidents d'affaires, et concernant la religion. » Vie inédite de Farel, ms. n° 147.

(2) *Ibid.*

« sèrent à mettre la main à l'œuvre (1). » Sa mission dans la Suisse française fut donc le résultat d'un plan concerté.

Il était éminemment propre, par ses défauts comme par ses qualités, à la tâche qui lui fut assignée dans le grand travail de la réforme. Il était infatigable de corps, ardent d'esprit, intrépide de cœur et doué d'une volonté indomptable. Sa conviction et sa passion lui donnaient un singulier ascendant. Il fut le plus entraînant des réformés français. Il avait de cette éloquence populaire avec laquelle Luther avait subjugué les masses, et de cette intrépidité héroïque qui fait sortir des grands périls en les bravant. Mais il était dépourvu de la prudence politique qui avait concilié à Luther la faveur des princes d'Allemagne, et à Zwingle l'assistance des magistrats de la Suisse. Son courage était plus celui d'un soldat que d'un chef, d'un apôtre que d'un novateur. Les siens l'appelaient le *zélé* ; mais le pacifique Érasme, qui croyait que les idées devaient faire toutes seules leur fortune dans le monde, sans qu'on se dévouât pour elles, qui voulait la liberté sans combat, qui voulait la vérité, mais qui, comme il le disait lui-même, ne l'aimait pas séditieuse (2), l'appelait *l'audacieux et le téméraire* (3).

(1) *Ibid.*

(2) Non amo veritatem seditiosam. Erasmus, Epist. xxvi, lib. XVII.

(3) Chronique manuscrite de l'établissement de la réformation dans Genève, par le ministre Froment, même volume, n° 147. Son ami OEcolampade, avec lequel il logeait et mangeait lorsqu'il était à Bâle, le recommandait à Luther en ces termes : « Personne n'a plus de candeur que Farel, et quoiqu'il y en ait qui désirassent de voir son zèle un peu plus modéré envers les ennemis de la vérité, si crois-je que c'est une vertu en lui admirable et nécessaire, si elle est bien ménagée et à propos. » Vie inédite de Farel, *ibid.*

C'est pourtant avec cette audace et cette témérité qu'il parvint, pendant les six premières années de son bannissement, à remplir entièrement sa mission. Il propagea les idées nouvelles dans le comté de Montbéliard, qui appartenait au duc de Wurtemberg; dans la ville de Morat; dans la vallée de l'Aigle, que les cantons de Fribourg et de Berne possédaient par moitié; dans le comté de Neuchâtel, dont la duchesse de Longueville était souveraine, et dans celui de Vallengin; dans le bailliage de Granson, et dans les villes d'Orbe et de Lausanne. Il rencontra de grands obstacles et de nombreux dangers. Il lui fallut tout le courage et toute la persévérance dont il était doté, pour suffire et pour survivre à cet apostolat (1). Aucun de ces pays ne fut converti en une seule fois. Il fut chassé successivement de tous et maltraité dans plusieurs. Ce n'est qu'à la seconde et troisième tentative qu'il parvint à y établir le culte réformé. Il y gagna peu à peu les populations et il y institua des ministres (2).

Mais pour que le protestantisme français eût son caractère et sa destinée, il avait besoin d'une ville qui lui servît de centre, et d'un chef qui devînt son organisateur. La conquête de cette

(1) De 1524 à 1531. Vie inédite de Farel, et Chronique de Froment, *ibid.*

(2) Entre autres, Pierre Viret « natif d'Orbe, de la juridiction commune des seigneurs de Berne et de Fribourg, personnage discret et docte, et d'autres enfants du pays, desquels il se servait çà et là, les employant au sacré ministère. » Vie inédite de Farel, *ibid.* Tous les événements de ce difficile et dangereux apostolat se trouvent racontés dans la vie inédite de Farel, dont le ministre Ancillon a fait quelque usage dans la *Vie de Farel* qu'il a publiée à Amsterdam en 1691, in-32. Ils le sont aussi dans la Chronique manuscrite de Froment.

ville et la désignation de ce chef appartenrent à Farel. Ce fut lui qui donna Genève à la réformation, et Calvin à Genève.

Genève ayant été le théâtre de trois révolutions consécutives, qui firent d'elle un état indépendant, une ville réformée, et la capitale du protestantisme nouveau, il est nécessaire de remonter un peu plus haut, pour connaître les causes et suivre la marche de ces divers événements.

Placée entre le Jura et les Alpes, à l'extrémité méridionale du lac Léman, auquel elle donna son nom; assise sur le Rhône et presque baignée par l'Arve, Genève s'élevait dans un pays magnifique, sur un territoire qui n'était plus la France et qui n'était pas encore la Suisse, mais où l'on avait l'esprit de l'une et la liberté de l'autre.

Elle était l'un des débris de ce royaume de Bourgogne qui, en tombant en pièces, avait donné naissance à des souverainetés féodales, comme le Dauphiné, la Savoie, la Provence, etc.; à des états démocratiques, comme les cantons de la Suisse; à des principautés ecclésiastiques, comme celles de Lyon, de Valence, de Gap, de Grenoble, de Die, de Saint-Paul-Trois-Châteaux, de Lausanne et de Genève. Son évêque était son souverain (1). Élu par le peuple et le

(1) Voici comment l'évêque Guillaume de Conflans expliquait lui-même sa souveraineté dans des lettres d'excommunication, en 1291, contre le dauphin de Viennois, qui s'était joint au comte de Genevois pour le soutenir dans ses prétentions : « Notorium est omnibus, quod episcopus gebennensis, ipse solus et in solidum, dominus est et princeps civitatis gebennensis, non habens in dominio ejusdem participem vel consortem, sed agens et exercens in eâ, tam per se, quam per vice-dominum suum et per alios officarios et judices suos, merum et mixtum imperium et omnino;

clergé avant le XII^e siècle, il était nommé par les trente-deux chanoines de l'église cathédrale de Saint-Pierre depuis la révolution sacerdotale qui avait concentré le droit d'élire les papes dans le collège des cardinaux, et les évêques dans les chapitres des chanoines. Après que l'évêque nommé par le chapitre avait été confirmé par le peuple; il était solennellement installé dans sa principauté. Les chanoines réunis le recevaient en grand costume, avec les capes et la croix, à la porte de l'église de Saint-Pierre. L'évêque donnait aux chanoines le baiser de paix, et il était ensuite conduit par eux jusqu'à l'autel, où se trouvait un missel ouvert sur lequel il jurait, les deux mains étendues, en présence du peuple et des syndics de la ville, de respecter et de maintenir les libertés, les franchises et les coutumes des bourgeois de Genève. Il en était dressé acte par un notaire public, et c'est après ce serment qu'il était reconnu souverain (2).

dam jurisdictionem temporalem et spiritualem. Et quod ipsam civitatem gebennensem, castra, villas et possessiones, homines, jura et jurisdictiones, ac libertates et universa bona temporalia ad ecclesiam gebennensem pertinentia, a solo imperatore romano immediatè dignoscitur obtinere. *Histoire de Genève*, par Spon, édition in-4^o de 1730, note de Gautier, t. I, 57.

Notorium quod ecclesia gebennensis domina est et princeps unica in solidum civitatis et suburbii gebennensis. Acte cité dans le *Catadin*, et dans Spon, t. I, 45.

(2) Voir le *juramentum præstitum per Joh. de Bertrandis episcopum gebennensem manutenendi libertates et franchises*, etc, en 1409. Spon, t. II, p. 123, pièces justificatives, n^o 48, et *juramentum Joh. Brevis, Cozæ, episcopi gebennensis, de tuendis franchises*, en 1422, *ibid.*, p. 165, n^o 53. Ces deux pièces sont tirées des Archives de Genève.

L'évêque, dont la souveraineté datait à peu près de la même époque que celle des princes ecclésiastiques d'Allemagne (1), rendait la justice au civil, avait droit de grace en matière criminelle, levait les impôts, battait monnaie et commandait les troupes. Mais il avait délégué sa juridiction civile et son pouvoir militaire à un vidomne (*vice dominus*) (2), qui fut, jusque vers la fin du XIII^e siècle, le comte de Genevois, et jusqu'au commencement du XVI^e, le duc de Savoie (3). Ce vidomne avait la garde du château de l'Isle, placé sur le Rhône (4) dans Genève même, où il tenait garnison, et jugeait les petites causes par un lieutenant, d'une manière sommaire, verbale, et dans la langue du pays (5).

(1) Elle datait de Conrad le Salique, qui vint dans Genève en 1034, comme roi de Bourgogne. Vie de Bonnivard, p. CXXXII et CXXXIII, dans les *Chroniques de Genève par François de Bonnivard, prieur de Saint-Victor*, publiées pour la première fois à Genève en 1831, 2 forts vol. in-8°.

(2) Comes fidelis advocatus sub episcopo esse debet. Tiré de la 3^e pièce justificative de Spon (t. II, p. 9), intitulée *Acordium et transactio facta inter episcopum et comitem gebennensem, super jurisdictione et dominiis civitatis gebennensis*, anno 1155.

(3) C'est en 1255 que le comte de Savoie fit alliance avec la ville de Genève contre le comte de Genevois, et en 1290 qu'il fut substitué aux droits de celui-ci. Il prit le titre de *vidomne*, et eut un lieutenant qui fut appelé le *châtelain* du *vidomne*. Plus tard, le nom de *vidomne* fut donné au châtelain lui-même. Spon, pièces justificatives, n° 23 (t. II, p. 57), qui contient le traité d'alliance, et n° 24 (t. II, p. 59), qui contient l'acte d'inféodation du *vidomne*.

(4) Ce fut de 1215 à 1219 que l'évêque Pierre de Séssons fit bâtir le château de l'Isle dans Genève. Spon, t. I, p. 51.

(5) Spon, t. I, p. 56, note T de Gautier, 2^e colonne. *Chroniques de Bonnivard*, t. I, p. 140. Chouet, 21^e question sur l'histoire de Genève.

Quoique possédée par l'évêque, et tenue en respect par le châtelain de l'Isle, Genève jouissait des franchises les plus étendues, et se gouvernait presque démocratiquement elle-même. Tous les chefs de maison se réunissaient deux fois dans l'année en conseil général, au son de la grosse cloche de Saint-Pierre, pour élire quatre syndics et un trésorier, régler les impôts, porter des édits, délibérer sur les alliances, fixer le prix du vin et du blé. Les quatre syndics, qui étaient renouvelés tous les ans, et qui ne pouvaient pas de trois ans rentrer en charge, avaient seuls le droit de poursuivre en matière criminelle, d'emprisonner, de mettre à la question, de condamner à mort. Entre le coucher et le lever du soleil, ils étaient maîtres absolus de la ville, dont les portes, les armes, l'artillerie étaient, en tout temps, confiées à leur garde. Ils avaient le tiers des revenus publics, dont les deux tiers appartenaient à l'évêque. Ils étaient assistés d'un conseil composé, tantôt de seize, tantôt de vingt, tantôt de trente membres, qu'ils désignaient eux-mêmes (1). Telle était l'organisation du parti bourgeois.

Le parti ecclésiastique était très-puissant dans Genève. Les trente-deux chanoines de l'église cathédrale de Saint-Pierre, qui portaient l'épée, en étaient les chefs. Il comptait dans la ville sept cures, onze chapellenies et cinq monastères (2). Sur une population d'environ douze mille âmes, il y avait trois cents ecclésiastiques dans Genève, vers le commencement du XVI^e siècle (3).

(1) Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 129 à 131. Spon, t. I, p. 46 et 47, 70 et 71. Bérenger, Histoire de Genève, t. I, p. 54.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. I, ch. III, p. 89 à 118.

(3) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 385, et la note 1 qui y est jointe.

Le parti militaire y était également fort. Il tenait le château intérieur de l'Isle et s'appuyait sur les châteaux de la Batie (1) et de Peney (2), qui longeaient le cours du Rhône, et sur celui de Gaillard (3) qui commandait le cours de l'Arve. Ces châteaux étaient à une ou deux lieues de Genève, dont le territoire était couvert de beaucoup d'autres châteaux ou maisons fortes, et qui était enclavé dans les possessions, d'abord des comtes de Genevois, ensuite des ducs de Savoie. Ainsi que cela se pratiquait dans le moyen âge, la plupart des nobles territoriaux étaient bourgeois de la ville.

Cette constitution mixte, qui partageait le pouvoir entre l'évêque, le vidomne et les syndics, au nom desquels se faisaient les criées et se portaient les statuts (4); qui balançait la souveraineté de l'évêque par les prérogatives du vidomne et les franchises du peuple; qui soumettait les sentences du vidomne à l'appel de l'évêque, et celles des syndics à son droit de grace; qui réunissait deux fois par an tous les citoyens, afin qu'ils délibérassent, dit Bonnivard, *sur l'état public et sa réformation, ce qui était pour garder l'évêque de tyrannie, et le petit conseil d'oligarchie* (5); cette consti-

(1) Il fut bâti en 1219, à une demi-lieue de Genève, par Girard de Terny, qui en presta hommage à l'évêque et à la ville. Spon, t. I, p. 51.

(2) Il fut construit par l'évêque Aimé de Granson en 1220, à deux lieues au-dessous de Genève, sur le Rhône. *Ibid.*

(3) Aimé II, comte de Genevois, fit bâtir ce château à une lieue de Genève, sur l'Arve, en 1304. Spon, t. I, p. 58.

(4) Spon, t. I, p. 46 et 47. Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 133.

(5) Cette phrase, qui ne se trouve pas dans les chroniques imprimées,

tution faisait de Genève une ville à la fois ecclésiastique, féodale et républicaine, et devait lui donner une existence long-temps troublée, une souveraineté incertaine, une liberté combattue.

Le principal danger pour elle se trouva dans les projets ambitieux du vidomne. Il était à craindre, en effet, que Genève n'éprouvât le sort commun à toutes les villes ecclésiastiques du royaume de Bourgogne. Grenoble et Gap étaient tombées sous le pouvoir des dauphins de Viennois; Lyon, sous celui de Philippe-le-Bel; Valence, Die, Saint-Paul-Trois-Châteaux, sous celui de Louis XI. Par suite d'une ambition analogue et d'un besoin naturel d'agrandissement, les comtes de Genevois et les ducs de Savoie cherchèrent tour à tour à s'emparer de Genève. Ils voulurent réduire l'évêque à n'être que le chef spirituel de la ville, et faire, de ses citoyens, leurs sujets.

Mais ils trouvèrent dans ces intrépides bourgeois une résistance qui dura quatre siècles. Tantôt soutenue par l'évêque, qui mettait sa souveraineté en commun avec leur liberté, tantôt trahie par lui, à cause de sa parenté avec les maisons qui visaient à l'usurpation, cette résistance ne se démentit jamais. Elle se montra toujours fièrement, et quelquefois héroïquement. Pour arrêter les projets d'usurpation des maisons de Genevois et de Savoie, les empereurs Frédéric Barberousse, Charles IV, Sigismond, confirmèrent par des bulles l'indépendance de Genève, et la reconnurent comme ville impériale, relevant d'eux immédiatement, et n'ayant d'autre

est tirée d'une variante de ces chroniques, transcrite dans le manuscrit n° 139, de la bibliothèque de Genève.

supérieur que Saint-Pierre, *en considération duquel*, disaient ces empereurs dans leurs bulles (1), *nous et nos prédécesseurs dans le saint empire, avons accordé à la ville de Genève ces privilèges et ces grâces*. Mais il ne suffisait pas d'avoir le bon droit, il fallait pouvoir le maintenir par la force. Tant que la maison de Genevois subsista, les bourgeois de Genève s'allièrent, pour lui résister, à la maison de Savoie. Lorsque celle-ci eut pris les possessions, la place, les desseins de l'autre, qui s'éteignit à la fin du XIV^e siècle (2), les bourgeois de Genève cherchèrent leurs alliés et leur appui dans les cantons suisses.

Le plus ardent et le plus redoutable des antagonistes pour eux fut Charles III, de Savoie, qui monta sur le trône ducal

(1) Remaneat, dit la bulle de l'empereur Frédéric Barberousse, de l'an 1162, *ipse episcopus et sui successores dominus et princeps civitatis, suburbiorum et limitum ipsius civitatis et castrorum episcopatus gebennensis, nullum ex hiis recognoscentes superiorem præter quam beatum Petrum apostolum ob cujus reverentiam nos et nostri in sacro imperio predecessores talia contulimus privilegia et gratias*. 7^e pièce justificative dans le t. II de Spon, p. 24 à 29. — Sentences et lettres de Charles IV, en 1366 et 1367, qui se trouvent dans les pièces justificatives de Spon, sous les numéros 26, 27, 28, 29, t. II, p. 96 à 103. — Bulles de l'empereur Sigismond en 1412 et en 1420. *Ibid.*, p. 126 et page 163, sous les numéros 49 et 52.

(2) En 1401, Oddo de Villars, oncle d'Humbert de Villars, dernier comte de Genevois, mort en 1400, vendit ses droits à Amé VIII, comte de Savoie, pour 45,000 livres d'or. Spon, t. I, p. 73. La livre d'or ou le franc d'or était une monnaie d'or fin de 63 au marc, note X de Gautier, même page. Guichenon, *Histoire généalogique de la maison royale de Savoie*, édit. de Turin, 1778, in-fol., t. II, p. 24.

en 1504. Il commença avec eux une lutte qui dura vingt ans, et dont l'issue devait être l'asservissement de Genève ou l'abolition du vidomnat. Il essaya d'abord d'obtenir la souveraineté par séduction. Les Gênevois avaient perdu en 1463, leurs foires, qui avaient été transférées à Lyon. Le duc s'engagea, en 1512, à les obtenir de nouveau pour eux, s'ils consentaient à lui donner la seigneurie directe de la ville et à lui faire prêter serment par les syndics. Mais ils lui répondirent : « Qu'ils aimaient mieux vivre dans « une pauvreté couronnée de toutes parts de liberté, que de « devenir plus riches et de vivre dans l'esclavage ; que pour le « serment de fidélité, son altesse ne trouverait pas mauvais « que les syndics ne s'étant jamais liés par serment à aucun « prince de la terre, ils refusassent de s'engager à elle (1). » Ce moyen ne lui ayant pas réussi, il recourut à la violence. Il parvint à faire nommer, en 1513, pour évêque Jean, bâtard de Savoie. Celui-ci ayant obtenu l'évêché à condition de livrer Genève (2), céda sa juridiction temporelle au duc et se dévoua à ses volontés usurpatrices.

D'un commun accord ils attaquèrent les franchises de la ville. Le moment paraissait bien choisi pour l'entreprise du duc. Allié aux maisons de France et d'Autriche, ligué depuis 1509 avec les cantons suisses, ayant trouvé réunis à ses états

(1) Spon, t. I, p. 112 et 113, et note O de Gautier sur le même sujet et aux mêmes pages. Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 17.

(2) « Jehan de Savoie, dit Bonnivard, nous avoit vendus encore en herbe, car il avoit fait présent de nous, devant que fussions à lui. » Chroniques de Genève, t. I, p. 25. Spon, t. I, p. 120, et note X de Gautier, même page.

le comté de Genevois, la baronnie de Vaud, les seigneuries de Gex, de Faucigny, de Valromey, de Bresse, dont l'ancienne désunion avait favorisé l'indépendance de Genève; possédant, à l'exception de cette ville et de celle de Lausanne, tout le bassin entre le Jura et les Alpes; disposant du chapitre qui était rempli de ses créatures, et de l'évêque, qui était complice de ses desseins; soutenu par beaucoup de riches bourgeois, moins épris d'une liberté orageuse que désireux de jouir tranquillement de leur aisance; voyant la ville sans fortifications (1), sans appui, sans alliance, le duc crut son usurpation aisée et infaillible.

Il rencontra cependant quelques bourgeois généreux qui concurent la pensée de s'opposer à lui. De ce nombre furent Besançon Hugues, Jean Pécolat, François Bonnivard, prieur de Saint-Victor, et la famille Levrier. Mais le principal d'entre eux fut Philibert Berthelier. Il était membre du petit conseil, et l'évêque, pour le gagner, lui avait donné le commandement du château de Peney. Dès que Berthelier aperçut les intentions du duc et de l'évêque, il se démit de cette charge afin d'être plus libre dans sa résistance (2). Il se plaça à la tête des jeunes gens, qu'il organisa en confédération de plaisir et de défense, à laquelle il donna le nom de *Qui touche l'un touche l'autre* (3).

(1) « Les murailles et forteresses de la ville ne valoient un coup de poing. » Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 22.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 258, et Gautier, Histoire manuscrite, liv. III.

(3) *Notices généalogiques* par M. Galiffe, t. I, p. 8 et 9 : « Ils s'assembloient, » dit la procédure qui fut dirigée contre eux et qui a été extraite des Archives par M. Galiffe, et imprimée dans ses *Matériaux pour servir à l'Histoire de Genève*,

Cette confédération fut le premier instrument du salut de Genève, qu'elle conduisit à l'indépendance par les voies apparentes du désordre. *Les amateurs de liberté dans Genève*, dit Bonnivard, *voyant tous les obstacles qui s'opposaient à son maintien, ne vouloient hasarder leurs personnes et biens pour une chose de laquelle ils n'eussent sçu espérer issue. Si que ne devons le commencement de la restauration de notre liberté aux sages, mais aux imprudents, du rang desquels je ne me veux exempter, car j'étois alors de l'âge de vingt-quatre à vingt-cinq ans, mené plutôt par affection que bon conseil ni avis, comme les autres. Mais Dieu donna à nos folles entreprises bonnes issues* (1). C'est avec ces jeunes gens inconsidérés, nommés *les Enfants de Genève*, ne comprenant d'abord que les droits de la dissipation, n'ayant que le pa-

• ils s'assembloient au Molard, à Plainpalais et dans d'autres lieux publics ou
 • secrets, sans la permission, l'ordre ou la volonté de monseigneur l'évêque,
 • et ses officiers, formant des conventicules au mépris de son autorité ;
 • dans lesquels conventicules et congrégations ils sont convenus d'être
 • unis et unanimes pour se secourir l'un l'autre, comme tous, au nombre
 • de cinquante et plus, se sont, de plein accord, donné leur foi de le faire,
 • tant contre notre dit seigneur évêque que contre ses officiers, promettant
 • de ne pas souffrir que leurs franchises et libertés fussent enfreintes de
 • droit et de fait, et que si l'un d'eux étoit arrêté par le vidomme ou
 • les autres officiers de l'évêque, ils se révolteroient et ne permettroient
 • pas qu'on le touchât, qu'on l'arrêtât, ou qu'on le mit en prison, et qui
 • en toucheroit un seroit censé avoir touché tous les autres, et qu'ils se
 • défendroient l'un l'autre avec leurs armes, leurs ongles et leurs dents. »
 Histoire de Genève par A. Thourel, t. I, p. 360, 361, édition de Genève,
 1832, 3 vol. in-8°.

(1) Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 28 et 29.

triotisme nécessaire pour défendre leurs plaisirs, *croyant que la liberté pour chacun fût de vivre à son appétit, sans loi, règle, ni compas*, que Berthelier essaya de rétablir cette autre *liberté, qui n'est pas de faire ce que l'on veut, si l'on ne veut ce que l'on doit* (1). Il connaissait les dangers auxquels il s'exposait, et le sort qui l'attendait. Aussi disait-il souvent à Bonnivard : *Monsieur mon compère, pour l'amour de la liberté de Genève vous perdrez votre bénéfice* (2), *et moi la tête* (3).

C'est en 1517 que commença sérieusement l'attaque du duc contre la ville de Genève. Pour avoir bon marché de ses droits, il songea à perdre ses défenseurs. Il fit donc intenter par l'évêque une accusation capitale contre les plus indépendants des bourgeois, qui furent poursuivis comme ayant voulu empoisonner Jean de Savoie, avec des pâtés de poison. Jean Pécolat, ayant dit que l'évêque ne vivrait pas longtemps, fut saisi, conduit au château de Thiez, et appliqué à la torture au nom et en présence de Jean de Savoie,

(1) Chroniques de Bonnivard, t. I, p. 28 et 29.

(2) Ce bénéfice était très-considérable. Le prieuré de Saint-Victor comprenait 15 ou 20 villages, tels que Cartigny, Chancy, Avusy, Laconex, Troinex, Landecy, Consignon, etc., dont les ducs de Savoie étaient seigneurs suzerains. Picot, *Histoire de Genève*, t. I, p. 59 et 60.

(3) Berthelier avait alors cinquante ans, - et ne faut dire qu'il eut ce fait imprémeditement, car il savoit très-bien qu'il mourroit pour cela, et s'en tenoit certain comme de la mort en général. Ce qu'il m'a dit cent fois : *Monsieur mon compère, disoit-il, touchez-là, car pour amour de la liberté de Genève vous perdrez votre bénéfice, et moi la tête.* • Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 237, 238.

quoique ce droit fût réservé aux syndics (1). Il résista courageusement à deux de ces cruelles épreuves; mais les tourments firent fléchir sa force d'âme à la troisième, et il dit tout ce qu'on voulut contre Berthelier et ses autres amis. Il s'empressa, dès qu'il fut rendu à lui-même, de rétracter ses aveux. Lorsque plus tard on allait l'appliquer une quatrième fois à la torture, il se coupa la langue pour que la douleur ne lui arrachât plus de paroles funestes à ses concitoyens (2). Deux de ceux-ci, nommés Navis et Blanchet, périrent pour ce prétendu complot. Le duc les fit prendre sur ses terres, où ils se trouvaient alors, appliquer à la torture et décapiter. Leurs têtes furent clouées à un noyer, sur les bords de l'Arve, afin d'effrayer les autres (3).

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 281 à 285.—Histoire inédite de Genève, par le syndic Michel Roset, liv. I, ch. 81. Spon, t. I, p. 123 à 127.

(2) « Si fut mis ès prisons des clerks et fut advisé de lui raire (raser) les cheveux et la barbe pour ce que l'on doutoit qu'il ne fût charmé contre la torture. Il prit le rasoir du barbier, et s'en coppa une partie de la langue, voyant qu'on le vouloit contraindre de parler contre les libertés et franchises de la ville, dont il y eut grand bruit dans la ville avec compassion du détenu, lequel endura la torture trois fois, et fut laissé pendu à la corde long-temps, tandis que les haineux prenoient le loisir de diner. » Michel Roset, Histoire manuscrite de Genève, liv. I, ch. 81. — Bonnivard dit, t. II, p. 301 à 303 : « Mais pour ce que l'on avoit soupçon que quelqu'un de la part de Berthelier n'eût charmé Pécolat, à cause qu'ils cuidoient que Berthelier fût un grand charmeur, et eût un diable familier, et aussi que l'on avoit une autant folle comme commune opinion que les charmeurs mettoient en des poils de leurs corps des diables qui les gardoient de sentir douleur à la torture, il fut arrêté de lui faire raire tous les poils de la partie de son corps, et pour ce, etc. »

(3) Avec une croix blanche et un écriteau portant : *Ce sont ici les traîtres*

Berthelier, auquel un sort pareil était réservé s'il ne s'était pas évadé, se réfugia à Fribourg. Pendant cet exil momentané, il ménagea à sa patrie menacée une protection plus puissante que celle des jeunes gens enrôlés sous sa bannière de dissipation et d'indépendance. Il disposa les Fribourgeois à se lier par un traité de combourgeoisie et de défense mutuelle avec les Genevois, que les attentats du duc avaient tirés de leur indifférence. Ces derniers lui accordèrent même un sauf-conduit pour qu'il revînt se faire juger par les syndics qui l'acquittèrent (1).

Le traité de combourgeoisie, préparé par Berthelier, fut conclu par Besançon Hugues, alors syndic, qui se rendit tout exprès à Fribourg (2). Dès ce moment se forma le parti politique des *Eidgenots* (3), ou des confédérés, qui succéda à la

de Genève. Spon, t. I, p. 136. — Gautier, Hist. ms., liv. III. — Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 323 à 325, avec les notes.

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 289, 311, 312. — Gautier, Histoire manuscrite, liv. III; — et Spon, t. I, p. 142, note H. de Gautier.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 330 et 333. « Et commença le peuple à connoître le profit que provenoit d'avoir alliance au pays des ligues, vu que l'on n'osoit attoucher aux alliés d'iceux, non plus que au feu saint Antoine. » *Ib.* p. 327. — Sur la conclusion de l'alliance, note H. de Gautier dans Spon, t. I, p. 142 et suivantes.

(3) *Eidgenossen*, liés par serment, d'où l'on fit *Eidgenots* à Genève, et *Huguenots* en France, lorsque les réformés français furent vers 1660 en communication directe et constante avec les réformés de Genève qui les dirigeaient. « *Eidgenoss* signifioit en allemand les ligués ou alliés, du quel nom s'appellent les Souisses en général, car *Eyd* signifie serment, et *Gross* participant... Ceux qui tenoient le parti des prinées à cette cause par moquerie les appelloient les *Eidgenoss*, et ceux de la part de la liberté

bande licencieuse des *Enfants de Genève*. Les créatures et les soutiens du duc composèrent, sous le nom de *Mameluz* (1), le parti contraire. La ville fut divisée en deux factions, dont l'une s'appuya sur la Suisse, l'autre sur la Savoie. Les *Eidgenots* portaient à leurs chapeaux des plumes de coq, à la façon des Suisses, les *Mameluz* y portaient du houx comme les Savoyards.

Le duc, dont les prétentions avaient suscité la bande de Berthelier, et les violences le traité avec Fribourg, fut extrêmement courroucé. Il regarda l'alliance comme une précaution dangereuse pour ses desseins, et l'acquiescement de Berthelier comme une bravade contre sa puissance. Il résolut de faire rompre l'une, et casser l'autre. Il se plaignit à tous les cantons suisses, réunis à Zurich, de celui de Fribourg, qui avait conclu un traité avec ses *sujets* sans son assentiment. La diète se prononça pour l'annulation de la combourgeoisie.

nommoient ceux par l'opposite les *Mameluz*... Et on commença à se bannir l'un contre l'autre, et à porter des marques pour se reconnoître. Les *Eidgenoss* portoient des plumes de chapon à la façon des Souisses. Les *Mameluz* ou monseigneuristes, le houx, qui se nomme en savoisien le harègle, et faisoient dictiers et chansons les uns contre les autres. • Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 331.

(1) • À tous en général la commune voix imposa nom de *Mameluz*, à cause qu'ainsi que les *Mameluz* avoient renoncé Jésus-Christ pour suivre Mahomet, aussi avoient ceux-ci leur liberté et chose publique pour se assujettir à tyrannie. *Ib.* p. 287, 288.

• Il y avoit à la tête de cette faction près de quarante riches marchands dont quelques-uns avoient jusqu'à 50,000 écus de fortune • Gautier, Histoire manuscrite, liv. III.

Mais les villes de Fribourg et de Genève y persistèrent, malgré toutes les tentatives du duc pour les y faire renoncer (1).

Le duc recourut alors à la force. Il assembla secrètement une armée, et se présenta devant Genève, qu'il déclara *rebelle à feu et à sang*. Avant que les Fribourgeois pussent secourir leurs confédérés, il entra dans la ville à la tête de ses soldats. Il fit abattre la porte Saint-Antoine, sur laquelle il marcha en signe de triomphe. Il défendit aux bourgeois de porter des armes sous peine de trois coups d'estrapade. Il convoqua l'assemblée générale et la força de renoncer à l'alliance de Fribourg. Les syndics, sous lesquels le traité de combourgeoisie avait été conclu, furent déposés, et le duc, par la terreur qu'il inspira, parvint à n'introduire que des *Mameluz* dans le petit conseil (2).

Berthelier n'avait pas pris la fuite. *Ce grand mespriseur de mort* (3), comme l'appelle Bonnivard, attendit avec une intrépidité tranquille le sort qu'il prévoyait depuis long-temps

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 336 à 338.—Gautier, Hist. manuscrite, liv. IV. — Spon, t. I, p. 142 et suivantes. Voir en outre la longue et excellente note *h* de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 144 et suivantes. Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 350 à 359, 370 à 378.—Gautier, Hist. manuscrite, liv. IV.—Picot, Hist. de Genève, t. I, p. 223 et suivantes.

(3) « Je n'ai vu ni lu oncques, dit Bonnivard, un si grand mespriseur de mort que Berthelier, à qui il ne restoit que un petit nombre de compagnons mal exercés aux armes, qui l'accompagnoient, et lors toutes choses étoient en tel état que nul osoit aller sur les champs. » Chroniques, t. II, p. 286-7.

pour lui. Acquitté par les syndics, ses juges, il ne voulut pas reculer devant ses ennemis victorieux. Un jour qu'il revenait de son jardin, jouant avec une belette apprivoisée, le vidomne le fit prisonnier au nom de l'évêque, et le conduisit au château de l'Isle. Interrogé par un prévôt savoyard, chargé de le juger au mépris des franchises de la ville, il refusa de lui répondre. Il fut condamné à avoir la tête tranchée. Il mourut avec magnanimité, en léguant à sa patrie l'exemple de son courage, et les fruits futurs de sa négociation avec Fribourg. Ses gardes lui ayant dit : *Demandez grace à Monseigneur — Quel seigneur ?* répondit-il. — *Monsieur de Savoie, votre prince et le nôtre. — Il n'est pas mon prince ; et quand il le serait, je ne demanderais pas grace. — Il faut donc mourir,* ajoutèrent-ils. Pour toute réponse il écrivit sur la muraille de sa prison : *Non moriar, sed vivam, et narrabo opera Domini* (1). Il emporta les regrets et l'admiration de ses concitoyens qui lui firent cette épitaphe :

Quid mihi mors nocuit, virtus post fata virescit.
Nec cruce, nec sævi gladio perit illa tyranni (2).

La tyrannie du duc s'exerça pendant cinq ans et sans obstacle dans Genève.

(1) *Je ne mourrai pas, mais je vivrai, et je raconterai les œuvres du Seigneur.* — Voir, pour les détails de l'arrestation et de la mort de Berthelier, les Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 360 à 370. — Spon, t. I, p. 157 à 161.

(2) Spon, *ib.* — Quel mal m'a fait la mort ? la vertu grandit après la mort ; elle ne périt ni par le supplice, ni sous le glaive d'un cruel tyran.

« L'on n'épargnoit les bons aussi bien que les méchants, » dit Bonnivard, leur imposant de faux crimes pour s'en venger. L'on emprisonnoit, battoit, torturoit, faisoit décapiter et pendre, en sorte que c'étoit pitié (1). » Bonnivard fut saisi, privé de ses bénéfices et enfermé dans le château de la Grolée (2). Le conseiller Levrier fut condamné à la peine capitale pour avoir dit dans le conseil que le duc n'étoit pas souverain de Genève. Il marcha à la mort en prononçant les vers composés pour Berthelier, et en disant : *Dieu me fait la grace de mourir pour l'autorité de saint Pierre et la liberté de ma patrie* (3).

Après ces exécutions la terreur fut profonde. Quarante des principaux *Eidguenots* se réfugièrent à Fribourg pour échapper au sort de Berthelier et de Levrier. Leur parti semblait détruit, les courages étaient abattus dans Genève, et le peuple était plongé dans l'assoupissement que donnent l'impuissance et la crainte, « parce qu'il avoit été trop maltraité, » dit Bonnivard, à sa première entreprise. En outre, la cour (du duc), qui étoit lors grande et ample, et conséquemment

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 374.

(2) Château du duc dans le Bugey. Le duc l'y fit renoncer à son bénéfice, et l'y retint deux ans. Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 353-354, et les notes.—Il fut pris de nouveau en 1530 et enfermé pendant six ans dans les souterrains du château de Chillon, d'où les Bernois le délivrèrent, lorsqu'ils se rendirent maîtres du pays de Vaud. Ainsi s'accomplit la prédiction de Berthelier sur son ami et sur lui.

(3) Spon, t. I, p. 169 à 171.—Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 393 à 409, et surtout page 412 qui contient la variante du manuscrit des Archives.—Gautier, Histoire manus., liv. III.

« dépensoit beaucoup d'argent en la ville, avoit attiré à l'aimer
« petits et grands adonnés au gain. Les jeunes même et dé-
« bauchés étoient assoupis par jeux et passe-temps que l'on
« y faisoit ordinairement. Il n'y avoit plus de Berthelier qui
« méprisât si fort la mort. Messieurs des Liges, sur lesquels
« la liberté de Genève s'étoit toujours appuyée, étoient en
« grand souci à cause de la maison d'Antriche qui étoit leur
« ennemie de tous temps; outre qu'ils étoient en gros différend
« entr'eux à cause de la religion, non seulement ville contre
« ville, mais ceux d'une même ville l'un contre l'autre. Ne
« restoit que Dieu qui faisoit le guet pour Genève tandis
« qu'elle dormoit (1) ».

Dieu veillait en effet sur cette petite ville qu'il réservait à de grandes choses. Son état d'oppression ne pouvait être que passager. L'union de l'évêque et du duc l'avait préparé; une surprise armée et des violences sanguinaires l'avaient établi; la présence du duc dans Genève l'avait maintenu. Mais rien de cela n'était durable. A la mort de Jean de Savoie, le nouvel évêque devait préférer sa propre souveraineté à celle du duc. Il était impossible que le duc lui-même demeurât perpétuellement dans la ville, et le jour où sa présence ne soutiendrait plus son usurpation, celle-ci devait succomber sous l'élan patriotique des citoyens. Pour que le duc restât maître de Genève, il fallait qu'il en fit sa capitale. Mais, placé sur les deux versants des Alpes, cherchant tour à tour à étendre d'un côté ses états de Savoie, de l'autre ses états de Piémont; engagé dans le conflit des

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 395.

deux maisons d'Autriche et de France, son ambition et les événements devaient tôt ou tard, en l'éloignant de Genève, rendre cette ville à sa liberté et à ses alliances.

Être conquise par le duc de Savoie, ou liguée avec les cantons suisses, voilà donc ce qui attendait Genève. Le passé était, à cet égard, un indice certain de l'avenir. Depuis deux siècles le système de la confédération l'emportait dans les Alpes sur celui de la conquête. Il n'y avait pas eu là de dynastie militaire assez puissante pour y établir l'unité territoriale, plus difficile encore à atteindre dans des montagnes qu'ailleurs. Les maisons de Zähringen et des dauphins vennois s'étaient éteintes ; celle d'Autriche s'était déplacée en se transportant du milieu des Alpes sur les bords du Danube ; celle de Savoie était trop faible d'une part, et trop mal placée de l'autre. Aussi, depuis les victoires de Morgarten, de Granson, de Morat, la forme cantonnale s'étendait successivement dans les vallées alpines, aux dépens de la puissance féodale et de la souveraineté ecclésiastique. Tout ce qui se rapprochait de la sphère d'action de cette indépendance fédérale, devait y entrer, et Genève n'était pas destinée à devenir terre de Savoie, mais canton suisse.

Le moment décisif pour résoudre cette question arriva bientôt. La nature même des choses et des situations le fit naître. Jean de Savoie, mort en 1523, fut remplacé par Pierre de la Baume. C'était une créature du duc, dans les États duquel il possédait de riches bénéfices ecclésiastiques (1). Mais

(1) • Il n'y en eut point qui lui (au duc) fut plus agréable que messire Pierre de la Baume, frère du comte de Montrevel, qui étoit déjà commandataire (abbé) des abbayes de Suse et de Saint-Claude, et avoit beaucoup d'autres bénéfices. • Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 381.

sa nouvelle dignité altéra ses sentiments en changeant sa condition. Il aima mieux être souverain libre que sujet reconnaissant, et il se montra favorable aux intérêts et aux droits de Genève. Ce qui eut des conséquences plus graves encore que l'élévation de Pierre de la Baume à l'épiscopat, ce fut le départ du duc de Savoie pour ses États de Piémont, où l'appelèrent les événements du Milanais, la bataille de Pavie, et la prise de François I^{er} (1). Avant de quitter Genève, vers la fin de 1525, il voulut s'assurer de sa fidélité. Il assemble les bourgeois dans un conseil, qui fut appelé le *Conseil des hallebardes*, et il obtint du dévouement des uns et de la terreur silencieuse des autres, qu'ils vivaient *sous ses édits, son obéissance et sa protection* (2). Il sortit ensuite de la ville pour ne plus y rentrer.

Pendant son absence, les Gênévois, soutenus par leur évêque et secondés par les *Eidguenots* fugitifs, négocièrent une alliance nouvelle, plus solide et plus étendue, entre leur patrie opprimée et les deux cantons de Fribourg et de Berne. Ceux-ci envoyèrent le commissaire Louis de Sergino à Genève, pour examiner ses droits, consulter ses dispositions, et savoir si elle avouait les démarches des bannis. Il la trouva presque unanimement disposée à secouer le joug. Il fut conduit devant le conseil par les parents et les enfants des fugitifs et une multitude immense de citoyens. Un vieillard nommé Jean Bandière, père de l'un des exilés, porta la parole et dit

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 411.—Guichenon, t. II, p. 203.

(2) Histoire de Genève par M. Thourel, t. I, p. 429-30-31.—Le procès-verbal de ce conseil se trouve dans les matériaux historiques de M. Galliffe.—Spon, t. I, p. 175-176.

aux conseillers en leur montrant ses petits-fils et les enfants des autres proscrits : *Vos seigneuries connaissent-elles ces petits enfants, qu'on peut appeler orphelins quoique leurs pères vivent encore ?* — *Oui, oui*, répondirent-ils. — *Ne sont-ils pas gens de bien ?* — *Oui, oui*. — *Ne sont-ils pas citoyens de cette ville ?* — *Oui, oui* (1). Alors il demanda que tout ce qu'ils feraient dans l'intérêt de Genève et de l'évêque reçût la sanction publique. Il protesta contre tous les attentats du duc envers les personnes des citoyens et les franchises de la ville, et sonima le conseil de lui donner acte de sa démarche et de ses aveux. Le conseil surpris restait silencieux. Mais Robert Vandel s'écria : *Qu'est-il besoin de délibérer pour nous donner acte de notre protestation ?* Il pria en même temps le commissaire fribourgeois de dresser lui-même cet acte.

Le commissaire, s'adressant à l'assemblée, dit alors : « Messieurs les citoyens et bourgeois qui êtes ici réunis, et qui me demandez *ces testimoniales*, approuvez-vous et avez-vous dit que les honorables hommes qui sont actuellement dans le pays de MM. les Helvétiens sont gens de bien, de bonne réputation et renommée, dignes de tout honneur et louange ? Est-ce que vous approuvez et ratifiez tout ce qui sera dit, fait, négocié et conclu par ces dits citoyens à la louange, honneur et faveur, et pour le bien et utilité de cette illustre cité ? — *Oui ! oui !* » répondit-on de toutes parts. Le commissaire prit aussitôt à témoin les syndics et le conseil, et il rédigea l'acte sur le pallier même de l'hôtel-de-ville. Cet acte,

(1) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 435. — Note *g* de Gautier, à la page 178 du t. I de Spon.

qui appelait les bannis *meilleurs citoyens qu'aucun autre habitant de la ville, vu qu'ils avaient abandonné leurs maisons, leurs femmes, leurs enfants et leurs biens pour le maintien de ses libertés*, fut signé par un très-grand nombre de bourgeois et approuvé presque par tous (1). On alla en effet de maison en maison, pour s'assurer des sentiments de chacun sur le traité de combourgeoisie, et *il se trouva*, dit Bonnivard, *qu'il n'y avait pas dedans Genève cent personnes qui y contredissent. Les enfants même criaient par la ville : Vive les Eidguenots ! vive les Eidguenots !* (2).

Cet événement fut le signal d'une véritable révolution. Le peuple choisit les syndics de 1526 parmi les *Eidguenots*, et conféra même cette dignité à Jean Philippe, l'un des bannis (3). Tous les exilés rentrèrent (4), apportant avec eux le nouveau traité d'alliance avec les cantons de Fribourg et de Berne, qui fut dressé par Besançon Hugues, le 8 février 1526 (5). Les avoyers de ces deux villes, et les syndics de Genève, au nom de leurs villes, se reçurent en combourgeoisie, et

(1) Voir, pour l'histoire de cet incident décisif, le procès-verbal fait par le conseil, dans Flournois et Leclerc, et le t. I, p. 434 à 537 de l'Histoire de Genève par M. Thourel, qui en a fait le récit d'après le procès-verbal original qu'en avait dressé le notaire de Louis de Sergino.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 435-436.

(3) *Ibid.* p. 437-438. — Fragments historiques avant la réformation, p. 125.

(4) « L'on tira l'artillerie, et entrèrent les *forensifs* dedans Genève, chacun d'eux étant au milieu d'un de Berne, et d'un de Fribourg. » Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 440.

(5) Bering, Histoire de Genève, t. I, p. 138, et voir sur ces événements les fragments historiques, p. 127 à 134.

jurèrent de se soutenir en cas d'attaque. Ils jurèrent en même temps de se donner passage sur leur territoire respectif et dans leurs villes, pour les guerres dans lesquelles ils seraient engagés, de s'accorder une entière liberté de commerce, de s'aimer et de s'entr'aider comme de bons alliés (1).

Cet acte fut ratifié, le 25 février, par le peuple assemblé. Le vidomne prit la fuite (2); quarante-deux *Mameluz* qui se prononcèrent contre l'alliance furent bannis, et leurs biens

(1) Ce traité, traduit de l'original allemand, se trouve dans les pièces justificatives de l'Histoire de Genève, par Spon, à la page 178 du t. II, sous le n° 60. Voici le début de ce traité: « Au nom de la sainte et très-haute Trinité, Dieu le Père, le Fils et Saint-Esprit, Amen.

« Nous, les avoyers de Berne et Fribourg, d'une part; et nous, les syndics, conseil et bourgeois de la ville et communauté de Genève, de l'autre: Faisons savoir à tous ceux qui, désormais, verront la présente lettre, ou l'entendront lire, qu'après une mûre délibération et un consentement unanime, portez principalement par les motifs d'une bonne amitié et ancien voisinage, de même que par la situation de nos villes, pais, contrées, hommes et mandements, afin de nous maintenir en paix et en tranquillité, doresnavant, dans les possessions et les droits que Dieu nous a donnez; nous, avoyers, syndics, conseil, bourgeois et communauté des villes de Berne, Fribourg et Genève, nous nous sommes reçus sincèrement et loyalement dans chacune de ces trois villes, pour nous et nos successeurs et ceux des nôtres qui habitent dans lesdites villes, en bourgeoisie, comme nos mœurs, notre droit, notre liberté, nos louables et anciennes coutumes nous donnent le pouvoir et l'autorité de le faire; en vertu de quoi nous nous recevons réciproquement et de bon gré, pour combourgeois: en sorte que nous jurons à Dieu et aux saints, les mains élevées, ce qui suit: » etc.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 440. — Fragments historiques avant la réformation, p. 125.

furent plus tard confisqués (1). La mémoire de Berthelier (2) fut réhabilitée. La constitution de Genève devint plus indépendante et plus démocratique. Les armoiries du duc furent jetées dans la rivière pendant la nuit (3). Son autorité fut anéantie avec le vidomnat, aboli de fait sans l'être encore de droit, et dont le tribunal fut remplacé par celui d'un lieutenant civil, auquel on donna quatre bourgeois pour assesseurs. Sans être supprimée, l'autorité de l'évêque fut affaiblie (4). Le

(1) Gautier, *Histoire* manusc., liv. IV.—Spon.—Fragments historiques.

(2) Fragments historiques, p. 135.—Gautier, *Hist. manusc.*, liv. IV.

(3) « L'on disoit qu'on ne savoit qui pouvoit avoir fait cela, fors monsieur Saint-Pierre. » *Chroniques de Bonnivard*, t. II, p. 448.

(4) « L'on eut aussi égard à la réformation de la justice, pour ce qu'il y avoit tant de cours que le pauvre peuple en étoit mangé, assavoir celles du vidomme, de l'officiel et du conseil épiscopal. L'on tâcha, pour ce que l'on ne les osoit abattre par force, cela faire par famine, car il fut ordonné que ceux qui auroient des procès, se dussent soumettre amiablement à l'arbitrage des syndics et du conseil. L'on laissa encore avoir un peu de causes aux cours de l'évêque, de crainte de l'irriter, mais le châtelain du vidomme eut alors feries, et ne gaignoit rien. L'on ne elassa pas non plus le geôlier qui étoit en l'Isle pour monsieur de Savoie, mais l'on lui donna bien l'occasion de s'en aller : et ainsi fut peu à peu monsieur de Savoie délogé de Genève. » *Ib.*, p. 449-450.—L'évêque confirma aux syndics le droit de juger les causes civiles. *Ib.*, p. 470-471.—Gautier, *Hist. manusc.*, liv. IV.—Le 26 février 1528, un syndic, deux membres du petit conseil, deux de celui des soixante, deux de celui des deux cents, furent commis pour juger les procès de première instance. *Bonnivard*, t. II, p. 479. Trois ans après, on créa le tribunal des *appellations*, composé des quatre syndics et de quatre conseillers, pour juger les causes civiles en dernier ressort. *Chron. de Bonnivard*, t. II, p. 480.—Gautier, *Hist. manusc.*, liv. IV.

petit conseil, qui gouvernait la ville avec les syndics, fut soumis à deux autres conseils composés de soixante et de deux cents membres investis de pouvoirs supérieurs, et créés à cette époque sur le modèle des conseils de Fribourg et de Berne (1).

Pour éviter une nouvelle occupation militaire de la ville par le duc, on restaura et on étendit ses fortifications. On nomma des capitaines, des banderets, des dizainiers, placés sous le commandement d'un capitaine général, qui fut le libérateur Besançon Hugues. Chaque citoyen reçut l'ordre de se fournir d'armes, de porter l'épée et d'obéir à ses chefs sous peine de mort. La retraite fut sonnée à la fin du jour; les clefs des portes furent déposées à l'hôtel-de-ville pendant la nuit, et des postes, tour à tour visités par les membres du petit conseil, veillèrent à la sûreté de la ville (2).

Afin de protéger cette révolution démocratique qui fit passer l'autorité civile et la puissance militaire des mains de l'évêque et du duc entre celles des bourgeois, on entretint dans Genève deux pensionnaires de Fribourg et deux de Berne (3). La présence des représentants de ces redoutables

(1) • L'on forma la chose publique du mieux que l'on put, sur le patron de Berne et de Fribourg. Si que l'on adjoignit au conseil étroit ceux des soixante et des deux cents, à la façon desdites villes, sans lesquels le conseil étroit ne pouvoit délibérer de choses d'importance: et furent établis les soixante sus le conseil étroit, et les deux cents, sus tous. • Chron. de Bonniard, t. II, p. 449.

(2) Fragments historiques, édition de 1823, p. 139 à 153.

(3) Spon, t. I, p. 185, dit qu'il y en avait six de chaque canton; mais Gautier assure, d'après les registres, dans la note E, même page, qu'il n'y en avait que deux.

cantons suisses, qui avaient gagné sept batailles rangées contre l'empereur d'Allemagne, détruit à Granson et à Morat la puissance et la maison des ducs de Bourgogne, vaincu à Novare le roi de France, dont tous les princes briguaient l'alliance et redoutaient l'inimitié, devait rassurer la ville contre la colère du duc.

Ce prince venait d'échouer une seconde fois. La force ne lui avait pas mieux réussi que la persécution. Son usurpation et sa tyrannie avaient valu aux *Eidguenots* l'appui de deux puissants cantons, et fait bannir les *Mameluz*, qui s'en étaient rendus complices. Il était irrévocablement vaincu. Mais il n'abandonna point ses projets et ses espérances. Il employa pendant plusieurs années les menaces, les intrigues, les négociations, les armes, pour dissoudre l'alliance et rétablir son autorité. Il recourut vainement aux cantons suisses (1). Il obtint, sans plus d'effet, l'intervention de l'empereur, qui écrivit en sa faveur aux Genevois (2). Sa réconciliation avec l'évêque, que la perte de sa juridiction civile et la diminution de ses revenus rendirent mécontent et firent sortir de Genève, ne le servit pas davantage (3). Il n'attaqua point avec un meilleur succès les Genevois par le moyen des *Mameluz* et des gentils-

(1) Voir dans Spon, t. I, et dans M. Thourel, t. II, et à la fin des *Chroniques* de Bonnivard qui se terminent en 1530, ces nombreuses et inutiles diètes, ainsi que l'arbitrage de Payerne et du comte de Gruyère, qui ne produisit rien, parce qu'aucune des deux parties n'était disposée à céder.

(2) La lettre de Charles V est du 18 novembre 1530; elle est citée par M. Thourel, t. II, p. 54, ainsi que la réponse de la ville, dans laquelle les *syndics* disent, en son nom : *Ne savons bonnement comment votre ordre pourrions accomplir*. L'une et l'autre sont extraites des *Archives*.

(3) *Chroniques* de Bonnivard, t. II, p. 500.

hommes savoyards, qui, sous le nom de chevaliers de la *Cuillère*, se postèrent dans la forteresse de Gaillard et les châteaux circonvoisins, d'où ils firent à la ville une guerre longue et incommode (1). Les Genevois résistèrent à tout. Ils déjouèrent par leur persévérance toutes les menées du duc. Ils repoussèrent ses attaques à l'aide de leurs confédérés; ils prononcèrent la peine de mort contre tout citoyen qui parlerait de rompre le traité de combourgeoisie; et ils répondirent à toutes les propositions du duc, qu'ils *laisseroient plutôt raser leur ville, tuer leurs femmes et leurs enfants et eux-mêmes, que d'y consentir* (2). Ils accomplirent ainsi par leur courage et par leur constance la révolution qui, en assurant à Genève son indépendance, préparait sa réformation et sa grandeur.

C'est à l'issue de cette lutte, pendant laquelle les esprits avaient acquis de la hardiesse et les caractères de la force, que Farel parut, en 1532, dans les murs de Genève. Des deux cantons alliés de la ville, l'un, celui de Berne, était devenu protestant; l'autre, celui de Fribourg, était resté catholique. Les Bernois avaient, par leurs relations, jeté quelques semences des idées nouvelles dans Genève. « Ils fréquen-

(1) Ces gentilshommes disaient que, « puisque les non-nobles s'allioient, les nobles le pouvoient bien faire; et établissoient statuts et lois entre eux, couchés par articles en forme de chose publique. » *Chroniques de Bonnivard*, t. II, p. 483.—Gautier, *Histoire manusc.*, liv. IV.—Spon, t. I, p. 190 à 207.—Cette guerre dura depuis 1527 jusque vers la fin de 1530, avec quelques intermittences.—Gautier, *Hist. manusc.*, liv. IV.—Bonnivard, t. II, p. 484, la note.

(2) *Chroniques de Bonnivard*, t. II, p. 535.

« de Genève, la ville que les Fribourgeois, et blâmoient
« publiquement les prêtres, à cause de leur vie débordée,
« et des défenses qu'ils faisoient de manger de la chair pen-
« dant le carême et les vendredis et samedis; d'où il résulta
« que plusieurs citoyens ne voulurent plus leur obéir (1). »

Les jeunes gens qui avaient les premiers embrassé la cause de la liberté politique sous l'impulsion de Berthelier, furent les premiers à peucher pour l'émancipation religieuse. Ils y cherchèrent d'abord la satisfaction de leurs goûts. Être réformé pour eux ne consista point à devenir plus moral dans sa vie, et plus éclairé dans sa croyance, mais plus libre et moins gêné dans sa conduite. Ils violèrent publiquement les prescriptions jusque-là respectées de l'Église, et mangèrent de la chair les jours défendus. Ces infractions commencèrent dès l'année 1528, époque où le parti épiscopal se sépara du parti populaire. Elles alarmèrent assez les prêtres, en 1530, pour que le procureur fiscal de l'évêque demandât des mesures répressives contre elles. Le conseil des deux cents condamna les riches qui les commettaient à une amende suffisante pour la construction de trois toises de muraille au faubourg Saint-Gervais, et les pauvres à un emprisonnement corporel (2). Il fut en même temps défendu aux prêtres d'entretenir des femmes de mauvaise vie. Ils reçurent l'ordre de chasser celles qu'ils avaient avec eux (3), et l'on chercha à prévenir les essais de réforme, par l'inter-

(1) Manuscrit anonyme des Archives cité dans le tome premier des Chroniques de Genève, par Bonnivard, p. CLXXVIII.

(2) Chroniques de Bonnivard, t. II, p. 551.

(3) *Ibid.*

diction des abus les plus révoltants. Les syndics engagèrent même l'abbé de Bonmont, grand vicaire de l'évêque, à faire prêcher l'Évangile dans sa pureté.

Malgré ces mesures, l'esprit d'innovation avait fait des progrès. Les Genevois consultèrent le prieur de Saint-Victor, qu'ils savaient plus attaché à leur ville comme patriote, qu'à son intérêt comme riche bénéficiaire ecclésiastique, pour lui demander son avis sur une tentative de réformation. Bonni-
vard leur répondit : « Je voudrais bien que le mal fût ôté de
« notre Église et des autres aussi, pourvu que le bien y
« succédât; le mal étant évité, et non par aventure, changé
« en pis. — Vous voulez réformer notre Église, ce dont, à la
« vérité, elle a bon besoin, tant en doctrine qu'en mœurs;
« mais comment la pourrez-vous réformer, vous qui êtes si
« difformes? Vous dites que les prêtres et moines ne sont
« que des paillards, aussi êtes-vous; qu'ils sont joueurs et
« ivrognes, aussi êtes-vous. La haine que vous leur portez
« est-elle par contrariété de complexion? Certes non, mais
« par ressemblance. Est-ce pour nettoyer la ville des vices?
« Non; mais afin que nul ne s'en seute, sinon vous. Vous
« voulez chasser les prêtres et tout le clergé papiste, et en
« leur lieu mettre des ministres de l'Évangile; ce qui sera un
« très-grand bien en soi-même, mais un grand mal au regard
« de vous, qui n'estimez autre bien, ni félicité, que de jouir
« de vos plaisirs désordonnés, ce que les prêtres vous per-
« mettent. Tout ce que Dieu a défendu, ils vous le permettent
pour la pareille. Il vous défend de paillarder, jurer, ivro-
gner, jouer; ils vous le permettent, sauf qu'ils ne veulent lâcher
« ce que le pape défend; mais si vous aviez des prédicants,
« ils vous permettraient ce que le pape défend, mais ils ne

« feront pas le semblable des ordonnances de Dieu. Ils pro-
« cureront une réformation, par laquelle il faudra punir les
« vices, ce qui vous fâchera bien.

« Vous avez haï les prêtres, pour être à vous trop semblables;
« vous haïrez les prédicants pour être à vous trop dissem-
« blables; et ne les aurez gardés deux ans que ne les souhaitiez
« avec les prêtres, et ne les renvoyiez, sans les payer de leurs
« peines qu'à bons coups de bâton. Et pourtant, si vous me
« voulez croire, faites de deux choses l'une, savoir : si vous
« voulez être toujours difformes, comme vous l'êtes à présent,
« souffrez aussi les autres, pour la pareille; ou, si vous voulez
« les réformer, montrez-leur le chemin. Puis envoyez querre
« des prédicants qui vous endoctrineront à persister dans
« votre réformation (1) ».

Mais outre cette difficulté morale, il y avait des difficultés d'une autre espèce. Les Fribourgeois, qui avaient été les premiers et les plus constants alliés de la ville, restaient catholiques. Ils menaçaient leurs confédérés de rompre le traité de combourgeoisie s'ils quittaient la religion de leurs ancêtres. Le parti sacerdotal était encore très-puissant, et le parti démocratique se trouvait intéressé à ne pas ajouter l'hostilité des prêtres à celle du duc. Ainsi le relâchement des mœurs, qui étaient fort dissolues, comme dans les villes ecclésiastiques, et la profonde ignorance des esprits empêchaient de désirer une réformation que repoussait encore la crainte de soulever les prêtres et de perdre la protection de Fribourg.

(1) Même manuscrit anonyme des Archives, cité à la page CLXXVIII du t. I des Chroniques de Bonnivard.

Il n'y avait donc pas beaucoup de chances de succès pour la nouvelle doctrine dans Genève. Farel n'entreprit pas moins de l'y établir. « Non obstant cela, dit le ministre Froment, Farel, selon son zèle accoutumé, ne laissa point « d'espérer que l'Évangile seroit planté dans Genève (1) ».

C'est avec cette espérance hardie qu'il s'y présenta, après avoir propagé la réforme dans toute la Suisse française, au retour d'une assemblée de toutes les églises vaudoises, tenue dans la vallée d'Angrogne. Il était accompagné d'un jeune ministre de son pays, nommé Saunier. Il avait eu soin de se munir de lettres de recommandation de la seigneurie de Berne pour ses alliés de Genève. Il vit ceux des bourgeois qui étaient le mieux disposés, et il commença ses prédications secrètes. « Farel et son compagnon, dit Froment, se don-
« nèrent à connoître à quelques citoyens et bourgeois, les-
« quels avoient déjà quelque goût pour l'Évangile et avoient
« oui parler de Farel. Ils commencèrent à leur parler et
« prêcher, les confirmant et édifiant de plus en plus par

(1) Chronique inédite d'Antoine Froment, n° 147.—J'ai trouvé l'ouvrage de Froment dans deux manuscrits de la bibliothèque de Genève, l'un, sous le n° 147, l'autre sous le n° 139; c'est une copie du manuscrit original qui est aux Archives. Dans le n° 147, la fin de l'histoire de la réformation genevoise manque, tandis que le n° 139 ne contient pas les commencements des travaux de Farel. Ce dernier est divisé en chapitres, l'autre ne l'est pas.—L'ouvrage est intitulé : *Les actes et gestes merveilleux de la cité de Genève nouvellement convertie à l'Évangile, faits du temps de leur réformation, et comment ils l'ont reçue, rédigés par escript en forme de chroniques annales ou hystoyres, commençant l'an mille cinq cent trente deux.*

« l'écriture sainte, en quoi ceux qui les oyoient prenoient un
« grand plaisir, qui fut cause que plusieurs furent esmus à
« les voir et ouir. C'est pourquoy plusieurs venoient au logis
« où ils étoient, toutefois secrètement et avec grande crainte.
« Lesquels étant par iceux enseignés, s'en retournoient glori-
« fiant Dieu, et par ce moyen plusieurs reçurent la con-
« noissance de l'Évangile (1) ». De ce nombre furent parmi
les principaux bourgeois : Claude Bernard, Baudichon de
la Maison-Neuve, Étienne Dadaz, les frères Robert et Pierre
Vandel, Jean Chautemps, Claude Roset, Jean Goula, Amy
Perrin, et quelques autres encore (2).

La présence et les succès de Farel attirèrent l'attention
des syndics et alarmèrent les chanoines. Sur la plainte du
grand vicaire, Farel fut cité devant le petit conseil, qui lui
enjoignit de sortir sur-le-champ de la ville; mais il montra
les lettres de la seigneurie de Berne, qui priaient les syndics
de le bien accueillir et de lui permettre de prêcher. La pro-
tection des Bernois adoucit le conseil (3). Il fut alors convenu
que Farel et Saunier seraient appelés devant le conseil épis-
copal et le chapitre, pour s'expliquer sur leurs doctrines.
Ils y furent conduits par deux des syndics, Guillaume Hugue
et Jean Ballard, qui les prirent sous leur sauvegarde, et leur
annoncèrent qu'ils pourraient exposer et soutenir en liberté
leur croyance. Les deux réformateurs se rendirent, à travers

(1) Chronique inédite de Froment, manusc. sous le n° 147.

(2) Spon, t. I, p. 215, dans la note P de Gautier.—Histoire de Genève
par M. Thourel, t. II, p. 88.

(3) Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

une populace presque ameutée, à la maison du grand vicaire où tous les prêtres se trouvaient réunis. Le juge des excès ecclésiastiques avait détourné ses confrères de toute discussion en leur disant : *Si l'on discute, toute notre autorité sera renversée* (1).

Aussi, à peine Farel, accompagné de Sannier et des deux syndics, fut-il en présence du grand vicaire et des chanoines, qu'il fut assailli des plus violentes interpellations : « Farel, « lui cria-t-on, es-tu baptisé ? — Pourquoi troubles-tu toute « la terre ? — Qu'es-tu venu faire ici ? — De quelle autorité « prêches-tu ? — N'es-tu pas celui qui a prêché les hérésies « de Luther et troublé tout le pays ? — Pourquoi es-tu venu « troubler cette ville en y semant tes hérésies ? = Seigneurs, « leur répondit-il, je suis baptisé au nom du père, du fils « et du saint-esprit. Je prêche Jésus-Christ mort pour nos « péchés et ressuscité pour notre justification. Je le prêche à « tous ceux qui viennent m'ouïr, et je ne cherche pas autre « chose qu'à le faire recevoir par tout le monde. C'est pour « cette cause, et non pour une autre, que je suis venu en cette « ville. Mon autorité vient de Dieu, dont je suis serviteur, « et non pas des hommes. Je suis prêt à exposer ma foi « devant vous, et à la maintenir jusqu'à la dernière goutte de « mon sang. Je ne trouble point la terre, ni cette ville, ainsi « que vous dites. Mais comme Élie répondit au roi Achab, « c'est toi, roi, qui troubles tout Israël, et non pas moi ; aussi « je vous puis répondre que ce n'est pas moi, mais vous et « les vôtres qui avez troublé, non-seulement cette ville, mais

(1) Si disputetur totum ministerium nostrum evertetur. Spon, l. I, p. 219.—Note P de Gautier, qui commence page 215.

« aussi tout le monde, par vos inventions humaines, par vos vices et dissolutions (1). »

Cette audace augmenta l'irritation des prêtres. Le grand vicaire signifia à Farel l'ordre de sortir dans trois heures de Genève, sous peine de la vie. Il ajouta que si on ne le traitait pas plus sévèrement, c'était pour l'amour de messieurs de Berne, bons amis et alliés de Genève. Mais Farel s'étant plaint d'avoir été condamné sans avoir été admis à discuter sa croyance, l'un des chanoines, nommé Don Bergery, l'interrompit en criant : *Blasphemavit, reus est morte* (2). — Servez-vous des paroles de Dieu, lui répliqua Farel, et non des paroles de Caïphe. — On cria alors de toutes parts : *Frappez, frappez ! au Rhône, au Rhône* (3) ! Il fut assailli, renversé, battu ; et le syndic Hugue, sous la parole duquel il s'était présenté, eut beaucoup de peine, en menaçant les chanoines de faire sonner la grosse cloche et d'appeler le peuple aux armes, à le tirer tout meurtri de leurs mains. Farel sortit de Genève avec Saunier. Il fut accompagné par Amy Perrin, Claude Bernard et Jean Goula, qui l'embarquèrent sur le lac, et le déposèrent entre Morges et Lausanne.

Tel fut le début de la réformation dans Genève. Pour tout autre que pour Farel il n'aurait pas été encourageant. Mais c'était là un des événements ordinaires de son apostolat (4). Il

(1) Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

(2) Il a blasphémé, il est digne de mort.

(3) Cette scène est tirée de la Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

(4) Voir pièces justificatives, annexe A, à la fin du mémoire. On y trouvera le récit des premières entreprises religieuses de Farel dans les vallées des Alpes, d'après Froment, son disciple.

n'en fut ni surpris, ni abattu. Il rencontra près du lac d'Iverdun un jeune ministre nommé Antoine Froment (1), qu'il envoya dans Genève pour y cultiver les semences qu'il y avait laissées. Froment trouva le parti évangélique extrêmement intimidé. Personne n'osait le recevoir dans sa maison, ni communiquer avec lui. Il s'annonça non comme prédicateur, mais comme maître d'école. Il loua une grande salle près de la place du Molard, et fit afficher dans les carrefours de la ville le billet suivant :

« Il est venu en cette ville un homme qui veut enseigner
« à lire et à écrire en françois, dans un mois, à tous ceux ou
« celles qui voudront venir à lui, soit grands ou petits, soit
« hommes ou femmes. Que si dans un mois ils ne savent lire
« et écrire, il ne demandera rien de sa peine. Vous le trouverez en la grande salle des Boîtes auprès de la place du
« Molard, à l'enseigne de la Croix-d'Or (2). »

Ce moyen détourné lui réussit parfaitement. Les enfans furent envoyés auprès de lui pour apprendre, et les parents y vinrent eux-mêmes pour l'écouter. Il joignit la prédication à l'enseignement. Les sermons d'un cordelier qui prêchait alors l'Avent dans Genève, et qui avait un secret penchant pour la réformation, contribuèrent à augmenter le nombre

(1) Froment dit qu'il avait déjà été ministre en cet endroit depuis deux ans, et il ajoute sur lui-même : « Et certaines années auparavant Froment avoit fort fréquenté avec Farel comme disciple et serviteur d'icelui, lequel l'avoit enseigné et l'avoit introduit à prêcher, car combien qu'il fût jeune, si le dressoit-il au ministère de la parole de Dieu. » Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

(2) *Ibid.*

de ses auditeurs. Trois mois après son arrivée, soit curiosité, soit persuasion, la salle qu'il avait louée cessa d'être assez grande pour contenir la foule qui s'y présentait. — « Un jour, dit-il, après Noël, qu'ils s'assembloient pour m'ouïr, ils ne purent point tous entrer dans la maison. Tout étoit « plein jusques à la porte, et il y en avoit beaucoup sur les « toits et en la rue; les uns fouloient les autres, tant ils étoient « affectionnés à m'ouïr. La presse étoit si grande que je ne « pouvois parvenir jusques à la salle, pourquoi ils commen- « çèrent à crier à haute voix que j'allasse à la place du Molard, « et que le prêche s'y fit (1). » La foule le conduisit en effet, ou, pour mieux dire, le transporta sur la place du Molard. Elle le fit monter sur un banc. Les hommes, et les femmes surtout, qui se pressaient autour de lui, lui criaient : *Presche-nous, presche-nous la parole de Dieu.* — *Je le veux bien*, leur répondit-il : *c'est aussi celle qui demeure éternellement et donne la vie éternelle à ceux qui y croient.* — Il fit en même temps signe de la main à l'immense auditoire qui l'entourait, de garder le silence. Lorsque tous se furent tus, il les exhorta à se mettre à genoux et à invoquer Dieu intérieurement. Il éleva alors la voix et fit précéder son sermon de la prière suivante :

« Dieu éternel, père de toute miséricorde, tu as promis de « donner à tes enfants tout ce qu'ils te demanderoient avec « foi, au nom de ton fils Jésus-Christ, notre seigneur, sans « rien leur refuser, moyennant que ce soit chose juste et raisonnable. Tu connois ce qui est nécessaire à ce pauvre

(1) Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

« peuple mieux que lui, ni moi. Ramène-le dans tes sentiers
« par la connoissance de ta parole ; et puisqu'il t'a plu de
« m'envoyer auprès de lui, fais que j'aie l'intelligence de ta
« parole et qu'il reçoive ce que tu mettras dans la bouche
« de ton serviteur (1) ». Il finit son invocation par l'oraison
dominicale, et il prit ensuite pour texte du premier sermon
réformé qui fut prononcé dans Genève, un verset de saint
Matthieu sur les faux prophètes. Il exposa, à ce propos, la
doctrine évangélique d'après les opinions de Zwingle, qui
étaient aussi celles de Farel, et il attaqua les dogmes, le culte
et les prescriptions de l'église romaine.

Il parlait depuis quelque temps, lorsque le conseil, qui
s'était réuni à cette nouvelle, lui envoya l'ordre de cesser, par
le grand sautier, exécuteur de ses volontés. Mais il répondit,
par la phrase usitée, qu'il valait mieux obéir à Dieu qu'aux
hommes, et il continua. Un instant après, il fut plus sérieu-
sement interrompu. Les prêtres s'étaient assemblés de leur
côté, et descendaient en armes de l'église de Saint-Pierre sur
la place du Molard. Claude Bernard, l'un des bourgeois
évangéliques, vint en donner l'avertissement, tout effrayé,
en criant : *Sauvez-vous, sauvez-vous*. Froment fut entraîné
malgré lui et caché. Il resta quelque temps encore à Genève,
enfermé dans les maisons de Jean Chautemps, d'Amy Perrin,
et d'Ayme Levet, qui, selon le droit qu'ils tenaient de leurs
privileges, le firent passer pour leur serviteur ou leur apprenti,
afin de pouvoir le garder dans la ville. Mais comme il y était
une occasion permanente de trouble, et que les partisans des

(1) Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

prêtres venaient assaillir d'injures et de pierres la maison qui lui servait d'asile, il fut contraint de sortir de la ville comme l'avait fait Farel (1).

Son départ n'arrêta point les progrès de la réformation. Le parti évangélique devint chaque jour plus considérable. Il resta encore quelque temps à l'état de parti secret. Il tint des assemblées, mais il les tint de nuit. Ceux qui le composaient se réunissaient alternativement dans les maisons les uns des autres. Ils avaient des exemplaires de la Bible, traduite en français par Robert Olivetan, et imprimée à Neuchâtel par les soins de Farel. Ils avaient une bourse commune pour secourir les pauvres d'entre eux et les étrangers. La première cène leur fut distribuée dans le jardin d'Étienne Dadaz, placé dans les faubourgs de la ville, par un bonnetier nommé Guériu. « Inspirés du Saint-Esprit, dit Froment, ils ne cessèrent « de s'assembler par les maisons et jardins, pour faire prières « à Dieu, chanter psaumes, écouter l'Écriture-Sainte, de « sorte que la vie dissolue, fausse doctrine, superstitions et « abus des prêtres, étoient déjà découverts et tournés en mo- « querie par le peuple, même par les femmes et petits en- « fants, qui commençoient à disputer contre eux, et à les « arguer publiquement (2). »

Les *Évangéliques*, dont le nombre et la ferveur croissaient chaque jour, et les Catholiques, que leurs convictions, leurs intérêts et leurs passions rendaient défenseurs opiniâtres de l'ancienne croyance, formèrent dans Genève deux nouveaux

(1) Ce récit est tiré de la Chronique inéd. de Froment, manusc. n° 147.

(2) Chronique inédite de Froment, manusc. n° 147.

partis. Ces partis succédèrent aux *Eidguenots* et aux *Mameluz*, et s'appuyèrent, l'un sur la ville protestante de Berne, l'autre sur la ville catholique de Fribourg. La lutte s'engagea promptement entre eux. Son issue était marquée d'avance par le sort des partis précédents. L'unité de croyance ne pouvait pas plus se conserver que l'unité de puissance n'avait pu s'établir. L'esprit de liberté et le besoin d'amélioration qui avaient donné la victoire aux *Eidguenots* sur les *Mameluz*, devaient la donner aux protestants sur les catholiques, et le parti évangélique était destiné à triompher de l'évêque, comme le parti patriote avait triomphé du duc.

Les catholiques, qui formaient le parti le plus ancien et le plus animé, commencèrent l'attaque. Ayant vainement tenté d'empêcher l'introduction du protestantisme dans leur ville, ils recoururent aux armes pour arrêter ses progrès. Les Bernois adressèrent, le 24 mars 1533, aux magistrats de Genève, par un héraut, des lettres en faveur des *évangéliques*, et demandèrent qu'on cessât de les persécuter. Cette nouvelle émut extrêmement la ville. Le conseil s'assembla pour en délibérer (1); mais les prêtres se réunirent de leur côté, dans la nuit du jeudi au vendredi-saint (28 mars), chez le grand vicaire de l'évêque, et résolurent d'assaillir les luthériens le lendemain. Ceux-ci, secrètement avertis par un prêtre, se rendirent en armes, au nombre de soixante-deux, dans la maison de Baudichon. Ils y attendirent leurs ennemis de pied ferme. Pendant que les syndics et le conseil étaient en délibération

(1) Spon, t. I, p. 222-223, et pour les incidents de cette attaque, la Chronique inédite de Froment, liv. I, manusc. n° 147.

sur les lettres écrites par la seigneurie de Berne, les prêtres firent fermer les portes de la ville et convoquèrent le peuple au son de la grosse cloche de Saint-Pierre. Pierre Vandel s'étant présenté dans la réunion des prêtres pour leur porter des paroles de paix, Portery, secrétaire de l'évêque, lui dit : — *Comment traître, tu viens nous épier jusque dans le temple ?* Il le blessa d'un coup de couteau, et Vandel eut beaucoup de peine à se sauver de leurs mains.

Les catholiques armés marchèrent, tambour en tête et enseignes déployées, vers la place du Molard, lieu de leur rendez-vous. Ils avaient une pièce d'artillerie pour battre en brèche la maison de Baudichon. Leur première bande était forte de plusieurs centaines d'hommes, et arriva seule au rendez-vous. Ils en attendaient deux autres avant de se mettre en mouvement; l'une commandée par le capitaine Balesserd, l'autre par le chanoine de Vegi. Celle du capitaine Balesserd, qui venait du faubourg Saint-Gervais, fut rencontrée par le capitaine général Jean Philippe, partisan secret des réformés, et prononcé par devoir contre ces désordres publics. Il la somma de se disperser, et il n'en vint à bout qu'en employant la force. Le capitaine et quelques-uns des siens furent blessés; les autres, intimidés, se retirèrent dans leurs maisons. Cette nouvelle arrêta la bande du chanoine de Vegi, et répandit le découragement dans la troupe déjà assemblée sur la place du Molard.

Ce fut alors que s'entremirent comme médiateurs entre les deux partis, des marchands de Fribourg qui se trouvaient à Genève. Ils allèrent d'abord dans la maison de Baudichon. Les *évangéliques* s'étaient recommandés à Dieu, après avoir juré à genoux de mourir pour sa cause, et de ne point s'a-

bandonner les uns les autres. Ils s'étaient mis en bataille dans l'allée de la maison, la porte ouverte, attendant courageusement leurs ennemis. Comme ils n'étaient pas les agresseurs, ils accueillirent les propositions des Fribourgeois. Ils leur dirent qu'ils ne demandaient qu'à vivre en paix et selon Dieu; sinon, qu'ils se défendraient jusqu'au bout, *quoique déplaisans*, ajoutaient-ils, *de nous battre contre nos parens, amis et voisins, à l'appétit des prêtres et des moines* (1).

Les Fribourgeois n'eurent pas de peine à prouver aux syndics et aux capitaines de quartiers, que s'il y avait du sang versé il retomberait sur eux, et que leur charge les obligeait à rétablir le bon accord dans la ville. Mais ils trouvèrent les prêtres plus inflexibles. Ils leur représentèrent vainement que s'ils étaient plus nombreux, leurs adversaires étaient plus intrépides et dans un meilleur ordre; que leurs propres partisans avaient des enfans, des parents, des amis dans les rangs contraires, et qu'ils ne voudraient ni les tuer ni se faire tuer par eux, qu'ils conseillaient donc aux bourgeois catholiques de se retirer et de laisser les prêtres tout seuls combattre les luthériens. Le peuple, qui les entendit, les approuva. Les catholiques rentrèrent chez eux en disant : *Nous sommes bien fols ; pourquoi nous faire tuer pour les prestres ? qu'ils se défendent, s'ils veulent, et qu'ils disputent par la sainte Écriture et non pas par l'épée* (2).

La paix se fit. Chaque parti donna trois des siens en otage. On promit de vivre en bonne amitié. Les syndics et le

(1) Chronique inédite de Froment, liv. I, manusc. n° 147.

(2) *Ibid.*

conseil firent crier le lendemain à son de trompe : Que les inimitiés cesseraient de part et d'autre, et qu'on ne s'adresserait ni injure ni reproche; qu'on ne parlerait point contre les sacrements de l'Église, et qu'on vivrait en toute liberté; qu'on ne mangerait pas de chair le vendredi ni le samedi; qu'on ne pourrait pas prêcher sans la permission des supérieurs ecclésiastiques et des syndics, mais qu'on n'avancerait rien dans les sermons qui ne pût se prouver par l'Écriture-Sainte (1). De ces articles (2), que les séculiers jurèrent d'observer devant les syndics, et les ecclésiastiques devant le vicaire de l'évêque, il résulta que le culte catholique serait respecté, et que la liberté de conscience serait admise. Mais la question restait trop indécise, et les passions qui voulaient la résoudre étaient trop animées pour que de part et d'autre on ne cherchât point à la soumettre de nouveau à la décision des armes.

Les catholiques crurent avoir trouvé quelque temps après (3) une occasion favorable de recommencer la lutte, parce que beaucoup de marchands du parti contraire étaient à la foire de Lyon. Ils reprirent donc les armes. Les *évangéliques*, attaqués de nouveau, se défendirent avec vigueur. Dans la mêlée, un chanoine nommé Verly fut tué d'un coup d'épée sur la place du Molard, à la tête de la bande qu'il commandait (4).

(1) Spon, t. I, p. 225.

(2) Ces articles furent publiés et jurés le 30 mars.—Spon, t. I, p. 227, note Y de Gaulier.

(3) Le dimanche, 4 mai.—Spon, t. I, p. 226.—Registres des Conseils.—Froment.

(4) Chronique inédite de Froment, liv. II, manusc. n° 147. — Spon, t. I, p. 226 et 227.

Ce chanoine était natif de Fribourg, et s'y trouvait puissamment apparenté.

Aussi les Fribourgeois furent extrêmement irrités du meurtre de leur compatriote. Ils en demandèrent justice aux Genevois avec une ardeur passionnée. Saisissant cette occasion d'opposer une digue au cours des innovations religieuses, ils pressèrent l'évêque de retourner dans la ville pour y fortifier son parti chancelant. L'évêque se rendit à leur invitation et aux instances des siens. Il rentra dans Genève, où il fut suivi de cent vingt Fribourgeois armés, conduits par les parents de Verly, qui vinrent se poster à Gaillard (1). Aidé de l'espèce de découragement que cause toujours un excès commis à ceux à qui on le reproche, il fit arrêter comme complices de la mort de Verly, neuf bourgeois du parti évangélique (2).

Mais il eut la maladresse d'élever un conflit de juridiction avec les syndics, en voulant leur enlever le jugement des prisonniers, pour prononcer lui-même sur leur sort. Cette prétention, qu'il ne parvint pas à faire admettre, indisposa le parti civil contre lui. Afin de donner une sorte de satisfaction dans cette affaire à tous les intéressés, on convint que les syndics jugeraient les prisonniers en présence de deux députés de Fribourg, de deux de Berne, et de deux commissaires épiscopaux (3). Mais comme les bourgeois craignirent

(1) Spon, t. I, p. 228; et note A de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 229, dit qu'on n'arrêta que *neuf hommes et une femme*. Mais Froment, dans sa chronique inédite, ch. IX, manusc. n° 139, en nomme quinze, sans comprendre la femme de Jean Chautemps.

(3) Spon, t. II, p. 228 et 229, et note A de Gautier.

que l'évêque n'enlevât les prisonniers, et ne les conduisit sur terre de Savoie, ils redoublèrent de surveillance, et se tinrent armés dans les rues pendant la nuit (1). L'évêque, intimidé par ces dispositions, qu'il regarda comme menaçantes pour lui, n'osa pas rester dans la ville. Il en sortit, le 13 juillet, par une voûte souterraine qui menait de l'évêché sur les bords du lac (2), où il s'embarqua, et il quitta à son tour Genève pour ne plus y reparaitre. L'instruction du procès se poursuivit devant les syndics. Elle prouva l'innocence des accusés, et la violence emportée de Verly, qui avait provoqué lui-même la sédition dans laquelle il avait péri. Les prisonniers furent tous acquittés, à l'exception d'un nommé Comberet qui avoua avoir donné au chanoine le coup de la mort, et qui fut condamné à perdre la tête (3). Après son exécution, les parents de Verly et les Fribourgeois qui les avaient accompagnés retournèrent satisfaits dans leur pays.

Du lieu de sa retraite, Pierre de la Baume écrivit aux Genevois pour leur interdire la lecture de la Bible en langue vulgaire et la vente des livres sur les matières religieuses (4). Le parti

(1) « On se tenoit la nuit sous les armes, dit Spon, de peur que l'évêque n'enlevât les prisonniers. » T. I, p. 229. — « Le capitaine général Jean Philippe, avec Michel Balthazard et Amy Bandière, mirent bon guet toute la nuit parmi la ville.... Ils faisoient bruire leurs armes, portoient des mèches de feu.... L'évêque et ceux du château n'en dormirent toute la nuit. » Chronique inédite de Froment, ch. IX, manusc. n° 139.

(2) Registres des Conseils.—Histoire de Genève par Thourel, t. II, p. 105, note 2, d'après les Mémoires manusc. de Besson.

(3) Spon, t. I, p. 230-231. — Notes B et C de Gautier.

(4) Chronique inédite de Froment, ch. X, manusc. n° 139. — Histoire de Genève par Thourel, t. II, p. 108.

sacerdotal voulut en même temps opposer à ses adversaires la discussion comme la dernière de ses ressources. Il fit venir de Montmélian un moine dominicain, docteur de Sorbonne, nommé Gui Furbity, (1) pour prêcher dans Genève la doctrine catholique. Mais si les interdictions de l'autorité n'avaient pas empêché les idées protestantes de pénétrer dans Genève, si l'emploi de la force n'avait pas pu les y vaincre, le recours à la discussion devait les y servir. Dans ce temps, discuter de la part des catholiques, c'était abdiquer. Aussi la présence de Furbity précipita leur ruine.

Ce docteur prêcha dans l'église de Saint-Pierre. Très-hardi dans son langage, et fort emporté dans ses sentiments, il s'éleva contre les anciennes hérésies des *Ariens*, des *Vaudois*, et il attaqua ensuite les hérésies récentes des *Allemands*. Il reprocha à ces derniers de déchirer l'Église, et il les compara à ceux qui s'étaient partagé les habits de Jésus-Christ à sa mort (2). Il les chargea d'injures, et il pressa les Genevois de rompre tout commerce avec eux. Pendant qu'il prêchait dans la cathédrale, Froment était revenu dans Genève. Il était accompagné d'un ministre français nommé Canus ou Dumoulin (3). Il répandait sa doctrine de maison en maison, et plus en particulier qu'en secret. Il assistait même aux sermons de Furbity. Un jour celui-ci prêchait sur l'eucharistie; il

(1) Senebier, Histoire littéraire de Genève, édit. in-8° de Genève, 1786, t. I, p. 166, à l'article *Furbity*.

(2) Gautier, note D de la page 231 de Spon, t. I.

(3) Gautier, note D de la p. 231 de Spon, l'appelle *Dumoulin*, et Froment, dans sa Chronique, ainsi que Spon, p. 231, l'appellent *Canus*. Mais c'est la même personne avec le même prénom.

attaquait, selon sa coutume, les opinions contraires aux siennes avec violence, et traitait ceux qui les partageaient, avec insulte. Après avoir dit qu'il fallait croire à la présence réelle sous peine d'être damné, parce que c'était un article de foi admis par l'Église et par la Sorbonne de Paris, s'exaltant sur le mérite du prêtre qui pouvait rendre Dieu présent, et sur le crime des luthériens qui niaient cette présence, il s'écria : « Un
« prêtre qui consacre est plus digne que la vierge Marie, car
« elle n'a fait Jésus-Christ qu'une fois, mais le prêtre le fait
« et crée tous les jours, et il est si digne, qu'en disant les pa-
« roles sacramentelles dans un four et dans une cave, sur le
« pain et sur le vin, le pain est converti au précieux corps de
« Jésus-Christ, et le vin au sang, ce que la Vierge n'a jamais
« fait. Qu'ils viennent maintenant ces méchants luthériens qui
« prêchent le contraire, qu'ils s'avancent, et on parlera à eux.
« Ah ! ah ! ils s'en garderont bien ces beaux prêcheurs de che-
« minées, qui ne sont bons que pour tromper les pauvres
« femmes, et ceux qui ne savent rien (1). »

Froment, qui était dans l'église, se leva, fit signe de la main et demanda à répondre. Il s'engagea, sur sa vie, à prouver par la Sainte-Écriture que ce qu'avait avancé le docteur Furbity était faux. Profitant de la surprise causée par son interruption, il entreprit la réfutation du discours qui venait d'être entendu. Ses partisans applaudissaient à ses paroles, et répétaient : *Il dit bien, il dit bien, qu'il réponde maintenant.* Mais Furbity confondu restait muet, et les chanoines, voyant son silence, donnèrent à leur parti le signal d'une

(1) Chronique inédite de Froment, ch. X, manusc. n° 139.

autre espèce de controverse, en criant : *Tue, tue ce luthérien! Au Rhône! au Rhône!* Le tumulte devint extrême. Le peuple se partagea; les amis de Froment se pressèrent autour de lui pour le protéger et le faire sortir de l'église. Ses adversaires se précipitèrent vers lui pour le frapper; mais Baudichon, qui était à ses côtés, tira son épée, et dit : *Si quelqu'un le touche, je le tuerai; laissez faire la justice, et celui qui aura tort qu'il soit puni.* Les amis de Froment parvinrent à le dérober à la fureur des catholiques, et le cachèrent dans un grenier à foin (1).

Mais le ministre Dumoulin, qui criait à haute voix, sur les marches de l'église, que Froment avait bien fait, et qu'il voulait prouver aussi que Furbity était un faux prophète, fut saisi et traduit devant le conseil. Le parti exalté voulait le condamner à mort; mais les hommes modérés, représentant que Dumoulin n'avait pas causé le tumulte, qu'il était Français, et que le roi de France ne verrait pas sans déplaisir qu'on fit mourir ses sujets dans Genève, qu'enfin son supplice irriterait leurs alliés de Berne qui professaient la même religion, obtinrent qu'il serait seulement banni. La nuit même, Baudichon sortit de la ville avec Dumoulin qui en était expulsé, et Froment qui n'y pouvait plus rester sans danger. Il les conduisit à Berne (2).

Cet incident fut décisif pour Genève. La mort du chanoine Virly avait provoqué l'intervention du canton de Fribourg en faveur des catholiques. Les outrages adressés par Furbity

(1) Chronique inédite de Froment, chap. x, manusc. n° 139.

(2) *Ibid.*

aux Bernois, sous le nom d'hérétiques allemands, l'expulsion de Dumoulin et de Froment, provoquèrent alors l'intervention du canton de Berne en faveur des *évangéliques*. Sur la requête de Baudichon, qui fut pour le parti réformé ce qu'avait été Berthelier pour le parti indépendant, la seigneurie de Berne écrivit aux Geneyois pour se plaindre de Furbity, demander justice de ses prédications injurieuses et se rendre *partie criminelle* contre lui. Baudichon, muni de ces lettres, revint à Genève. Il était accompagné de Farel, chargé par la seigneurie de Berne de défendre sa cause et sa doctrine dans ce procès. Il devait être bientôt suivi par des députés du canton qui avaient la mission de poursuivre Furbity et de soutenir Farel (1).

Baudichon présenta les lettres de la seigneurie de Berne au conseil des deux cents. Le vicaire de l'évêque fut prié de détenir Furbity et de répondre de sa personne. Sur son refus, Furbity fut placé sous la surveillance de six gardes qui eurent l'ordre de ne pas le quitter (2). Mais la présence et les prédications de Farel mirent toute la ville en rumeur. Les catholiques coururent de nouveau aux armes et pour la dernière fois. Les réformés en firent autant. Ils n'en vinrent cependant pas aux mains, les uns n'osant point attaquer, les autres n'étant décidés qu'à se défendre. *Pendant trois jours et trois nuits ils demeurèrent sous les armes, faisant le guet les uns contre les autres, et allant quérir leurs vivres, bien accom-*

(1) Note D de Gautier, aux pages 231, 232, 233 de Spon.

(2) Spon, t. I, p. 234, note E de Gautier à la même page.

pagnés ainsi que font les ennemis en guerre (1). Les deux partis étaient encore en présence, lorsque les députés de Berne, accompagnés de Viret, arrivèrent à Genève (2). *Ils furent tout étonnés, voyant toutes les rues remplies de gens prêts à se tuer les uns les autres* (3). Leurs efforts contribuèrent à rétablir le calme. Les catholiques posèrent cette fois les armes sans s'en être servis, consentant à une paix qui fut une véritable défaite.

Dès ce moment les réformés acquirent une supériorité marquée. Les députés de Berne, qui logeaient dans la même hôtellerie que Farel, Viret et Froment (4), demandèrent le châtimement de Furbity et l'autorisation de faire prêcher l'un de leurs ministres dans la ville. Le conseil épiscopal refusa de donner satisfaction aux Bernois en jugeant Furbity. Mais les députés Bernois menacèrent de rompre l'alliance de leur canton avec la ville de Genève, si les syndics ne se décidaient pas à la leur accorder eux-mêmes. Ceux-ci usurpèrent alors la juridiction religieuse, et ils eurent la hardiesse d'instruire le procès d'un ecclésiastique. Furbity fut accusé d'avoir avancé des dogmes qu'il ne pouvait pas prouver par les Écritures saintes, et d'avoir outragé les Bernois. Les syndics le condamnèrent à une rétractation publique. Mais n'ayant pas voulu s'y soumettre, il fut envoyé en prison (5).

(1) Chronique inédite de Froment, ch. xi, manusc. n° 139.

(2) 4 janvier 1534. Spon, t. I, p. 233.

(3) Chronique inédite de Froment, ch. xi, manusc. n° 139.

(4) *Ibid.*

(5) Spon, t. I, p. 234, 235, et note E de Gautier, mêmes pages, ainsi que la note G, p. 238.

Quant à l'exercice public du culte réformé que les députés avaient demandé pour eux pendant leur séjour dans la ville, le conseil, sans le leur permettre, leur répondit qu'il ne s'y opposerait pas (1). Cette autorisation indirecte suffit aux députés bernois ainsi qu'aux réformés de Genève. Farel, qui depuis deux mois prêchait tous les jours dans une grande salle, près de la maison de Baudichon, se transporta, le 1^{er} mars 1534, dans la grande église des cordeliers de Rive, qui pouvait contenir quatre à cinq mille personnes (2). Rentré dans la ville, il n'en sortit plus avant que l'œuvre de la réformation y eût entièrement réussi. Il y travailla pendant un an et demi encore, avec un zèle entreprenant et infatigable. A cette époque, les deux partis étaient à peu près égaux en force numérique, mais ils ne l'étaient pas en puissance morale. Le parti protestant, qui s'était formé dans le silence, qui avait grandi dans la lutte, dont la cause avait avancé, dont le nombre s'était accru à chaque tentative faite pour l'arrêter ou le détruire, passa alors de la propagation secrète à la prédication publique, de la résistance à l'attaque, du prosélytisme à la conquête. L'autorité civile voulut rester encore quelque temps neutre (3) entre les deux opinions, de peur de mécontenter Fribourg ou Berne, et d'attirer de nouveaux orages sur Genève. Mais elle se trouva bientôt dans l'impuissance de suivre cette marche prudente. Il fallut que la

(1) Spon, t. I, p. 239, 240, et note H de Gautier.

(2) Chronique inédite de Froment, ch. xvi, manusc. n° 139. — Spon, t. I, p. 241.

(3) Notes H, I, K, L, de Gautier, depuis la p. 240 jusqu'à la page 246 du t. I de Spon.

destinée de la ville s'accomplit, que la révolution s'achevât dans les idées, s'introduisit dans le culte, fût sanctionnée par le gouvernement.

Farel ayant en effet obtenu la permission de prêcher dans le couvent de Rive, et n'ayant pas voulu renoncer à ce droit après le départ des députés de Berne, malgré le désir que lui en exprima le conseil (1), s'empara puissamment des esprits dans Genève. Il engagea avec des prédicateurs catholiques des controverses dans lesquelles sa supériorité et son éloquence lui donnèrent l'avantage sur ses adversaires. Il multiplia les conversions et les étendit même parmi les défenseurs obligés de l'ancien culte. Il gagna plusieurs moines du couvent dans lequel il soutenait ses discussions religieuses, et où venait l'entendre une foule avide de ces paroles nouvelles. Les deux conquêtes les plus importantes furent celles de Jacques Bernard, père gardien du couvent des cordeliers, et de Pierre Vandel, curé de Saint-Germain (2). L'un et l'autre

(1) Note I de Gautier, qui commence à la page 241 du t. I de Spon, à la seconde colonne de la page 242.

« Les ambassadeurs (de Berne), avant que de partir, remirent les prédicateurs aux fidèles, leur recommandant et les priant qu'ils les gardassent des ennemis tant que à eux seroit possible.... lesquels prêchoient tous les jours en public et d'heure en heure çà et là par les maisons, au grand avancement de la parole de Dieu, laquelle se augmentoit grandement chaque jour. » *Chronique inédite de Froment*, ch. xv, manusc. n° 139.

(2) Spon, t. I, p. 250. — Note P de Gautier, à la page 252.

« Baudichon, Claude Bernard, Pierre Vandel et plusieurs autres attirèrent leurs frères, dont les uns étoient cordeliers, les autres prêtres gardiens en l'église de Saint-Pierre, autant et plus débordés tant après les

appartenaient à des familles considérables de Genève, et leur exemple eut beaucoup d'influence sur le reste de leurs compatriotes. Les réformés établirent alors leurs quartiers dans le couvent de Rive et dans la paroisse de Saint-Germain. Ils baptisèrent, marièrent, firent la cène selon le rit de Zurich et de Berne (1), tandis que les prêtres continuaient tristement leur culte délaissé dans leurs églises solitaires.

Le parti catholique essaya encore dans la ville quelques efforts désespérés. D'accord avec l'évêque, il chercha à soulever le peuple sans y parvenir, à surprendre la ville sans le pouvoir, et il se borna alors à commettre quelques meurtres particuliers qui furent punis de la peine capitale. La servante de l'hôtellerie dans laquelle logeaient Farel, Viret et Froment, avant d'être installés dans le couvent de Rive, fut induite par un chanoine à les empoisonner. Elle leur servit dans un repas, qu'ils prenaient ordinairement en commun, une soupe où se trouvait de l'arsenic. Un heureux hasard empêcha Farel et Froment d'en manger; mais Viret,

femmes que autrement avant qu'ils fussent gagnés à la parole....Quant aux cordeliers, plusieurs d'iceux connurent les superstitions de leur religion, et entre tous les autres leur gardien frère, Jacques Bernard, qui usa d'une grande prudence humaine avant de laisser son habit.... Avant que mettre bas la robe grise et l'autorité de gardien, ou leurs offices, se sont saisis d'aucuns droits et reliquaires, et surtout promis et fiancés en mariage de jeunes et belles filles, leur promettant dot; car autrement ne les pouvoient avoir, combien que fussent les plus beaux pères et verds galants de tous les autres religieux de Genève.» *Chronique inédite de Froment*, ch. xxviii, manusc. n° 139.

(1) Spon, t. I, p. 244.

qui en mangea, fit une maladie qu'on crut long-temps mortelle et dont il se ressentit le reste de sa vie (1). La servante avoua son crime et fut condamnée à mort. Le parti catholique suivait la marche ordinaire des partis que l'impuissance conduit du combat au crime. Il recourait à l'emploi du meurtre (2) contre ses adversaires, après avoir échoué dans celui du soulèvement, comme il avait recouru à l'emploi du soulèvement après avoir vainement essayé des coups d'autorité. Ces divers moyens marquaient les degrés de sa décadence. Il avait fait usage du premier lorsqu'il était tout à fait maître et qu'il agissait en gouvernement; du second, lorsqu'il était en lutte et qu'il agissait en parti passionné; disputant encore la victoire; et du troisième, enfin, lorsqu'il était réduit au fanatisme de quelques individus, et qu'il était tombé dans le désespoir d'une défaite irrévocable.

Aussi, laissant alors le champ de bataille aux réformés, tourna-t-il ses dernières espérances vers une attaque extérieure contre Genève. L'évêque excommunia la ville, et

(1) Chronique inédite de Froment, ch. xvi et xvii, manusc. n° 139.

(2) Le réformé Berger fut tué par Claude Pennet, et Nicolas Porral, autre réformé, fut mortellement blessé d'un coup de poignard par Nicolas Pennet, geôlier des prisons épiscopales. Les meurtriers étaient excités par le notaire Jean Portier, secrétaire de l'évêque, auquel le duc de Savoie avait envoyé des blancs seings et un diplôme de gouverneur de Genève, et l'évêque, des lettres (12 janvier 1534) par lesquelles il autorisait à tuer les hérétiques, et absolvait spirituellement et temporellement ceux qui le feraient. Claude Pennet et Portier furent saisis, condamnés à mort et décapités. — Registres des conseils, délibération des 6 et 8 février 1534. — Thourel, t. II, p. 115, 116. — Spon, t. I, p. 236, et note F de Gautier.

prescrivit au chapitre de se rendre auprès de lui à Gex (1). Les Fribourgeois, extrêmement indisposés des prédications de Farel et des progrès du nouveau culte, vinrent rompre le traité de combourgeoisie (2). Les partisans les plus prononcés de l'évêque eurent, en 1534, leur émigration, comme les *Mameluz* du duc de Savoie avaient eu la leur en 1525. Ceux-ci s'étaient postés dans le château de Gaillard; ceux-là se rendirent et se fortifièrent dans le château de Peney (3). Ils s'unirent à l'évêque et au duc, qui se concertèrent avec les Fribourgeois pour faire rentrer Genève dans son ancienne obéissance et dans la religion romaine. Le duc et l'évêque empruntèrent de l'argent et levèrent des troupes (4). Avant d'attaquer les Genevois, ils les sommèrent de chasser de leurs murailles les prédicateurs luthériens; de rétablir l'évêque dans son autorité, le duc dans le vidomnat; de relever ses armoiries au château de l'Isle; de reconstruire, dans le couvent de Rive, une chapelle bâtie par ses ancêtres et récemment abattue, et de vivre en bons catholiques. A ces conditions ils leur promirent la paix. Leur refus devait être suivi d'une guerre sans retard, sans relâche, sans quartier (5).

Le petit et le grand conseil, inspirés par les ministres,

(1) Le 30 août 1534. — Registres des conseils. — Spon, t. I, p. 247, et note M de Gautier. — Histoire de Genève par Thourel, t. II, p. 131-132.

(2) En mars 1534. — Spon, t. I, p. 243, et note T de Gautier.

(3) Leurs noms se trouvent dans la délibération des conseils du 6 avril 1535. — Registres du conseil. — On les appela les *Peneysans*.

(4) Chronique inédite de Froment, ch. XVIII, XIX, XX, manusc. n° 139.

(5) *Ibid.*, ch. XX.

répondirent au duc et à l'évêque : « Qu'ils perdroient « tous vie, femmes, enfants, et mettroient le feu aux quatre « coins de la ville plutôt que de renoncer à l'Évangile de « Jésus-Christ et à leurs libertés; qu'ils ne chasseroient pas « non plus ceux qui y prêchoient la parole de Dieu; que « si quelqu'un vouloit leur prouver que ces prédicateurs se « trompoient ou les abusoient, il seroit le bien reçu, et que, « s'il y parvenoit, les prédicateurs seroient mis à mort, sinon, « qu'ils les garderoient (1) ». Cette réponse devint le signal de la guerre qui fut la dernière épreuve par laquelle la réformation avait à passer.

Le duc posta ses troupes dans les châteaux de Peney, de Jussy, de Gaillard, et dans les maisons fortes qui entouraient la ville. Secondé par les bourgeois catholiques incorporés dans ces garnisons, et par les curés des campagnes, qui défendaient, sous peine d'excommunication, de porter des vivres à Genève, il fit à cette ville une guerre d'escarmouche moins dangereuse que gênante (2).

C'est au milieu de ce blocus, qui dura près de deux ans, que s'accomplit la réformation. Elle avait la supériorité numérique; il lui manquait la domination légale. On procéda à son établissement comme on l'avait fait à Zurich, à Bâle, à Strasbourg, à Neuchâtel et dans la plupart des villes où le nouveau culte avait prévalu, en employant la voie de la controverse publique et du vote général. Il fallait l'instruction pour répandre, la discussion pour prouver, l'assentiment

(1) Chronique inédite de Froment, ch. XXI, manusc. n° 139.

(2) *Ibid.*, ch. XXII et XXIII.

commun pour réaliser une doctrine qui s'appuyait sur l'adhésion libre des esprits et non sur leur obéissance.

Le 30 mai de l'année 1535 fut fixé pour cette grande controverse. On invita les chefs des deux opinions à y prendre part. Le grand et le petit conseil la firent publier à son de trompe. Ils offrirent des saufs-conduits et la plus entière liberté à ceux qui voudraient la soutenir. Ils choisirent dans les deux opinions huit commissaires pour la diriger, et quatre secrétaires pour en conserver les actes (1).

Deux champions se présentèrent du côté des catholiques, Pierre Caroli, docteur de Sorbonne, et Jean Chapuis, dominicain de Genève. Du côté des réformés, la discussion fut soutenue par Jacques Bernard, Farel, Viret et Froment. Elle dura un mois, et roula sur tous les points qui divisaient les deux Églises : sur la justification chrétienne, sur la rémission des fautes, sur la part du libre arbitre et de la grace, des œuvres et de la foi dans la grande affaire du salut chrétien, sur la présence corporelle ou spirituelle de Dieu dans l'eucharistie, sur les indulgences, sur l'invocation des saints, sur les vœux monastiques, sur les cérémonies du culte, sur l'organisation et le gouvernement de l'Église. Dans cette controverse, les catholiques, qui ne surent pas donner

(1) Chronique de Froment, ch. xxx, xxx, xxxi.—Spon, t. I, p. 252, et note P de Gautier.—Registres du conseil.—Parmi les commissaires, Michel Sept, Claude Savoie, Jean Amy Curtet, Amy de Chapeaurouge, étaient réformés; Jean Balard, Girardin de la Rive, Claude Richardet et Claude de Châteauneuf étaient catholiques. Les quatre secrétaires, Claude Roset, André Viennois, Richard Vellut et François Warriet étaient également mi-partis.

les hautes raisons qui avaient servi de fondement à leur croyance et à leur culte, et qui leur redonnèrent la supériorité dans le siècle suivant, furent vaincus par les réformés (1). Ceux-ci opposèrent les textes des Écritures aux conséquences qu'en avait tirées l'Église, et le culte chrétien primitif à celui que le temps, le besoin de l'organisation, et la grandeur même du christianisme, avaient successivement développé.

Le peuple adhéra aux dogmes protestants, qu'adoptèrent les deux champions même du catholicisme, Caroli et Chapuis (2). Le grand conseil n'établit point sur-le-champ le culte nouveau : il craignait les conséquences d'une pareille révolution (3). Quoique pressé tous les jours par les réformés, dont le chef, Farel, s'empara successivement de toutes les églises (4), et prêcha le 8 août (5) dans l'église cathédrale de Saint-

(1) Voir l'intitulé de ces thèses dans Senebier, *Histoire littéraire*, t. I, p. 163, à l'article Jacques Bernard; — et Chron. de Froment, ch. xxx, xxxi, manusc. n° 139.

(2) « A la fin ne surent que faire sinon acquiescer et subcrire du côté du proposeur. » Chronique inédite de Froment, ch. xxxi, manusc. n° 139.

(3) « Le conseil avoit grande crainte à cause de la guerre. On lui disoit: Si vous mettez bas les images, les idoles et toute la papauté, comme les prêcheurs et ceux qui les favorisent veulent, certes pour un ennemi que vous avez vous en aurez cent : et au lieu de votre grand et ancien ennemi, le duc de Savoie, vous aurez le roi de France qui est son neveu, et l'empereur qui est son beau-frère, lesquels, à la suasion de votre évêque et gens d'église, pourront grandement nuire à vous et à votre cité, principalement en ce temps de guerre. » Chronique inédite de Froment, ch. xxxii, manusc. n° 139.

(4) Il occupa la chaire de la Madelaine, le 23 juillet 1535. — Registres du conseil. — Histoire de Thourel, t. II, p. 147. — Note.

(5) Registres du conseil.

Pierre, le conseil hésita encore plusieurs mois. Mais le peuple ayant commencé à abattre les images dans les églises et à troubler violemment l'exercice du culte catholique, il se décida, sur les instances de Farel (1), à exécuter le changement de religion dans Genève. Il y procéda avec beaucoup de mesure et de prudence. Il cita à plusieurs reprises les prêtres et les moines qui, sur la défense de l'évêque, avaient refusé d'assister à la controverse, afin de les entendre avant de les condamner. Il suspendit d'abord l'exercice du culte catholique à la majorité des suffrages. Il l'abolit ensuite entièrement, le 27 août (2), avec ordre de suivre le culte réformé, qui fut établi d'après le rit de Berne et de Zurich. Les images furent enlevées des églises; les reliques (3), dans lesquelles on découvrit des supercheries qui affaiblirent le respect, et diminuèrent les regrets pour le culte qui se les était permises, furent visitées; les chanoines, les prêtres et les religieux qui voulurent sortir de Genève, furent conduits à Annecy; on garda dans la ville ceux qui voulurent y rester, et qui y reçurent des pensions de l'État (4). Le couvent des cordeliers fut changé

(1) Spon, t. I, p. 255. — Note G de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 259. — Registres du conseil de Genève.

(3) Chronique inédite de Froment, ch. xxxiii à xxxvi, manusc. n° 139.

(4) « Bien peu demeurèrent dedans qui ont eu pension jusques à leur trépas. » Sommaire recueil inédit de ce qui se trouve des affaires de Genève et de l'état de l'Église en icelle, jusques à l'an 1562, par Michel Roset, liv. III, chap. 47. — Ce recueil est dans le manuscrit n° 139 de la bibliothèque de Genève. Michel Roset était contemporain. Il fut quatorze fois syndic, dont douze comme chef du quadrille syndical.

en école, celui des religieuses de Sainte-Claire en hôpital. Les revenus ecclésiastiques servirent à fonder des établissements d'instruction ou de bienfaisance, conformément à l'esprit de la révolution qui venait de s'accomplir, et qui, ayant la raison pour moyen et la règle morale pour but, cherchait partout à éclairer les masses et à améliorer leur sort (1).

Ce qui consolida cette révolution intérieure, ce fut une révolution territoriale qui survint la même année et qui assura pour toujours l'indépendance et la réforme de Genève. Pressée depuis long-temps de toutes parts, cette ville manquait de vivres et ne pouvait s'en procurer que par des sorties. Elle avait organisé des compagnies pour en enlever dans les campagnes, et avait équipé une petite flotte pour faire des descentes sur les bords du lac en terre de Savoie. Les seigneurs de Berne avaient vainement essayé de rétablir la paix entre la ville et le duc; mais les grands événements qui survinrent en Europe opérèrent la délivrance de Genève. Le duc ayant embrassé l'alliance de l'Espagne contre François I^{er}, ce prince envahit les États de Savoie et de Piémont, qu'il réunit à sa couronne. De leur côté, les Bernois, qui avaient menacé le duc de rompre l'alliance qu'ils avaient avec lui, et de lui faire la guerre s'il continuait d'attaquer leurs

(1) * De ceux qui sont partis, la seigneurie a rédigé les biefs à sa main pour aider aux pauvres, nourrir et entretenir les prêcheurs, maîtres d'écoles, et secourir à la république. — Chronique inédite de Froment, ch. xxxi, manusc. n° 139. — Spon, t. I, p. 259, et la note S de Gautier, à la page 261; — et Chronique de Froment, ch. xxxvii.

confédérés, marchèrent au secours des Genevois et s'emparèrent du pays de Vaud. Gex, Lausanne, Iverdun, Chillon tombèrent au pouvoir de leurs troupes, qui, réunies aux bourgeois de Genève, prirent aussi les châteaux et les maisons fortes de l'évêque, des gentilshommes et des prêtres qui avaient tenu la ville bloquée, et avaient servi de lieu de refuge et de moyen d'attaque aux fugitifs de Genève. Les châteaux de Peney, de Jussy, de Gaillard, de Gex, de Coppet, et beaucoup de maisons fortes, furent rasés ou brûlés (1). « L'on voyoit, dit Froment, brûler les maisons et châteaux « de tous côtés, tant que sembloit pour la fumée, qu'il n'y « eût que nuées entre les montagnes et sur le lac (2). » Le territoire de Genève perdit son aspect et son caractère féodal. L'évêque fut déchu de sa principauté, comme dans la révolution précédente le duc l'avait été de son vidomnat. Le traité de combourgeoisie avec Berne fut renouvelé pour vingt-cinq ans (3). Genève ne fut pas seulement réformée, elle devint souveraine. Elle battit monnaie, prit pour armoiries l'aigle de l'empire et la clef de saint Pierre, pour devise, *post tenebras lux* (4), et n'eut plus un prince étranger pour

(1) La guerre de 1535 et 1536 est racontée dans les ch. XXXIX à LII de la Chronique inédite de Froment, manusc. n° 139. — Voir Spon, t. I, p. 261 à 263, et les notes T et U de Gautier.

(2) Chronique inédite de Froment, ch. LII, manusc. n° 139.

(3) Spon, t. II, p. 186 — 62^e pièce justificative.

(4) Après les ténèbres la lumière. — Son ancienne devise était *post tenebras, spero lucem* : après les ténèbres, j'espère la lumière. — Spon, t. I, p. 264, et note X de Gautier.

juge, ni un évêque pour seigneur, ni des ennemis pour voisins (1).

Tout était en apparence consommé dans Genève, lorsque parut sur ce théâtre où venaient de s'accomplir plusieurs révolutions, un acteur qui devait y en opérer une nouvelle, et devenir lui-même un grand homme en rendant Genève la capitale d'une grande opinion. Cet acteur fut Calvin.

Calvin était de Noyon en Picardie. Il appartenait à une famille obscure, qui le destina d'abord à l'Église, jusque-là refuge de la pauvreté et de l'esprit. La position de son père rendait d'ailleurs presque inévitable pour lui cette première destination. Originaire du village de Pont-l'Évêque, son père, nommé Girard *Cauvin*, s'était établi à Noyon, où il était devenu procureur fiscal de l'évêque et du chapitre. Il avait eu quatre fils, dont le dernier mourut jeune. Profitant des facilités que lui donnaient ses fonctions, il obtint des bénéfices ecclésiastiques pour ses trois autres enfants qu'il plaça dans le corps du clergé. L'aîné, *Charles Cauvin*, devint prêtre et chapelain de l'église de la *Bienheureuse Vierge*

(1) Voici comment se fit le partage des dépouilles de l'évêque et du duc entre les Bernois et les Genevois : « L'alliance entre les deux villes fut confirmée pour vingt-cinq ans avec ces articles : que les Genevois payeroient dans le terme de six mois, dix mille écus à ceux de Berne pour les frais de la guerre; qu'ils leur donneroient entrée dans leur ville quand ils en auroient besoin; qu'ils leur relâcheroient la seigneurie de Gaillard, l'abbaye de Bellerive, et la Batie-Cholex. Par ce moyen les Genevois se conservèrent le vidomnat, les revenus de l'évêché et ceux du prieuré de Saint-Victor qu'ils destinèrent à l'entretien des ministres et de l'hôpital. » — Spon, t. I, p. 273.

à Noyon. Le troisième, *Antoine Cauvin*, reçut la chapellenie de Tournerolle, dans le bourg de Traches, de la paroisse de Noyon. Le second, *Jean Cauvin*, celui dont nous nous occupons, et qui changea le nom primitif de sa famille en celui de *Calvinus*, latinisé suivant l'usage de l'époque, ne fut point oublié dans cette distribution, fruit de la sollicitude paternelle. Mieux doué que ses frères du côté de l'esprit, il eut aussi une part plus considérable que la leur. On lui réserva un bénéfice dans la cathédrale de Noyon, et la cure de Marteville, qu'il échangea plus tard pour celle de Pont-l'Évêque. Né le 10 juillet 1509, huit ans avant le soulèvement de Luther, il fut fait chapelain, le 29 mai 1521, à l'âge de douze ans, et curé de Marteville, le 27 juillet 1527, à l'âge de dix-huit ans (1). Il n'eut cependant jamais que la tonsure simple (2).

Son origine, son entourage, ses commencements, ne paraissaient pas devoir le préparer au rôle que lui destinaient son esprit et son temps. Mais l'éducation qu'il reçut et les rencontres qu'il fit, l'y ramenèrent. Il fut envoyé de bonne heure à l'Université de Paris. Il étudia successivement dans les

(1) Ces détails sur la famille de Calvin et sur lui sont tirés d'une enquête faite à Noyon par un notaire. Ils se trouvent dans le *Jesuita vapulans* de Rivet, et à la fin de la Vie de Calvin par Théodore de Bèze, édition de 1663, à Genève, chez Pierre Chouet, p. 198 à 204.—Ils sont aussi dans les *Annales de l'église cathédrale de Noyon*, par Jacques Le Vasseur, doyen de Noyon, in-4°, Paris, 1663. — Voir également Théodore de Bèze, p. 9 et 10.

(2) Bayle, article Calvin, note A.

collèges de la Marche et de Montaigne (1). Il devint un humaniste distingué, et acquit des connaissances fortes. Son inclination naturelle autant que le devoir de sa vocation le portaient vers les matières théologiques. Il y était enfoncé avec piété, avec plaisir, avec succès, lorsque son père vint l'en arracher. Cet homme prudent et avisé crut, en voyant le clergé décliner dans la faveur publique, que son fils trouverait plus d'avantages à suivre la carrière des lois (2). La corporation des légistes, qui, depuis la révolution opérée par Philippe-le-Bel, avait supplanté celle des ecclésiastiques dans la direction de l'État, l'emportait décidément, et, suivant l'expression pittoresque d'un jurisconsulte de ce siècle, la France était un *royaume de plaidoirie*. Calvin entra, avec sa déférence accoutumée, mais non sans quelque regret, dans les vues de son père. Il se rendit tour à tour aux universités d'Orléans et de Bourges. Il apprit le droit, dans l'une, sous Pierre de l'Étoile; dans l'autre, sous le célèbre Milanais André Alciat (3).

C'est à Orléans qu'il fut initié aux doctrines nouvelles, par Robert Olivetan, Picard comme lui et son parent (4), qui se retira peu de temps après à Genève, où il fut précepteur des fils du bourgeois Jean Chautemps, et où il traduisit la Bible

(1) Vie de Calvin par Théodore de Bèze, édition de Genève, 1663, p. 10 et 11.

(2) « Il se résolut de le faire étudier aux loix, voyant que c'étoit un meilleur moyen pour parvenir aux biens et aux honneurs. » *Ibid.*, p. 11.

(3) *Ibid.*, p. 12.

(4) *Ibid.*, p. 12.

de l'hébreu en français. Son esprit pénétrant et hardi y fit de rapides progrès. Voici en quels termes il raconte lui-même ces premiers temps de sa vie : « Dien, dit-il, m'a tiré de très-
« petits commencements. Comme j'étois petit enfant, mon
« père m'avoit destiné à l'étude de la théologie ; mais voyant
« que celle des loix enrichissoit la plupart de ses sectateurs,
« cette espérance lui fit changer de dessein : de sorte que,
« quittant la philosophie, je fus contraint de m'attacher à la
« jurisprudence. Quoique, pour seconder les volontés de mon
« père, je faisais mes efforts de m'y appliquer tout de bon, il
« arriva néanmoins que Dieu, par un secret ressort de sa
« providence, me fit prendre une autre route. En premier
« lieu, comme j'étois trop opiniâtrement plongé dans les superstitions du papisme pour me tirer aisément d'un si profond bournier, par une conversion soudaine il ploya à la
« docilité mon esprit, qui s'étoit excessivement endurci pour
« l'âge où j'étois, et ayant eu quelque goût pour la vraie piété,
« je fus rempli d'une telle ardeur d'y profiter, que quoique je
« n'abandonnasse pas mes autres études, je les poursuivois
« plus froidement. Un an ne s'étoit pas écoulé, que tous ceux
« qui témoignioient quelque désir de la pure doctrine, se ran-
« geoient pour apprendre vers moi, bien que novice et apprentice (1). »

Sa bonne fortune voulut qu'il trouvât à Bourges, où tenait sa cour la savante et spirituelle sœur de François I^{er}, alors duchesse de Berry et plus tard reine de Navarre, zélée protec-

(1) Extrait de la préface de Calvin sur les psaumes, traduit et inséré à la fin de la Vie de Calvin par Théodore de Bèze, p. 180, 181.

trice des lettrés et des novateurs, un helléniste allemand nommé Melchior Volmar, qui lui enseigna le grec dont il retira, dans la suite, de puissants services (1). Devenu théologien et humaniste du premier ordre à Paris, jurisconsulte à Orléans, helléniste à Bourges, il ne compléta qu'après sa fuite de France, et dans sa retraite à Bâle, le trésor de ses connaissances, en y ajoutant l'acquisition de l'hébreu.

La mort de son père, survenue en 1531, lui fit quitter Bourges et l'étude du droit. Rendu à ses penchants théologiques, il vint de nouveau à Paris, après avoir visité sa famille à Noyon. Il y publia, à l'âge de vingt-quatre ans, un commentaire sur le livre de la *Clémence* de Sénèque (2). Étroitement lié avec le recteur de l'Université, Nicolas Cop, il l'engagea, en 1532, à hasarder une démonstration publique en faveur des idées nouvelles, et à leur prêter l'appui de son autorité. Il rédigea la harangue que Cop consentit à prononcer à l'octave de la Saint-Martin, et que le Parlement poursuivit. Cette démarche faillit leur devenir funeste à l'un et à l'autre. Cop fut obligé de prendre la fuite. Il se retira à Bâle, d'où était originaire son père, médecin de François I^{er}. Calvin échappa par le plus heureux hasard à des recherches qui furent dirigées contre lui dans le collège de Forteret (3),

(1) Vie de Calvin par de Bèze, p. 13, 14.

(2) Il le dédia à Claude d'Hangest, abbé de Saint-Éloi de Noyon. Ce commentaire, dans lequel Calvin prit le titre de Lucius Calvinus, civis romanus, parut en 1532.—Papirius Masso, in *Vita Calvini*, p. 412.—Vie de Calvin par Théod. de Bèze, p. 15.

(3) Voir la lettre de Calvin adressée en 1553 à François Daniel, dans laquelle il raconte cet événement; elle est la première de son recueil,

et se réfugia en Saintonge. Il s'établit chez Louis du Tillet, chanoine d'Angoulême et curé de Claix, qui partageait ses opinions et qui était frère de Jean du Tillet, greffier du Parlement de Paris (1). Dès ce moment commença sa vie errante. Il parcourut, en missionnaire secret, quelques provinces du midi et de l'ouest de la France (2). Mais il se convainquit bientôt de l'impuissance de ses efforts, et de l'inutilité des dangers auxquels il s'exposait. Voyant qu'il ne parviendrait point à accomplir en France un changement religieux, que n'avaient pu même préparer le courage de Berquin, la science de Lefèvre d'Étaples, l'éloquence de Farel, l'autorité de Cop, il se décida à prendre, comme les trois derniers, la route de l'exil, afin de ne pas périr inutilement pour ses opinions, comme le premier.

La persécution étant devenue plus ardente en 1534, il résigna sa chapellenie de Noyon et sa cure de Pont-l'Évêque, qu'il

t. IX, Œuvres de Calvin, édit. d'Amsterdam, 1671, in-folio. — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 16, et Histoire des églises réformées, t. I, liv 1, p. 13.

(1) Bayle, art. Calvin, note D. — Drelincourt, Défense du calvinisme, p. 40.

(2) Il alla à Nérac voir Lefèvre d'Étaples, qui, en 1525, avait été obligé de quitter Meaux, et s'était rendu à Strasbourg et à Bâle (Faber stapulensis Galliâ profugus agit Argentorati, sed mutato nomine. Lettre d'Érasme, de mars 1526, la 26^e du 18^e liv.), d'où il avait été appelé en Béarn par la reine de Navarre, sœur de François I^{er} (Hinc honorifice revocatus est in Galliam. Lettre du 27 mai 1527, la 18^e du 19^e liv.) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 17. — Il revint ensuite à Paris, mais en s'y tenant caché pour ce qu'il n'y faisoit sûr pour lui. Théod. de Bèze, *ibid.*, p. 18.

avait gardées jusqu'alors, et quitta la France (1). Il se rendit, accompagné de Louis du Tillet, d'abord à Strasbourg et ensuite à Bâle (2), avec le désir d'y vivre dans l'étude et l'obscurité. « J'étois, dit-il, de mon naturel peu fait pour le monde, « ayant toujours aimé le repos et l'ombre... et n'avois d'autre « intention que de passer ma vie dans mon loisir, sans que je « fusse connu... A ce dessein je quittai ma patrie et m'en allai « en Allemagne pour y trouver en quelque coin obscur le « repos que je n'avois pas pu trouver pendant un long temps « en France (3). »

Il vécut inconnu à Bâle, où il apprit l'hébreu et continua ses études. Mais il fut, malgré lui, tiré de sa retraite, et poussé sur le champ de bataille de la controverse, pour défendre ceux qu'on tuait en France comme des luthériens, et qu'on représentait en Allemagne comme des anabaptistes ennemis de tout culte et de tout gouvernement. Il jugea que son silence serait un abandon de ses devoirs, et il publia le livre

(1) *Annales de l'église cathédrale de Noyon*, par Le Vasseur, qui dit : *Toutes ces choses constent par l'information de feu Antoine de Mesle, docteur ès droits, trésorier et chanoine de l'église de Noyon, et juge ordinaire dans l'audience épiscopale.* — *Vie de Calvin* par Théod. de Bèze, p. 204. — Drelincourt t. p. 57.

(2) « Or, voyant le pauvre état du royaume de France, quant à la religion, il délibéra de s'en absenter pour vivre plus paisiblement et selon sa conscience. Il partit donc de France l'an 1534 avec ledit jeune homme avec lequel nous avons dit qu'il demeurait en Saintonge. » — Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 18, 19. — Maimbourg, *Histoire du calvinisme*, t. I, p. 59.

(3) *Préface des psaumes* par Calvin, à la fin de sa *Vie* par Théodore de Bèze, p. 181.

de l'*Institution chrétienne* (1), qu'il adressa, par une préface, à François I^{er}. Il y justifia les protestants de France et de l'esprit de faction auquel ce prince paraissait croire, et de l'anabaptisme auquel il voulait faire croire, afin de détourner

(1) Maimbourg, Hist. du calvinisme, t. I, p. 59; Varillas, Hist. de François I^{er}, liv. 7, p. 251; Florimond de Remond, Hist. de l'hérésie, liv. 10, p. 376, disent qu'il composa la plus grande partie de son livre sur l'*Institution* à Claix, chez le chanoine du Tillet. Calvin explique lui-même dans sa Préface sur les psaumes, les motifs qui le dirigèrent :

« Voici que demeurant inconnu à Bâle, comme les feux auxquels on
 « condamnoit en France beaucoup de personnes pieuses, eurent donné
 « beaucoup d'aversion aux Allemands, on sema, pour la diminuer, des
 « libelles pleins de faussetés et de malices, portant qu'on n'en usoit si sé-
 « vèrement qu'envers des anabaptistes et des hommes turbulents, qui par
 « leurs rêveries maudites renversoient non-seulement la religion, mais tout
 « l'ordre politique. Comme je voyois bien que l'artifice de quelques cour-
 « tisans n'avoit autre but, sinon que l'effusion cruelle du sang innocent de
 « ces saints martyrs fût comme ensevelie par l'opprobre dont ou les char-
 « geoit, et qu'à l'avenir ils pussent s'emporter à toutes sortes de tueries
 « sans miséricorde d'aucun, j'estimai alors que mon silence ne pourroit
 « pas être excusé de perfidie, si je ne m'y opposois de toutes mes forces. Ce
 « fut ce qui me porta à publier l'*Institution* premièrement, afin de dé-
 « charger d'une injuste accusation mes frères, dont la mort étoit précieuse
 « devant Dieu; et de plus, afin que, comme les mêmes supplices pendoient
 « sur la tête à plusieurs pauvres fidèles, les nations étrangères fussent
 « touchées de quelque ressentiment de leurs maux et en prissent quelque
 « soin. Car alors je ne mis pas au jour ce grand livre, ce qui n'a coûté
 « assez de travail, en la forme qu'il est aujourd'hui; mais ce n'étoit que
 « comme un petit abrégé, et qui n'avoit d'autre but sinon de faire con-
 « noître à tout le monde la foi de ceux que je voyois déchirer méchamment
 « par de certains flatteurs impies et perfides. — A la fin de la Vie de Cal-
 vin par Théod. de Bèze, p. 182, 183.

d'eux l'intérêt et l'appui de l'Allemagne. Fidèle à ses projets d'obscurité, il publia ce livre sans y mettre son nom. Personne ne sut qu'il fut de lui. « Je le dissimulai ailleurs, dit-il, « et j'en voulois user ainsi dans la suite, si peu je me proposois de me mettre en réputation par ce moyen (1). »

Mais la Providence renversa ses desseins. Elle l'enleva à son repos et à sa timidité, pour le produire malgré lui, et faire de cet homme sans ambition et sans audace le chef d'un grand parti et un infatigable combattant, qui ne trouva plus de paix que dans la mort. « Dieu, dit-il, m'a conduit en telle « sorte, par divers détours, que jamais il ne m'a permis de « me reposer, tant que, contre mon génie, j'ai été tiré en une « pleine lumière (2). » Voici comment s'opéra ce changement si décisif dans sa vie et dans l'histoire du protestantisme.

Après avoir publié son livre sur *l'Institution chrétienne*, il était allé visiter en Italie la duchesse de Ferrare, fille de Louis XII (3), que ses rares connaissances avaient portée à embrasser les opinions évangéliques. De retour à Bâle, il avait entrepris un dernier et secret voyage en France, pour se fixer

(1) Théodore de Bèze, à la fin de la Vie de Calvin, p. 183.

(2) *Ibid.*, p. 181, 182.

(3) « De Basle, Calvin avec son dit compagnon vint en Italie et demeurèrent quelque temps à Ferrare. Là il vit madame la duchesse de Ferrare... laquelle l'ayant vu et ouï, dès lors jugea ce qui en étoit, et toujours depuis tant qu'il a vécu, l'a aimé et honoré comme un excellent organe du Seigneur. D'Italie ils revinrent derechef à Basle..... Or, quelque temps après, de Basle il s'en alla en France, et son dit compagnon s'en vint à Neufchatel et à Genève. » — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 20.

ensuite définitivement dans la retraite qu'il s'était choisie, y cultiver doucement son esprit, et servir de là sa cause par des livres à la composition desquels il se croyait plus propre qu'au gouvernement des hommes.

La guerre l'ayant empêché de revenir à Bâle par la route ordinaire de Strasbourg, il fit un détour, et passa par Genève. Il ne devait y rester qu'une nuit. Mais Louis du Tillet, qui s'y était rendu de son côté et qu'il y trouva (1), ayant averti Farel de son arrivée, celui-ci se transporta sur-le-champ auprès de lui. Il l'invita à s'arrêter à Genève pour lui prêter le concours de ses lumières et de son ministère. Calvin s'excusa sur ses goûts, qui l'entraînaient vers l'étude, et son caractère, qui l'éloignait des agitations et des luttes humaines. Il refusait sa gloire. « Là-dessus, dit-il, « Farel, tout brûlant d'un zèle incroyable d'avancer l'Evangile, déploya toutes ses forces pour me retenir, et ne pouvant rien gagner par ses prières, il en vint jusqu'à l'importation, afin que Dieu maudît ma vie retirée et mon loisir, si je me retirois en arrière, ne voulant lui aider en une telle nécessité. L'effroi que j'en reçus, comme si Dieu m'eût saisi alors du ciel, par un coup violent de sa main, me fit discontinuer mon voyage, en telle sorte pourtant que sachant bien quelle étoit ma timidité et mon humeur réservée, je ne m'engageai point à faire une certaine

(1) Il était avec son frère Antoine Calvin. « Il ne prétendoit rien moins que d'y faire son séjour, mais seulement d'y passer sans se donner autrement à connoître. Toutefois celui que nous avons dit qui lui avoit tenu compagnie à Basle et en Italie, fit qu'il fut connu, car il s'étoit lors retiré à Genève. » *Ibid.*, p. 20 et 21.

charge (1). » Cette charge qu'il refusait alors, et qu'il accepta plus tard, fut celle de prédicateur. Il ne consentit d'abord à rester à Genève que pour y professer la théologie.

Voyons maintenant ce que fit Calvin pour le protestantisme, que Luther avait établi, et pour la ville de Genève, que Farel avait réformée. Dernier acteur dans ce double drame, il fut dans le protestantisme, après Luther, ce qu'est la conséquence après le principe; dans la Suisse, après Farel, ce qu'est la règle après une révolution. La providence, qui fait arriver les choses en leur temps et les hommes pour les choses, lui assigna le rôle qui convenait à son époque et à ses facultés. Calvin était petit et maigre de corps, d'un teint brun, d'un visage régulier et pâle, d'une organisation débile (2). Il avait le front haut, l'œil étincelant, l'âme forte, le caractère plus opiniâtre qu'intrépide, l'esprit vif, peu inven-

(1) Préface sur les psaumes par Calvin. — À la fin de sa Vie, par Th. de Bèze, p. 183, 184. — Voici comment Farel, écrivant au ministre Fabry après la mort de Calvin, lui raconta cet incident décisif dans la vie de Calvin et l'histoire du protestantisme : « Dieu me l'a fait rencontrer et contre ce qu'il avoit délié-
 « béré l'a fait arreter à Genève et s'en est servi là et en autre part, étant
 « pressé d'une part et d'autre plus qu'on ne sauroit dire, et singulièrement
 « par moi qui au nom de Dieu l'ai pressé de faire et prendre les affaires
 « qui étoient plus dures que la mort, et combien qu'il priât aucunes fois
 « au nom de Dieu d'avoir pitié de lui et le laisser servir autrement à Dieu,
 « comme toujours il s'y est employé; néanmoins voyant que ce que je de-
 « mandois étoit selon Dieu, en se faisant violence il a plus fait et plus
 « promptement que personne aie fait, surpassant non pas les autres seu-
 « lement, mais soi-même. » — Vie inédite de Farel dans le manusc. n° 147 de la bibliothèque de Genève.

(2) Papirius Masso, Vita Calvini.

tif, mais très-vigoureux, une mémoire prodigieuse⁽¹⁾, une logique puissante, le talent le plus clair, le plus méthodique et le plus frappant ⁽²⁾. Il aurait été incapable de soutenir la formidable lutte que Luther engagea, avec un courage mêlé de tant d'adresse, contre un adversaire qui n'avait jamais été vaincu. Il manquait de l'audace qui renverse, du génie qui invente, de la flexible habileté qui conduit, et même, on peut le dire, de l'éloquence qui entraîne, toutes qualités que Luther avait à un degré éminent. Il aurait été tout aussi peu propre à convertir la Suisse française, comme l'avait fait Farel, et à gagner une à une, ses vallées et ses villes, pendant douze ans d'un périlleux apostolat.

Mais s'il n'avait ni le génie de l'invention, ni celui de la conquête; s'il n'était ni un révolutionnaire comme Luther, ni un missionnaire comme Farel, il avait une force de logique qui devait pousser plus loin la réforme du premier, et une faculté puissante d'organisation qui devait achever l'œuvre

(1) Il avait fortifié sa mémoire par sa méthode. « Il mangeoit peu au souper, et il étudioit jusques à la minuit..... puis le matin étant réveillé, il se tenoit encore quelque temps au lit, en remémorant et réunissant tout ce qu'il avoit étudié le soir. » *Th. de Bèze, Vie de Calvin*, p. 13. — Voici ce qu'en dit l'historien catholique Florimond de Rémond : « Il fut grand jeûneur, même à son jeune âge, soit qu'il le fit pour sa santé, soit pour avoir l'esprit plus à delivre, afin d'écrire, étudier et améliorer sa mémoire. A peine eut Calvin son pareil. » *Ch. x, liv. VII, de la naissance de l'hérésie.*

(2) « Il étoit homme bien écrivant en latin et en françois, et auquel notre langue françoise est grandement redevable pour l'avoir enrichie d'une quantité de beaux traits. Il étoit homme merveilleusement versé et nourri aux livres de la Sainte-Écriture, et tel que, s'il eût tourné son esprit à la bonne voye, il pouvoit être mis au paragon des plus signalés docteurs de l'Église. » *Recherches d'Étienne Pasquier*, liv. VIII, ch. LV.

du second. C'est par là qu'il renouvela la face du protestantisme, et qu'il constitua Genève.

J'ai dit qu'il n'inventa rien. En effet, il prit à Luther sa théorie de la *justification* chrétienne; à Zwingle sa théorie de la présence spirituelle; aux anabaptistes leur théorie de l'*inamissibilité* (1) du Saint-Esprit ou de la grace, quand on l'avait une fois reçue. De ces trois dogmes, très-légèrement modifiés et très-habilement fondus ensemble, il composa un système qui fut à lui, qui prit son nom, et pour l'exposition duquel je dois remonter un peu plus haut.

C'était sur le dogme de la rédemption que reposait le christianisme. D'après ce dogme, l'homme, porté au mal et condamné à la mort éternelle par l'effet de son origine et l'inclination vicieuse de sa nature, avait eu besoin que Dieu envoyât son fils sur la terre et le sacrifiât sur la croix pour lui, afin qu'il pût échapper au mal, et acquérir l'immortalité. Cette rédemption de l'homme par le fils de Dieu avait eu pour conséquences: les dogmes de la trinité, de l'incarnation, de la double nature de Jésus-Christ, etc., qui formaient son essence, ou le christianisme par rapport à Dieu; et les sacrements, qui formaient son application, ou le christianisme par rapport à l'homme. Les hérésies des cinq premiers siècles avaient attaqué l'essence même du christianisme, parce qu'elles étaient une protestation de l'esprit philosophique contre les croyances incompréhensibles de la foi; les hérésies du seizième siècle n'attaquèrent que l'application du christianisme à l'homme, parce qu'elles furent une protestation de l'esprit moral contre les abus qu'en avait faits le sacerdoce.

(1) Expression consacrée et qui signifie qu'on ne pouvait perdre le Saint-Esprit quand on l'avait reçu.

La querelle entre Luther et le pape naquit en effet, comme on se le rappelle, d'une question d'application du christianisme, c'est-à-dire, de la distribution des indulgences. Le clergé romain avait singulièrement étendu les moyens de rachat. Ces moyens étaient réduits, dans la primitive Église, à quelques sacrements, fondés eux-mêmes sur des paroles précises de Jésus-Christ. Ils étaient les signes de l'action de Dieu sur l'homme pour le régénérer ; ils exigeaient la foi et commandaient la vertu. Ainsi le baptême ôtait à l'homme sa tache originelle par la communication de l'esprit de Dieu, en vertu de ces paroles : *Quiconque aura été baptisé et croira en moi ne mourra point éternellement*. La pénitence, fondée sur ces autres paroles de Jésus-Christ à ses apôtres : *Tout ce que vous aurez délié sur la terre sera délié dans le ciel*, offrait à l'homme qui, malgré sa régénération, avait manqué aux préceptes de la loi chrétienne, un moyen de redevenir juste. L'eucharistie, instituée d'après la cène de Jésus-Christ avec ses apôtres, et qu'il avait recommandé de renouveler en disant que *le pain était son corps et le vin son sang*, mettait l'homme en rapport complet avec Dieu par la communication de sa propre substance.

Ce système aurait été incomplet, si le baptême, qui introduisait l'homme dans la société rachetée en lui donnant l'esprit de Dieu ; l'eucharistie, qui l'y maintenait fortement en le pénétrant de son essence même ; la pénitence, qui l'y faisait rentrer quand, malgré ces appuis, il avait succombé aux faiblesses de sa nature, ne lui avaient pas été conférés par les prêtres successeurs du pouvoir de Jésus-Christ. C'est à quoi avait pourvu le sacrement de l'ordre, fondé sur la mission que Jésus-Christ avait lui-même donnée

aux apôtres, d'aller prêcher par toute la terre, de baptiser, de lier, de délier, de renouveler la cène, et par l'envoi de son esprit après sa résurrection.

Mais le temps et l'homme avaient étendu ce système : le nombre des sacrements avait été augmenté. Afin qu'aucun acte et qu'aucun moment de l'existence n'échappassent à l'action de Dieu, et ne manquassent d'un moyen de salut, la confirmation, le mariage et l'extrême onction avaient été ajoutés aux quatre sacrements primitifs. On était allé encore plus loin. On avait créé des moyens de salut qui devaient suivre l'homme après la mort même. On avait admis, sous le nom de Purgatoire, un lieu d'attente et d'épreuve, où les âmes punies correctionnellement, pouvaient recevoir du prêtre, sans leur coopération, le pardon de leurs fautes et la rémission de leur châtimement.

Par suite de cette nouvelle tendance sacerdotale, le salut n'avait pas été attaché aux sacrements seuls, mais à des œuvres sans vertu, à des actes sans repentir, à des pratiques sans résultat. Des pèlerinages, l'invocation des saints, l'abstinence des viandes, certaines prières, certains vœux, des messes, des absolutions achetées, des indulgences répandues avec profusion et à prix d'argent, avaient affaibli la morale en facilitant le salut sans exiger la régénération de l'homme. C'est contre cette justification pécuniaire et mécanique qui ne changeait pas la vie, qui n'améliorait pas la conduite, qui assurait au chrétien son salut moyennant l'acquittement d'un impôt établi sur ses désordres, qui substituait l'action du sacerdoce à l'action de la foi, et des formes impuissantes à une croyance intérieure et élevée, que s'était prononcé Luther. Il avait cherché ailleurs la justification du chrétien,

et l'avait placée dans la foi. Il avait fait contre le christianisme sacerdotal ce que saint Paul avait fait, 1600 ans avant lui, contre le judaïsme, réduit aussi à des cérémonies qui accablaient la foi et à des pratiques qui dispensaient de la vertu. Saint Paul avait dit : *Nous devons reconnaître que l'homme est justifié par la foi sans les œuvres de la loi* (1). Luther avait également condamné les œuvres au nom de la foi, et proclamé que l'homme ne gagnait pas son salut par sa conduite. Selon lui, l'homme placé sous la main de Dieu, recevait la foi de sa grace, et le salut de son supplice sur la croix. Il n'était pour rien ni dans sa foi, ni dans son salut : créature faible, il était condamné au mal et à la mort, si la miséricorde de Dieu ne l'arrachait pas à l'un et à l'autre par un acte gratuit de sa puissance. De cette justification par la foi, et de cette foi qui venait de Dieu et non pas de l'homme, étaient découlées des conséquences considérables.

Dans la philosophie chrétienne, l'action de la grace avait été substituée à celle de la volonté, c'est-à-dire, l'inter-

(1) Quia ex operibus legis non justificabitur omnis caro coram illo. — Justitia autem Dei per fidem Jesu-Christi; versets 20 et 22 du ch. III de l'Épître de saint Paul aux Romains. — Tout le chapitre IV de la même Épître : *Non ex legis operibus contingit justificatio, sed ex fide in Deum.* — Et au ch. V : *Justificati ergo ex fide pacem habeamus ad Deum;* verset 1. C'est la doctrine constante de saint Paul dans toutes ses Épîtres, et il la développe magnifiquement dans le XI^e ch. de l'Épître aux Hébreux, qui commence par : *Est autem fides sperandarum substantiarum rerum, argumentum non apparentium.* Aussi saint Paul fut l'apôtre des réformés, qui, comme lui, avaient un culte à changer.

vention de Dieu au libre arbitre de l'homme, pour l'accomplissement du salut qui était la fin même du christianisme.

Dans la pratique morale, les indulgences, les pèlerinages, les viandes défendues, la ressource sacerdotale du purgatoire, les vœux monastiques, le célibat des prêtres, avaient été abolis. Une règle plus divine, parce qu'elle était alors plus naturelle, avait remplacé la prescription d'actes stériles ou la recherche d'une perfection si outrée et si peu accessible aux forces de l'homme, qu'elle le faisait tomber, des hauteurs où elle voulait l'élever, dans des chutes plus profondes. Cette règle obligeait à devenir meilleur, moins pour se sauver que pour se conformer à la volonté de Dieu.

Dans le culte, les sacrements étaient redevenus les signes de l'action de Dieu, et non les instruments du salut de l'homme. Ils disposaient au salut, mais ils ne le conféraient pas. Leur nombre avait été réduit de sept à quatre. Luther n'avait conservé que le baptême, la pénitence, la cène et l'ordre. Il avait changé le caractère de la cène en lui rendant son ancienne destination, en ajoutant l'usage de la coupe à celui du pain, et en rejetant la transformation complète des espèces, tout en y admettant la présence corporelle de Dieu.

Dans le gouvernement de l'Église, l'unité de pouvoir avait été détruite. Luther avait proclamé que le pape n'était pas de droit divin, et n'avait conservé la juridiction religieuse que dans l'épiscopat, dont les membres demeuraient égaux sous un seul chef qui était Jésus-Christ. Le choix des évêques ou visiteurs avait été accordé au prince.

Ainsi Luther avait ranimé le christianisme ; il l'avait enlevé à ses formes pour le rétablir en son esprit. Mais il avait trop anéanti les œuvres devant la foi, et l'homme devant Dieu. Calvin

compléta son système de la foi justifiante et y introduisit encore plus de suite, de rigueur et, il faut le dire, d'exagération.

Luther avait prétendu que le chrétien se sauvait par la foi et qu'il était certain par elle de sa justification ; mais il avait ajouté que s'il ne pouvait pas acquérir tout seul son salut, il pouvait le perdre, et que pour être certain de sa justification momentanée, il ne l'était point de sa justification irrévocable. Il admettait la pénitence, puisqu'il reconnaissait la possibilité de la chute. C'est ici que Calvin le dépassa par une logique extrêmement hardie. Il dit que l'homme une fois assuré de sa justification par la foi, l'était aussi de sa sanctification, parce que Dieu ne pouvait pas lui donner et lui retirer sa grace, le rendre alternativement l'objet de son choix et de sa réprobation. Le chrétien justifié fut élu de Dieu, il devint *saint*, il ne put ni faillir, ni se perdre.

Cette doctrine, qui poussait la grace de Luther jusqu'à la prédestination de Calvin, la justification du premier jusqu'à la sanctification du second, eut à son tour d'inévitables suites dans le culte, dans le gouvernement, dans la morale. Les sacrements réduits à quatre par Luther, le furent à deux par Calvin : le baptême et la cène. Ces sacrements eux-mêmes se trouvèrent dépouillés de leur ancienne efficacité ou de leur mystérieuse grandeur. Les enfants des élus, et ici Calvin se rapprocha des anabaptistes, n'eurent pas besoin du baptême pour entrer dans la société rachetée ; ils y furent compris par leur descendance seule, comme avant la venue du Christ l'homme, par sa descendance seule, avait été frappé de réprobation et de mort. Quant à la cène, adoptant l'opinion de Zwingli, il n'y fit communiquer Dieu qu'en esprit, de la même manière qu'il l'était dans la prédication de sa parole et dans le baptême. Calvin n'admit point la pénitence,

parce que, d'après son principe, le véritable élu, ne pouvant pas tomber, n'avait pas besoin de se relever.

Il abolit l'épiscopat, comme Luther avait aboli la papauté, et confia le choix du ministre du culte, non au magistrat civil, mais à la société religieuse. Il établit l'égalité sur les ruines de la hiérarchie sacerdotale. Il introduisit les laïques, sous le nom d'anciens, dans l'assemblée du consistoire qui conservait les doctrines et jugeait les mœurs. Son christianisme étant tout spirituel, il supprima comme inutiles les cérémonies que Luther avait laissé subsister comme indifférentes. Sa morale fut d'autant plus rigide, que l'homme, une fois, selon lui, pénétré de la grace de Dieu, dut s'en rendre digne par la pureté de ses mœurs et les vertus de sa vie. Élu de Dieu, il dut suivre son exemple, et il ne lui fut pas permis de pécher parce qu'il ne lui fut pas possible d'être absons. C'est ainsi que, poussant jusqu'aux dernières extrémités les principes de Luther, Calvin fit une doctrine exagérée de logiciens, un culte et une morale de puritains, un gouvernement de démocrates.

Ce gouvernement, il le rendit tout à fait religieux, et voulut lui soumettre le pouvoir civil, contrairement à ce qui s'était pratiqué jusque-là dans la réformation. En Angleterre, le roi s'était emparé de la suprématie religieuse. En Allemagne, les princes et les villes impériales, disait Melancthon, *ne s'étaient pas mis en peine de la doctrine, mais seulement de la domination* (1). En Suisse, les chefs de la réformation se plaignirent que le magistrat se fût fait pape (2).

(1) Melanch. Epist., liv. I, Ep. 17 et Ep. 20.

(2) Lettre de Myconius, inter Epist. Calvini, p. 52.

Chaque pays avait modelé le gouvernement de l'Église réformée sur celui de l'État. Calvin, qui se trouvait proscrit et placé dans une ville en possession récente de sa souveraineté, n'eut aucun ménagement pour l'autorité civile, et parvint à la dompter parce qu'il la trouva plus faible que lui. Ayant l'exil pour point de départ, il eut le pouvoir politique pour point d'attaque. Il subordonna l'État à l'Église, la société civile à la société religieuse, et prépara dans Genève une croyance et un gouvernement à tous ceux en Europe qui rejeteraient la croyance et s'insurgeraient contre le gouvernement de leur pays. C'est ce qui arriva en France sous la minorité de Charles IX; en Écosse, sous le règne troublé de Marie-Stuart; dans les Pays-Bas, lors de la révolte des Provinces-Unies; et en Angleterre, sous Charles 1^{er}. — Le calvinisme, religion des insurgés, fut adopté par les *Huguenots* de France, les *Gueux* des Pays-Bas, les *Presbytériens* d'Écosse, les *Puritains* et les *Indépendants* d'Angleterre. Expression, sous une autre forme, du grand besoin de croire avec liberté qu'éprouvait alors le genre humain, il fournit un modèle et un moyen de réformation aux peuples dont les gouvernements ne voulurent pas l'opérer eux-mêmes, sans être toutefois assez forts pour l'empêcher.

Ce système, qui devait s'étendre dans une grande partie de l'Europe, qui préparait le protestantisme de l'insurrection contre les princes, comme le système de Luther avait préparé le protestantisme de l'insurrection contre les papes; qui mettait un gouvernement ecclésiastique à la disposition de tous les pays où le pouvoir politique n'en établissait pas un lui-même; qui devait agiter soixante ans la France, opérer la réformation d'Écosse, contribuer à la formation

de la Hollande, présider à la révolution d'Angleterre; qui devait donner son empreinte à Coligny, au prince d'Orange, à Cromwell, Calvin l'établit d'abord dans Genève.

Élu pasteur et docteur de l'Église de Genève, « il dressa, » dit Th. de Bèze, un brief formulaire de confession et de « discipline, pour donner quelque forme à cette Église nouvellement dressée (1) ». Cette confession de foi fut jurée publiquement. Le conseil, après l'avoir adoptée lui-même, convoqua les habitants de la ville, par dizaines, dans la cathédrale de Saint-Pierre, afin de la soumettre à leur vote. Les Genevois en entendirent la lecture, article par article, et s'engagèrent à l'observer. Quiconque s'en écarterait, devait être puni du bannissement (2).

Farel, Calvin et Viret se rendirent vers ce temps à Lausanne pour y accomplir la réformation, conformément au désir de la seigneurie de Berne, qui venait de conquérir le pays de Vaud (3). Après les discussions d'usage, le culte fut changé, et Viret demeura pasteur de Lausanne. D'accord jusque-là avec les Bernois, qui avaient facilité la révolution d'indépendance contre le duc, et la révolution religieuse contre l'évêque et les Fribourgeois, les réformateurs français de Genève commencèrent à se séparer d'eux. Ils eurent sur les points fondamentaux de la croyance les mêmes opinions.

(1) Theod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 22.—D'après Spon, t. I, p. 275, c'est par Farel que fut dressé ce formulaire.

(2) Recueil inédit de Michel Roset, liv. IV, ch. ix, manusc. n° 139.—Spon, *ib.*, p. 275, et note K de Gautier.

(3) Spon, t. I, p. 274.

La présence corporelle de Jésus-Christ dans l'eucharistie fut décidément condamnée par les uns et par les autres dans un colloque tenu à Berne par trois cents ministres de Suisse, de Strasbourg et des bords du Rhin (1). Mais ils ne purent pas s'entendre sur les cérémonies, que Calvin voulut réduire à la plus extrême simplicité, et sur l'exercice de l'autorité religieuse, qu'il prétendit rendre indépendante du magistrat civil, et dès lors supérieure à lui. Ainsi Calvin supprima les quatre principales fêtes de Noël, de Pâques, de l'Ascension, de la Pentecôte, que les Bernois avaient conservées. Il n'admit d'autre jour de repos et de solennité chrétienne que le dimanche. Il fit disparaître des temples les fonts baptismaux que les Bernois avaient laissés dans les leurs. Pour se rapprocher de la cène de Jésus-Christ, et s'éloigner par les sens autant que par l'esprit de la doctrine catholique sur l'eucharistie, il abandonna l'usage du pain azyme, ou sans levain, dans la distribution de la cène, usage qui s'était perpétué à Berne, et n'employa que le pain ordinaire. Enfin il commença l'attaque contre la corruption des mœurs et la tolérance que les magistrats montraient pour elle.

La justice était vénale (2). La ville avait des mœurs d'autant plus dissolues qu'elle avait renfermé beaucoup de prêtres et de moines dont la vie, à cette époque, était fort relâchée. On y avait créé jusqu'à la réformation une reine des filles de joie. (3). Outre le quartier qui lui servait de royaume, et

(1) Spon, t I, p. 175.

(2) Histoire de Genève par Picot, t. II, p. 47.

(3) *Fuit creata regina meretricum quæ juravit in formâ sub conditionibus in capitulis exaratis.* — Spon, t. I, p. 287, note S de Gautier.

dans lequel on avait parqué ses sujettes, celles-ci, qui étaient en fort grand nombre, s'établissaient dans les rues honnêtes, *in vicis honestis* (1), et dans les étuves, qui étaient des lieux de prostitution. Le 30 avril 1534, au moment où le parti de la réformation commençait à devenir triomphant, le conseil leur avait prescrit de s'enfermer dans les rues qui leur étaient destinées (2). Il y avait une quantité considérable de tavernes, et les ecclésiastiques, en partant, y avaient laissé non seulement leurs mœurs, mais, dit Froment, *leurs paillasses et leurs bâtards* (3).

Ce furent ces vieilles habitudes nationales que Calvin entreprit de changer; et cette révolution, suite et complément des deux autres, ne fut pas la moins contestée. « Le papisme, dit Calvin, avoit été chassé de Genève par Farel et Viret, mais les choses étoient encore en désordre... L'Évangile consistoit pour la plupart à avoir abattu des idoles; la ville étoit divisée en de malheureuses factions... et il y avoit beaucoup d'hommes pervers contre lesquels moi qui étois faible et craintif, fus contraint d'arrester des combats mortels, y engageant ma propre personne (4). » Ces hommes, que Calvin appelle pervers et qui étaient de vieux et bons citoyens de Genève, furent les chefs d'un nouveau parti qui se forma dans

(1) Spon, t. I, p. 287; note S de Gautier.

(2) Fuit arrestatum quod defendatur hospitibus stubarum hujus civitatis ne ab inde audeant putanas hospitari, imo et eas quas habent abire faciant, et inde fiant cridæ quod putanæ debeant se in loco solito retrahere. *Ibid.*

(3) Chronique inédite de Froment, ch. xxxvii, manusc. n° 139.

(4) Préface sur les psaumes par Calvin, à la fin de sa Vie, par Th. de Bèze, p. 184 et 187.

la ville après l'établissement du culte réformé. Les bourgeois s'étaient primitivement divisés en Mameluz et en Eidguenots; les Eidguenots, vainqueurs des Mameluz, s'étaient divisés en Catholiques et en Évangéliques; les Évangéliques, vainqueurs des Catholiques, se divisèrent en *Libertins* et en *Calvinistes*.

Les Libertins formèrent dans Genève le parti conservateur des anciennes mœurs et de la liberté civile. Ils ne voulurent pas sacrifier leurs habitudes et leurs plaisirs à la rigide austérité qu'on exigeait d'eux, ni mettre aux pieds de ces impérieux Français qui venaient commander dans leur ville, les vieilles franchises, pour le maintien desquelles ils avaient expulsé le duc et détrôné l'évêque. Ils s'appuyèrent sur Berne, comme les Catholiques s'étaient appuyés sur Fribourg, et les Mameluz sur la Savoie. A la tête de ce parti se placèrent Jean Philippe, Amy Perrin, Vandel, et d'autres principaux bourgeois qui s'étaient déclarés les premiers dans Genève pour la doctrine évangélique. Dès le 4 septembre 1536, ils se présentèrent en assez grand nombre devant le conseil, *protestant*, dit la Chronique inédite de Michel Roset, *de vouloir vivre en liberté et ne vouloir être contraints au dire des précheurs* (1).

Ils avaient refusé d'assister à la lecture et à l'adoption de la confession de foi dans l'église de Saint-Pierre. Le conseil ayant plus tard ordonné d'envoyer les enfants à l'école de Rive, sous peine de perdre la bourgeoisie, et prescrivit aux dissidents de se conformer à la discipline établie ou de vider la

(1) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. 1, manusc. n° 139.

ville (1), ils désobéirent sans qu'on osât ou qu'on pût les contraindre. Ils portaient des fleurs vertes, et appelaient les réformés *les frères en Christ* (2). Ils acquirent une telle faveur sur l'esprit du peuple en lui parlant du maintien de ses franchises, qu'aux élections du 3 février 1538 (3), les syndics furent choisis dans leur parti, et que Jean Philippe, l'un de leurs chefs, fut nommé capitaine général (4).

On demanda alors le rétablissement des cérémonies bernoises, et les jeunes gens de la faction poursuivirent les ministres de leurs insultes et de leurs menaces. « Les débauchés, dit Michel Roset, alloient de nuit par ville à douzaines, avec arquebuses, qu'ils débandoient au devant des maisons des ministres. Ils crioient la *pétote* de Dien, se moquant de la *parole*; ils menaçoient les ministres de les jeter au Rosue, s'ils n'accordoient ès dites cérémonies (5). » Les ministres n'attaquèrent que plus vivement ces désordres dans leurs prédications. Ils blâmèrent ouvertement la condescendance des magistrats pour ces excès. Le conseil leur fit défendre de parler du gouvernement civil de la ville. Le ministre Corault, qui était vieux et aveugle, mais hardi et savant, méprisa cette défense et dit en chaire que Genève avec ses divisions était le

(1) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. iv, manusc. n° 139.

(2) *Ibid.*, liv. IV, ch. x. — *Ils firent grand bruit*, dit Roset, *dans le conseil général en novembre (1537), et dégainèrent leurs épées, le tout sous ce prétexte de maintenir les franchises.* »

(3) *Ibid.*

(4) *Sommaire recueil* de Michel Roset, liv. IV, ch. x.

(5) *Ibid.*, ch. xvii, manusc. n° 139.

royaume des grenouilles (1). Le conseil le fit mettre en prison.

Calvin et Farel se présentèrent devant le conseil, et se plaignirent amèrement de l'emprisonnement de leur collègue. Le conseil leur prescrivit de rétablir les cérémonies de Berne; ce qu'ils refusèrent. Il leur interdit alors de monter en chaire le lendemain, jour de Pâques. Mais ils y montèrent, Farel à Saint-Gervais, Calvin à Saint-Pierre, pour tonner contre les désordres de la ville. Ils refusèrent de distribuer la cène, parce qu'on n'était pas digne de la recevoir. Le petit conseil irrité, porta contre eux une sentence de bannissement, qui fut confirmée par le conseil des deux cents et par l'assemblée générale, le 23 avril 1538. Lorsque le grand sautier de la ville vint leur signifier l'ordre de sortir de Genève dans trois jours : *A la bonne heure*, dit Calvin; *si nous eussions servi des hommes, nous serions mal récompensés; mais nous servons un grand maître, qui, bien loin de ne pas récompenser ses serviteurs, leur paie ce qu'il ne leur doit pas*. Ils quittèrent la ville et se rendirent, Farel à Neuchâtel et Calvin à Strasbourg (2).

Ce bannissement, qui aurait frappé un autre de douleur, remplit Calvin d'une secrète joie. « Me voyant alors, dit-il, détaché de cette vocation, et libre, je résolus de vivre à l'écart

(1) Michel Roset, liv. IV, ch. xvii, manusc. n° 139.—Spon, t. I, p. 276, — et note L de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 276, 277. — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 25, 26. — Fragments biographiques et historiques extraits des registres du conseil d'état, p. 3.

et en repos. Mais cet excellent serviteur de Christ, Martin Bucer, me fit entrer dans une nouvelle station, se servant de la même adjuration qu'avoit employée Farel; de sorte qu'étant épouvanté par l'exemple de Jonas, qu'il me proposa, je continuai en la charge d'enseigner (1). » Il forma en effet à Strasbourg une église française qui prospéra beaucoup. Il s'y maria avec la veuve d'un anabaptiste converti, nommé Jean Storder (2). Il eut de sa femme, avec laquelle il vécut neuf ans, un seul fils, qui mourut fort peu de temps après sa naissance (3). Il acquit alors une telle réputation d'esprit et de science, que Melancthon ne l'appelait que le *théologien* (4), et qu'il fut envoyé à la diète de Ratisbonne pour y soutenir la cause commune du protestantisme.

Mais son exil ne pouvait pas être de longue durée. Il devait avoir pour terme le triomphe de son opinion, à laquelle il était nécessaire, parce qu'on ne s'établit jamais qu'à l'aide des excès et de la déraison de ses ennemis. La mort de Berthelier avait précédé l'indépendance de Genève; l'expulsion de Farel et de Fromier*, sa réformation; le bannissement de Calvin devait précéder l'établissement de sa constitution religieuse. Il fallait que de l'excès du désordre sortît le besoin de la régularité, comme des abus du catholicisme était sorti le besoin de la réformation, comme des attentats de l'oppression savoyarde était sorti le besoin de l'indépendance.

(1) Préface sur les psaumes par Calvin, p. 185.

(2) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 30. — Calvin, in tractatu de scandalis, p. 100, daté du 10 juillet 1550.

(3) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 30.

(4) *Ibid.*

La ville, en effet, tomba dans la plus grande anarchie après le départ de Calvin et de Farel. *On releva les baptis-taires, dit Michel Roset, on dansa, joua, ivroгна, paillarda, sous ombre des cérémonies bernoises; on alla nud par les rues avec tambourins et fifres* (1). Antoine Saunier et Mathurin Cordier, régents de l'école de Rive, et plusieurs bourgeois français du parti de Calvin, n'ayant pas voulu recevoir à la cène de Noël du pain sans levain, furent bannis de Genève (2). L'instruction cessa. Le culte cessa bientôt aussi. Déjà deux membres du conseil avaient été obligés de se joindre, pour la distribution de la cène, aux deux seuls ministres qui étaient demeurés dans Genève, et dont le nombre était insuffisant. Mais ces deux ministres, Morand et Marco, qui avaient montré plus de condescendance que les autres, ne voulurent plus rester, à leur tour, dans une ville livrée à une dissolution extrême, et ils en partirent sans congé (3). Par suite du mouvement de réaction, des prêtres rentrèrent dans la ville, et des catholiques dans le conseil. Les intérêts de Genève furent même sacrifiés par les syndics et par le capitaine général Jean Philippe, à la ville de Berne. Dans l'accord qui s'était conclu entre les deux villes, en 1536, après la conquête du pays de Vaud par les Bernois, il avait été convenu que les Bernois garderaient la seigneurie de Gaillard, le couvent de Bellerive et le château de la Bâtie, et qu'ils r  d  raient aux Genevois le prieuré de

(1) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. XXI, manusc. né 139.

(2) *Ibid.*, ch. XXVI.

(3) *Ibid.*, ch. XLII.

Saint-Victor, avec ses droits et ses revenus, mais en en gardant les *appellations* (1). Ils avaient d'abord demandé de prendre dans Genève la place de l'évêque et du duc, *estimans*, disaient-ils, *l'avoir gagnée par droit de guerre*; mais ils s'en étaient désistés, avaient-ils ajouté, *par bonne amitié* (2). Ils s'étaient néanmoins réservé les appellations *si tant est que ci-devant on en eût interjeté devant le duc et son conseil, ou ses officiers de justice* (3). Cette réserve des appellations de Saint-Victor et du vidomnat fit élever par Berne, en 1540, une sorte de prétention sur la souveraineté de Genève. Trois députés genevois, parmi lesquels deux avaient été syndics lors de l'expulsion de Calvin, furent envoyés auprès de la seigneurie de Berne pour s'entendre avec elle. Ils accédèrent à des articles qui changeaient les prétentions de Berne en droits réels. Leur condescendance excita la plus grande indignation dans Genève. Le conseil général porta un édit qui condamnait à mort quiconque parlerait de changer de gouvernement; au bannissement et à la confiscation, quiconque intenterait un procès, soit à la ville, soit à un bourgeois, devant un tribunal étranger. Cet édit fut immédiatement appliqué aux trois députés qui avaient sacrifié les intérêts de la ville. Le capitaine général Jean Philippe ayant voulu prendre leur défense, excita une émeute dans laquelle il tua un bourgeois de sa propre main. Mais son parti ne fut pas le plus

(1) Traité conclu à Berne, entre messieurs de Berne et de Genève, après la guerre de 1536.—Spon, t. II, p. 183.—Pièce justificative sous le n° 61.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

fort. Il fut lui-même pris, et eut la tête tranchée, malgré l'intercession de la seigneurie de Berne (1).

C'est alors que les Genevois, voyant les fruits de leurs inconséquences, s'apercevant qu'ils n'étaient pas plus libres en restant dérégles, qu'ils avaient opéré un changement sans consentir à ses résultats, adhéré à une réforme sans vouloir lui faire de sacrifices, qu'ils n'étaient ni catholiques par les dogmes, ni protestants par les mœurs, se décidèrent à rapeler Calvin.

Le 1^{er} mai 1541, son bannissement fut révoqué, ainsi que celui de Farel (2). Il retourna à Genève avec la même répugnance. « La nécessité, dit-il, me fut imposée, contre
« mon dessein, de reprendre ma première place. Quoique
« j'eusse bien tellement à cœur l'intérêt de cette Église, que
« pour elle je n'eusse point fait difficulté de mourir, néan-
« moins ma timidité me suggéroit de plausibles excuses, pour
« ne pas reprendre derechef avec gayeté de cœur une charge
« si pesante. Enfin les considérations l'emportèrent sur mon
« esprit et me ramenèrent vers ce troupeau dont j'avois été
« arraché, Dieu m'est témoin avec combien de déplaisir,
« de larmes et de travail d'esprit; beaucoup de gens de bien
« le peuvent dire qui m'eussent voulu voir délivré de cette

(1) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. xxxix à xlii, manusc. n° 139. — Spon, t. I, p. 280 à 282, et note O de Gautier. Cette faction avait été appelée des *Articulans*, à cause des articles avec Berne, et des *Artichauts*, parce qu'elle avait pris des artichauts pour signe de ralliement.

(2) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. xlvii. — Spon, t. I, p. 282 et 283, et note P de Gautier. — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 32-33.

« fascherie, s'ils n'eussent été pressés par la même crainte
« que moi (1). »

Dès qu'il arriva à Genève (2), où Viret l'avait précédé de quelques mois, il établit sa discipline ecclésiastique; « il protesta de n'accepter point la charge de cette Église, sinon
« qu'il y eût consistoire ordonné et discipline ecclésiastique
« convenable, pour ce qu'il voyoit que de telles brides étoient
« nécessaires (3). » Aussi le conseil le chargea-t-il, avec quelques autres commissaires, de rédiger un code religieux et de réunir en un seul corps les lois politiques de l'État (4). Le code religieux fut prêt en novembre 1541. Il fut adopté le 20 de ce mois, sans contradiction et comme *édit perpétuel*, par le conseil général (5). Il fut dès lors réglé qu'il y aurait dans Genève cinq ministres et trois coadjuteurs; qu'ils formeraient, sous la présidence de l'un d'entre eux, une congrégation qui se réunirait tous les vendredis pour conférer des Écritures;

(1) Préface de Calvin sur les psaumes, à la fin de sa Vie, par Théod. de Bèze, p. 186.

(2) Le 13 sept. 1541. — Théod. de Bèze, p. 34. — Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. XLVII, manusc. n° 139.

(3) Théod. de Bèze, p. 35.

(4) « Calvin fut un de ceux à qui la commission fut donnée de travailler à cet ouvrage, qui ne fut amené à la perfection qu'au commencement de l'année 1543. Ce corps de lois ou d'édits politiques fut lu et approuvé dans tous les conseils, et a servi de tablature pour le gouvernement jusqu'à l'année 1568, qu'il fut revu de nouveau. » Note Q de Gautier, à la page 284 du t. I de Spon. — C'est le 8 janvier qu'il fut approuvé en conseil général.

(5) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. LV. — Vie de Calvin par Théod. de Bèze, p. 35. — Spon, t. I, p. 284, et note Q de Gautier.

qu'ils feraient trois sermons le dimanche, et prêcheraient en outre les lundi, les mercredi et les vendredi de chaque semaine; qu'ils veilleraient à l'instruction des enfants, qu'ils visiteraient les malades et dirigeraient les diacres chargés de l'administration des hôpitaux; qu'ils composeraient, avec douze anciens, pris, deux dans le conseil étroit, quatre dans le conseil des soixante, six dans le conseil des deux-cents; un consistoire qui s'assemblerait tous les jeudis, et dont l'office consisterait à surveiller la conduite de chacun, à dénoncer, à poursuivre, à punir tous ceux qui pécheraient contre les règles de la réformation. Ce tribunal des mœurs avait un officier public pour appeler les délinquants devant lui. Il devait, pour une première faute, réprimander; pour une récidive, priver de la cène; et lorsque la peine de ces péchés, changés en délits, était pécuniaire ou corporelle, faire son rapport au conseil, qui la prononçait et l'appliquait lui-même (1).

Pen à pen les mauvais lieux furent proscrits, les tavernes fermées (2), les danses défendues. Tout acte de débauche fut puni de six jours d'emprisonnement au pain et à l'eau, et de 60 sous d'amende. L'adultère, qui fit encourir plus tard la peine de mort, n'exposa alors qu'à neuf jours de prison et à une amende proportionnée à la fortune de celui qui le commettait (3). On ne put s'assembler que dans cinq

(1) Recueil de Michel Roset, liv. IV, ch. LV et LVI, manusc. n° 139.

(2) En 1545. *Ibid.*, liv. V, ch. v.

(3) Édit du 2 août 1545. — *Ibid.*, liv. V, ch. viii. — Ce fut en 1560 que l'adultère fut puni de mort. *Ib.*, liv. VI, ch. lx.

lieux (1) désignés par le conseil, pour s'amuser aux palets, aux quilles et aux boules, sous l'inspection de l'un de ses membres. On défendit aux hommes de porter des pourpoints et des chausses découpés, des chaînes d'or et d'argent; aux femmes, d'avoir sur leurs têtes des dornres et des coiffes d'or, des broderies sur leurs manchons, et plus de deux anneaux à leurs doigts. On régla les repas comme les vêtements, et il ne fut permis d'avoir, en aucun festin ou en aucune noce, plus de trois services, et chaque service plus de quatre plats (2); toutes les années une inspection dut se faire dans chaque maison, afin de juger des habitudes et d'apprécier l'instruction de ceux qui l'habitaient (3). Cette ville religieuse, passant de mœurs si libres à des mœurs si compassées, et d'une vie si joyeuse à des devoirs si graves, mais si tristes, fut marquée du sceau de Jésus-Christ (4), dont on inscrivit le nom au-dessus des armoiries de la ville, sur chacune de ses portes.

Calvin devint le véritable chef de la république. Viret était

(1) Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. v, manusc. n° 139. — Ces lieux de réunion étaient des espèces de *club* et portaient le nom d'*abbayes* comme ceux de Berne.

(2) C'est le 13 oct. 1559 seulement que ces prescriptions somptuaires furent portées. Recueil de Michel Roset, liv. VI, ch. XLIII : « Sur les remontrances des ministres, dit-il, le conseil défendit à son de trompette, etc., etc. »

(3) Ceci fut établi en 1550. « Sur l'avis des ministres, il fut ordonné, le 3 avril 1550, une visitation annuelle de maison en maison, pour interroger hommes et femmes de leur foi, pour discerner les ignorans et endurcis d'avec les chrétiens; laquelle a produit avec le temps un grand profit. » Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. XXVII.

(4) I. H. S. — *Ibid.*, liv. IV, ch. LXII.

retourné à Lausanne, et Farel s'était fixé à Neuchâtel. Investi, tant qu'il vécut, de la présidence de la congrégation et du consistoire, qui ne devint annuelle qu'en 1564, après sa mort, il gouverna souverainement, au nom de la religion, ces bourgeois jusque-là si indisciplinés et si indépendants. Sa domination était plus réelle qu'apparente. Il vivait avec cent écus d'appointements qu'il recevait de la république comme professeur en théologie (1). Il menait la vie la plus simple et la plus occupée. Outre sa charge de professeur, qu'il remplissait avec éclat trois fois par semaine, il prêchait huit jours sur quinze; il assistait tous les jeudis au consistoire, tous les vendredis à la congrégation (2); il visitait les malades (3), et entretenait une vaste correspondance en Europe avec les principaux savants, les chefs politiques et religieux du protestantisme, et les églises secrètes de France (4). Il

(1) « Il avoit en toute somme six cents florins de gages, qui ne reviennent jusques à trois cents livres tournois. » Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 155.

(2) « Il prêchoit d'ordinaire de deux semaines l'une, tous les jours. Il lisoit chaque semaine trois fois en théologie; il étoit au consistoire le jour ordonné (le jeudi), et faisoit toutes les remontrances; tous les vendredis en la conférence de l'Écriture que nous appelons la congrégation, ce qu'il ajoutoit après le proposant étoit comme une leçon. » Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 39.

(3) « Il ne défailloit point en la visite des malades, aux remontrances particulières. *Ibid.*, p. 39.

(4) « Mais outre ces travaux ordinaires, il avoit un grand soin des fidèles de France, tant en les enseignant, exhortant, conseillant et consolant par lettres en leurs persécutions, qu'en intercedant pour eux, ou procurant qu'on intercedât, quand il pensoit voir quelque moyen. » *Ib.*, p. 40.

trouvait encore du temps pour composer chaque année un ou deux ouvrages destinés à l'exposition ou à la défense de sa doctrine (1), outre la publication de ses sermons et de ses leçons qu'on était parvenu à sténographier (2). Il est vrai qu'il dormait fort peu et qu'il diétait une partie de la nuit (3). Le délabrement de son estomac, que le travail avait ruiné, ne lui permettait pas de prendre en vingt-quatre heures plus d'un repas (4), à la suite duquel, après s'être promené un quart d'heure, il retournait à l'étude. Mais s'il était sobre, désintéressé, laborieux, infatigable, il était chagrin, altier, impérieux, violent. Son irascibilité, qui ne lui permettait pas de supporter les contradictions, et son esprit de domination,

(1) « Cependant tout cela ne l'empêchoit point qu'encore il ne travaillât à son étude particulière, et composât plusieurs beaux livres et fort utiles. » Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 40.

(2) « Ceux de la langue françoise voyant le grand profit que feroient les sermons de Calvin étant fidèlement recueillis et mis par écrit, tâchèrent de trouver homme qui eût cette dextérité avec la promptitude d'écrire, auquel selon leur pouvoir, ils baillassent gages suffisans : en quoi Dieu bénit tellement leur sainte affection, que depuis, quasi tous ses sermons ont été écrits et sont bien enregistrés. ».... « Par le moyen de Jean Budé et de Charles de Jonviller, et de leur labour gratuit, nous avons les leçons de ce bon serviteur de Dieu, et par le moyen de Denis Raguénier, étant aux gages de la compagnie des étrangers, ses sermons. » Théod. de Bèze, *ib.*, p. 49 et 50. — Outre ses sermons imprimés, « la bibliothèque de Genève conserve deux mille vingt-cinq sermons manuscrits de Calvin. » *Vie de Calvin* par M. Guizot, dans le *Musée des protestants célèbres*, t. II, partie II, p. 106.

(3) Théod. de Bèze, *ibid.*, p. 145.

(4) *Ibid.*, p. 145 et 146.

l'exposèrent à de nombreuses inimitiés. « Les uns, dit-il, sèment des bruits ridicules de mes immenses richesses et de ma grande puissance; d'autres parlent de mon luxe et de ma somptuosité; comme si on pouvait taxer de somptueux celui qui se contente d'un petit ordinaire et d'un habillement commun, et qui n'exige pas davantage de frugalité des plus petits qu'il n'en montre lui-même. Pour la puissance, à laquelle ils portent envie, je souhaiterais qu'à cet égard ils fussent mes successeurs. Ils s'imaginent que je suis en mon règne parce que je suis accablé de travail. Si, pendant que je suis en vie, quelques-uns ne se peuvent persuader que je n'aie de grandes richesses, un jour ma mort le fera voir. J'avoue que je ne suis pas pauvre, parce que je ne souhaite que ce que j'ai (1). »

Malgré l'établissement de sa puissance, il eut encore à lutter avec le parti des Libertins, qui, puisant sa force dans des habitudes, ne pouvait finir que sous l'action du temps. Le capitaine général, Amy Perrin, s'était mis à la tête de ce parti, après la mort de Jean Philippe; il haïssait mortellement Calvin, qu'il accusait de vouloir faire l'évêque (2). Il prit occasion, en 1548, de la hardiesse croissante des censures du consistoire, de la réception de beaucoup d'étrangers comme

(1) Préface de Calvin sur les psaumes, à la fin de sa Vie par Théod. de Bèze, p. 190. Voir l'annexe B.

(2) « Les uns appeloient leurs chiens *Calvin*, d'autres l'appeloient *Caïn*. » Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. xxi, manusc. n° 139. « Le 24 mars 1552, il fut insulté en allant faire sa leçon, par les débauchez jouans à la paulme. » *Ib.*, ch. xxxiii.

bourgeois de Genève (1), et de l'excommunication de Philibert Berthelier, fils du fameux Berthelier, libérateur de Genève, pour commencer le combat.

Berthelier, Balthasard Sept, et Philibert Bouma avaient été rencontrés par le ministre Chauvet, au moment où ils prenaient des libertés avec une femme qui passait dans la rue. Ayant été repris par lui, ils l'insultèrent. Le consistoire les excommunia, et déclara au conseil qu'ils ne seraient ni admis à la cène, ni reçus comme parrains, jusqu'à ce qu'ils eussent fait réparation de leurs insultes (2). Le parti des Libertins (3) se plaignit amèrement des censures publiques et insupportables dont il était l'objet. Il demanda qu'on ne reçût plus de nouveaux bourgeois, qui fortifiaient la faction des étrangers dans Genève; que le conseil ne pût emprisonner que pour les trois anciens cas de vol, de meurtre et de lèse-majesté, et qu'on révoquât les peines nouvellement introduites par l'édit ecclésiastique; enfin, que la privation de la cène ne dépendît

(1) « Or se multiplioit de ce temps le nombre des advenaires de toutes parts pour l'Évangile, et principalement de France, à cause des persécutions continuelles. Plusieurs d'entre eux désiroient être reçus bourgeois de la ville. » Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. xxxi, manusc. n° 139. — « Les étrangers étoient ouvertement haïs, et notés tellement qu'on en battoit la nuit par les rues. » *Ib.*, ch. xlii et ch. xv.

(2) *Mémoire inédit pour l'éclaircissement de ce qui se passa en 1553 et 1554 sur l'excommunication*, à la fin du volume manusc. de la bibliothèque de Genève, sous le n° 139.

(3) « Ils portoient des croix taillées en leurs pourpoints, comme les anciens Eidguenots contre les Mameluz. » Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. xix.

pas du consistoire, mais du magistrat, qui devait être l'unique souverain religieux, comme à Berne, à Bâle, à Zurich et en Allemagne (1).

La guerre qu'il fit à Calvin fut une guerre de dénigrement jusqu'en 1552. A cette époque elle devint plus vive. Les ministres, ayant demandé, le 5 février, au conseil des deux-cents, des édits plus sévères contre les *blasphèmes* et les *pail-lardises* (2), leur tentative fut repoussée avec tumulte, et les Libertins eurent grand soin de dire au peuple : *Vous voyez comment on veut nous gouverner avec ces édits des Français et de Jehan Calvin* (3). Ils firent si bien qu'ils l'emportèrent aux élections de 1553. Les syndics furent pris parmi eux. Plusieurs des leurs entrèrent dans le petit conseil, et les ministres furent exclus du conseil général, par le motif que les prêtres n'y allaient pas autrefois. On ôta les armes aux étrangers, on attaqua les pouvoirs du consistoire. Maîtres de l'autorité, les Libertins demandèrent au petit conseil qu'il s'attribuât la connaissance de l'administration de la cène. Le petit conseil, malgré les représentations que lui adressèrent Calvin et tous les ministres de la ville et de la campagne, s'arrogea la décision sur les matières ecclésiastiques comme sur les affaires civiles (4). Il autorisa en conséquence Berthelier, qui était excommunié depuis cinq ans, à se présenter à la cène,

(1) Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. XLVII, manusc. n° 139.

(2) *Ibid.*, ch. XLII.

(3) *Ibid.*, ch. XLII.

(4) *Ibid.*, ch. XLVII-XLVIII-LI.

s'il se sentait en état de la recevoir, ce qu'il laissait à sa conscience.

Le premier dimanche de septembre 1553, jour de la distribution de la cène, étant arrivé, Calvin monta en chaire à Saint-Pierre. Il exhorta tous ceux qui l'écoutaient à recevoir la cène avec révérence, et il protesta en même temps qu'il mourrait plutôt que de la donner à Berthelier ou à aucun de ceux à qui elle était interdite, avant qu'ils se fussent réconciliés avec le consistoire. Il ajouta qu'il voyait les choses tellement disposées, qu'il ne savait pas si ce ne serait pas son dernier sermon à Genève, puisque ceux qui avaient la puissance le voulaient contraindre de faire une chose qui ne lui était point licite selon Dieu. *Ainsi*, dit-il en finissant, *frères, ne vous arrêtez point à ma personne, mais gardez la parole que je vous ai prêchée. Je vous recommande à Dieu et à sa grace* (1).

Berthelier n'osa point se présenter à la cène, dans la certitude d'essuyer un refus humiliant. Le petit conseil censura Calvin et les autres ministres, qui déclarèrent qu'ils souffriraient plutôt le bannissement et la mort que de céder sur ce point. Le petit conseil décida alors, et sa résolution fut confirmée par le conseil des deux-cents, dans lequel Calvin et les autres ministres furent entendus, que, lorsque quelqu'un aurait failli, il serait averti secrètement pour la première fois; que s'il récidivait, il serait exhorté par deux ou trois membres du consistoire; que s'il ne se corrigeait pas, il serait ren-

(1) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 66-67-68. — Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. LII. — Mémoire sur les affaires de 1553 et 1554, manusc. n° 139.

voyé au conseil qui le jugerait, et dont la sentence serait exécutée; enfin, que le consistoire n'aurait le pouvoir d'interdire la cène à personne sans le commandement du petit conseil.

Mais les ministres tinrent bon, et déclarèrent que leur conscience ne leur permettait pas de se soumettre à ces résolutions. Ils dirent que c'était à eux que Jésus-Christ avait accordé, dans la personne de ses apôtres, la puissance de lier et délier, que les magistrats ne devaient pas plus exercer cette puissance, qu'ils ne devaient, eux, se mêler du gouvernement séculier, et que de même que les ministres de Dieu obéissaient aux ordres de la seigneurie, la seigneurie avait à abaisser sa grandeur sous le règne et la parole de Jésus-Christ. Leur opiniâtreté, qui dura, sans fléchir, plus d'un an, finit par dompter la volonté des conseils, qui, sur les instances réitérées de Calvin et du consistoire, décidèrent, le 24 janvier 1555, qu'on s'en tiendrait aux édits (1). Ce succès fut suivi d'un autre. Les calvinistes nommèrent les syndics aux élections de février (2). Ils firent recevoir, dans les mois d'avril et de mai, cinquante nouveaux bourgeois. Le parti battu saisit cette occasion pour exciter une émeute. Amy Perrin se mit à la tête des pêcheurs du lac et des navetiers de la ville. Il tenta, le 15 mai, de ressaisir le pouvoir par un coup de main; mais il échoua; et après le mauvais succès de la sédition qu'il avait excitée, il prit la fuite avec trente des siens, au nombre des-

(1) Pour toute cette affaire, voir le *Mémoire* déjà cité dans le vol. manusc. n° 139. — Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. LXL. — Vie de Calvin par Théod. de Bèze, p. 66 et suivantes.

(2) Recueil de Michel Roset, liv. V, ch. LXL.

quels étaient le maître de l'artillerie, le lieutenant, deux membres du petit conseil, et un auditeur de droit. Ils furent tous condamnés à mort par contumace. La charge de capitaine général fut abolie, les armes furent rendues aux étrangers, et depuis ce moment le parti des Libertins disparut tout à fait dans Genève (1).

Cette contestation civile avait été précédée d'une discussion théologique qui n'avait pas été étrangère aux événements qui venaient de se passer. Elle avait roulé sur la prédestination et sur la trinité. La controverse sur la prédestination s'était terminée par le bannissement de l'ex-carne Bolsec, qui avait attaqué, par de très-fortes raisons, la doctrine de Calvin, et que les églises suisses avaient recommandé à l'indulgence de l'église de Genève (2). Celle sur la trinité avait eu une issue plus cruelle. Servet, qui en fut la victime, était né en Aragon, en 1509, la même année que Calvin. Il avait étudié la théologie et la jurisprudence avant de se faire médecin. Très-hardi d'esprit, il ne s'arrêta point aux questions d'application dans le christianisme, comme les autres novateurs du siècle; il remonta jusqu'à son essence. Il renouvela, à quelques variations près, les opinions ariennes sur la trinité, opinions foudroyées par l'ancienne Église, et aussi détestées des protestants que des catholiques. Il les publia, dès l'âge de 20 ans, dans un livre intitulé : *De trinitatis erroribus*, dans lequel il anéantissait la distinction des trois personnes, en faisant de Jésus-Christ une

(1) Recueil de Michel Roset, ch. LXVII-LXVIII-LXIX, et liv. VI, ch. IV, manusc. n° 139. — Spon, t. I, p. 297, et note E de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 291. — Note X de Gautier. — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 55 et suivantes.

créature, et du Saint-Esprit une émanation de Dieu, produites, il est vrai, au commencement du monde, mais inférieures à Dieu, puisqu'elles lui étaient postérieures. L'inégalité de durée détruisait l'égalité de substance, car l'éternité étant un attribut de la divinité, on ne pouvait pas être co-substantiel à Dieu, sans être éternel comme Dieu, et c'était perdre l'essence suprême que d'avoir une date dans la création, et d'en être, non pas l'auteur, mais l'un des objets.

Servet s'était expatrié de bonne heure, et il avait habité tour à tour Toulouse, Bâle, Paris et Charlieu. Il avait fini par se fixer à Vienne en Dauphiné, où il avait exercé pendant dix ans la médecine. Mais son goût pour les discussions théologiques l'ayant emporté sur le sentiment de la sécurité, il publia en 1552 un nouveau livre, intitulé : *Christianismi restitutio*. Il y réfutait les doctrines de Calvin ; et il y renversait les fondements mêmes de la religion chrétienne. La trinité y était réduite au déisme ; la rédemption à l'exercice éclairé du libre arbitre ; et le salut à la pratique de la morale. D'après lui, les hommes ne pouvaient commettre le mal qu'à l'âge où ils pouvaient le connaître, et ils étaient capables de se sauver dans toutes les religions, pourvu qu'ils fissent un bon usage de leur liberté. Ces opinions trop avancées lui suscitèrent une persécution de la part des théologiens de Vienne, avertis par Calvin même de la gravité de son hérésie. Il fut jeté en prison, et il aurait été brûlé vif, s'il n'était pas parvenu à s'évader, après avoir subi deux interrogatoires. On le condamna et il fut exécuté en effigie.

Espérant pouvoir vivre avec moins de danger dans le royaume de Naples, il s'y rendit en passant par Genève. Mais sachant quel redoutable adversaire il avait dans cette ville, il

s'y tint caché pendant son séjour. Il ne se cacha cependant pas assez bien pour échapper à la surveillance de Calvin qui le découvrit et le déféra au conseil. Il fut aussitôt saisi et jeté en prison, avec un étudiant en théologie nommé Nicolas de la Fontaine, qui se constitua partie criminelle contre lui, pour qu'on pût lui faire son procès. Malheureusement pour Servet, le parti des Libertins était alors au pouvoir. Il crut l'autorité théologique de Calvin moins absolue, parce que son influence politique était affaiblie. Cette opinion, dans laquelle il fut entretenu par Berthelier, et l'opiniâtreté espagnole de son caractère, le portèrent à soutenir avec inflexibilité les opinions qu'il avait émises. Dans une requête qu'il présenta aux magistrats, il se plaignait de son arrestation et de son procès comme d'une chose contraire aux maximes de l'ancienne Église, qui n'avait jamais intenté de procès criminel à personne, au sujet de ses sentiments sur les dogmes de la religion.

Il disait d'ailleurs que s'il était coupable d'avoir publié certaines opinions réputées hérétiques à Genève, il ne l'avait fait ni dans cette ville, ni dans aucun lieu de sa dépendance; que les questions qu'il avait traitées dans ses livres, n'étaient pas à la portée de tout le monde, mais seulement des savants; qu'il ne s'était montré nulle part séditieux, ni perturbateur du repos public. Il finissait en demandant l'assistance d'un avocat. Mais on refusa sa demande en disant que ses impiétés l'en rendaient indigne. Obligé de se défendre lui-même contre Calvin et ses accusateurs qui l'interpellèrent en deux fois sur 77 questions, il le fit avec beaucoup de fermeté d'esprit. Les actes de son procès furent communiqués aux églises réformées de Suisse, qui, moins indulgentes pour lui que pour Bolsec, écrivirent aux pasteurs de Genève :

Nous prions le Seigneur qu'il vous donne l'esprit de prudence et de force nécessaires pour arracher cette peste de votre église et des autres. Le malheureux Servet fut condamné à être brûlé vif, le 27 octobre 1553, et il fut accompagné à la mort par Farel, qui était venu de Neuchâtel à Genève soutenir Calvin contre le parti triomphant des Libertins (1).

Un seul homme s'éleva contre cette barbare exécution : ce fut Sébastien Castalion, qui composa à cette occasion un livre, *de non puniendis gladio hæreticis*, qu'il n'osa cependant point avouer et qu'il publia sous le nom supposé de Martin Bellins. Le cri qu'il poussa fut sans écho; l'opinion qu'il soutint, sans parti dans ce siècle rigoureux, qui ne permettait pas le doute et qui punissait l'erreur réfléchie comme un crime contre Dieu. La persécution était alors la jurisprudence universelle des diverses communions chrétiennes, et, sans s'apercevoir de cet excès de contradiction, celui qui aurait été martyr dans un lieu se faisait bourreau dans un autre. Les hommes les plus modérés ou les plus doux approuvèrent le supplice de Servet. Melancthon y applaudit, et Théodore de Bèze le justifia dans son livre *de hæreticis gladio puniendis* (2). Chaque époque a son vice comme son

(1) Voir, pour l'histoire de cette controverse et de cet événement, la note Z de Gautier, à la page 294 du t. I de Spon. — Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 62 et suivantes. — *Historia Michaelis Serveti*, par Allwoerden, édit. d'Helmstadt, 1727, 1 vol. in-4° — *Bibliotheca antitrinitariorum*, de Ch. Sandius, p. 6 à p. 15, édit. de Freistadt, 1634, 1 vol. in-12; — et annexe C, où se trouve l'histoire de Servet.

(2) Calvin publia aussi un livre intitulé : *Fidelis expositio errorum Michaelis Serveti et brevis eorumdem refutatio ubi docetur jure gladii coercedos esse hæreticos*.

œuvre, et chaque révolution ses bornes. Le vice de ce siècle, qui fut l'intolérance, vint, comme son œuvre, qui fut la réformation, de sa foi. On ne peut pas avoir la croyance qui exalte et l'indifférence qui tolère, et ce qui permit à ce siècle de briser l'unité catholique, fut en même temps ce qui lui interdit de reconnaître l'indépendance individuelle de l'esprit. Cette indépendance fut plus tard l'une des conséquences de son insurrection contre l'Église romaine, mais l'une de ses conséquences involontaires. L'esprit, qui avait été l'auxiliaire de la foi dans cette lutte, acquit la liberté d'examiner, d'affirmer, de se tromper pour sa part dans la victoire.

Il est à remarquer que la doctrine qui causa la mort de Servet prit naissance dans les pays où la réformation ne fut adoptée ni par les gouvernements, ni par des minorités assez fortes pour former une secte. Elle fut soutenue par un assez grand nombre d'Italiens qui furent expulsés de Genève, entre lesquels figuraient le Napolitain Valentin Gentilis, le Piémontais Jean Paul Alciat, le Sarde Nicolas Gallo, George Blandrata, du marquisat de Saluces, et Hippolyte de Carignan (1). Les deux Siennois Lælius et Faustus Socin la renouvelèrent et l'étendirent. Cette particularité n'a rien de surprenant. Comme le besoin d'une révision dans la croyance était universel, l'exagération des idées augmentait avec la difficulté d'opérer une réforme. Plus on s'éloignait de la pratique, plus on devenait hardi dans la théorie. Ainsi l'Alle-

(1) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 85 à 88.—Notes G, H, I de Gauthier, aux pages 301, 302 et 303 du premier volume de Spon.—*Bibliotheca antitrinitariorum*, à leurs noms respectifs.

magne arrêta l'innovation dans le luthérianisme; la France la conduisit jusqu'au calvinisme; l'Espagne et l'Italie surtout la poussaient jusqu'au déisme.

Après ce double avantage remporté sur les dissidents politiques et sur les dissidents religieux, Calvin domina sans opposition dans Genève. Toutes les volontés fléchirent devant la sienne, et tous les esprits se plièrent au joug de ses doctrines. Il fit alors de Genève le séminaire du protestantisme en y fondant une académie où furent instituées sept classes et trois chaires d'hébreu, de grec et de philosophie, sous la direction de Théodore de Bèze (1). Il provoqua l'établissement d'autant d'églises étrangères qu'il le put dans Genève. En effet, outre l'église française, il s'y forma des églises italienne, espagnole, anglaise, écossaise, flamande, au moyen des réfugiés religieux de ces divers pays (2), qui y attendirent le moment où ils pourraient porter le culte de Calvin à leurs nations respectives. Ce moment arriva pour les uns, mais ne se présenta jamais pour les autres, qui moururent dans l'espoir et dans l'exil. Calvin s'occupa, depuis cette époque jusqu'à la fin de sa vie, de la propagation extérieure de sa doctrine. Il inonda de ses livres et de ses missionnaires la France, les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Écosse, la Pologne, et il devint le chef d'un grand parti religieux.

(1) En 1559.—Recueil de Michel Roset, liv. VI, ch. XLII.—Spon, t. V, p. 304, et note L de Gautier.

(2) Spon, t. I, p. 299, et note U de Gautier, à la page 290.—L'immigration étrangère avait commencé au retour de Calvin, en 1542. « Cette année, dit Michel Roset, beaucoup d'étrangers de France et d'Italie commencèrent d'arriver à Genève. » Liv. IV, ch. LIX.

Il usa, dans les fatigues de cette vaste propagande et dans les travaux réguliers de son ministère, ce qui lui restait de force. Les infirmités fondirent sur lui. Sa frêle constitution, qu'avaient à peine soutenue une tempérance extrême et une âme forte, ne put résister long-temps aux coups redoublés de plusieurs maladies. Son estomac était détruit; sa tête lui causait de violentes douleurs, qui l'obligeaient souvent à rester quarante-huit heures sans manger; il avait un asthme dont les accès devenaient de jour en jour plus forts, et il éprouvait de fréquents crachements de sang (1). Il n'en remplissait pas moins tous ses devoirs avec ponctualité, et lorsqu'il ne pouvait se traîner lui-même jusqu'au temple, à l'académie, au consistoire, il s'y faisait porter. Il voulut finir comme un soldat à son poste. Ses amis lui avaient vainement représenté avec une sollicitude affectueuse qu'il succomberait avant le temps. Il leur avait constamment répondu *qu'ils souffrissent que Dieu le trouvât toujours veillant à son œuvre comme il pourroit jusqu'au dernier soupir* (2).

Mais à la fin ses forces ne répondirent plus à sa volonté. Le 2 février 1564, il fit sa dernière leçon, et le dimanche suivant son dernier sermon. Il ne parla plus en public depuis. En proie à des douleurs cruelles et multipliées, il ne lui échappait jamais que ces mots : *Seigneur, jusques à quand* (3)? Serré de près par le mal, et sentant sa faiblesse s'accroître, il crut, dans les derniers jours d'avril, que le moment de sa fin était

(1) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, *passim* vers la fin.

(2) *Ibid.*, p. 111.

(3) *Ibid.*, p. 110.

arrivé. Il s'était fait porter au temple le jour de Pâques pour assister une dernière fois à la cène (1). Il fit, le 25, son testament, dans lequel il distribua à la famille de son frère deux cents écus, fruit de ses économies ou prix de la vente de sa bibliothèque (2).

Avant de mourir, il voulut adresser ses dernières recommandations aux syndics et aux membres du petit conseil. Il leur proposa de se faire transporter à la maison de ville, le 27, mais ils s'empressèrent de se rendre auprès de lui. Après un échange de graves salutations, et lorsqu'ils se furent assis, Calvin leur dit que Dieu lui donnant des avertissements de son prochain départ, il avait voulu les entretenir une dernière fois : « Je ne saurois assez vous remercier, « magnifiques seigneurs, ajouta-t-il, de tant d'honneurs que « vous m'avez faits, de toutes les marques de support que vous « m'avez données en tant d'occasions, de la douceur avec laquelle vous vous êtes accommodés à mes faiblesses et à mes défauts; en un mot, de toutes les amitiés que j'ai reçues de vous. « Il est vrai que pendant que j'ai été au service de cette Église, « il m'a fallu essuyer bien des contradictions. Mais je reconnois « en même temps que rien de tout cela n'est arrivé par votre faute, et que ces sortes de disgraces n'ont été, à mon égard, « qu'une suite de l'état des choses de ce monde, où les gens « de bien sont toujours exposés à plusieurs traverses. J'aurois bien plutôt à me faire des reproches à moi-même, de

(1) Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 114.

(2) *Ibid.*, p. 115 et suivantes, qui contiennent les dernières dispositions testamentaires de Calvin.

« n'avoir pas procuré à cet État et à cette Église tout le bien
 « que j'anrois sonhaité, quoique je puisse protester devant
 « Dieu que j'ai eu pour votre république l'attachement le
 « plus sincère, et que je ne me suis proposé dans toutes
 « mes actions que le plus grand bien public. Je ne saurois
 « aussi m'empêcher de reconnoître que Dieu a permis que
 « mon ministère ait été de quelque fruit en cette Église. Pour
 « ce qui regarde la doctrine que j'ai prêchée, je prends Dieu
 « à témoin que j'ai annoncé sa parole dans toute sa pureté,
 « et je le prie qu'il ne permette pas qu'elle soit altérée après
 « moi. »

Il leur parla ensuite du gouvernement de leur république, et les exhorta à se confier toujours à Dieu pour sa défense, à être unis entre eux, à s'acquitter avec zèle et plaisir de leurs fonctions, à se piquer de droiture, d'impartialité dans l'exercice de la justice, à préférer toujours les intérêts de l'État au leur propre. Il finit en leur disant : « Après vous avoir con-
 « jurés derechef, de me pardonner les faiblesses et les infir-
 « mités que vous avez remarquées en moi, lesquelles je n'ai
 « pas honte d'avouer devant les hommes, puisqu'elles sont
 « connues de Dieu, prenez à gré mon petit travail. Je prie ce
 « grand Dieu qu'il soit toujours votre conducteur et qu'il
 « augmente sur vous ses plus précieuses graces pour votre
 « salut et celui du pauvre peuple qu'il a confié à vos soins. »
 Il se sépara d'eux en leur touchant la main à tous, et ils se retirèrent le cœur pénétré d'affliction (1).

(1) Théod de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 121 à 128. — Spon, t. I, p. 307 à 309, et note P de Gautier, à la page 309.

Le lendemain, tous les ministres de la ville et de la campagne se réunirent aussi dans sa chambre pour prendre congé de lui. Il les exhorta à continuer, après sa mort, avec courage et avec union, l'œuvre qu'ils avaient entreprise ensemble, à conserver chèrement l'ordre qu'il était parvenu à établir dans l'église de Genève au moyen d'une persévérance que Dieu avait bénie. Il insista sur ce que les choses se trouvant sur un assez bon pied, ils seraient d'autant plus coupables devant Dieu, s'ils les laissaient retomber, par négligence, dans leur premier état de désordre. Il les conjura de se dévouer entièrement à l'église de Genève et de ne jamais l'abandonner. Il termina en leur disant : « Vous m'êtes témoins, mes très-chers
« frères, que j'ai toujours vécu avec vous dans les sentiments
« de la plus tendre affection, et je vous prie d'être persuadés
« que je vous quitte dans les mêmes sentiments. Je vous de-
« mande, au reste, pardon du caractère chagrin que j'ai pu
« montrer quelquefois pendant ma maladie, et vous remer-
« cie de ce que vous avez bien voulu partager entre vous le
« fardeau de la charge que j'ai laissée vacante. » Il leur donna ensuite la main, et ils se séparèrent de lui, profondément émus (1).

Ayant appris que Farel, qui était octogénaire, voulait venir de Neuchâtel pour le voir encore une fois, il lui écrivit, pour l'en détourner, la lettre suivante : « Adieu, très-bon et
« très-dévoué frère, et puisqu'il plaît à Dieu que vous demeu-
« riez dans ce monde après moi, vivez en vous souvenant de

(1) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 128-129. — Spon, t. I, p. 309. —
Note P de Gautier.

« notre union qui a été très-utile à l'Église, et dont le fruit
 « nous attend au ciel. Je ne veux pas que vous vous fatiguiez
 « à cause de moi. Déjà je respire avec peine, et j'attends d'un
 « moment à l'autre que le souffle me manque. Il me reste la
 « consolation de vivre et de mourir en Christ, qui ne man-
 « que aux siens ni dans la vie, ni dans la mort. Adieu encore
 « une fois et à vous et à nos frères (1). » Mais Farel, malgré le
 poids de son âge, se mit en route, et vint visiter son vieil ami
 mourant. Ils passèrent une soirée ensemble, et Farel, après
 avoir dit le dernier adieu à Calvin, retourna dans son église
 de Neuchâtel (2).

La maladie qui emportait Calvin, étant une maladie de poi-
 trine, sa fin fut moins prompte qu'il ne le croyait. Il vécut
 encore un mois. Le 19 mai, avant-veille de la Pentecôte, il
 désira assister à la censure que les ministres exerçaient les
 uns sur les autres, pour se préparer à la cène et au repas fra-
 ternel qu'ils prenaient après en commun en signe d'amitié. La
 censure et le repas eurent lieu dans sa maison, selon son dé-
 sir. Il se fit porter de son lit à la table autour de laquelle
 étaient ses collègues, auxquels il dit en entrant : *Mes frères,*
je viens vous voir pour la dernière fois. Il bénit les viandes,
 essaya de manger, et se fit remporter avant la fin du repas
 dans son lit, pour ne plus en sortir (3).

Ses forces diminuèrent de jour en jour, mais il conserva jus-
 qu'à la fin sa présence d'esprit. Le 27 mai, il expira vers les huit

(1) Cette lettre du 2 mai se trouve dans la Vie inédite de Farel, manusc.
 n° 147, et dans Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 132.

(2) Théod. de Bèze, Vie de Calvin, p. 132 et 133.

(3) *Ibid.*, p. 134 et 135.

henres du soir, sans éprouver aucune douleur. Théodore de Bèze, qui accourut pour recueillir son dernier soupir, n'arriva pas à temps. Je trouvai, dit-il, qu'il avoit déjà rendu l'esprit si paisiblement, ayant pu parler jusqu'à l'article de la mort, en plein sens et jugement, qu'il sembloit plutôt endormi que mort. « Voilà, ajoute-t-il, comment en un même instant ce « jour-là le soleil se coucha, et la plus grande lumière qui « fut en ce monde pour l'adresse de l'église de Dieu fut retirée au ciel (1). » Sa mort causa une affliction générale. Il fut enterré le lendemain sans aucune pompe, comme il l'avait ordonné lui-même, au cimetière commun de Plein-Palais; mais les syndics, les membres du conseil, les pasteurs, les professeurs et tous les habitants de Genève accompagnèrent ses restes avec des signes de respect et des sentiments de regret et de tristesse (2). Calvin avait, lorsqu'il mourut, cinquante-quatre ans, dix mois, dix-sept jours.

Ainsi, pour nous résumer, en moins d'un demi-siècle Genève changea entièrement de face. Elle passa par trois révolutions consécutives. La première de ces révolutions la délivra du duc de Savoie, qui perdit son autorité déléguée en voulant l'étendre et la transformer en souveraineté absolue. Elle se fit à l'aide d'une alliance avec les cantons de Fribourg et de Berne, qui défendirent l'indépendance de Genève, et elle eut pour instrument principal Berthelier, qui paya de sa tête ce patriotique service.

(1) Théod. de Bèze, *Vie de Calvin*, p. 136.

(2) *Ibid.*, p. 136, 137, 138.

La seconde introduisit dans Genève le culte réformé, et y détruisit la souveraineté de l'évêque. Elle s'opéra par l'entremise de Farel, avec l'assistance du canton de Berne, et au profit du parti démocratique qui, vainqueur du duc de Savoie, tendit à rester le seul maître de Genève, et à ne plus en partager le gouvernement avec son ancien prince ecclésiastique.

La troisième constitua l'administration protestante dans Genève, et lui subordonna l'administration civile. Elle fut accomplie par Calvin, secondée par les émigrés étrangers; et dirigée contre le parti municipal des Libertins, comme la seconde contre le parti ecclésiastique de l'évêque, comme la première contre le parti étranger du duc de Savoie. Les Savoyards, les évêques, les démocrates succombèrent tour à tour les uns devant les autres, et tous devant les calvinistes.

La première de ces révolutions valut à Genève son indépendance extérieure; la seconde, sa régénération morale et sa souveraineté politique; la troisième, sa grandeur. Ces trois révolutions ne se suivirent pas seulement, elles s'enchaînèrent. La Suisse marchait à la liberté, l'esprit humain à l'émancipation. La liberté de la Suisse fit l'indépendance de Genève, et l'émancipation de l'esprit humain fit sa réformation. Ces changements ne s'accomplirent ni sans difficultés, ni sans guerre. Mais s'ils troublèrent la paix de la ville, s'ils y agitérent les âmes, s'ils y divisèrent les familles, s'ils y causèrent des emprisonnements, des exils, s'ils y ensanglantèrent les rues, ils trempèrent les caractères, ils éveillèrent les esprits, ils purifièrent les mœurs, ils formèrent des citoyens et des hommes, et Genève sortit transformée de ses épreuves. Elle

était assujettie, et elle devint indépendante; elle était ignorante, et elle devint une des lumières de l'Europe; elle était une petite ville, et elle devint la capitale d'une grande opinion. Sa science, sa constitution, sa grandeur furent l'œuvre de la France, par ces exilés du XVI^e siècle, qui, ne pouvant pas réaliser leurs idées dans leur pays, les portèrent en Suisse, dont ils payèrent l'hospitalité en lui donnant une religion et le gouvernement spirituel de plusieurs peuples.



ANNEXE A.

Quant à Farel, il aima mieux suivre comme il avoit commencé à avancer le royaume de Dieu avec plusieurs povretés et afflictions que de faire comme ses compagnons; pourtant ayant desja bien avancé l'Évangile à Strasbourg, sortant de là s'en alla à la comté de Montbelliard, où l'on parle le langage françois pour essayer de prescher l'Évangile. Estant en la ville de Montbelliard il ne put prescher és temples à cause que les prestres ne le luy vouloient permettre, mais il prescha par les rues et maisons et esdiffices. Ceci étoit en l'an 1527. Advint un jour que les prestres faysoient leur procession et portoient la chasse qu'ils appelloient de Saint-Anthoine, ayant après eux grande suite de peuple selon la coustume. Farel les rencontra sur le pont; voyant deux prestres qui sur leurs épaules portoient la susdite chasse qui marchaient les premiers, l'enleva et jetta en l'eau du pont en bas, puis par grand zèle et hardiesse adressant la parole au peuple dit: Povres idolâtres ne lairrez-vous jamais votre idolatrie? Le peuple et les prestres voyant cela furent tout estonnez et si animez qu'ils se ruèrent contre luy, et l'eussent tué si, ce jour, Dieu par une spéciale providence ne l'eût préservé.

Finalement Farel fut contrainct de s'en aller de Montbelliard et s'en vint inconnu au comté de Neufchatel, et de premier abord luy fut donné licence de prescher dans la ville de Neufchatel. Il fut contrainct de se revestir d'un surplis de prestre, d'autant que sans cela n'eust esté ouy. Ainsi il se transfiguroit au commencement, sans idolatrie, de plusieurs manieres pour avoir entrée de prescher en la langue françoise, mais voulant entrer en chaire dans leur temple fut cogneu d'aucuns et fust empesché de prescher pour lors parce qu'ils disoient aux aultres qu'il avoit troublé Basle par ses disputes et Montbelliard par ses prédications, et finalement firent tant qu'il fust contrainct de s'en aller.

Partant de Neuchâtel il alla à deux journées de là en une bourgade près des Valaysans appelée Aigle ou comme on prononce Aille qui est sous la seigneurie de Berne en laquelle on parle savoysien ; estant là arrivé il lui fust besoin d'user de subtils moyens pour avoir entrée à prescher et entre autres il se fist maistre d'école et apprenoit les petits enfans à ses propres despens ; en cette sorte, de petit à petit il print avec eux cognoissance et commença à prescher l'Évangile ; mais il fut bientôt descouvert ; parquoy leurs prestres luy résistèrent de toutes leurs forces , faisant grands efforts pour l'empescher et disoient que s'il preschoit tout leur cas seroit gasté.

Environ ce temps là, assavoir l'an 1526 et 1527, un prestre de Berne nommé Berthold (Haller) homme sçavant commença à prescher à Berne contre les superstitions papistiques et combien qu'il heust plusieurs fascheries et grandes résistances , toustefois Dieu par le ministère de Berthold donna commencement à son Évangile à Berne ; lui et quelques aultres de Berne escrivoient à Farel l'exortant à perséverer et que Dieu en bref donneroit bonne issue à son œuvre, ce qui advint bientôt après , car en l'an 1528 on fit à Berne des disputes générales ; esquelles furent Bucer, Capito et Zwingle, esquelles la doctrine papale fut condamnée et l'Évangile confirmé, parquoy la superstition papistique fust ostée de Berne et de tout son pais qui est fort grand et l'Évangile y fut planté, et pour ce que Aigle est de la comté et seigneurie de Berne elle aussi reçeut l'Évangile par le commandement des seigneurs de Berne et y constitua-t-on des ministres évangéliques.

Or Farel desirant d'avancer de plus en plus le royaume de Dieu partit de ceste bourgade là et vint à Morat qui est une petite ville sous la seigneurie de Berne et Fribourg, et parce que la seigneurie de Berne avoit l'Évangile et celle de Fribourg suivoit et suit encore la doctrine du pape , par accord ils avoient arresté que quand quelques-uns des terres à eux communes demanderoient l'Évangile qu'on leur bailleroit des ministres , mais que les prestres et les cérémonies papales y demeureroient jusqu'à ce qu'il se trouvast plus grand nombre de ceux qui demanderoient l'Évangile que de ceux qui suivroient le pape, et advenant que le nombre des Évangélistes fust le plus grand, la papisterie seroit en ce lieu là abolie. Cela est cause qui y a encore quelques villages de ces terres là qui retiennent les superstitions papistiques combien que petit à petit Dieu les abolist par là. Or Mo-

rat estoit en cette condition là et Farel y fust reçu pour ministre, le ministère duquel fust tellement bény de Dieu que la plus grande partie demanda la réformation de l'Évangile. Donc en vertu de cet accord là quelque résistance que fissent les seigneurs de Fribourg et plusieurs prestres et autres de Morat la réformation évangélique que les seigneurs de Berne avoient prise y fust mise et la papisterie y fust chassée; et même plusieurs prestres et autres reçurent la susdite réformation. Or les seigneurs de Berne s'employèrent bien à cela comme à la vérité ils méritent cette louange de s'être fort bien employés en ces commencemens là à avancer l'Évangile et ruiner la papauté.

Farel poursuivant son dessein et affection departit de Morat pour aller à Bienne. Or Bienne est une ville alliée de Berne, et avoit reçu l'Évangile et chassé la papauté avant que Berne l'eust fait, tellement que ceux de Berne estant encore superstitieux vouloyent contraindre ceux de Bienne à remettre en leur ville la papisterie et chasser l'Évangile, les menaçant de leur faire la guerre s'ils ne le faisoient, et de fait ils les fâchèrent tant qu'ils furent contraincts d'acquiescer à ceux de Berne, mais ce ne fust que pour un petit temps, d'autant que peu après ceux de Berne de persécuteurs de l'Évangile en furent faicts les protecteurs.

Estant là arrivé il leur demanda licence de prescher en leurs terres qui parloient le langage françois ou plustost savoysien, lequel ils appellent Wallon ou Roman, car une partie de la terre de ceux de Bienne parle ce langage là et l'autre allemand et ont des ministres de l'une et de l'autre langue. Il fust fort bien reçu d'eux et lui accordèrent facilement sa demande, fort joyeux de sa venue, laquelle ils avoient souvent souhaitée, ayant ouy parler de luy. Après qu'il les eut confirmés par la parole de Dieu en la profession de l'Évangile, se déporta de là; il alla en une bourgade en laquelle l'Évangile n'étoit pas encore cognu, laquelle est appelée Tavannes qui est voisine de Bienne. Il entra dans le temple d'icelle et ainsy que le prestre disoit encore sa messe il fit un presche d'une telle véhémence et efficace qu'incontinent qu'il l'eut achevé tout le peuple assistant, d'un accord mit bas les images et autres dont le povre prestre qui chantoit sa messe ne le put parachever, mais tout estonné s'enfuit en sa maison, estant encore revestu de ses habits avec lesquels on chante messe. Ceux des lieux circon-

voisins ayant entendu la renommée de Farel et ne l'ayant ouy prescher desiroient fort de l'ouyr et le vinrent quérir à Tavannes pour prescher en leurs places et contrées, et reçurent l'Évangile ainsi que l'avoient fait ceux de Tavannes, tellement que le bruict en fust grand par tout ce pais là et ceux circonvoisins; puis s'en vint en la comté de Neufchatel là où il avoit déjà essayé de prescher pour voir si Dieu ne lui bailleroit point meilleure ouverture que l'autre fois. En tous ces lieux-là il constitua des ministres.

Il arriva en un village nommé Sevrières près de la ville de Neufchatel où le curé du lieu ayant quelque goust de l'Évangile le retira en sa maison et lui permit de prescher dehors son temple non obstant les deffenses que fist lors le gouverneur du comté nommé George de Rive seigneur de Prangius, qu'on ne permit point prescher Farel en lieu quelconque du comté de Neufchatel et que nul n'eust à l'esconter. Non obstant les empêchemens que donnoient les susdits gouverneurs et les chanoines et prestres, Farel y prescha, et ayant esté ouy d'aucuns de Neufchatel auxquels Dieu avait donné cognoissance de la vérité, ils le menèrent dans la ville où bon gré mal gré le gouverneur et les prestres il prescha par les rues et à la place publique là où il fit un sermon de si grande efficace que le peuple l'ayant entendu le mena malgré les prestres prescher en l'hospital de la ville dans lequel il fit plusieurs sermons. En ce lieu là entr'autres propos il dit qu'ainsy que Christ estoit nay en un estable pauvrement ausy à Neufchatel l'Évangile naistroit à l'hospital; ce qui de fait advint car n'y prescha pas long-temps sans remontrer aux auditeurs qu'on fit pour le moins autant d'honneur à l'Évangile que leurs prestres faisoient à leur messe d'estre presché au temple, ce qui fut faict, et le bruit en fut espars par tous les villages à l'environ auxquels ausy il alloit prescher.

Un jour qu'on appelle Notre-Dame d'aougst, accompagné d'un jeune homme natif de Dauphiné, il prescha en une bourgade nommée Valangin auprès de Neufchatel qui toutefois n'estoit pas du comté, mais une seigneurie appartenant au comte d'Eschallenes; ainsy comme il preschoit le prestre ausy chantoit la messe, et le jeune homme qui lui avoit fait compagnie voyant que le peuple s'arrestoit après le prestre et qu'il empeschoit d'ouyr prescher Farel, ainsy que le prestre levoit son Dieu, estant esmeu de zèle ne se peut contenir qu'il ne l'arracha d'entre les

main d'iceluy et se tournant vers le peuple dit : Ce n'est pas icy le dieu qu'il vous faut adorer; il est là sus au ciel en la majesté du père et non entre les mains des prestres comme vous cuidez et comme ils vous donnent à entendre.

De ce fait les prestres et plusieurs autres furent grandement irrités et sonnèrent incontinent les cloches pour empêcher d'ouyr prescher Farel et d'assembler le peuple; et toutefois Dieu délivra pour ce coup Farel et son compagnon; mais le jour même, comme ils s'en retournoyent à Neufchatel passant par la ville de Vallangin par un lieu estroit où est le chasteau, ils furent assaillis d'une vingtaine de personnes tant prestres que autres hommes et femmes desquels ils furent rudement battus et blessés par coups de pierres et bastons. Les prestres n'avoient pas alors les gouttes aux pieds et bras; ils les battirent tellement que peu s'en fallut qu'ils n'en perdissent la vie, et les menèrent comme prisonniers au chasteau de la dame du lieu, laquelle estoit consentante au fait; or, en les menant, ils firent entrer Farel dans une petite chapelle et là le vouloyent contraindre de se prosterner devant une image de la Vierge Marie, à quoi il résista constamment, les admonestant d'adorer un seul Dieu en Esprit et Vérité, non les images muettes et sans pouvoir; mais eux le frappoient d'autant plus rudement, estant fachez de ses propos et constance, tellement qu'il y eut grande effusion de son sang, les marques duquel six ans après furent trouvées en la muraille de la chapelle. Ils les conduisirent, frappant sur eux, jusques à ce qu'ils furent mis dedans les prisons du chasteau desquelles depuis ils furent délivrés par ceux de Neufchatel qui, advertis de l'outrage qu'on leur avoit fait, les allèrent promptement quérir et tirer hors de prison, et jacoit que les prestres et ceux qui les avoient assaillis fussent depuis jugez et reputez comme brigands, toutefois nulle punition n'en fut faite, mesme depuis le prestre qui avoit mieux battu Farel que les autres mangeoit tous les jours à la table de la dame pour récompense, d'autant que la dame estoit papiste et leur portoit faveur. Neantmoins malgré elle l'Évangile fut planté en toute sa terre et la papisterie chassée sinon qu'elle avec aucuns sieurs prestres retinrent leur vieille religion jusqu'à la fin de sa vie et est morte en sa superstition.

Quelque temps après Farel ayant constitué des ministres au comté de

Neufchatel alla prescher en deux petites villes qui sont sujettes partie à Berne, partie à Fribourg, assavoir Granson qui est située sur le lac d'Iverdun et Orbe, èsquelles il eut de grandes contradictions, voire plus qu'en lieu où il eut jamais presché; toutefois finalement Dieu y planta son Évangile, combien que la religion papistique y soit demeurée jusqu'en 1554 auquel les superstitions papales furent du tout chassées de ces deux villes, la cause qu'il y heust plus grand nombre de ceux qui vouloyent l'Évangile que de ceux qui désiroient la messe et papisterie estre en vertu de l'accord faict entre les deux seigneuries de Berne et de Fribourg duquel nous avons ci-dessus parlé.

L'occasion qu'il eut de prescher à Orbe lui fut baillée par les seigneurs de Berne, lesquels ayant entendu qu'un certain Caphard avoit presché contre la doctrine de l'Évangile ordonnèrent que Farel iroit pour défendre la querelle de l'Évangile et la leur et que tous ceux d'Orbe y assisteroyent, car ils se trouvoient intéressez pour avoir esté injuriez du susdit moine.

Combien qu'ils cherchassent plus occasion d'avancer l'Évangile qu'autre chose, ils envoyèrent avec Farel dix ambassadeurs pour mettre en exécution leur ordonnance à laquelle ceux d'Orbe furent contraincts d'obéir; mais ils espéroient que Farel ne feroit qu'un presche pour faire ce que l'ordonnance des seigneurs de Berne portoit; des ambassadeurs furent contraincts de s'en retourner et de le laisser là, car ils virent bien qu'il ne laisseroit d'y prescher sous l'occasion, laquelle ils luy avoient baillée, que l'Évangile n'y fust reçu ou qu'il ne fust mort. Eux estant partis, un grand trouble advint ainsy que Farel preschoit, car plusieurs desguesnerent leurs espées sur luy ou pour luy faire outrage ou plustot pour l'estonner afin qu'il ne preschât plus. Mais il ne se troubla oncques, ains poursuivit son presche aussi bien que si tous l'eussent escouté paisiblement et sans faire semblant de rien qu'il vit, de quoy tous estoient estonnez.

En ce temps là Pierre Viret estoit à Orbe de laquelle il estoit natif et estoit alors fort jeune et n'y avoit pas long-temps qu'il estoit retourné des estudes de Paris. Farel voyant que c'estoit un homme d'un fort grand espoir tascha à l'introduire au ministère à Orbe et usa de toutes les persuasions qu'il put pour le faire prescher, à quoi Viret résistoit de tout son pouvoir, d'autant qu'il considéroit la grandeur et difficultés du ministère

de l'Évangile et que de son naturel il étoit craintif et modeste. Farel cognoissant que Viret estoit touché de la crainte de Dieu et que pour rien il ne voudroit que l'Évangile cessât d'être presché dans Orbe, il se partit de là, laissant Viret en sa place, usant envers luy de grandes obtestations et adjurations pour luy faire poursuivre l'œuvre qu'il avoit commencé. En cette sorte Viret fut contrainct de prescher et d'accepter le ministère et a depuis si bien fait son devoir à avancer l'Évangile tant par bonne vie que par ses presches et escripts qu'à bon droict il doit estre mis du premier rang de ceux qui en le temps ont esté les instruments par lesquels Dieu a restauré sa vérité au monde (1).

(1) Extrait du manuscrit n° 147, contenant la vie modeste de Farel et la chronique sur la réformation de Genève, par le ministre Froment.

ANNEXE B.

Afin de donner une idée des calomnies auxquelles Calvin fut en butte de la part de ses adversaires, et qui ont long-temps pesé sur sa mémoire, je citerai quelques passages de sa Vie que Bolsec publia en 1576. Calvin pouvait être accusé avec justice, de dureté, d'orgueil, d'exagération, de cruauté; mais s'il était à l'abri de tout reproche, c'était du côté des mœurs, du désintéressement, et de la frugalité. Voici cependant ce que Bolsec écrivit à cet égard sur lui, en l'accusant d'avoir été flétri à Noyon pour l'infamie de sa conduite, d'avoir eu les mœurs les plus dissolues, d'avoir été extrêmement recherché dans sa nourriture, d'avoir volé le bien des pauvres, d'avoir voulu ressusciter un mort, etc....

« Calvin, pourveu d'une cure et d'une chapelle, fut surpris ou convaincu du péché de sodomie, pour lequel il fut en danger de mort par feu, comment est la commune peine de tel péché : mais que l'évesque de laditte ville (Noyon) par compassion fait modérer laditte peine en une marque de fleur de lis chaude sur l'espaule, iceluy Calvin confus de telle vergongne et vitupère, se défit de ses deux bénéfices es mains du curé de Noyon, duquel ayant reçu quelque somme d'argent s'en alla vers Allemagne et Italie : cherchant son adventure, et passa par la ville de Ferrare, où il reçeut quelque aumone de madame la duchesse (1).....

« Singulièrement grand estoit le bruit et murmure de la femme d'un seigneur estranger venu pour la religion en ces pais là. Du nom duquel je me tay pour bon respect : mais son habitation estoit fort près de Genève,

(1) Histoire de la vie, mœurs, actes, doctrine, constance et mort de Jean Calvin, jadis grand ministre de Genève; recueillis par M. Hierosme Hermes Bolsec, docteur médecin à Lyon. Dédié au reverendissime archevesque comte de Lyon et primate de France. — Paris, 1576, p. 6. au verso.

quasy joygnant les franchises près de Saconnay en la terre de Gez. Ceste damoiselle estoit jeune, belle et gaye : or alloit Calvin fort souvent soupper là, et y demouroit au coucher, voyre le mari estant absent de la maison, et pais. Et sçay bien avec d'autres que la servante qui estoit lors avec laditte damoiselle revelà avec serment qu'elle avoit trouvé deux places de personnes au liet de sa maistresse, combien que son mary fut absent du pais : mais Calvin y avoit souppé et couché ce soir là ; pour lesquelles parolles laditte servante fut fort menassée et chassée de la maison (1).....

« Mais nous sommes bien informéz par gens de bien et dignes de foy, du train qu'il tenoit chez soy, car les meilleurs et plus friants morceaux lui estoient réservés pour sa bouche chez lui, ou bien présentez : et des vins, il n'y en avoit point de plus exquis en la ville : car tous les ans il luy en falloit, quoi qu'il coutast, du sauvagin ferrier de monsieur de la Flechière de Concise près Tonon, et quand il faisoit la faveur à quelque amy d'aller disner ou soupper avec luy, il luy falloit porter de son vin en un petit flascon d'argent, et cela étoit réservé pour la bouche de monsieur. Aussi avoit-il son boulenger qui le fournissoit de pain, faict expressement pour lui de fine fleur de fourment paistri avec eauce rose, canelle et anys : et après estre tiré du four biscotté : et estoit ce dit pain par singuliere excellence appelé le pain de Monsieur (2).....

« De mille telles baveries mises par luy pour amuser les simples, je ne feray autre conte : mais je me veux bien arrester à ce qu'il assure si impudemment qu'à l'exemple de saint Paul il avoit servy à l'église à ses despens, car le contraire est tout evident à tous ceux qui l'ont cogneu et conversé avec luy à Geneve. En premier lieu il avoit cent escuz de gages par an, secondement il prenoit des imprimeurs qui imprimoient ses œuvres à Geneve deux soulz de celle monnoye pour feuillet ou feuille entiere. Tiercement il estoit gardien de la bource des pauvres en laquelle se mettoient de bonnes sommes de deniers. Car outre ce que pour un coup la royne de Navarre defuncte sœur du feu roy François premier de ce nom, y envoya quatre mille francs : et la duchesse de Ferrare une autre

(1) Bolser, p. 23.

(2) Bolser, p. 22.

bonne somme, et plusieurs autres seigneurs et dames avec des marchands en l'intention de lever à Geneve l'art de la drapperie de laine, dequoy ledict Calvin avoit fait courir le bruit pour mieux attraper deniers. Et quartement, mourut à Geneve un appellé monsieur David de Haynault qui estoit venu en ladicte ville pour la religion, et mourant laissa deux mille escuz pour les pauvres : ordonnant les exécuteurs de son testament un hannoyer appellé Maldonnal, et un autre dict saint André qui estoit, ou fut tost après ministre de Geneve; le tiers exécuteur de son testament il ordonna Calvin auquel comme gouverneur et distributeur de l'argent des pauvres fut commise ladicte somme de deux mille escuz : desquels cinq cens furent distribuez à aucuns de ses plus intimes amys comme à Viret vingt cinq, à Farel vingt, et quelque autre somme aux susdits Maldonnal, S. André et autres : mais on ne peust sçavoir que devindrent les quinze cens dont se leva un grand murmure entre les pauvres; mais ceux qui en parlerent trop avant furent contraincts de sortir de Geneve, et atheistes : c'estoient les communs crimes qu'on attribuoit à tous ceux qui contristoient Monseigneur. Mais son avarice fut fort decouverte par gens de bien, et de bon entendement sur le faict d'un Nicolas de Fer, qui ayant fait banqueroute à Anvers de la somme de trois mille livres de gros, se retira à Geneve et s'adressa à Calvin et luy conta son affaire amplement, luy demandant conseil comment il se devoit gouverner advenant que ses crédeurs le vinsent pourchasser jusques audit lieu de Geneve : le conseil d'iceluy Calvin fut, qu'il achetast dudit argent des biens immeubles au nom de sa femme et de deux filles siennes : ainsi que lesdicts crediteurs n'auroient moyen de luy rien oster, n'ayant rien à luy : et qu'il mariast ses deux filles à deux personnages qui le peussent secourir contre iceux crediteurs. Ledit Nicolas s'arresta à ce conseil, et pour avoir plus de credit en la ville de Geneve, fait présent d'une notable somme d'escuz à ce bon seigneur Calvin, si contempteur de biens mondains que nonobstant les sceut fort bien prendre et moyenna que son frere Anthoine Calvin eust en mariage l'une de ces deux filles. Voila comme ce venerable seigneur Calvin, selon le tesmoignage de Theodore de Beze, mesprisoit les biens caduques et mondains. Toutefois comment pourroit-il cacher le tour du jeune Provençal, serviteur d'iceluy Calvin, qui lui desroba pour un coup la valeur

d'environ quatre mille francs : part en flascon , tasses et cuillers d'argent , et part en argent monnoyé qui estoit en une bourse. Car cela fut divulgué par toute la ville de Geneve et hors la ville. Et pour son honneur dist que c'estoit argent qui luy avoit esté baillé en garde par quelqu'uns qui s'estoient restirez ou vouloient se retirer en Genève : mais soit ce qui en peult estre , fut plus estrange que Calvin ne voulut permettre qu'on allast après , combien que plusieurs de ses amys se présentassent pour y aller : craignant , par adventure , que si ledit garçon eust été prins et ramené , il n'eust revelé des choses qui n'estoient gueres à l'avantage de son honneur ; cela engendra suspicion que le dit Calvin n'abusast de ce jeune garçon singulierement pour le cas qui lui estoit advenu à Noyon comme a esté dict par avant. Mais je laisse cela au jugement de Dieu , qui revelera les choses cachées et secretes (1).....

• Mais sur le point de son ambition , je ne puis , ne doy laisser passer en silence la ruse et piperie de laquelle il usa voulant ressusciter l'homme d'Ostun appelé le Brullé pour se faire estimer saint homme et glorieux prophete de Dieu opérateur de miracles. Le faict fut tel : cest homme duquel est mention estoit venu d'Ostun à Geneve pour la religion , et avoit indigence des biens temporels , tant que luy et sa femme s'estoient recommandez à monsieur Calvin pour estre participans de la bourse des pauvres et de leurs ausmones : ausquels le dit Calvin promit secours de biens temporels , et autres faveurs s'ilz vouloyent luy servir fidelement et secrettement en ce qu'il leur diroit : ce qu'ilz promirent , et selon que iceluy Calvin les avoit instruits , le pauvre Brullé contrefeit le malade et se mit au lit. Il fut recommandé aux presches qu'on priast pour luy et qu'il fut secouru d'ausmones : tost après il contrefeit le mort , de quoy Calvin secrettement adverty et comme celuy qui en estoit ignorant , s'en alla promener accompagné c'est à sçavoir selon sa coustume d'une grande troupe de ses devots et amys plus intimes , sans lesquels il ne s'acheminait guieres

(1) Bolsec , p. 13 à 15.

hors de son logis. Entendant doncques les cris et lamentations que faisoit la femme contrefaisant la bien desollée, il demanda que c'estoit et entra en la maison où il se mit à genoux avec sa troupe, et fait oraison à haute voix priant Dieu de monstrier sa puissance et faire ressusciter ce mort pour donner entendre à tout son peuple sa gloire et que ledit Calvin estoit son vrai serviteur à luy agréable et vrayment de luy mesme esleu, et appelé au ministere de son Évangile pour la réformation de son Eglise. Ayant finy son oraison il vint prendre ledit pauvre homme par la main lui commandant de la part de Dieu et de son fils Nostre-Seigneur Jesus-Christ, qu'il se levast et qu'il feist manifestation de la grace de Dieu : mais pour quelque répétition et haut crier sesdictes parolles par Calvin le mort ne parla ne remua : car par le juste jugement de Dieu qui ne veut ne peust approuver les mensonges ledit contrefaisant le mort mourut pour vray : ne pour poussement que sa femme lui sceust faire il se remua ne respondit, ains estoit tout froid et roide ; de quoy estant certaine, sadicte femme commença à braire et urler à bon escient, criant contre Calvin, et l'appellant pipeur et meurtrier de son mary, declarant à haute voix le faict comme il estoit passé, ceste femme pour exhortations ne menaces qu'on lui feist ne se voulant taire. Calvin la laissa avec son mary trespassé, disant qu'elle estoit transportée de son entendement pour le trespas de son mary et qu'il la falloist excuser : si est ce qu'il luy convint sortir de la ville et vider le pais et s'en retourna à Ostun, et puis fut femme d'un ministre appelé la Couldrée : et quoy que les devots de Calvin nyent cecy, il a esté toutefois bien sçeu, et verifié, ains confirmé par la femme mesme qui n'estoit rien transportée d'esprit, mais parlant bien à propos avec bonnes raisons (1).

• Il fut encores tourmenté d'un genre de maladie duquel nous lisons avoir esté vexés par juste jugement de Dieu aucuns ennemis de Dieu, usurpateurs de sa gloire et honneur : c'est d'une mangeson de poux et vermine partout son corps, et singulièrement d'une ulcère très-puante

(1) Boissac, p. 19 à 20.

et virulente au fondement, et parties vergongneuses où il estoit misérablement rongé de vers. Ainsi Honorins, second roy des Vandales, après avoir huit ans persecuté l'Église orthodoxe, périt finalement mangé des vers et des poux. Arnoulph empereur, successeur de Charles le Gros, qui fut un grand pilleur et saccageur des temples des Chrétiens, aussi misérablement mourut. Maximian empereur tres cruel sanguinaire : Antiochus Epiphane homme tres meschant et cauteleux, spoliateur du temple de Dieu, et contempteur de la gloire d'iceluy, qui par mespris du seul vray Dieu colloqua au temple de Hierusalem une idole de Jupiter : Hérode meurtrier des innocens, et usurpateur de l'honneur et tiltre de divinité : et d'autres hypocrites, et ennemis de Dieu qui, sous prétexte et couleur de sainteté ou zèle, persécutèrent la verité, furent exterminés par juste jugement et vengeance de Dieu, de tel genre de vexation, rongez de poux et vers en leur vie jusques à la mort, et apres ceste vie jettez à la mort seconde en éternelle misère et condamnation infernale, sur lesquels le dit du psalmiste est vérifié : « Dieu l'a consumé de double consommation. » Ce que on peut dire de Calvin : car nonobstant ce qu'en escrit de Bèze contre ceux qui disent que sa mort a vitupéré ou démenty sa vie, et soustient qu'il est decédé de ce monde du trespas des enfans de Dieu : il mourut néanmoins invoquant les diables, jurant, despitant, et maugréant pour les très grievres douleurs et très aspres afflictions lesquelles il sentait de la sévère et très pesante main de Dieu sur sa personne. Et de cela ont tesmoigné ceux qui le servirent jusque à son dernier soupir (1)...

(1) Bolsec, p. 39 et 40.

ANNEXE C.

Michel Servet, autrement appelé *Reves* ou *Villanovus*, était né à Villanova, en Aragon, dans l'année 1509⁽¹⁾. Il reçut sa première éducation en Espagne, et il se rendit ensuite en France. Il étudia le droit à Toulouse. Pendant qu'il était dans cette ville, les discussions soulevées par Luther, et qui se propageaient partout, vinrent exciter son esprit curieux et hardi. Jusque-là il n'avait jamais lu la Bible. Il la lut alors avec cette disposition indépendante qui était le caractère du temps, et qui appartenait plus à lui encore qu'à tout autre. Les divers novateurs avaient respecté la doctrine sur la trinité. Il conçut sur elle un nouveau système qui se rapprochait de celui des anciens Ariens; mais craignant de le publier en France, il se retira à Bâle en 1530⁽²⁾.

Il entra en communication et en controverse avec OEcoulampade sur la question de la trinité. Voici comment Bullinger rend compte de ces commencements des idées de Servet (3) :

« Cette année 1530, j'étais présent à un entretien que Zwingli eut avec le pieux et aimé de Dieu docteur OEcoulampade et avec Capito et Bucer, entretien dans lequel ils cherchaient comment et par quels moyens la vraie et saine vérité évangélique pourrait être conservée et avancée malgré la grande opposition et la résistance de beaucoup de gens. Alors OEcoulampade se plaignit de ce qu'il y avait à Basle un Espagnol bien impudent et obstiné, Michel Servet, qui venait d'élever des questions horribles et qui était un Arien. Il ajouta qu'il était à craindre qu'il ne communiquât ces opinions abominables, non seulement à lui dans ses conférences, mais

(1) *Historia Michaelis Serveti*, auctor Henricus ab Allwoerden. *Stadensis theol. cultor*. In-4° Helmstedii, an. 1737, p. 4. Voir aussi *Essai d'une histoire complète et impartiale des hérétiques*, par Jean Laurent Monheim, chancelier de l'université de Göttingue. Helmstedt, 1748, in-4° de 500 pages, en allemand, contenant l'histoire de Servet.

(2) *Ib.*, p. 4 à 9.

(3) In *prefatione ad responsionem ministrorum tigurinorum ad Jac. Andream*; et not. Z d'Allwoerden, p. 9.

aussi à d'autres. Zwingle dit alors : Frère OEcoulampade, tu as bien raison d'y veiller, car la fausse et mauvaise doctrine du méchant et scélérat Espagnol pourrait bien détruire toute notre religion chrétienne. Car si Jésus-Christ n'est pas vrai et éternel Dieu, il ne serait pas et ne pourrait pas être notre Sauveur; et tout ce que les saints prophètes et apôtres et les églises ont enseigné, et dont nous sommes plus que sûrs, serait faux : Dieu nous préserve que de pareilles horreurs se répandent parmi nous, aujourd'hui et jamais. C'est pourquoi fais-y attention de bonne heure, et repousse-le sérieusement. Réfute ses arguments futiles, et essaye si tu peux le gagner à la vérité par des raisons claires et nettes. OEcoulampade répondit : J'ai tout essayé avec lui, mais il est orgueilleux, et il aime tant les disputes que rien n'a la moindre influence sur lui. Zwingle dit : Cette affaire est une chose insupportable dans l'église de Dieu; tâche donc que cette horrible doctrine qui blasphème Dieu, ne s'étende point au préjudice de la chrétienté.

OEcoulampade écrivit en conséquence les deux lettres suivantes à Servet pour le réfuter et le convaincre.

Jean OEcoulampade à Servet d'Espagne.

Que l'esprit du Seigneur soit avec lui !

« Tu m'accuses de dureté et d'impatience à ton égard; pour moi, j'ai une raison plus grande de me plaindre. Tu m'opposes, comme si j'étais un oisif, toutes les inepties que la Sorbonne a débitées sur la trinité. Tu supportes avec peine que j'approuve Athanase et Grégoire de Naziance, ces grands théologiens, et, qu'à ton exemple, je ne les réfute point. Tu marches en ennemi contre l'église du Christ, qui fut pendant si long-temps écartée du fondement de sa foi. Tu ne souffres point que nous invoquions de nouveaux noms en notre témoignage, et néanmoins tu te le permets dans tes interprétations arbitraires. L'autorité de Tertulien l'emporte chez toi sur celle de toute l'Eglise. Tu feins de croire que nous parlons de la filiation de Dieu comme d'un acte matériel, que nous le regardons comme humainement fils de Dieu, et que nous anéantissons le titre de fils de Dieu; et tu

nous attribues ces choses avec de tels blasphèmes que j'y découvre une ruse diabolique, et cependant je te parais agir peu chrétiennement à ton égard, parce que je n'ai pas plus de patience, et que je souffre amèrement que Jésus-Christ, le fils de Dieu, soit ainsi abaissé. En d'autres choses je serai doux, mais je ne puis l'être à l'égard des blasphèmes contre le Christ. Toutefois je recommencerai en peu de mots, et je justifierai ma croyance; je le ferai non pour satisfaire à ta curiosité et à ton goût pour la dispute, mais pour que tu ne t'enorgueillisses pas sans cesse de m'avoir trouvé sans réponse.

« Tu nies que les deux natures puissent coexister dans la même personne. Moi, je réponds d'après Jean : le verbe a été fait chair, *Verbum caro factum est*. Ainsi donc le verbe et la chair sont les attributs d'une même personne; et on ne peut nier que le verbe et la chair ne forment deux natures diverses, le verbe n'ayant pas la nature de la chair, et la chair n'ayant pas celle du verbe. Tu réponds que jusques à ce jour on a désigné le fils par le *verbe*, de sorte que la personne du verbe ne serait pas distincte de celle du fils (c'est-à-dire, d'après toi, de celle de l'homme). Mais tu attaques injustement les Pères de l'Église; car s'ils appelèrent verbe le fils, ils le firent parce qu'il réunit en lui toute la nature de son père. Ils disent que le fils est consubstantiel au père, et l'image expresse de sa substance; et Paul écrit que le fils, lorsqu'il était dans la forme de Dieu, en sortit pour accepter la forme de l'esclave. Pour toi, la *prolation* est la génération même de la chair. Moi, je sais que la prolation du verbe exista au commencement, et fut toujours chez Dieu; car le verbe repousse tout accroissement. Mais pour la génération de la chair, il n'en est pas ainsi. Elle a commencé en même temps que le monde. Que si tu dis que la chair ayant existé de toute éternité, elle n'est pas autre chose que le monde. Tu feras ainsi un fils de Dieu éminent, en ne distinguant point le verbe du fils, ce qui est ton sentiment. Au commencement était le verbe, c'est-à-dire, au commencement existait l'image expresse de la substance de Dieu. Or, le fils, qui est cette image invisible de Dieu, existait aussi. Tu réponds : Dans les écrits des prophètes, ne prédit-on pas la future venue du fils ? mais n'avoueras-tu pas que le fils de Dieu devait se faire homme : tu soutiens que l'homme devait se transformer en fils de Dieu. Mais où tend ce raisonnement : que le fils de Dieu n'existait pas avant

l'incarnation ? comment donc est-il sorti du père ? Comment était-il avant Abraham ? comment a-t-il paru au commencement des jours de l'éternité ? Tu réponds : Je soutiens que le monde est de toute éternité, quoiqu'il ait été créé par Dieu, et c'est la même proposition de dire que le fils est depuis la création du monde, ou en d'autres termes depuis son commencement, et qu'il est depuis l'éternité. Voilà donc la gloire que tu attribues au fils de Dieu. Tu le fais coéternel à son père de la même manière que le monde. Mais par ce raisonnement tu détruis la paternité divine. Si pour toi, en effet, le fils a commencé (d'être), le père a aussi commencé. O pitié ! Celui par qui il a créé les siècles, n'a pas plus existé avant les siècles qu'il n'a existé avant le monde, qui fut créé aussi ! Voilà comment tu honores le fils de Dieu. Ta confession est celle-ci : « Nous confessons dans notre foi qu'il est un Dieu tout-puissant, seul, entièrement simple, et en aucune manière composé, qui, par son verbe et l'esprit saint, créa et affermit toutes choses ; il dit, et elles furent ; il ordonna, et elles subsistèrent. Nous croyons en un seul Seigneur Jésus-Christ, fils de Dieu, engendré par le verbe éternel de son père et constitué par Dieu pour être notre Sauveur ; nous croyons que par son intercession auprès de son père, son saint esprit nous est communiqué par le ministère des anges ; et nous louons, et bénissons et glorifions tous ses ouvrages comme la gloire et la puissance de Dieu, et nous baptisons au nom du père et du fils et du saint esprit, à la gloire des dispositions inexprimables de Dieu pour assurer notre salut. » Cette confession, dis-je, un homme simple et sans défiance l'approuverait peut-être. Mais parce que tu as déclaré ton sentiment, je l'exècre comme faussc. Nous admettons et nous aussi Dieu simple de nature, et en aucune manière composé ; mais dans cette très-simple nature, nous reconnaissons trois hypostases, dont la diversité de nature n'altère point la simplicité divine. Nous admettons et nous aussi un Seigneur Jésus-Christ, fils de Dieu, conçu par une merveilleuse opération de l'esprit saint, mais fils de Dieu avant d'être conçu. Car, quoique le fils de Dieu ait commencé d'être homme, il n'en était pas moins auparavant le verbe fils de Dieu. Nous admettons aussi qu'il a été établi notre Sauveur, et que par son intercession, l'esprit saint est envoyé par le père ; mais parce qu'il était le fils de Dieu lui-même, il est sorti de la semence d'Abraham, il est devenu participant de notre chair et de notre

sang, afin que, semblable à ses frères, il fût miséricordieux et fidèle pontife dans nos rapports avec Dieu. Ensuite, quant à cette proposition : que l'esprit saint nous est communiqué par le ministère des anges, je ne sais qui la comprendra. Car nous disons que l'esprit saint est le Seigneur des anges, et gouverne les anges, et qu'il agit lui-même par voie d'insinuation. Nous glorifions et nous aussi la puissance et la sagesse de Dieu dans les créatures. Nous repoussons cependant cette doctrine que le fils et l'esprit saint, au nom desquels nous baptisons, soient placés parmi les œuvres de Dieu, au nombre des créatures; quoique nous sachions pourtant que l'homme Christ, quant à ce qui touche à son humanité, est une créature, et qu'il distribue des dons divins qui sont des œuvres de Dieu ainsi que ces divines agitations qu'éprouvent les enfants de Dieu enflammés par l'esprit saint et le vrai Dieu. Au reste, j'ai assez vu combien tu diffères de nous; tu judaïses plus que tu n'annonces la gloire du Christ. J'écris ceci non point dans la chaleur de la colère, mais je veux conserver la foi à mon Dieu. Je le prie de t'éclairer, pour que tu reconnaises en effet le Christ comme fils de Dieu, et que tu le confesses. Ainsi soit-il (1).

*A l'Espagnol Servet, niant la consubstantialité du Christ, fils de Dieu,
Jean OEcolampade.*

• Tu me conjures de n'ajouter aucune importance au sacrement; moi, à mon tour, je te conjure de ne point faire de la chose un sacrement seul, car l'apôtre appelle secret ce qui n'est pas encore ouvertement annoncé. Aussi l'incarnation fut un secret autrefois, et n'était pas encore une chose. Mais en vérité, la filiation existait, car le verbe est coéternel à Dieu le père; car au commencement était le verbe, et le verbe était dans Dieu. Or, il n'était pas seulement dans le mystère du verbe, sans signification naturelle. En effet, ce qui était Dieu était la perfection. Le verbe était donc en Dieu même, et en conséquence chez Dieu. Et parce que le verbe possède en soi et embrasse toute l'essence de la divinité

(1) Cette lettre se trouve en latin dans Allwoerden, p. 11 à 14; et dans l'appendix de J. L. Moubrim, p. 389 à 391.

paternelle, il est avec raison appelé le fils de Dieu le père. Car on ne naît pas seulement de la chair. Ne lit-on point ces paroles aux Saintes Écritures : Ce qui est de l'esprit, naît esprit ? Car pour la nativité et la filiation, il faut considérer la nature du générateur, et ne point partir seulement du point de vue charnel. C'est ainsi qu'on appelle verbe avec raison ce qui déclare notre pensée, quoique au sortir (de notre bouche) ce ne soit plus qu'une particule d'air et qu'un souffle matériel. Ces opinions, Irénée les exprime partout. Et que le verbe, c'est-à-dire le fils, ait toujours été avec le père, nous le démontrerons par beaucoup d'arguments. Il réunit toujours en lui le verbe et la sagesse, le fils et l'esprit, par lesquels et dans lesquels il fait tout spontanément et librement, auxquels il parle aussi, disant : Faisons l'homme à notre image : tirant de lui-même la substance des créatures, et le modèle de ses œuvres, et la forme des beautés du monde. Et Irénée, dans son liv. iv, chap. 17, démontre, en partant de ces faits, qu'on peut distinguer Dieu le père du verbe, c'est-à-dire du fils. Et dans son liv. iii, chap. 21, il établit conséquemment que le verbe fut fait homme, et que le fils de Dieu fut fait fils de l'homme, et mêlé au verbe de Dieu, afin que percevant l'adoption, il (le fils de l'homme) devint fils de Dieu. Dans le même chapitre, il pose aussi en principe sa double génération. Nous voyons la même doctrine au chapitre 20, où il démontre que le fils existant chez le père n'a point commencé. Partout enfin Irénée soutient que le verbe de Dieu est en effet le fils du père, et non point seulement comme représentation de son fils à venir. Au reste, l'argument que tu tires de la qualité (diverse des natures) est frivole, parce que Jean a dit qu'il fallait croire que c'était Jésus-Christ, et que c'était le fils de Dieu. Il en est de même de cet argument, qu'il est l'oint du Seigneur, et qu'il a commencé d'être le fils de Dieu, parce que le même Jean a dit : Au commencement était le verbe et le verbe a été fait chair. Enfin, puisque tu promets de persévérer dans cette confession que Jésus est le fils de Dieu, je t'exhorte à reconnaître sa consubstantialité, à cause de l'union du verbe (avec lui), afin que nous puissions te regarder comme chrétien (1). »

(1) Dans *Allwoorden*, p. 14 à 16, et en latin; et dans J. L. Mosheim, p. 391 et 392.

Cette controverse ne changea point les opinions de Servet sur la trinité. Il quitta Bâle. Mais avant d'en partir, il remit son livre de *Trinitatis erroribus* à Conrad Russ, pour qu'il l'imprimât. La vigilance des théologiens suisses ayant empêché sa publication, il le fit imprimer en 1531 à Haguenau en Alsace (1). Son livre fut supprimé à Ratisbonne. Servet fit paraître en 1532 deux dialogues sur la trinité. On pense qu'il se rendit ensuite à Lyon, où il vécut comme correcteur d'imprimerie (2), et alla depuis à Paris où il abandonna la jurisprudence pour se livrer à l'étude de la médecine. Il y devint promptement docteur. Il était déjà maître ès-arts, et il apprit les mathématiques. Depuis lors, il se livra constamment à l'exercice de la médecine. En 1534, il offrit à Calvin, qui passa par Paris, d'entrer en discussion avec lui. « Tant y a, dit Théod. de Bèze, que Michel Servet, dès lors commençant à semer ses erreurs, Calvin ne refusa point de conférer avec lui pour essayer de le réduire, ou bien pour le convaincre et redarguer par la parole de Dieu. Pour ce fait fut accordé qu'ils se trouveroient tous deux à heure nommée en une certaine maison en la rue Saint-Antoine; ce que Calvin fit, combien qu'il y eût de danger pour sa personne; mais ledit Servet ne comparut, quoiqu'on l'attendit long-temps (3). »

Il demura à Paris jusqu'en 1537. Il publia un livre sur les sirops. On lui attribue la découverte de la circulation du sang (4). Il se rendit ensuite à Venise. Melancthon écrivit à la Seigneurie de cette ville pour qu'elle détruisît *en herbe les erreurs de cet homme criminel* (5). Il parcourut l'Italie. Il vit le pape à Rome.

Vers 1540, il habitait Charlieu à douze lieues de Lyon (6). Il fixa ensuite sa demeure à Vienne où il pratiqua son art. Vers l'an 1546, il envoya un écrit à Calvin, sur lequel il lui demanda son avis. Cet écrit, destiné à

(1) *Allwoerden*, p. 26.

(2) *Ib.*, p. 30.

(3) *Vie de Calvin*, p. 18.

(4) *Allwoerden*, p. 30 à 34; et la pièce 22, p. 499, dans *J. L. Mosheim*.

(5) *Ib.*, p. 34, et not. B.

(6) *Ib.*, p. 36.

signaler les erreurs de Calvin, était vraisemblablement un extrait du *Christianismi restitutio* qu'il publia plus tard. Le goût de la discussion le porta à demander à Calvin de l'appeler lui-même à Genève. Mais Calvin, profondément blessé, et qui avait déjà pris son parti contre Servet, écrivit à Viret : « Servet veut venir à Genève, mais appelé par moi. Je ne l'y appellerai jamais, et je ne lui engagerai point ma foi ; car j'ai déjà résolu, « s'il vient ici, de ne pas l'en laisser sortir vivant (1) ».

La contestation entre ces deux vieux adversaires en resta là jusqu'en 1553. Cette année, Servet publia à Vienne son livre intitulé *Christianismi restitutio*. Il n'y mit pas son nom. Il ne le donna que sous celui de *Villanovani*. Mais Calvin, qui faisait la police des opinions et qui surveillait de loin celles de Servet, en eut promptement connaissance. Il dénonça Servet aux magistrats de Vienne par l'entremise d'un Lyonnais nommé Guillaume Trie, qui demeurait à Genève et qui écrivit à Lyon et à Vienne. Servet fut saisi et jeté en prison ; mais gardé peu étroitement et s'étant fait beaucoup d'amis dans cette ville comme médecin, il parvint à s'échapper au bout de trois jours. Le 17 juin, les magistrats de Vienne le condamnèrent comme hérétique. Il fut brûlé en effigie, et cinq ballots de ses livres furent jetés dans les flammes (2).

En quittant Vienne, Servet eut l'intention de se rendre à Naples et d'y exercer la médecine parmi les Espagnols, ses compatriotes, qui demeuraient dans la ville. Il passa par Genève. Redoutant les dangers qui l'y menaçaient, il s'y tint caché. Il fit chercher une barque pour se rendre par le lac à Zurich. Calvin eut connaissance de sa fuite de Vienne et de son séjour à Genève. Il en prévint l'un des syndics, qui le fit saisir et emprisonner. Nicolas de la Fontaine, serviteur de Calvin, se porta accusateur de Servet et fut également mis en prison (3).

(1) « Servetus cupit huc venire, sed a me accersitus. Ego autem nunquam committam, ut fidem meam eatenus obstrictam habeat; jam enim constitutum habeo si veniat nunquam pati ut salvus erit. » — Lettre de Calvin, citée dans la note O de la p. 39 d'Allwoerden.

(2) Voir Allwoerden, de la p. 49 à 50.

(3) Allwoerden, p. 53 à 58.

Avant d'entrer dans l'histoire de son procès, il ne sera pas inutile de faire connaître ses opinions réelles sur la trinité et sur Jésus-Christ. Voici comment Stanislas Lubienietzki, dans son Histoire de la réformation polonaise, les résume en un discours qu'il attribue à Servet peu de temps avant sa mort (1).

*Discours de Michel Servet sur la vraie connaissance de Dieu
et de son fils.*

« Ceux qui établissent que Dieu est formé par trois personnes substantielles ou *hypostases* nous conduisent à croire à l'existence de trois dieux égaux par leur nature. Ils soutiennent en effet que ces trois choses substantielles sont distinctes et différentes, et ils veulent que chacune de ces choses, ou, suivant leur expression, que chacune de ces hypostases soit Dieu. Il est évident qu'ils font par là trois Dieux égaux et distincts. En effet, puisque ces personnes ou hypostases, différant par leur nature et par leur rang, sont chacune d'elles en particulier déclarées Dieu, il s'ensuit nécessairement qu'il doit y avoir autant d'attributs que de sujets, et que le nombre des dieux doit être multiplié selon le nombre des personnes. Et quoique leurs paroles ne nous annoncent qu'un seul Dieu, elles en présentent trois, cependant, à notre intelligence; et il ne se rencontre aucun esprit exercé et sincère qui ne comprenne qu'on lui propose le culte de trois dieux. Comment se fait-il que trois (essences) dont chacune d'elles est Dieu à part, ne forment, réunies, qu'un seul Dieu? Aucun homme n'a jamais pu le dire, ou le prouver. Il reste donc et dans l'esprit et dans l'intelligence ce doute insoluble et cette confusion inexplicable que trois sont un, et un sont trois. En effet, quoique l'intelligence entière s'élève vers

(1) *Historia reformationis polonicae in qua tum reformationum tum antitrinitariorum origo et progressus in Polonia et in ultimis provinciis narrantur*, par Stanislas Lubienietzki, né en 1623 et mort en 1675. Il figure dans la bibliothèque des antitrinitaires aux pages 89 et 90. — Le discours attribué à Servet est au liv. II, c. 5.

un seul Dieu, se propose de l'honorer et réunisse toutes ses forces pour le concevoir dans l'unité, trois objets distincts se présentent aussitôt à elle, et viennent se peindre dans les yeux de l'esprit. Il reconnaît dans chacun d'eux un Dieu, et voyant ainsi se présenter devant lui trois dieux égaux en effet et cependant distincts, il se trouble et succombe devant ce mystère inconcevable, entre un et trois. Ce fut cette cause qui détruisit la doctrine de la triade grecque ou de la triplicité. Si maintenant, en tournant nos voiles, nous examinons ce sujet en entier, nous en rapportant aux paroles de la très-sainte Écriture, comme à une pierre de touche; si nous en rapportant aux discours de Dieu, nous recherchons la vraie connaissance de Dieu, toute confusion, toute perplexité cessera sans aucun doute, et notre esprit ne sera plus forcé d'admettre rien qui lui répugne.

On doit savoir d'abord que le nom de Dieu est appellatif de toutes puissances, souverainetés et supériorités. Il convient proprement à celui qui est le chef de tous, le roi des rois et le seigneur des dominations, par qui toutes choses sont, et de qui toutes choses dépendent, à celui qui est le seul père et le seul créateur de tous. Ce nom moins justement employé peut aussi être appliqué aux créatures, parce que celui qui a pouvoir et puissance de la part de Dieu sur quelqu'un, celui-là peut être appelé Dieu, comme Moïse, dans l'Exode, VI, 1: Le Seigneur dit à Moïse: Je vous ai établi le *dieu de Pharaon*; et comme Cyrus, dans Isaïe, où il est appelé le *dieu d'Israel*, IV, 5, 3; et s'il est permis, pour fixer la valeur du mot, de joindre les choses profanes aux choses sacrées, Auguste César est le dieu de Virgile, et Lentulus le dieu de Cicéron, parce qu'il fut l'auteur de son rappel. Ainsi donc l'Écriture appelle dieux ceux que l'Être suprême et le Dieu éternel a ornés de quelque grace, de quelques vertus, de quelques privilèges, et a élevés au-dessus des autres. Aussi le psalmiste s'écrie, Ps. 82, 6, Je leur ai dit: Vous êtes des dieux; vous êtes tous les enfants du Très-Haut.

Mais ces dieux ne le sont point par leur nature; ils le sont seulement par la grace et le don de l'Être suprême, et, par cette raison, ils ne sont jamais appelés du nom de divinité (*deitas*) qui convient seul au dieu suprême. Chez les Hébreux, ils sont appelés Élohim ou Adonai, mais jamais par le nom propre et particulier de la divinité, qui est Jéhovah, c'est-à-

dire, le seigneur par excellence. (*Ici, il existe une lacune dans le manuscrit autographe.*)

C'est pourquoi Paul, au commencement de tous ses chapitres, s'exprime ainsi : « Graces et paix de la part de Dieu notre père, et de notre Seigneur Jésus-Christ. » Établir trois dieux égaux par nature est donc un blasphème et une impiété exécrationnelle; il faut donc tout rapporter à un seul Dieu, à celui qui est l'auteur de toutes choses et qui a tout créé par sa volonté. Celui-là seul, en effet, est Dieu par lui-même, en vertu de sa propre nature; tous les autres ne sont point dieux par eux-mêmes; ils reçoivent et reconnaissent en eux le pouvoir divin comme émanation du seul Dieu le père, et ils sont appelés dieux à cause du Dieu suprême. En effet, ce Dieu grand et unique peut sanctifier ses créatures et les remplir de sa divinité. Mais nous ne saurions admettre trois dieux égaux par nature; autrement, il faudrait aussi admettre de toute nécessité trois créateurs de l'univers ou pantocratores et trois pères. Le nom de Dieu convient simplement au seul père, qui est Dieu par lui-même, et qui a tout créé; lui seul peut simplement et absolument être appelé Dieu.

Des précédentes propositions, il est facile de déduire comment notre Seigneur Jésus-Christ, vrai fils de Dieu, peut être appelé Dieu; car il tire son principe de divinité de Dieu le père, et procédant du vrai Dieu, il est appelé le vrai Dieu, le Dieu de toutes les créatures; mais il n'est pas le Dieu du père qui soumet tout à lui. On trouve cette doctrine que Dieu le père est seul Dieu par sa nature, qu'il est le Dieu et le Seigneur du fils, dans Jean, 14, 28 : *Je vais vers mon père qui est plus grand que moi.* Jean, 20, 17 : *Je vais vers mon père et vers votre père; vers mon Dieu et vers votre Dieu.* Matth. 27, 46 : *O mon Dieu, pourquoi m'avez-vous abandonné?* Apoc. 3, 13 : *J'écrirai sur lui le nom de mon Dieu, et le nom de la cité de mon Dieu.* L'opinion de ceux qui veulent que le fils ait parlé comme homme et non comme Dieu, n'est point fondée. Je répondrai que l'émanation divine qui est dans le fils existe aussi pour l'homme. Le fils est un homme déifié, ou rempli par la divinité. En conséquence sa puissance ne saurait détruire celle du père. Le fils a été sans doute établi sur nous par le père comme notre Seigneur, notre Dieu et notre chef; mais le père est cependant le Seigneur, le Dieu et le chef du fils. 1 Cor. 11, 3; et le

filz a été soumis au père. C. 15, 28 ; et il est l'économe et l'administrateur de la maison paternelle. Hebr. 3, 8. C'est pourquoi le filz notre Dieu et notre chef a reconnu au-dessus de lui la divinité et la supériorité du père. Le Psalmiste a expliqué clairement ce double mode de la divinité du père et du filz, Ps. 45, 3, 7, 8 : « Vous surpassez en beauté les enfants des hommes ; la grace est répandue sur vos lèvres, parce que, ô trône, ô Dieu, vous êtes éternels, parce que le sceptre de votre empire est le sceptre de l'équité, que vous aimez la justice et que vous haïssez l'iniquité ; parce que Dieu, votre Dieu, vous a oints entre vos compagnons de l'huile de sa joie. » Car *ô trône, ô Dieu* et *Dieu vous a oints* sont au vocatif, et se rapportent au filz. Lorsqu'il ajoute ensuite *notre Dieu*, il parle de Dieu le père qui a oint le filz, et l'a sanctifié. Pareillement l'Ecclésiaste, en parlant de la sagesse qui représente le filz de Dieu, s'exprime ainsi, 24, 16 : « J'ai pris racine dans le peuple que le Seigneur a honoré et dans ses régions, héritage de mon Dieu. »

Je pense aussi qu'il est plus clair que le jour à celui qui veut adhérer aux Écritures, que le filz est Dieu par le père, établi comme Dieu sur toutes choses par le père, et reconnaissant au-dessus de lui la supériorité et la divinité du père, quoique les noms servant à marquer les diverses natures divines n'existent point chez les Grecs et les Latins, et que toutes soient désignées par le nom commun de Dieu. Il n'y a qu'un seul Dieu par lui-même, par sa propre nature, éternel, grand, suprême, immortel, invisible, incompréhensible, habitant la lumière inaccessible, la plus reculée, qui a tout créé, qui gouverne tout, par qui toutes choses existent, de qui toutes choses dépendent. Celui-là est le Dieu des dieux, le roi des rois ; il est le père et le Seigneur des seigneurs ; il est Jéhova, le seul que l'Écriture appelle simplement et absolument Dieu et le Père. Il est le père universel de tous, et proprement et en particulier père de notre Seigneur Jésus-Christ. Paul l'explique très-bien en disant, Cor. 8, 5 : « Encore qu'il y en ait, soit dans le ciel ou sur la terre, qui sont appelés dieux, et qu'en ce sens, il y ait plusieurs dieux et plusieurs seigneurs, il n'y a néanmoins pour nous qu'un seul Dieu le père qui a créé toutes choses et nous pour lui, et qu'un seul Seigneur Jésus-Christ par qui toutes choses et nous ont été faites. » D'où il est évident que des créatures peuvent être

honorées du nom de Dieu par la grace et la concession, cependant, du seul Dieu suprême, qui est le souverain Dieu des dieux, qui est le père de tous sur toutes choses, par toutes choses, et en toutes choses, auquel, comme au Dieu unique, suprême, Dieu par lui-même, tous les autres dieux se rapportent, se subordonnent, et obéissent. Ce grand nombre de dieux ne jette dans l'esprit aucune confusion, et ne préjudicie point à la divine unité, puisque toute créature loue le Dieu créateur et lui seul, comme le Dieu grand et suprême, l'honore et l'adore seul, duquel toute l'Écriture témoigne qu'il n'y a pas d'autre Dieu que lui. Deut. 6, 4 : « Écoute, Israël, le Seigneur, ton Dieu, est l'unique Dieu. » Deut. 10, 17 : « Jéhovah est le Dieu grand, le Dieu puissant, le Dieu terrible, qui ne fait attention ni aux présents ni aux personnes ; » et Ps. 50, 1 : « Le Dieu des dieux a parlé ; » et Paul aux Gal., 4, 8 : « Autrefois, lorsque vous ne connaissiez point Dieu, vous étiez esclaves de ceux qui ne sont point dieux par leur nature ; mais maintenant que vous connaissez le vrai Dieu, comment vous tournez-vous vers l'impuissance et la faiblesse ? »

(Suivent encore six citations.)

Les Écritures, comme on le voit, ont toujours soin de distinguer entre Dieu et le fils de Dieu, et si on lit avec attention, on sera convaincu que, trois ou quatre passages exceptés, elles appellent le père Dieu simplement et absolument, et Jésus, son Christ et son fils. Cependant, la divinité du fils diffère de celle des autres dieux. Ainsi, Dieu le père a déifié les autres et les a sanctifiés, mais avec des limites, comme ses fils adoptifs. Ainsi Moïse et Cyrus furent les dieux particuliers de Pharaon et d'Israël, mais le Christ, Dieu l'a béni comme son propre fils et l'a sanctifié sans mesure, et l'a rempli en entier de son esprit saint et de toute sa divinité, de la grandeur de laquelle nous sommes participants. Que le fils soit égal au père en divinité, en gloire, en puissance, cette doctrine ne détruit pas nos premières propositions, parce que toute divinité, gloire et puissance du fils procèdent du père, et sont reconnues par lui comme don du père ; d'où Matthieu peut dire, 28 : « Toute puissance sur le ciel et la terre m'a été donnée ; » et Pierre, Actes 2, 16 : « Parce que Dieu a fait Seigneur ce Jésus-Christ que vous avez crucifié. » Et c'est pourquoi Paul déclare que cette divinité du fils et son égalité avec le Dieu très-haut le

père, ne doivent point être comprises par rapport à Dieu le père lui-même, mais qu'elles ne doivent l'être que par rapport aux créatures. Cor. 15, 17 : « Et puisqu'il est dit que toutes choses lui ont été assujetties, il est manifeste qu'elles le sont toutes, excepté celui qui les lui a assujetties. » Lors donc que toutes choses auront été assujetties au fils, alors il sera aussi lui-même assujetti à celui qui lui aura assujetti toutes choses, afin que Dieu soit en tous. Or, quoique le fils se reconnût par le don du père égal au père en vertu, gloire et puissance, il ne voulut jamais cependant abuser des dons de l'égalité, et le convertir en tyrannie et rapine, comme Paul dit aux Phil. 11, 8 : « Il s'est soumis et s'est rendu obéissant jusqu'à la mort, et à la mort de la croix. » C'est pourquoi Dieu l'a élevé, et lui a donné un nom qui est au-dessus de tout nom, et lui a soumis les cieux, les terres, les enfers. Il voulut que toutes les créatures l'adorassent comme Dieu et Seigneur; en un mot, il accorda à son fils bien-aimé le plus de vertus, de puissance, de graces, de bénédictions et de divinité qu'il put lui confier, le plaça dans son égalité et sur son trône, et voulut que des honneurs aussi grands fussent rendus à son fils qu'à lui. Aussi; qui méconnaît le fils méconnaît le père. Aucun autre nom n'a été donné aux hommes sous le ciel, par lequel ils puissent espérer le salut (Act. 4, 12.), que celui du fils de Dieu, de notre Seigneur Jésus-Christ, qui est le vrai Seigneur et notre Dieu, comme Thomas (Joh. 20, 28), Paul et Jean l'ont témoigné. Ainsi louange, honneur et gloire dans l'éternité des siècles à notre Seigneur Jésus-Christ, à Dieu le père, le Dieu très-grand et très-clément. »

Le 14 août, Nicolas de la Fontaine produisit trente-neuf articles rédigés par Calvin, et il demanda que Servet fût interrogé sur eux. Ces articles étaient relatifs à ses opinions. Le trente-septième accusait Servet de s'être violemment élevé contre Calvin et la doctrine qu'il professait. Servet répondit à cette accusation que Calvin l'avait attaqué et injurié dans les livres qu'il avait imprimés, et que lui s'était borné à montrer la grandeur de ses erreurs. Nicolas de la Fontaine ayant donné caution, fut mis en liberté, et le procureur-général fut chargé de la poursuite du procès. Le 21, Calvin parut devant le tribunal et entra en discussion avec Servet.

Il lui présenta des notes que celui-ci avait ajoutées à la Bible et dans lesquelles il l'interprétait dans un sens entièrement littéral, et son livre du *Christianismi restitutio*, dans lequel il appelait la trinité *somnium Augustini*, et nommait trithéistes ou athées ceux qui croyaient en elle. Servet répondit qu'il n'appelait pas trithéistes ceux qui croyaient à la trinité, parce que lui qui y croyait serait aussi un trithéiste, mais ceux qui voulaient établir une distinction réelle quelconque dans l'essence divine, parce que ce serait lui enlever son unité. Il ajouta qu'il suivait en cela la doctrine des apôtres et des Pères de l'Église; une discussion s'engagea sur ce point entre les deux adversaires (1).

Le lendemain il écrivit aux syndics et au conseil la lettre suivante pour justifier son opinion et prouver son peu de danger.

*A mes très-honorés Seigneurs, Messesseurs les syndics et conseil
de Genève.*

Supplie humblement Michel Servetus, accusé, mettant en fait que c'est une nouvelle invention ignorée des apostres et disciples et de l'Église ancienne, de faire partie criminelle pour la doctrine de l'Escriture, ou pour questions procédentes d'icelle. Cela se montre premièrement aux Actes des apostres, chap. xviii et xix, où tels accusateurs sont déboutés et renvoyés aux églises, quand ni aultre crime que questions de la religion. Pareillement du temps de l'empereur Constantin le Grand, où il y avoit grandes hérésies des Ariens, et accusations criminelles tant du costé d'Athanasius que du costé d'Arius, lediet empereur par son conseil et conseil de toutes les églises, arresta que, suivant la ancienne doctrine, tieles accusations n'auront point de lieu, voire quand on seroyt hérétique comme étoist Arius. Mais que toutes leurs questions seriont décidées par les églises, et que estyla que seroyt convençu ou condamné par icelles, si ne se voloyt réduire par repentance, seroit banni. Laquelle

(1) Althorssen, p. 58 à 65, et Cl. de la Roche, Bib. ang., t. 2, b. c. 6., p. 110 à 120.





punition a esté de tout temps observée en l'ancienne Église contre les hérétiques, comme se preuve par mille autres histoires et autorités des docteurs. Pourquoy, messeigneurs, suivant la doctrine des apostres et disciples, qui ne permirent oncques tieles accusations, et suyvant la doctrine de l'ancienne Église, en laquelle tieles accusations ne estiont poynt admises, requiert ledict suppliant estre mis dehors de la accusation criminelle.

Secondament, messeigneurs, vous supplie considérer que n'a point offansé en vostre terre ni ailleurs, n'a point esté sédicieux ni perturbateur. Car les questions que lui tracte sont difficiles, et seulement dirigées à gens sçavants. Et que de tout le temps que a esté en Allamagne, n'a jamais parlé de ces questions que à OEcolampadius, Bucer et Capito. Aussi en France n'en ha jamais parlé à home. En oultre que les anabaptistes, sédicieux contre les magistrats, et que voliont faire les choses communes, il les a tousjours répruvé et réprouve. Donc il conclut que pour avoir sans sédition aucune mis en avant certaines questions des anciens docteurs de l'Église, que pour cela ne doyt aucunement estre destenu en accusation criminelle.

Tiersament, messeigneurs, pour ce qu'il est estranger, et ne sait les costumes de ce pays, ni comme il faut parler et procéder en jugement, vous supplie humblement lui donner un procureur, lequiel parle pour luy. Ce faisant farés bien, et Nostre-Seigneur prospérera vostre république.

Faict en vostre cité de Genève, le 22 d'aost 1553.

MICHEL SERVETUS, de Villeneuve,
En sa cause propre (1).

Le procureur-général répondit à cette requête que Servet s'était rendu coupable d'impiétés trop graves pour mériter d'avoir un procureur ou un avocat. Il présenta trente-huit nouveaux articles contre lui. Les premiers avaient concerné sa doctrine; la plupart de ceux-ci furent relatifs à sa

(1) Citée dans Allwoerden, p. 67 et 68, et dans Cl. de la Roche, p. 133 et 134, et dans J. L. Mosheim, p. 417 et 418.

personne et à ses mœurs. Comme ses accusateurs prétendaient qu'il avait mené une vie très-dissolue, il lui fut demandé par la treizième question, s'il s'était engagé dans les liens du mariage; il répondit qu'il n'avait jamais pensé à se marier, *eo quod impotentem sese ac herniosum esse, scivisset* (1).

Cependant le conseil de Genève ayant averti les magistrats de Vienne de la prise et de l'incarcération de Servet, ceux-ci le firent redemander pour le juger. Dès que Servet en fut instruit, craignant un sort plus funeste à Vienne qu'à Genève, il se jeta aux pieds de ses juges, et les supplia, en pleurant, de ne pas le renvoyer à Vienne, et de prononcer eux-mêmes sur sa cause, comme ils le voudraient (2).

Calvin, qui avait assisté déjà plusieurs fois à l'interrogatoire de Servet, intervint plus directement dans le procès, et le 15 septembre il lui présenta trente-huit propositions extraites de ses ouvrages, sur lesquelles il demanda qu'il fût interrogé. Ce jour même, Servet écrivit au conseil des Deux-Cents la lettre suivante, dans laquelle il se plaignait des misères, des douleurs et des injustices de sa captivité.

Mes très-honorés Seigneurs,

Je vous supplie très-humblement que vous plaise abrégier ces grandes dilations, ou me mettre hors de la criminalité. Vous voyés que Calvin est au bout de son roule, ne sachant ce que doyt dire, et pour son plaisir me vould ici faire pourrir en la prison. Les poulx me mangent tout vif, mes chausses sont descirées et n'ay de quoi changer, ni pourpoint, ni chamise, que une méchante. Je vous avois présenté une autre requeste, laquelle estoit selon Dieu. Et pour la empêcher, Calvin vous a allégué Justinian. Certes il est malheureux d'alléguer contre moi ce que luy-même ne croyt pas. Luy-même ne tient point, ni ne croyt poynt ce que Justinian a dit *de Sacrosanctis Ecclesiis et de Episcopis et clericis*, et d'autres choses de la religion; et sait très-bien que l'Eglise estoit déjà

(1) Allwoerden, p. 69.

(2) Allwoerden, p. 71.

dépravée. C'est grande honte à luy, encore plus grande, qu'il a cinq semaines que me tient ici si fort enfermé, et n'a jamais allégué contre moy un seul passage.

Messeigneurs, je vous avoys aussi demandé un procureur ou advocat comme aviez permis à ma partie, laquelle n'en avoyt si affaire que moy, que je suis estrangier, ignorant les costumes de ce pays. Toutefois vous l'avez permis à luy, pas à moy, et l'avez mis hors de prison devant de cognoistre. Je vous requier que ma cause soyt mise au conseil de Deux-Cents avecque mes requestes; et si j'en puyz appeler là, j'en appelle, protestant de tous despans, dommages et intérêts, *et de poená talionis*, tant contre le premier accusateur que contre Calvin, son maistre, que a prins la cause à soy.

Faict en vos prisons de Genève, le 15 septembre 1553.

MICHEL SERVETUS,

En sa cause propre (1).

Il n'y eut aucune autre conférence entre Calvin et Servet devant les juges. Servet eut bien la faculté de discuter avec Calvin, mais il n'en profita point, prétextant sa tristesse et ses chagrins. Il est possible qu'il en fut empêché par la crainte de la supériorité de son adversaire dans une controverse orale. La discussion eut lieu par écrit entre eux. Servet répondait aux propositions que Calvin avait extraites de son livre. Encouragé sans doute par les ennemis de Calvin, il se laissa aller à des invectives contre lui dans cette controverse écrite; il l'appelait Simon le magicien, imposteur, sycophante, perfide, menteur, et il disait : « Je suis constant dans une cause si juste, et je ne crains pas la mort (2). »

Après avoir lu tous ses écrits, le conseil de Genève le condamna secrètement à mort. C'était le désir de Calvin qui écrivait : « J'espère que la sentence sera capitale, mais je désire que l'atrocité de la peine lui soit épargnée (3). » Farel, à qui il écrivait en ces termes, le confirma dans son

(1) Citée dans Allwoerden, p. 73 et 74, et dans J. L. Mosheim, p. 418 et 419.

(2) Allwoerden, p. 85 et 86.

(3) Spero capitale saltem fore judicium, poene vero atrocitatem remitti cupio. Epist. ad Farellum.

sentiment. Servet en ayant appelé aux théologiens étrangers, le conseil de Genève consulta les pasteurs des villes suisses. Il envoya donc le livre que Servet avait publié, à Vienne, avec les écrits de Calvin et les réponses de Servet aux quatre églises de Zurich, de Bâle, de Berne et de Schaffouse; il leur demandait leur avis sur Servet. Ces Églises répondirent toutes promptement, et s'élevèrent contre Servet dont elles appelèrent les erreurs horribles et détestables, et furent d'avis qu'il fallait sévir contre lui, sans toutefois faire aucune mention de la peine de mort. La réponse de l'église de Zurich arriva le 2 d'octobre. Elle exhortait les magistrats de Genève à empêcher cette contagion de s'étendre plus loin. Il en fut de même de celle de Schaffouse qui arriva le 6, et de celle de Bâle qui arriva le 18. Ces deux dernières églises invitaient les Genevois à guérir Servet de ses erreurs, et, s'il était incurable, à se servir de leur puissance pour que l'église du Christ n'essuyât point par là un grand détriment. Les Bernois écrivirent dans le même sens (1).

Servet, qui ignorait ce qui se passait, adressa le 22 septembre au conseil une nouvelle supplique, dans laquelle il se plaignit que Calvin l'eût fausement accusé d'avoir nié l'immortalité de l'âme et l'incarnation du Christ.

Très-honorés Seigneurs,

Je suis détenu en action criminelle de la part de Jehan Calvin, lequel m'a faulusement accusé, disant que j'avés escript,

I. Que les âmes estiont mortelles, et aussi

II. Que Jésus Christ n'avoyt prins de la Vierge Maria que la quatriesme partie de son corps.

Ce sont choses horribles et exécrables. En toutes les aultres hérésies, et en tous les aultres crimes, n'y en a poynt si grand que de faire l'âme mortelle. Car à tous les aultres il y a s'pérance de salut et non poynt à

(1) Allwoerden, p. 89 et 90.

cestui-cy. Qui dict cela ne croyt poynt qu'il y aye Dieu, ni justice, ni résurrection, ni Jésu Christ, ni sainte escriture, ni rien : sinon que tout è mort, et que homme et beste soynt tout un. Si j'avés dict cela, non seulement dict, mais escript publicament pour enfecir le monde, je me condamnerés moy-même à mort.

Pourquoy, messeigneurs, je demande que mon faulx accusateur soit puni *pænâ talionis*, et que soynt détenu prisonnier comme moy jusques à ce que la cause soynt deffinie pour mort de luy ou de moi, ou aultre poine. Et pour ce faire, je me inscrist contra luy à ladicte poine de talion. Et suys content de morir, si non est convenu, tant de cecy que d'autres choses que je lui mettre dessus. Je vous demande justice, messeigneurs, justice, justice, justice.

Faict en vos prisons de Genève, le xxij de septembre 1553.

MICHEL SERVETUS,

En sa cause propre (1).

La réfutation des opinions de Servet fut rédigée par Calvin et signée par quatorze ministres. Servet écrivit en latin à la suite de cette réfutation :

« C'est assez crier jusqu'à présent et il y a ici une grande foule de signataires. Mais quelles preuves apportent-ils pour établir, comme ils le prétendent, que le fils est invisible et réellement distinct ? Ils n'en produisent aucune, et n'en produiront jamais. Cela convenait cependant à de si grands ministres de la parole divine, qui se vantent partout de ne vouloir rien enseigner qui ne soit démontré par des passages solides de l'Écriture. Mais aucuns passages pareils ne sont cités. C'est pourquoi ma doctrine est attaquée par des clameurs seules, mais elle n'est condamnée par aucune raison et par aucune autorité.

« MICHEL SERVET. — A signé seul, mais ayant Christ pour protecteur très-certain (2). »

(1) Citée dans Allwoerden, p. 91 et 92, et dans J. L. Mosheim, p. 419.

(2) En latin dans Allwoerden, p. 86 et 87.

Enfin, voyant qu'il n'était plus appelé devant ses juges, et que son sort n'éprouvait aucun adoucissement dans sa prison, il écrivit le 10 octobre la lettre suivante :

Magnifiques Seigneurs,

Il y a bien troys semmeines que je desire et demande avoir audiance et n'ay jamays peu l'avoir. Je vous supplie pour l'amour de *Jesu Christ*, ne me refuser ce que vous ne refuseries à un *Turc*, en vous demandant justice. J'ay à vous dire choses d'importance et bien nécessaires.

Quant à ce que avies commandé, qu'on me fit quelque chose pour me tenir net, n'en a rien esté faict, et suys plus pietre que jamais. Et davantage le froyt me tormante grandement à cause de ma colique et rompüre, laquelle mengeldre d'aultres pauretes, que ay honte vous escrire. C'est grande cruaulté, que je n'aye conget de parler seulement pour remédier à mes nécessités. Por l'amour de Dieu, Messeigneurs, dones y ordre, ou pour pitié, ou pour le devoyr.

Faict en vos prisons de Genève, le dixième d'octobre 1553.

MICHEL SERVETUS (1).

Mais ses supplications furent inutiles. Lorsque les réponses des églises suisses furent arrivées, il fut condamné au supplice du feu. Un de ses amis demanda vainement que sa cause fût soumise au conseil des Deux-Cents. Calvin lui-même, qui l'avait poursuivi avec tant de dureté et d'acharnement, chercha tout aussi vainement à faire adoucir son genre de mort (2). Comme la loi qui condamnait au feu les hérétiques n'était pas abolie, la sentence fut portée en ces termes :

(1) Citée dans Allwoerden, p. 94 et 95, et dans J. L. Mosheim, p. 420 et 421.

(2) Genus mortis couati sumus mutare, sed frustra. Ep. et rep. Calv. ep. CLXI, p. 304.

Michel Servet de Villeneuve au royaume d'Arragon en Espagne.

Lequel premièrement est esté atteint d'avoir, il y a environ 23 à 24 ans, fait imprimer un livre à Agnon en Allemagne contre la sainte et individue trinité, contenant plusieurs et grands blasphemes contre icelle grandement scandaleux ès églises desdites Allemagnes : lequel livre il a spontanément confessé avoir fait imprimer, non obstant les remontrances et corrections à lui faittes de ses faulses opinions par les sçavants docteurs évangélistes desdites Allemagnes.

Item, et lequel livre a esté par les docteurs d'icelles églises d'Allemagne, comme plein d'hérésies, réprouvé, et ledit Servet rendu fugitif desdites Allemagnes à cause dudit livre.

Item, et non obstant cela, ledit Servet a persévéré dans ses faulses erreurs, infectant d'icelles plusieurs à son possible.

Item, et non content de cela, pour mieux divulguer et espandre son venin et hérésie, depuis peu de temps en ça il a fait imprimer un autre livre à cachette dans Vienne en Dauphine, rempli desdites hérésies, horribles et execrables blasphemes contre la sainte trinité, contre le fils de Dieu, contre le baptesme des petits enfans, et autres plusieurs saints passages et fondemens de la religion chrestienne.

Item, a spontanément confessé qu'en iceluy livre, il appelle ceux qui croient en la trinite, *Trinitaires* et *Athéistes*.

Item, et qu'il appelle trinité un D... et monstre à tr—s t—tes (1).

Item, et contre le vrai fondement de la religion chrestienne, et blasphémant detestablement contre le fils de Dieu de toute éternité, ains tant seulement depuis son incarnation.

Item, et contre ce que dit l'Escripture Jesus-Christ estre fils de David selon la chair, il le nie malheureusement, disant icelui estre créé de la substance de Dieu le Père, ayant reçu trois élémens d'icelui, et un tant seulement de la Vierge : en quoy meschamment il prétend abolir la vraie

(1) Un dieu et monstre à trois têtes.

et entière humanité de Nostre Seigneur Jésus-Christ, la souveraine consolation du povre genre humain.

Item, et que le baptesme des petits enfans n'est qu'une invention diabolique et sorcellerie.

Item, et plusieurs autres points et articles, et execrables blasphemés desquels ledit livre est tout farci grandement scandaleux, et contre l'honneur et majesté de Dieu, du fils de Dieu et du Saint-Esprit : qu'il est un cruel et horrible meurtrissement, perdition et ruine de plusieurs povres ames, estans par sa dessus dite déloiale et detestable doctrine trahies. Chose épouvantable à reciter.

Item, et lequel Servet, rempli de malice, intitula icelui son livre, ainsi dressé contre Dieu et sa sainte doctrine evangelique, *Christianismi restitution*, qui est à dire *Restitution du christianisme*; et ce pour mieux seduire et tromper les povres ignorans, et pour plus commodément infecter de son malheureux et meschant venin les lecteurs de son dit livre, sous l'ombre de bonne doctrine.

Item, et outre le des susdits livre, assaillant par lettres mesmes foy, et mettant peine icelle infecter de sa poison, a volontairement confessé et reconnu avoir escrit lettre à un des ministres de cette cité, dans laquelle entre autres plusieurs horribles et enormes blasphemés contre nostre sainte religion evangelique, il dit nostre évangile être sans foi et sans Dieu, et que pour un Dieu nous avons un C—re à tr—s t—tes (1).

Item, et a davantage et volontairement confessé qu'au dessus dit lieu de Vienne, à cause d'icelui meschant et abominable livre et opinions, il fut fait prisonnier; lesquelles prisons perfidement il rompit et échappa.

Item, et n'est seulement dressé ledit Servet en sa doctrine contre la vraie religion chrestienne, mais comme arrogant innovateur d'hérésies, contre la papistique et autres, si que à Vienne même, il est été brulé en éfigie et de sesdits livres cinq balles brulés.

(1) Un cerbière à trois têtes.

Item, et nonobstant tout cela, étant ici es prisons de cette cité détenu, n'a laissé de persister malicieusement en sesdites méchantes et détestables erreurs, les tâchant soutenir avec injures et calomnies contre tous vrais chrétiens et fidèles tenementiers de la pure immaculée religion chrétienne, les appelant Trinitaires, Athéistes et Sorciers, nonobstant les remontrances à lui déjà dès long-temps en Allemagne, comme est dit, faites, et au mépris des repréhensions, emprisonnements et corrections à lui tant ailleurs qu'ici faites. Comme plus auplement et au long est contenu en son procès.

SENTENCE.

Nous sindiques, juges des causes criminelles de cette cité, ayant vu le procès fait et formé pardevant nous, à l'instance de notre lieutenant es dites causes instant, contre toi Michel Servet, de Villeneuve au royaume d'Arragon en Espagne, par lequel et les volontaires confessions en nos mains faites et par plusieurs fois réitérées, et tes livres devant nous produits, nous conste et appert toi Servet, avoir dès long-temps mis en avant doctrine fausse et pleinement hérétique et icelle, mettant arrière toutes remontrances et corrections, avoir d'une malicieuse et perverse obstination persévèrement semée et divulguée jusques à l'impression de livres publics contre Dieu le père, le fils et le saint esprit; bref, contre les vrais fondemens de la religion chrétienne, et pour cela tâché de faire clisme et tronble en l'église de Dieu, dont maintes ames ont pu être ruinées et perdues (chose horrible et épouvantable, scandaleuse et infectante), et n'avoir ni honte ni horreur de te dresser totalement contre la majesté divine et sainte trinité; ains avoir mis peine et t'être employé obstinément à infecter le monde de tes hérésies et puante poison hérétique; cas et crime d'hérésie grief et détestable, et méritant griève punition corporelle.

A ces causes et autres justes à ce nous mouvantes, désirant de purger l'église de Dieu de tel infectement, et retrancher d'icelle tel menbre pourri, ayant eu bonne participation de conseil avec nos citoyens et aiant invoqué le nom de Dieu pour faire droit jugement, séans pour tribunal au lieu de nos majeurs, aiant Dieu et ses saintes écritures devant nos yeux, disant, *au nom du père, du fils et du saint-esprit*, par cette notre définitive sentence laquelle donnons ici par écrit. Toi Michel Servet condamnons à devoir être lié et mené au champ de *Champel*, et là devoir

être à un piloris attaché et brûlé tout vif avec ton livre, tant écrit de ta main qu'imprimé, jusqu'à ce que ton corps soit réduit en cendres; et ainsi finiras tes jours pour donner exemple aux autres qui tel cas voudroient commettre. Et à vous, notre lieutenant, commandons notre présente sentence faites mettre en exécution (1).»

Cet arrêt cruel fut lu le 27 octobre à Servet par le tribunal. Le malheureux, frappé de stupeur à cette nouvelle, tomba dans un abattement profond, et demanda grace. Il supplia ses juges de lui faire trancher la tête, afin que l'énormité des souffrances ne le jetât pas dans le désespoir et ne perdît point son âme. Il ajouta que s'il avait péché c'était par ignorance, et qu'il n'avait pas eu d'autre intention ni d'autre volonté que d'augmenter la gloire de Dieu. Mais il trouva ses juges impitoyables et il fut reconduit en prison (2). Espérant sans doute qu'il obtiendrait la vie en touchant son persécuteur, Servet désira le voir deux heures avant sa mort. Deux conseillers allèrent prendre Calvin qui se rendit auprès de lui. Voici comment Calvin raconte lui-même cette conférence : « L'ayant questionné sur ce qu'il me voulait, il me dit qu'il voulait me demander pardon. Je lui répondis avec sincérité que je n'avais jamais poursuivi mes injures privées; que je l'avais averti avec toute la douceur possible; que seize années auparavant, je lui avais déjà offert mes soins pour le guérir au péril même de ma vie, et qu'il n'avait pas dépendu de moi que les gens pieux ne tendissent la main à son repentir; qu'ensuite j'avais doucement et sans éclat cherché à le ramener par les lettres que je lui avais écrites; qu'enfin je n'avais oublié aucun office de bienveillance jusqu'à ce que, exaspéré par mes libres observations, il avait répandu contre moi sa rage plutôt que sa bile. Mais m'abstenant de parler de ce qui me concernait, je le priai d'implorer plutôt le pardon du Dieu éternel qu'il avait trop atrocement injurié en tentant de détruire les trois hypostases de son essence, en l'appelant un cerbère à trois têtes, si l'on établissait une distinction réelle entre le père, le fils, et le saint-esprit; de chercher à apaiser le fils de Dieu auquel il avait honteusement enlevé sa nature en niant qu'il eût revêtu une chair semblable à la nôtre, en brisant ainsi le lien de l'union fraternelle, en

(1) Cette sentence se trouve dans Allwoerden, p. 97 à 101, et dans J. L. Mosheim, p. 444 à 446.

(2) Allwoerden, p. 101 et 102.

• repoussant l'unique rédempteur. Mais je n'obtins rien de lui par mes • avertissements et mes exhortations, et je ne voulus pas me montrer plus • sage que ne le commande la règle du maître. C'est pourquoi, selon le • précepte de saint Paul, je m'éloignai de cet homme hérétique qui, en • péchant, était condamné par son propre jugement (1). »

Servet fut conduit au supplice par Farel qui se trouvait en ce moment à Genève. En y marchant, le malheureux ne cessa de s'écrier : *O Dieu, sauve mon ame ! ô Jesus, fils du Dieu éternel, aie pitié de moi* (2) ! Lorsqu'il fut arrivé en vue du bûcher qu'on avait élevé hors de la ville, à Champel, lieu des exécutions, il tomba à genoux, et il pria Dieu pendant quelque temps. Tandis qu'il priait, Farel, s'adressant à la foule du peuple qui était accourue pour assister à ses derniers moments, disait : *Voyez quelle force a Satan quand il possède quelqu'un. Lorsque Servet eut achevé de prier, et se fut relevé, Farel, dans l'espoir sans doute qu'il rétracterait ses opinions, l'engagea à parler au peuple ; mais l'infortuné, troublé jusqu'au fond de l'ame, ne répondit que par des gémissements, et il s'écriait : O Dieu ! ô Dieu ! Sur les instances de Farel qui lui demandait s'il n'avait rien autre à dire : — Que puis-je parler, répondit-il, d'autre chose que de Dieu ? Farel l'exhorta à invoquer le fils éternel de Dieu, mais il le refusa constamment. Il s'avança ainsi en silence vers le bûcher. Il fut placé au milieu de fagots de chêne encore verts et de branches d'arbres encore garnies de leurs feuilles. Un pieu s'élevait au centre du bûcher, il y fut attaché par une chaîne de fer, et son cou y fut fixé par une corde épaisse qui faisait quatre ou cinq tours. On avait placé sur sa tête une couronne de chaume, couverte de soufre, et son livre de la *Restitution du christianisme* avait été lié à sa cuisse. Il pria lui-même le bourreau de ne pas le faire souffrir long-temps. Celui-ci mit d'abord le feu en face et ensuite tout autour de lui. En voyant s'allumer le bûcher, l'infortuné poussa un cri si horrible qu'il glaça de terreur tout le peuple. Il souffrit long-temps, et il criait d'une voix lamentable : *Jesus, fils du Dieu éternel, ayez pitié de moi !* Pour abrégér ses souffrances, quelques gens du peuple allèrent chercher du bois, et le jetèrent dans le bûcher. Après une demi-heure de cet*

(1) *Altwoerden*, p. 208. — *Calvini opuscula*, p. 687.

(2) *O Deus, serve animam meam ! O Jesus, fili Dei æterni, miserere mei !* — *Altwoerden*, p. 209.

affreux tourment, il expira (1). Telle fut la fin de Servet, que des hommes qui auraient été brûlés dans leur pays, parce qu'ils ne pensaient pas ce qu'y pensait tout le monde, firent brûler parce qu'il ne pensait pas comme eux.

Voici comment Théodore de Bèze raconte cet événement dans la Vie de Calvin :

« En ce temps-là Michel Servet (dont il a esté parlé ci-dessus), Espagnol, de maudite mémoire, survint, non pas homme, mais plustost un monstre horrible composé de toutes les hérésies anciennes et nouvelles, condamnant le baptisme des petits enfans : et surtout exécrationnable blasphémateur contre la sainte trinité : et nommément contre l'éternité du fils de Dieu. Cestuy-cy estant arrivé dans cette ville, et reconnu par aucuns qui l'avoient veu ailleurs, fut saisi par le magistrat le 13^e jour d'aoust, à cause de ses blasphèmes. Et là dessus fut tellement et vivement combattu par Calvin en la vertu de Dieu et de sa Parole, que pour toute défense il ne lui resta qu'une opiniastreté indomtable : à raison de laquelle par juste jugement de Dieu et des hommes, le 27^e jour d'octobre, il fut condamné au supplice de feu : et ainsi finit sa malheureuse vie et ses blasphèmes qu'il avoit desgorgez de bouche et par escrit, l'espace de treize ans et plus. Or il n'est pas besoin d'en parler davantage, veu qu'il y a un fort beau livre, que Calvin en composa expressément un peu après, assavoir l'an 1554, où il montre que la vraye et droite foi porte de croire trois personnes en une seule essence divine, réfute les erreurs détestables de ce mal-heureux Servet : et prouve que l'office du magistrat s'estend jusques à réprimer les hérétiques, et que pourtant à bon droict ce meschant-là a esté puni de mort à Genève : brief, qu'il portoit des marques bien certaines de réprobation (2). »

(1) Voir, pour tous ces détails, A'Innoerden, p. 108 à 124, et dans l'*Historia de morte Mich. Serveti*, publiée sous le nom de *Faticanus*, vraisemblablement par Seb. Castellio; J. L. Mosheim, p. 448 à 451.

(2) Vie de Calvin, p. 62, 63, 64.

